

Transformer notre monde

L'alphabétisation au service du développement durable



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



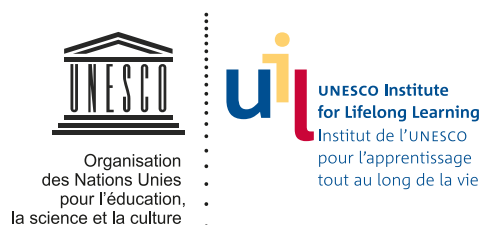
UNESCO Institute
for Lifelong Learning
Institut de l'UNESCO
pour l'apprentissage
tout au long de la vie

Transformer notre monde

L'alphabétisation au service du développement durable

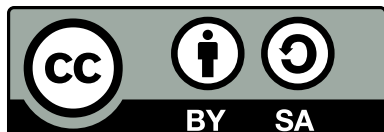
Études de cas tirées de la base de données de pratiques efficaces
d'alphabétisation et de numératie de l'UNESCO (LitBase)

<http://www.unesco.org/uil/litbase>



Publié en 2016 par
l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage
tout au long de la vie
Feldbrunnenstraße 58
20148 Hambourg, Allemagne

© Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>).
Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).

Alors que les programmes et projets de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) sont élaborés conformément aux directives fixées par la Conférence générale de l'UNESCO, les publications de l'Institut sont rédigées sous sa seule responsabilité ; l'UNESCO ne répond pas de leur contenu.

Le choix et la présentation des faits ainsi que les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne coïncident pas nécessairement avec les positions officielles de l'UNESCO ou de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO ou de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Nous adressons nos remerciements aux personnes suivantes qui nous ont aidés à élaborer les études de cas lors de leur stage à l'UIL :

Alena Oberlerchner, Andrea Díaz Hernández, Anne Darmer, Ayda Hagh Talab, Bo Zhao, Julian Kosh, Justin Jimenez, Kwaku Gyening Owusu, Laura Fox, Lingwei Shao, Mahmoud Elsayed, Mariana Simoes, Medaldo Runhare, Michelle Viljoen, Mihika Shah-Wundenberg, Mika Hama, Moussa Gadio, Nisrine Mussaileb, Rouven Adomat, Ruth Zannis, Sarah Marshall, Seara Moon, Shaima Muhammad, Stephanie Harvey, Thomas Day, Ulrike Schmidt, Unai Arteaga Taberna.

Coordination : Ulrike Hanemann et Cassandra Scarpino

Graphisme : Sabine Siegfried

Photo de couverture : « Training Farmers in Bangladesh », S. Mojumder/Drik/CIMMYT / CC-BY-SA, 2011

ISBN 978-92-820-2123-1

Table des matières



PRÉFACE Page 6

INTRODUCTION Page 7

AFRIQUE



Afrique du Sud
Programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes Page 11

Angola
alphabétisation participative libératrice mise en œuvre
par les communautés Page 18

Éthiopie
Éducation fonctionnelle intégrée des adultes Page 26

Gambie
J'apprends ta langue, tu apprends ma langue, nous
nous comprenons, demain nous appartient Page 30

Ghana
Programme d'alphabétisation et de développement
communautaire Page 34

Namibie
Projets d'alphabétisation environnementale de NaDEET Page 38

Ouganda
Programme d'éducation non formelle et de formation professionnelle Page 44

Sénégal
Associés en Recherche et Éducation pour le Développement (ARED) Page 50

ÉTATS ARABES



Égypte
Apprendre et entreprendre à Garbage City Page 54

Maroc
Projet d'alphabétisation fonctionnelle des femmes des
coopératives d'argane au moyen de DVD en langue amazigh Page 59

ASIE et PACIFIQUE



Bangladesh
Le modèle Ganokendra des centres d'apprentissage communautaire Page 64

Cambodge
Soutien à l'amélioration de la santé maternelle et infantile
et construction d'environnements alphabétisés (SMILE) Page 70

Chine
Programme CLC (Centres d'apprentissage communautaires) Page 74

Inde
Enseigner aux nomades dans leur habitat Page 78

Indonésie
Alphabétisation pour le XXIème siècle : Promouvoir
l'innovation face aux catastrophes naturelles Page 85

EUROPE



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Indonésie Programme villageois de formation professionnelle	Page 89
Népal Programme centres d'apprentissage communautaires	Page 93
Ouzbékistan Centres d'apprentissage communautaires	Page 97
Philippines Programme de développement et d'apprentissage des adultes basé sur la communauté	Page 102
Viet Nam Centres d'apprentissage communautaires, outils actifs du programme national d'alphabétisation et de post-alphabétisation	Page 108
Slovénie Défis de la campagne – un programme d'alphabétisation des adultes ruraux de Slovénie	Page 113
Brésil Alfabetizando com Saúde (Apprendre à lire et écrire en bonne santé)	Page 119
Chili Apprentissage et formation tout au long de la vie (Programa de Educación y Capacitación Permanente, Chilecalifica)	Page 124
Haïti Alphabétisation de base et formation professionnelle des jeunes adultes	Page 131
Pérou Programmes d'alphabétisation et de l'éducation de base des adultes ibéro-américaines	Page 137
Uruguay Programme national pour l'éducation et le travail : centres d'éducation et de formation professionnelle (CECAP)	Page 142

Préface

Réalisant le mandat de l'UNESCO de diffuser mondialement l'information sur les programmes et politiques efficaces d'alphabétisation, l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) gère depuis 2009 une banque de données afférente baptisée Pratiques efficaces d'alphabétisation (LitBase). L'objectif des programmes contenus dans LitBase ne se limite pas à l'acquisition de compétences de lecture, d'écriture, de langage et de calcul. Bien plus, la plupart d'entre eux visent en premier lieu à améliorer les conditions de vie des apprenants. En reliant l'alphabétisation à diverses activités de développement, ils tentent de transformer la vie de chaque apprenant, mais aussi celle de leurs familles et communautés. Les données scientifiques indiquent que les programmes d'alphabétisation attirent et rallient plus facilement les apprenants jeunes et adultes s'ils répondent à leurs besoins éducatifs et exercent un impact tangible sur leur vie quotidienne.

Les programmes rassemblés dans cette publication appliquent ce principe de base et associent l'alphabétisation à divers aspects du développement durable. Ils démontrent que la littératie et la numératie peuvent être combinées à d'autres thèmes liés au développement tels que la santé, la citoyenneté, l'égalité entre les sexes, l'emploi et le travail, les moyens de subsistance, l'environnement et la parentalité, pour n'en mentionner que quelques-uns. Ces programmes s'adressent en majorité aux femmes, aux jeunes vulnérables et aux groupes défavorisés, à travers des approches autonomisantes d'enseignement et d'apprentissage. Ils sont généralement ancrés dans la communauté et associent l'alphabétisation à des activités génératrices de revenus et à l'apprentissage de compétences pratiques. Tous ont un trait en commun : ils illustrent le pouvoir transformateur de l'alphabétisation, en donnant aux apprenants les moyens de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la marginalisation.

Ces exemples confirment en outre le rôle décisif que les compétences de base – lecture, écriture, calcul et langage – peuvent et doivent jouer dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), adoptés récemment en septembre 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Transformer notre monde – titre de l'Agenda 2030 pour le développement durable – suggère que l'espoir et l'ambition amélioreront profondément notre vie à tous, et que notre monde sera transformé en mieux. Si notre époque recèle d'immenses opportunités, il est cependant urgent de nous engager une nouvelle fois dans une action concertée afin qu'aucun individu ne soit laissé pour compte. Le développement durable commence par l'éducation, et l'alphabétisation en est son fondement. Je suis fermement convaincu que l'alphabétisation est indispensable à la création de sociétés pérennes et inclusives. Investir dans l'alphabétisation et l'éducation des adultes est par conséquent essentiel à un effet multiplicateur à travers le mouvement entier du développement durable.

Cette publication – ici dans sa seconde édition enrichie de nouvelles études de cas – vise à mettre les programmes d'alphabétisation innovants et prometteurs réalisés dans toutes les régions mondiales à la disposition des parties prenantes concernées par l'alphabétisation, décideurs, chercheurs et praticiens. Elle contribuera à identifier les actuels défis, tendances et enseignements tirés, et à promouvoir l'alphabétisation et l'éducation des adultes comme moteur du développement durable. Je nourris l'espoir que cette publication alimentera en outre un débat stimulant sur les stratégies efficaces reliant plus étroitement l'alphabétisation au développement durable, et valorisant ainsi son pouvoir de transformation.



Arne Carlsen

*Directeur
Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie*

Introduction

L'agenda du développement pour l'après-2015 fixe 17 Objectifs de développement durable (ODD) et 167 cibles. Ceux-ci sont intégrés et indissociables, et visent à harmoniser les trois dimensions du développement durable : croissance économique, inclusion sociale et protection de l'environnement. Ces objectifs et leurs cibles stimuleront l'action des 15 prochaines années dans cinq domaines déterminants : l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats. L'humanité est au centre du développement durable. Mais ce dernier ne pourra être réalisé sans une humanité instruite. Il est depuis longtemps une évidence que l'éducation est la clé du développement durable.

Il existe des preuves tangibles sur les bienfaits généraux de l'éducation, en particulier sur la réduction de la pauvreté (UNESCO, 2011). L'éducation aide les mères à mieux nourrir leurs enfants (UNESCO, 2013), et les personnes plus instruites sont moins exposées aux problèmes de santé (UNESCO, 2011). L'éducation permet aux filles et aux femmes de réaliser pleinement leur potentiel (Psacharopoulos and Patrinos, 2002) et est l'un des principaux moteurs du progrès et de la prospérité économiques (UNESCO, 2013). Les personnes instruites sont plus en mesure de comprendre, de favoriser et de concevoir des solutions en faveur de villes et de communautés pérennes, d'autre part d'utiliser plus efficacement l'eau et l'énergie et de recycler les déchets ménagers (UNESCO, 2013). Les individus possédant un niveau de scolarité élevé se montrent plus soucieux de la protection de l'environnement. Des études établissent en outre que l'éducation est une base essentielle pour la paix, la tolérance et l'existence d'une société civile dynamique (UNESCO, 2012, 2013). En un mot, les progrès pour atteindre les Objectifs de développement durable seront limités en l'absence d'une éducation de qualité accessible à tous.

L'Objectif 4 de développement durable vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Il implique que « chacun, quels que soient son sexe, son âge, sa race ou son origine ethnique, y compris les personnes handicapées, les migrants, les autochtones, les enfants et les jeunes en situation de vulnérabilité, devrait avoir accès à une formation qui l'aide à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour mettre à profit les possibilités qui s'offrent à lui et participer pleinement à la vie de la société » (document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015). Étant donné les immenses défis auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui en matière de développement durable, nous ne pouvons nous permettre de nous concentrer uniquement sur l'éducation des enfants. Au cours des 15 années à venir, l'accès à une éducation de qualité, et en soutien la création d'une culture de l'apprentissage,

seront décisifs tant pour les enfants que les adolescents, les jeunes gens, les adultes et les seniors.

Il importe en particulier que les groupes de citoyens vulnérables et défavorisés deviennent autonomes en accédant aux connaissances et compétences appropriées, en vue d'éliminer la pauvreté et la faim, et de relever les défis d'aider les individus à mener une vie saine, de promouvoir l'égalité entre les sexes et d'assurer l'accès à l'eau et aux installations sanitaires, à l'emploi et au travail décent, pour n'en citer que quelques-uns. Bien avant le lancement de la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable (DEDD, 2005-2014) et le débat sur le Programme de l'éducation pour l'après-2015, le développement durable était reconnu comme un objectif majeur de l'apprentissage des adultes (Mauch, 2014). L'importance de l'apprentissage non formel et informel, relatif notamment au changement d'attitudes et de comportements, est soulignée dans les trois dimensions (ou piliers) du développement durable. L'approche de l'alphabétisation et de l'éducation fondée sur les droits préconisée par l'UNESCO (UIL, 2009) et la priorité accordée aux groupes marginalisés concordent clairement avec l'accent mis sur la lutte contre les inégalités sociales dans les Objectifs de développement durable. L'autonomie économique et la pérennité de l'environnement – les deux autres piliers du développement durable – sont également présentes depuis plusieurs décennies dans les programmes d'alphabétisation et d'apprentissage des adultes et sont loin d'être nouvelles dans ce domaine (ASPBAE, 2012 ; Hanemann, 2005 ; Robinson-Pant, 2014).

Les programmes d'alphabétisation présentés dans cette publication proviennent de toutes les régions mondiales et témoignent du rôle central de l'alphabétisation pour relever les défis du développement durable tels que la santé, l'équité sociale, l'indépendance économique et la pérennité de l'environnement. La plupart de ces programmes entendent associer au moins deux des trois dimensions du développement durable – équité sociale, autonomie économique et protection de l'environnement –, et ils sont nombreux à cibler soit les femmes, comme le Projet marocain d'alphabétisation fonctionnelle des femmes, soit les jeunes vulnérables, tels l'initiative Alphabétisation de base et formation professionnelle des jeunes adultes en Haïti ou le Programme national pour l'éducation et le travail en Uruguay. Si quelques-uns s'efforcent de répondre aux besoins de groupes vivant en milieu urbain, par exemple les adolescents qui vivent et travaillent dans la cité des déchets au Caire, la majorité d'entre eux sont ancrés dans une communauté et interviennent pour les populations rurales. Le programme rural d'alphabétisation des adultes en Slovénie en est un exemple. D'autres, tel « Enseigner aux nomades dans leur habitat » déployé dans les collines de l'État d'Uttarakhand en Inde, desservent même les

minorités nomades et isolées par l'action « d'enseignants mobiles ».

Un nombre appréciable de programmes réunissent les trois dimensions du développement durable, dont fait partie la protection de l'environnement. Il en est le cas pour le Projet d'alphabétisation fonctionnelle des femmes des coopératives d'argane, géré par l'organisation non gouvernementale (ONG) marocaine Ibn Albaytar, qui vise à promouvoir et à mettre en évidence une relation équilibrée entre l'homme et la nature. L'arganier sert de rempart contre l'avancée du désert saharien, et produit aussi une huile utilisée en cuisine, dans l'industrie cosmétique et la médecine traditionnelle. Le programme d'alphabétisation est dispensé en amazigh, une langue berbère, et associe compétences pratiques en gestion des coopératives, sensibilisation à l'importance de préserver l'arganeraie, et information sur le nouveau code de la famille. Un autre exemple est le programme slovaque Romano Barardo (les jardiniers roms), également mis en œuvre par une ONG. Il a pour objectif principal de combattre la pauvreté au moyen de mesures d'éducation et de formation en agriculture biologique pour les communautés roms marginalisées. Il permet aux Roms et à d'autres groupes exclus d'apprendre l'agriculture écologique et favorise ainsi leur autosuffisance alimentaire. Il aide en outre les Roms à sortir de l'exclusion sociale à travers le dialogue interethnique et la coopération avec les autres groupes de la société.

Si de nombreux programmes d'alphabétisation ont intégré un aspect environnemental dans leur curriculum, rares sont ceux qui mettent la pérennité de l'environnement au centre de leur action. Citons en exemple la fiducie Projets d'alphabétisation environnementale dans le désert de Namibie (NaDEET), qui a ouvert un centre d'éducation environnementale dans la réserve naturelle NamibRand située dans la région Hardap au sud du pays, pour travailler avec les enfants et les adultes des communautés locales. Ces derniers bénéficient d'un apprentissage pratique fondé sur l'expérience et ont l'opportunité d'analyser leur expérience quotidienne relative au changement climatique. Le programme indonésien Promouvoir une éducation de base innovante face aux catastrophes naturelles a pour but spécifique de renforcer auprès de la population les capacités de résistance en cas de catastrophes. Il aide les communautés à se préparer à de telles circonstances et assiste les familles dans la phase de redressement.

La grande majorité des programmes d'alphabétisation présentés adoptent une approche fonctionnelle et communautaire, et relie l'alphabétisation à des activités rémunératrices et des formations pratiques. Le Programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes (ALSTP) en Afrique du Sud applique une approche intégrée de l'alphabétisation

et du développement communautaire. Il englobe l'alphabétisation en langue maternelle, l'anglais comme seconde langue, la numératie et des formations thématiques pour développer les moyens de subsistance (génération de revenus, production alimentaire et conservation des aliments), en outre une éducation sanitaire et civique ainsi qu'à la préservation durable de l'environnement. L'approche est similaire dans le Programme d'alphabétisation et de développement communautaire de Pamoja au Ghana, projet intégré d'alphabétisation et de développement socio-économique qui réunit alphabétisation, formation aux moyens de subsistance, éducation sanitaire, civique et environnementale. Ces initiatives incitent souvent les participants à s'organiser en groupes ou comités communautaires d'auto-assistance, dans le but d'obtenir du gouvernement un soutien financier et technique pour le développement local. C'est le cas par exemple du Programme d'éducation fonctionnelle intégrée des adultes (IFAE) à Siliti en Éthiopie.

Le programme népalais des centres d'apprentissage communautaire est un exemple typique dans la région Asie de programme éducatif communautaire qui offre des opportunités axées sur le développement rural. Outre l'alphabétisation, il propose des formations aux moyens de subsistance et un soutien pour entreprendre des projets générateurs de revenus, une éducation sanitaire et civique ainsi que la transmission de connaissances sur la gestion et la sauvegarde de l'environnement. D'autres exemples de programmes communautaires qui intègrent l'alphabétisation au développement durable – même s'ils privilégient la création de revenus – sont les Ganokendra (centres d'apprentissage communautaire) au Bangladesh, les centres correspondants à Gansu en Chine, le centre professionnel villageois en Indonésie, le Programme de développement et d'apprentissage des adultes basé sur la communauté (CALDP) aux Philippines, les centres d'apprentissage communautaire en Ouzbékistan, et le programme de centres d'apprentissage communautaire au Viêt-nam fortement axé sur les minorités ethniques.

Le Programme d'alphabétisation et d'éducation de base des adultes (PAEBA) au Pérou a pour objectif de combattre l'analphabétisme, la pauvreté et le sous-développement parmi les communautés péruviennes marginalisées, au moyen d'une approche associant littératie et numératie avec formation professionnelle. Le programme Chilecalifica du gouvernement chilien a pour but principal de favoriser le développement social et économique du pays en améliorant l'employabilité et en stimulant la citoyenneté active, en vue de promouvoir l'implication des citoyens dans tous les domaines de la vie sociale et économique. L'initiative entend améliorer d'une part l'offre d'éducation et de formation tout au long de la vie, notamment pour les jeunes et les adultes qui vivent dans la pauvreté, d'autre part l'accès à l'enseigne-

ment technique et professionnel ainsi que sa qualité. Le Programme d'éducation non formelle et de formation aux activités rémunératrices (NFELSTP) en Ouganda transmet aux jeunes vulnérables issus des communautés marginalisées (urbaines et rurales) des compétences entrepreneuriales parallèlement aux connaissances de base et pratiques connexes, et les aide à monter des projets rémunérateurs viables.

Créer pour les enfants et adolescents qui travaillent dans des conditions particulièrement dangereuses dans la cité des déchets au Caire des environnements de travail parallèles et sécurisés est l'objectif du programme Apprendre et gagner sa vie, réalisé par l'ONG égyptienne Association Esprit de la jeunesse (*Spirit of Youth Association, SOY*). Ce projet a une forte composante environnementale puisqu'il contribue à améliorer l'environnement des membres des communautés qui collectent les déchets et vivent en périphérie du Caire, en propageant le principe et la pratique du tri des déchets à la source dans les quartiers populaires du Grand Caire. Le Programme de gestion communautaire des forêts en Gambie associe lui aussi dimensions économiques et écologiques, en responsabilisant les communautés locales pour qu'elles deviennent des entrepreneurs efficaces et écologiques qui veillent à une utilisation durable des ressources naturelles. Ce programme intégré de formation aux compétences pratiques et à la gestion écologique repose sur le concept gambien de gestion communautaire des forêts, qui vise à permettre aux populations rurales d'accéder à la propriété des forêts communautaires, et de participer activement à leur gestion et exploitation.

La dimension sociale, en particulier l'autonomisation des communautés marginalisées, est au cœur des programmes déployés par plusieurs ONG, tel le programme Alphabétisation participative libératrice mise en œuvre par les communautés (APLICA) de l'association angolaise pour l'éducation des adultes. Il a pour objectif majeur de lutter contre la pauvreté et l'injustice sociale et de réduire les inégalités entre les sexes et dans l'accès à l'éducation, en dispensant un enseignement non formel et en responsabilisant les apprenants afin d'induire des changements durables au sein de leurs communautés. Les interventions soutenues par le programme Associés en Recherche et Éducation pour le Développement (ARED) au Sénégal visent à développer les compétences de base en lecture et écriture ainsi que les capacités d'initiative et d'organisation, et à transmettre des informations sur la citoyenneté et la société civile, qui permettent aux intéressés d'opérer des choix éclairés pour atteindre leurs propres buts grâce à un accès élargi à l'éducation et à l'information.

Quelques programmes font la jonction entre alphabétisation et santé. Deux exemples nous sont fournis, d'une part par le

programme Soutien à l'amélioration de la santé maternelle et infantile et construction d'environnements alphabétisés (SMILE) au Cambodge, modèle qui allie alphabétisation et éducation en santé maternelle et infantile, et consolide parallèlement l'environnement lettré en intervenant au niveau des foyers et des communautés. Le second est le programme brésilien *Alfabetizando com Saúde* (Apprendre à lire et écrire en bonne santé), réalisé par la municipalité de Curitiba. Il réalise des programmes d'alphabétisation pour adultes qui simultanément sensibilisent aux questions de santé, contribuent à prévenir les épidémies, renforcent la sensibilisation à l'environnement et encouragent les modes de vie sains.

Tous les programmes figurant dans cette publication fournissent des exemples encourageants sur le rôle possible de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes en faveur du développement durable. Ils signalent par ailleurs l'urgente nécessité pour les futures politiques relatives à la réalisation des Objectifs de développement durable d'incorporer l'alphabétisation et l'apprentissage des adultes en défendant une approche transformatrice et holistique de l'autonomisation des personnes, des familles et des communautés défavorisées. L'application du programme de développement pour l'après-2015 – en particulier les cibles relatives à l'éducation – exige la mobilisation de ressources suffisantes pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes, afin que le développement durable devienne réalité pour des millions d'individus qui jusqu'alors en ont été privés.

D'autres programmes innovants d'alphabétisation figurent dans la banque de données de l'UNESCO Pratiques efficaces d'alphabétisation (LitBase), site enrichi en permanence de programmes prometteurs en matière d'alphabétisation et d'apprentissage des adultes (<http://www.unesco.org/uil/litbase/>). L'UNESCO invite vivement les prestataires de programmes innovants non répertoriés dans LitBase à transmettre une documentation sur leurs initiatives d'alphabétisation. Pour plus d'informations à ce sujet, prière de consulter le site LitBase.

Ulrike Hanemann

Références

ASPBAE (Asia and South Pacific Association for Basic and Adult Education/ Bureau d'éducation des adultes pour l'Asie et le Pacifique Sud). 2012. *The power of literacy : women's journey in India, Indonesia, Philippines and Papua New Guinea*. Manila : ASPBAE.

Hanemann, U. 2005. Addressing challenges to literacy and livelihoods. *Commonwealth of Learning : Literacy and Livelihood : Learning for life in a changing world*. Vancouver : COL, pp. 101–108.

Mauch, W. 2014. Education for Sustainable Development in Adult Education and Lifelong Learning. Background paper for the final report 2014, *Celebrating a United Nations Decade of Education for Sustainable Development, 2014*. Hamburg, UIL.

Psacharopoulos, G. ; Patrinos, H.A. 2002. *Returns to Investment in Education*. A Further Update. Policy Research Working Paper, 2881. [pdf]. The World Bank. Available at : http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079934475/547667-1135281504040/Returns_Investment_Edu.pdf [Accessed 17 July 2015].

Robinson-Pant, A. 2014. *Alphabétisation et éducation pour le développement durable et l'autonomisation des femmes*. [pdf]. Hamburg, UIL. Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002301/230162F.pdf> [consulté le 6 novembre 2015].

UIL. 2009. *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*. Hamburg, UIL.

UNESCO. 2013. *L'éducation transforme nos existences*. [pdf]. Paris. Disponible sur : https://en.unesco.org/gem-report/sites/gem-report/files/223115F_0.pdf [consulté le 6 novembre 2015].

UNESCO. 2012. Journée internationale de l'alphabétisation, 8 septembre 2012. L'alphabétisation et la paix. [pdf]. Disponible sur : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/notes_alphabetisation-paix.pdf [consulté le 6 novembre 2015].

UNESCO. 2011. *L'éducation compte. Vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement*. Nouvelle édition révisée. [pdf]. Paris. Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001902/190214f.pdf> [consulté le 6 novembre 2015].

Afrique du Sud

Programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes

Profil de pays

Population

47 432 000 (estimations 2007)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour, %) :

10,7 (1990 – 2004)

Langue officielle

sepedi, sésotho, setswana, siswati, tshivenda, xitsonga, afrikaans, anglais, isindebele, isixhosa et isizulu

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB 5,5

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total, %)

51 % (2005)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans)

94 % (1995-2004)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2004)

Total : 82 %

Homme : 84 %

Femmes : 81 %

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report (Rapport mondial de suivi sur l'EPT)

UNICEF

Banque Mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes

Organisation chargée de la mise en œuvre

Opération Upgrade of South Africa

Langues d'enseignement

Langue(s) maternelle(s) et anglais en deuxième langue.

Partenaires

Loterie nationale ; ProLiteracy Worldwide ; OXFAM Australia ; Club Rotary de Umhlanga et le Comité d'alphabétisation de district de Rotary.

CONTEXTE ET HISTORIQUE

Bien que l'Afrique du Sud ait réalisé des progrès considérables en ce qui concerne l'accès universel à l'éducation, on estime qu'environ 9 millions de personnes ne savent ni lire ni écrire. La plupart sont des femmes adultes qui vivent dans des régions pauvres ou rurales isolées. Par exemple, on estime que la province du Kwazulu-Natal comprend à elle seule environ deux millions de personnes analphabètes. En outre – et tout comme dans d'autres régions rurales – 26 % seulement de la population totale du Kwanibela (une région rurale isolée de la province du Kwazulu-Natal) s'élevant à environ 26 000 habitants sait lire et écrire. Les taux élevés d'analphabétisme parmi les Sud-Africains adultes résultent des politiques ségrégationnistes de l'apartheid et ont été exacerbés par un manque continu de développement dans les zones rurales. L'analphabétisme a un impact socio-économique profond sur les familles rurales et perpétue des cycles de pauvreté (en raison d'une capacité de production limitée, d'un manque de compétences nécessaires pour obtenir un emploi formel, d'une incapacité à offrir une éducation aux enfants, d'un accès insuffisant aux services sociaux fondamentaux ainsi que d'une prévalence élevée du VIH/sida). Les défis auxquels sont confrontées les femmes sont aggravés par la migration accrue des hommes vers les zones urbaines à la recherche d'un emploi. En conséquence, les femmes ont du mal à prendre en charge leur famille (en moyenne 5 enfants et 2 adultes dépendants) et à faire durer une maigre subsistance provenant des terres familiales. Il va sans dire que ceci a profondément ébranlé leur aptitude à sortir du cercle vicieux de la pauvreté et à pouvoir offrir une éducation à leurs enfants. En reconnaissant que l'analphabétisme est tant la cause que l'effet de nombreux défis sociaux, Operation Upgrade – une ONG nationale fondée en 1966 pour aider les pauvres au moyen de projets de développement – a créé le « Programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes » en 2003 dans un effort de promouvoir le changement et le développement social dans les communautés rurales marginalisées et défavorisées au niveau social.

PROGRAMME D'ALPHABÉTISATION ET DE FORMATION DE BASE DES ADULTES

Depuis 1966, Operation Upgrade (OpUp) – avec le soutien financier et technique de nombreuses organisations comme Oxfam Australia, ProLiteracy Worldwide Int. et des branches locales de Rotary International – travaille avec les Sud-Africains pauvres par l'intermédiaire de projets d'alphabétisation et de développement. En 2003, OpUp a débuté le programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes, comprenant le projet Kwanibela qui a remporté en 2008 le Prix Confucius UNESCO d'alphabétisation. Le programme d'al-

phabétisation et de formation de base des adultes apparaît comme une réponse proactive aux besoins pratiques et aux défis auxquels sont confrontés les foyers pauvres des zones rurales. Il s'agit d'un projet d'alphabétisation et de développement multi-facettes à l'intention des familles qui sera mis en œuvre dans des régions rurales isolées ou défavorisées au niveau social comme le Kwanibela. Le programme cible principalement les femmes adultes – et dans une certaine mesure, les hommes, les enfants et les jeunes – de 25 à 50 ans.

Grâce à une approche intégrée de cours d'alphabétisation et de développement communautaire, le programme offre des cours d'alphabétisation en langue maternelle, des cours d'anglais en seconde langue, des cours de calcul et une formation basée sur des thèmes en :

- Création d'une subsistance : génération d'un revenu, production de nourriture/sécurité et conservation alimentaire ;
- Education en santé : sensibilisation et prévention du VIH/sida, soins aux enfants, soins à domicile pour les malades, santé reproductive, nutrition et installations sanitaires ;
- Cours de civisme/ compétences nécessaires dans la vie courante : droits de l'homme, relations entre les sexes, gestion et résolution des conflits et
- Protection durable de l'environnement

En gros, OpUp considère donc l'alphabétisation, non seulement comme l'aptitude à lire et à écrire, mais aussi comme

un important véhicule permettant de réaliser un développement communautaire et des changements sociaux globaux. Compte tenu de ceci, OpUp utilise le programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes pour promouvoir l'alphabétisation parmi les apprenants au travers d'activités de développement qui abordent leurs problèmes fondamentaux et pratiques, leur permettant ainsi de sortir du cycle de la pauvreté. En tant que Directrice de OpUp, Pat Dean a déclaré : pour être efficace, « les classes d'alphabétisation doivent refléter le contexte social. Tandis que les cours d'anglais sont une option pour les apprenants, le VIH et le sida ainsi que la sécurité alimentaire sont des thèmes qui reviennent dans presque toutes les leçons. Vous ne pouvez pas être dans une classe d'alphabétisation si vous n'avez rien à donner à manger à vos enfants ». Ce principe fondamental a donné forme aux objectifs du programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes.

Buts et Objectifs

- Le programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes s'efforce de :
- promouvoir le changement et le développement social par l'alphabétisation et l'éducation de base des adultes ;
- combattre l'analphabétisme parmi les femmes des zones rurales afin d'améliorer leurs compétences, les rendant ainsi plus productives et leur permettant de générer un revenu et d'atténuer leur pauvreté ;
- donner aux femmes le pouvoir d'être des agents actifs du développement communautaire ;



- améliorer la sensibilisation du public aux droits de l'homme fondamentaux et garantis constitutionnellement, y compris l'accès aux services fondamentaux de santé et d'éducation ;
- augmenter la capacité des femmes à s'occuper de leur famille et ainsi améliorer leurs conditions de vie et
- améliorer la sensibilisation du public à un mode de vie sain, y compris des conseils nutritionnels et la prévention du VIH/sida.

Afin d'atteindre ces objectifs, le programme :

- crée et met en œuvre un programme structuré d'alphabétisation utile et correspondant aux besoins des apprenants ;
- forme des facilitateurs d'alphabétisation et exploite leurs contacts sociaux et leurs compétences de communication pour faire circuler des informations sur le développement communautaire, l'éducation et la prévention du VIH/sida ainsi que les soins médicaux appropriés ;
- crée des supports pédagogiques d'alphabétisation pour appuyer la prévention et les soins disponibles en cas de VIH/sida, les droits de l'homme, la santé familiale et la création d'une subsistance et
- garantit la sécurité alimentaire en construisant des tunnels et des systèmes d'irrigation pour la production de légumes, y compris des systèmes de récupération des eaux de pluie.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Recrutement et formation des facilitateurs

Les programmes basés sur la communauté d'OpUp sont promus par le biais d'un réseau de facilitateurs d'alphabétisation. Chaque facilitateur est responsable d'un groupe de 15 à 20 apprenants. Depuis les débuts du programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes, OpUp a formé environ 350 facilitateurs d'alphabétisation basés dans la communauté en tant qu'éducateurs et prestataires de soins à domicile en cas de VIH/sida. Les facilitateurs d'alphabétisation et de développement communautaire doivent satisfaire au moins certains des critères suivants :

- Ils doivent avoir été nommés par leurs communautés (personnes locales recrutées dans des structures communautaires).
- Ils doivent être titulaires d'un certificat de « Matriculation » (fin d'études scolaires) et avoir réussi en zoulou, en anglais et en mathématiques. Toutefois, comme la plupart des facilitateurs n'ont pas leur certificat en

anglais et en mathématiques, OpUp leur fournit une formation rudimentaire dans ces matières.

- Ils doivent avoir fait leurs preuves en ce qui concerne leur engagement dans les services sociaux en ayant travaillé bénévolement pour la communauté.
- Ils doivent avoir démontré une maturité sociale et comportementale.
- Ils doivent être capables de se motiver et de mobiliser les autres.

Les facilitateurs reçoivent une formation continue en éducation /alphabétisation et développement communautaire pendant un total de 60 jours, et couvrent les formations suivantes :

- Introduction à l'éducation de base des adultes et à l'enseignement de l'alphabétisation dans la première langue (20 jours).
- Enseignement de l'anglais en seconde langue (10 jours).
- Enseignement du calcul (10 jours).
- Prévention du VIH/sida, aide psychosociale et soins à domicile (12 jours).
- Gestion d'un tunnel de légumes (3 jours).
- Travail artisanal du cuir (6 jours).

Plus important encore, les facilitateurs apprennent aussi à utiliser diverses méthodes d'enseignement et d'apprentissage, y compris l'utilisation de pratiques culturelles et une diversité de supports pédagogiques. En outre, une instruction thématique est fournie afin de permettre aux facilitateurs de promouvoir simultanément l'acquisition de compétences d'alphabétisation, une sensibilisation à la santé et aux droits de l'homme ainsi que des pratiques de développement communautaire et la création d'une subsistance. Par conséquent, les facilitateurs apprennent à utiliser les thèmes et les problèmes sociaux pertinents, comme la violence domestique, le VIH/sida et la santé reproductive, pour servir de base à leurs cours d'alphabétisation. La langue utilisée par les apprenants eux-mêmes au cours des discussions thématiques est ensuite utilisée pour promouvoir la lecture et la reconnaissance des mots. De la même façon, l'apprentissage du calcul fait souvent appel à des exemples de génération de revenus qui servent de base pour apprendre à identifier les nombres et à compter. En utilisant ces thèmes pertinents au niveau social et ces méthodes d'enseignement et d'apprentissage participatives, les apprenants acquièrent des compétences d'alphabétisation fonctionnelles ainsi que des connaissances concernant une diversité de questions, plutôt que des compétences abstraites de lecture et d'écriture. Ils prennent également des initiatives individuelles ou de groupes pour aborder les questions clé qui affectent leurs communautés.

En plus des méthodologies d'enseignement, les facilitateurs sont également formés pour identifier les préoccupations et les besoins des apprenants et pour les aborder grâce à des stratégies et des projets appropriés. On leur apprend également à créer des leçons et à élaborer les supports pédagogiques appropriés basés sur les thèmes qu'ils ont identifiés.

Inscription des apprenants

La mobilisation et le recrutement des apprenants est une entreprise collective impliquant la participation active de la communauté (par le biais des comités d'alphabétisation des communautés – CLC), des facilitateurs formés, des dirigeants locaux, (comme les chefs d'église ou de communauté) et de OpUp. Une fois que les apprenants potentiels ont été identifiés, les facilitateurs évaluent leurs besoins d'apprentissage avant de les placer dans les classes d'alphabétisation appropriées. Ils les consultent aussi pour formuler un emploi du temps consacré à l'enseignement et à l'apprentissage. La participation active des apprenants dès le début est indispensable, non seulement pour s'assurer que le programme appartient à la communauté, mais aussi pour créer un programme d'alphabétisation qui traite le mieux les besoins spécifiques des apprenants. Cette participation forge et soutient aussi la motivation des apprenants à participer au programme.

Approches et méthodes d'enseignement et d'apprentissage

Le programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes s'efforce de fournir aux participants les compétences fondamentales d'alphabétisation et de subsistance progressivement sur une période minimum de dix mois. Tandis que l'objectif final est que les apprenants sachent lire et écrire fonctionnellement, la priorité initiale des classes d'alphabétisation est de développer leurs compétences d'alphabétisation dans leur langue maternelle, qui seront à leur tour utilisées pour apprendre l'anglais et le calcul. Une grande diversité de méthodes interactives et participatives d'enseignement et d'apprentissage sont employées pendant les cours d'alphabétisation, y compris :

- la résolution de problèmes ;
- les jeux de rôle (simulations) ;
- le théâtre, la danse et la musique et
- la narration d'histoires et les discussions en groupe.

Les facilitateurs sont également encouragés à faire appel à des exemples pertinents et réels pour enseigner et apprendre. Par exemple, au cours des séances d'apprentissage, les apprenants sont souvent répartis en groupes et encouragés à discuter des questions pertinentes à leurs communau-

tés respectives. Les discussions servent ensuite à développer les compétences de conversation, d'écriture, de lecture, de compréhension et de reconnaissance des mots. Souvent, un sujet est tout d'abord présenté et discuté dans la langue maternelle. Par la suite, les groupes d'apprenants doivent travailler sur des exercices conçus pour développer leur vocabulaire en langue anglaise, ainsi que des activités de lecture et d'écriture sur ce thème. De nombreux dialogues, jeux de rôle et jeux d'apprentissage sont utilisés. Une approche similaire est utilisée pour l'enseignement du calcul, avec des exemples souvent tirés d'activités qui génèrent une subsistance ou un revenu.

Les activités de projet suivantes sont utilisées pour illustrer davantage la façon dont les méthodologies utilisées pour faciliter l'enseignement des compétences d'alphabétisation et le développement communautaire, sont liées au cadre du programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes :

- **Enseignement des compétences d'alphabétisation et création d'une subsistance** : En réponse à la demande des apprenants d'un enseignement de compétences leur permettant de générer un revenu ou de gagner leur vie, OpUp a mis en place deux principaux projets :
- **Le système du tunnel de légumes** : Ce projet sert à apprendre à lire, à écrire et à compter en produisant une diversité de légumes (culture maraîchère) comme les épinards, les tomates, les poivrons verts et les piments. OpUp fournit un tunnel à un groupe de 20 apprenants qui, à leur tour, le gèrent comme s'il s'agissait d'une entreprise commerciale coopérative. En conséquence, les apprenants apprennent à gérer des dynamiques intergroupes, à organiser des équipes de travail, à tenir des chiffres de vente, à verser de l'argent à la banque, à emballer et à commercialiser leurs produits. En plus d'être une source d'alimentation saine et nourrissante pour leurs familles, les tunnels alimentaires représentent également une petite entreprise commerciale qui crée des revenus grâce à la vente des stocks excédentaires de nourriture. Cette capacité à générer un capital supplémentaire a permis aux femmes d'améliorer les conditions de vie de leurs familles et de soutenir l'éducation de leurs enfants. En outre, et également important, l'engagement coopératif a amélioré les relations communales/sociales.
- **Artisanat du cuir** : Ce projet forme les apprenants et développe de petits projets artisanaux.

Les produits en cuir – ceintures, boucles d'oreille et sacs – sont fabriqués pour être vendus aux touristes, tandis que les vêtements traditionnels en cuir qui reflètent la culture locale sont achetés par la population locale. Il existe aussi une forte

demande locale de couvertures de bible en cuir. Des groupes d'apprenants fabriquent et vendent ces produits en cuir.

L'alphabétisation pour la santé

Le plus grand défi en Afrique du Sud et pour OpUp ces dernières années a été d'exploiter les cours d'alphabétisation en tant que véhicule permettant de promouvoir la sensibilisation du public et d'aborder la crise du VIH/sida. Les ouvriers immigrés qui reviennent des villes ont aggravé la pandémie de VIH/sida dans la plupart des zones rurales et les femmes sont souvent obligées d'agir en tant que soignantes. Les femmes courent aussi le risque d'être infectées et il est donc impératif de leur fournir des informations sur la prévention du VIH/sida et sur l'accès aux services médicaux. En conséquence, les cours d'alphabétisation offrent des opportunités éducatives concrètes concernant le changement de comportement, l'autoprotection et l'apport de soins. En gros, il est donc indispensable que l'éducation sur le VIH/sida soit à présent un élément intrinsèque de tout programme d'alphabétisation et de développement.

Dans ce but, OpUp a formé des éducateurs d'alphabétisation à incorporer des connaissances sur le VIH/sida dans leurs programmes d'alphabétisation ainsi qu'à agir en tant que conseillers effectifs sur le VIH/sida basés dans la communauté et en tant que soignants et assistants à domicile. Des cas réels de VIH/sida servent de base à la discussion et à l'apprentissage au cours des classes d'alphabétisation. La prévention et les soins ont été inclus dans les thèmes des cours d'alphabétisation et produisent de nombreux résultats positifs. Les apprenants ont en général répondu de façon très positive aux informations concernant le sida et ont par la suite mis en place des projets d'action communautaire pour aider les gens qui vivent avec le VIH/sida.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Les facilitateurs et les responsables d'OpUp évaluent les résultats et les défis du programme de façon continue. Les résultats d'apprentissage sont en partie mesurés au moyen de tests d'alphabétisation réalisés par OpUp au terme d'une séance d'apprentissage (les participants sont également libres de passer des examens publics prévus pour les personnes qui apprennent à lire, à écrire et à compter). Entre temps, l'efficacité des programmes de subsistance est souvent mesurée en évaluant la mesure dans laquelle les projets de développement communautaire comme les tunnels de légumes ont amélioré les conditions de vie des participants. Le programme a également été évalué par des professionnels externes, dont :

- Crisp (2003) : examen et évaluation des synergies entre le VIH/sida et l'enseignement de l'alphabétisation et
- Rotary International (2008) : évaluation de l'impact psychosocial (en termes de compétences cognitives, personnalité, amour propre, attitudes, etc.) de l'enseignement de l'alphabétisation sur les apprenants au Kwanibela.

Dans l'ensemble, les évaluateurs externes ont applaudi à l'unanimité l'approche intégrée d'OpUp, qui se concentre simultanément sur les résultats individuels d'alphabétisation, le développement de compétences et le changement au sein de la communauté en tant qu'indicateurs de la pertinence et de l'applicabilité du programme sur le terrain.

Impact/Résultats

Le programme d'alphabétisation et de formation de base des adultes a eu un impact considérable sur la vie des communautés rurales en améliorant les niveaux d'alphabétisation, en stimulant la productivité, en améliorant les conditions de vie et en promouvant la sensibilisation aux droits fondamentaux de l'homme et au VIH/sida. Chaque année, 430 apprenants suivent les cours d'alphabétisation et bénéficient d'autres projets intégrés.

Les niveaux d'alphabétisation des apprenants se sont considérablement améliorés et, en conséquence, ces personnes sont maintenant en mesure de mener leurs activités quotidiennes de façon plus indépendante. Le récit suivant témoigne de la réussite du programme :

«J'ai cinq enfants. Chaque enfant a sa carte de clinique à son nom. Mais quand l'un d'entre eux tombait malade, je ne savais pas quelle carte emporter. Je devais emmener l'enfant malade ainsi que les cinq cartes et devais demander à l'infirmière de trouver la bonne carte. Les infirmières se moquaient de moi. Je retardais la visite à la clinique parce que j'étais gênée et que j'avais honte. Tout a changé après avoir suivi les cours d'alphabétisation. »

Un autre résultat important du programme a été l'établissement, par les apprenants, de projets générant des revenus comme les tunnels de légumes. Ces tunnels sont à présent une source essentielle de sécurité alimentaire et offrent aux familles participantes des légumes nourrissants ainsi qu'un revenu. Ce projet a amélioré les conditions de vie des foyers ruraux et leur a permis d'avoir accès à des services sociaux de base comme la santé et l'éducation pour les enfants. En effet, le projet des tunnels de légumes s'est avéré une telle réussite que l'un des groupes (au Kwanibela) a reçu un contrat pour fournir des épinards à un grand groupe de supermarchés sud-africains.

La sensibilisation du public aux questions de santé (notamment le VIH/sida, la nutrition, les installations sanitaires) et la protection durable de l'environnement s'est aussi améliorée, comme le montre l'utilisation répandue de systèmes de récupération des eaux de pluie. En outre, le programme sur le VIH/sida a entraîné le traitement médical efficace, en clinique ou à domicile, de personnes atteintes parmi les familles d'apprenants. Dans l'ensemble, le programme a permis aux apprenants de développer une nouvelle perception d'eux-mêmes, notamment dans leur façon d'interagir avec leur environnement.

La contribution d'OpUp pour combattre le fléau de l'analphabétisme et promouvoir le changement social et le développement communautaire par la formation a été largement applaudie, tant au niveau local qu'au niveau international. En conséquence, le programme a reçu un certain nombre de récompenses, y compris :

- La récompense internationale de Rotary pour une excellence de service (septembre 2005) ;
- La récompense Ann Michel de ProLiteracy Worldwide pour l'innovation internationale en alphabétisation (octobre 2005) et
- l'accréditation pour le premier cours par un facilitateur d'alphabétisation en première langue par l'Université d'Afrique du Sud (1996).

En outre, OpUp a reçu deux récompenses très convoitées, une locale et l'autre internationale :

- En 1996, le président Nelson Mandela, avec le Ministère national de l'éducation, a décerné à Operation Upgrade le Prix présidentiel pour l'éducation de base et la formation des adultes.
- En 2008, OpUp a reçu le Prix Confucius UNESCO d'alphabétisation en reconnaissance du formidable travail et de ses approches originales d'alphabétisation et de création de moyens de subsistance.

DÉFIS

Malgré l'impact positif du programme, son succès continue d'être gâché par les défis pratiques provenant principalement d'un manque de financement adéquat. Les principaux défis sont les suivants :

- des ressources et personnel restreints, limitant la formation de suivi que les diplômés du programme peuvent recevoir ;
- une pénurie de supports de lecture permettant d'étudier chez soi (bien que les projets de génération de revenus aient été introduits pour contribuer à entretenir les compétences de lecture, d'écriture et de calcul, la plupart des apprenants retombent malgré tout dans une semi-alphabétisation s'ils n'ont pas accès à des supports de lecture adéquats) ;
- un manque de rémunération pour les mobilisateurs et les facilitateurs communautaires, entraînant un manque de personnel et



- la difficulté d'identifier des projets générateurs de revenus nécessitant un investissement minimum de capital initial et pouvant en même temps générer suffisamment de revenus pour satisfaire les besoins des apprenants.

LEÇONS APPRISSES

La mise en œuvre du programme a révélé des leçons vitales qui s'appliquent à tous les programmes de formation d'alphabétisation et de développement communautaire :

Participation communautaire : le projet dépend du soutien important des leaders communautaires, religieux et politiques. Les chefs ont souvent fourni les terres sur lesquelles les projets de génération de revenus peuvent se dérouler, tandis qu'un certain nombre d'églises ont parrainé des classes d'alphabétisation.

Investissement dans la formation des facilitateurs : la plupart des facilitateurs sont des jeunes gens dont l'engagement est le moteur des projets OpUp. Ils ont assimilé la formation et sont allés au-delà pour apporter des changements sociaux, malgré une faible rémunération en contrepartie.

Pertinence : les programmes d'éducation de base des adultes devraient prendre en compte les besoins spécifiques et changeants des apprenants. Comme il a été démontré, la formation concernant les moyens de subsistance et la santé doivent être intégrés dans des programmes d'alphabétisation, étant donné que l'alphabétisation seule ne résout pas ces défis et ces besoins sociaux. En outre, les programmes pertinents contribuent à maintenir la motivation des apprenants à continuer d'apprendre, tout en encourageant leurs familles à obtenir une éducation une fois qu'ils ont pu constater directement ses avantages.

Suivi : la formation et la fourniture de supports de lecture permettant d'étudier chez soi sont des moyens essentiels de maintien et de renforcement des compétences acquises par les apprenants.

DURABILITÉ

L'intégration de projets portant sur la subsistance et le VIH/sida dans un programme de formation aux compétences d'alphabétisation est une méthode originale qui attire les apprenants et les motive à continuer à participer au pro-

gramme. De plus, les niveaux élevés d'analphabétisme et de pauvreté dans les zones rurales garantissent que le programme continuera d'attirer des bénéficiaires potentiels. Afin de promouvoir davantage l'apprentissage tout au long de la vie, OpUp publie et distribue des supports de lecture modernes dans les principales langues parlées en Afrique du Sud. OpUp soutient également les groupes communautaires d'alphabétisation au Kwazulu-Natal et en Afrique du Sud, globalement en formant les facilitateurs d'alphabétisation et en fournissant des supports pédagogiques à coûts peu élevés. Toutefois, sans financement adéquat, il sera difficile de continuer à étendre le programme.

SOURCES

- Education en Afrique du Sud
- Media Club Afrique du Sud : UNESCO prône le projet d'alphabétisation de l'Afrique du Sud
- ProLiteracy remporte le prix pour l'alphabétisation de l'UNESCO
- UNESCO : Operation Upgrade – Vainqueur du prix Confucius UNESCO d'alphabétisation 2008
- UNESCO : Espoir pour une terre oubliée

CONTACT

Mme Stephanie Reuben
 Operation Upgrade of South Africa
 P.O. Box 371
 Hyper by the Sea 4053
 Afrique du Sud
 E-mail : steph@operationupgrade.org.za

Angola

APLICA % : alphabétisation participative libératrice mise en œuvre par les communautés

Profil de pays

Population

21 472 000 (2013)

Langue officielle

portugais

Langues locales

ombundu, kimbundu, et kikongo, entre autres

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PIB (2010)

3,48

Taux d'alphabétisme des jeunes (15 – 24 ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 67,28 %

Hommes : 78,63 %

Deux sexes : 72,93 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 60,69 %

Hommes : 81,98 %

Deux sexes : 71,14 %

Sources statistique

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

Présentation générale du programme

Titre du programme

APLICA : alphabétisation participative libératrice mise en œuvre par les communautés (*Alfabetização Participativa Libertadora Instrumentada por Comunidades*)

Organisation chargée de la mise en œuvre

Association angolaise pour l'éducation des adultes (*Associação Angolana para Educação de Adultos*)

Langues d'enseignement

portugais

Partenaires de financement

ministère de l'Éducation, DVV International, ICCO, IBIS

Date de création

2000

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Après une guerre civile qui a duré 27 ans (1975–2002) et fait 1,5 millions de victimes, l'Angola s'évertue aujourd'hui à relever un défi de taille, à savoir améliorer l'éducation dans le pays. En Angola, l'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas 48 ans. Le pourcentage élevé de jeunes citoyens âgés de 14 ans ou moins (43,2 % de la population) en témoigne. Environ 70 % de la population vit dans la pauvreté et 54 % dans l'extrême pauvreté. La prévalence du VIH/ sida, de 2 %, est certes inférieure à la moyenne constatée dans les pays

de l'Afrique subsaharienne (5,5 % en 2009) mais on estime toutefois à 180 000 le nombre de personnes vivant avec le VIH dont 60 % sont des femmes. L'inégalité entre les sexes constitue un autre problème majeur du pays, en particulier concernant l'accès à l'éducation. Selon les estimations, sur les 800 000 enfants d'âge scolaire qui sont déscolarisés, 433 600 sont des filles (1998). En outre, le rapport hommes-femmes en termes de taux brut d'inscription dans l'enseignement primaire est de 81 % et l'on constate une différence de 16 % et 26 % entre hommes et femmes concernant les taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes respectivement.

En Angola, le taux d'analphabétisme reste très élevé et représente l'un des plus importants défis auquel la société doit faire face. Le programme d'alphabétisation et d'accélération de la scolarisation (*Programa de Alfabetização e Aceleração Escolar*, PAAE) conçu par le gouvernement fédéral illustre bien la façon dont le secteur public s'attaque à ce problème. Le PAAE s'inscrit dans un plan stratégique de 14 ans visant à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation et l'alphabétisation. Il s'agit d'une campagne d'alphabétisation nationale qui, selon le rapport préparatoire du pays (2008) à CONFINTEA VI, a vu le taux annuel d'alphabétisme augmenter de 9,02 % en moyenne avec 180 000 personnes nouvellement alphabétisées entre 2002 et 2008. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation restent néanmoins très basses, seulement 2,6 % du PIB, et n'ont pas évolué depuis dix ans, ce qui montre clairement que le gouvernement ne place pas l'éducation au premier rang des investissements publics. Par conséquent, l'implication d'acteurs de la société civile, comme l'Association angolaise pour l'éducation des adultes (*Associação Angolana para Educação de Adultos*, AAEE) est devenue indispensable pour améliorer le taux national d'alphabétisme.

L'AAEE a été fondée en 1998 avec pour mission d'augmenter l'offre éducative grâce à des services d'apprentissage des adultes innovants, peu onéreux et non formels afin de combattre la pauvreté et l'exclusion, en particulier au sein des communautés mal desservies. Elle œuvre également à mettre un terme à la « culture du silence », l'aliénation et le manque de représentation et d'autonomie des personnes opprimées et pauvres des pays en développement face aux autorités, aux dirigeants et aux membres de l'élite. Cette organisation nationale a contribué à étendre et renforcer les pratiques mises en œuvre dans le cadre de la méthode d'alphabétisation freirienne régénérée au moyen de techniques d'autonomisation collectives, également appelée RE-FLECT (Regenerated Freirean Literacy through Empowering Community Techniques), un programme participatif conçu dans les années 1990 et utilisé dans le monde entier par plus de 500 organisations. En Angola, cette méthode a été rebaptisée APLICA, *Alfabetização Participativa Libertadora*

Instrumentada por Comunidades, soit alphabétisation participative libératrice mise en œuvre par les communautés.

LE PROGRAMME APLICA

Lancé en 2000, le programme APLICA n'est pas uniquement une méthode visant à promouvoir les compétences en lecture et en écriture et l'apprentissage des adultes comme une fin en soi ; il tend également à encourager les changements sociaux en responsabilisant les apprenants grâce à leurs nouvelles capacités, d'une part, et par le biais de groupes de discussion et d'un véritable travail d'équipe, d'autre part. Ce programme est doté d'autres caractéristiques innovantes telles que l'utilisation de supports conçus sur mesure, le recours à des techniques basées sur la participation, la mise en place d'un forum permettant aux participants d'échanger idées et expériences et la promotion de l'apprentissage et de la connaissance des droits de l'Homme. En outre, le programme d'étude comprend des sujets transversaux particulièrement adaptés au contexte social où le programme APLICA est mis en œuvre tels que le VIH/ sida et la question de l'égalité des sexes. Enfin, le programme offre un degré élevé de souplesse en termes de méthodologie, de calendrier, de durée et de lieu où se déroulent ce que l'on appelle les cercles d'apprentissages. Tout cela varie entre les communautés afin de répondre aux besoins personnels, professionnels et éducatifs des participants.

Buts et objectifs

Ce programme a pour objectif principal de lutter contre la pauvreté et l'injustice sociale, d'une part, et de réduire les inégalités en matière de sexes et d'accès à l'éducation, d'autre part, en dispensant un enseignement non formel et en responsabilisant les apprenants afin d'induire des changements durables au sein de leurs communautés. Le programme vise également à :

- promouvoir l'acquisition et l'utilisation de compétences à l'écrit, à savoir lire, écrire et compter, afin de répondre aux besoins personnels et professionnels des apprenants ;
- intégrer des sujets transversaux comme le VIH/ sida au programme d'alphabétisation en vue de renforcer l'inclusion sociale des groupes les plus défavorisés en leur donnant les moyens de se battre pour de meilleures conditions de vie ;
- mettre un terme à la « culture du silence » toujours prédominante au sein des communautés mal desservies, en particulier chez les femmes ;

- enseigner aux apprenants à travailler en équipe avec d'autres membres de la communauté afin de favoriser la mutation sociale et économique durable de leurs lieux de vie ;
- mobiliser, sensibiliser et encourager d'autres acteurs de la société civile à s'impliquer davantage et à fournir des services dans le domaine de l'éducation des adultes ;
- diffuser le programme APLICA/REFLECT comme méthode d'éducation des adultes en Angola.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Recrutement et formation des animateurs

Pour devenir animateur, les candidats doivent être allés au moins jusqu'au CM1, ce qui sous-entend qu'ils disposent d'un solide répertoire de compétences à l'écrit. Ils doivent également être respectés dans leur communauté de résidence, faire preuve d'une réelle volonté de travailler et avoir conscience que l'apprentissage s'étend au-delà des apprenants pour inclure les animateurs eux-mêmes dans un processus constant d'échange, de développement personnel et d'acquisition de nouvelles compétences et de nouvelles connaissances. Les femmes sont depuis longtemps peu scolarisées, manquent de temps et doivent se charger de travaux domestiques pénibles si bien que la majorité des animateurs sont des hommes. Le processus de recrutement des animateurs commence lorsque l'organisation prend contact avec une communauté et fait connaître son travail aux responsables tels que les membres du clergé, les secrétaires et les responsables de programmes. Ensuite, ces responsables remettent à l'association une liste de noms de candidats potentiels choisis par le personnel de l'AAEA. On attend des animateurs qu'ils dirigent les cercles, qu'ils participent aux réunions mensuelles avec les autres animateurs de la muni-





cipalité, qu'ils rédigent des rapports mensuels sur leur travail et leurs difficultés et qu'ils élisent le responsable et le vice-responsable de la région. Le nombre d'animateurs varie en fonction de la densité de la population et des besoins de chaque communauté. Il peut aller de dix à trente par municipalité. Au cours des deux dernières années, on a constaté un nombre moyen de 245 animateurs et le rapport animateurs – apprenants était de 1 pour 20.

Les animateurs doivent suivre une formation anticipée de cinq jours qui inclut des discussions de groupe concernant l'analphabétisme, une introduction à la méthode APLICA, une vue d'ensemble des théories sociales et pédagogiques élaborées par le pédagogue brésilien Paulo Freire, un exercice au cours duquel ils doivent identifier les différences entre l'apprentissage des enfants et des adultes et un guide des activités. Les ateliers de révision de deux jours, qui ont lieu deux fois par an, constituent une ressource supplémentaire visant à revoir les contenus déjà appris, renforcer les connaissances et les techniques d'enseignement des animateurs et leur présenter de nouveaux outils à utiliser dans les cercles. En outre, l'AAEA propose des ateliers sur des sujets transversaux grâce auxquels les animateurs approfondissent leurs connaissances et leur compréhension de thèmes qui les touchent eux et leurs communautés. Par exemple, la formation portant sur le VIH/ sida a pour objectif de sensibiliser et de lancer des discussions entre les animateurs et les responsables de programme concernant les points essentiels tels que les comportements sexuels et la transmission. La rému-

nération mensuelle des animateurs est de 50 USD pour un travail à temps partiel dans les cercles. Certains animateurs perçoivent des prestations supplémentaires (100 USD) versées par le gouvernement. Ces prestations ne peuvent pas encore être garanties à tous les participants.

Inscription des apprenants

La mission de l'AAEA consistait au départ à cibler principalement les jeunes et les adultes. En raison des inégalités entre les sexes en matière d'accès à l'éducation formelle, qui étaient particulièrement marquées pendant la guerre civile (1975–2002), le pays compte un plus grand nombre d'hommes adultes qui présentent des niveaux élevés de scolarisation et n'ont pas besoin de cours de renforcement des compétences de base, ce qui n'est pas le cas des femmes. Il en résulte que la grande majorité des participants aux cercles APLICA sont des femmes (70–80 %). Par ailleurs, bien que les enfants déscolarisés ne figurent pas parmi les groupes ciblés par ce programme, ils peuvent toutefois y participer, et notamment ceux qui vivent dans des zones rurales éloignées où il n'y a souvent pas d'écoles ou qui ne disposent que de ressources limitées pour assurer un enseignement à tous les jeunes apprenants. On a également constaté au cours des dernières années une augmentation de la participation des adolescents. L'Angola étant un pays très jeune en termes de caractéristiques démographiques, l'âge moyen des participants va de 21 à 35 ans.

Le pays est organisé en 18 provinces, 164 municipalités et 535 communes. Le programme ne couvre que neuf municipalités dans trois provinces (Luanda, Bengo et Kwanza Sul) mais a recruté plus de 36 000 participants depuis son lancement en 2000. Le nombre moyen annuel de nouveaux participants est de 4 000 mais en 2011, 7 000 apprenants ont intégré les cercles. Environ 42 % de la population angolaise vit encore aujourd'hui dans des régions rurales. Compte tenu des longues saisons des pluies auxquelles s'ajoutent un manque de moyens de transport efficaces et l'absence totale de routes goudronnées dans de nombreuses régions, la situation géographique constitue un enjeu important pour l'AAEA. En outre, une enquête menée au niveau national a montré que 84 % des répondants issus de régions rurales n'étaient jamais allés jusqu'au CM1 alors que 53 % des personnes vivant en zones urbaines avaient atteint des niveaux supérieurs. Pour relever le défi posé par cette configuration, les cercles sont principalement ouverts dans les zones rurales et les faubourgs des villes.

Parmi les nombreux facteurs qui ont incité les Angolais à participer aux cercles APLICA, citons le désir d'apprendre à lire et à écrire et d'accroître leurs connaissances, l'occasion d'augmenter leur employabilité et de renforcer leurs compétences de gestion, ainsi que la capacité à s'exprimer en portugais. L'inscription doit faire suite à une décision personnelle des candidats qui reconnaissent ainsi leur besoin d'apprentissage et l'importance de ce dernier ; c'est là le minimum requis. Les élèves sont recrutés par les responsables des communautés locales qui travaillent dans les institutions publiques ou religieuses. Ils doivent identifier les éventuels apprenants et demander à l'AAEA de mettre en place un ou plusieurs cercles APLICA.

APPROCHES ET MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT-APPRENTISSAGE

Comme mentionné précédemment, l'Association angolaise utilise la méthode APLICA qui est une adaptation de la méthode d'alphabétisation freirienne régénérée au moyen de techniques d'autonomisation collectives (REFLECT). REFLECT/APLICA souhaite allier *alphabétisation et responsabilisation des apprenants par la connaissance et les compétences* afin de leur donner de l'assurance et les capacités nécessaires pour promouvoir le développement social, politique et économique de leur communauté. Cette approche met en œuvre les techniques d'évaluation rurale participative, élaborées et diffusées par Action Aid et basées sur les enseignements de Paulo Freire. Ces techniques ont pour but de permettre aux populations locales d'analyser la réalité dans laquelle elles vivent en vue de transformer durablement leur environnement.

Les animateurs et les participants se voient lors des cercles d'apprentissage, environ trois à quatre fois par semaine pendant deux heures, généralement avant ou après le travail. On emploie le terme cercle afin d'illustrer le type d'activités menées lors des réunions d'apprentissage et leur configuration. Les apprenants ne sont pas obligés de s'asseoir à des bureaux et d'écouter passivement les consignes et les cours des animateurs comme c'est le cas à l'école. Au contraire, ils se placent où ils le souhaitent, en demi-cercle, et les activités débutent par la création d'un graphique, comme une carte, d'une matrice, d'un calendrier ou d'un diagramme. Ceux-ci sont réalisés à même le sol à l'aide de divers matériaux incluant des bouts de carton, des pierres, des boîtes de conserve, du papier de couleur, etc. Les animateurs incitent tous les apprenants à discuter d'un sujet précis, qui a généralement trait à leur vie quotidienne et est reporté sur le tableau final. Les apprenants doivent ensuite placer le graphique sur le mur, choisir un mot associé à la discussion, appelé mot générateur, apprendre à le lire et l'écrire puis réorganiser les syllabes du mot générateur de manière à apprendre de nouveaux mots. Enfin, les apprenants entament un processus de discussion et de planification d'actions concrètes fondées sur leurs précédentes conversations. Ces actions peuvent inclure de mener une campagne de propreté autour de la communauté, de rencontrer des responsables politiques et communautaires afin de revendiquer l'amélioration de leurs conditions de vie ou d'autres sujets qui leur tiennent à cœur, de rendre visite à des pairs qui n'ont pas suivi de cours, etc. Dans les niveaux plus avancés, les participants doivent également rédiger un texte portant sur leurs discussions et inclure les mots nouveaux qu'ils ont appris.

Les animateurs reçoivent un exemplaire du *Mother Manuel*, un guide qui contient dix unités traitant de différents sujets ainsi que toutes les étapes à franchir au cours des cercles. Y sont inclus des conseils sur les thèmes de discussion possibles, des idées de mots générateurs ainsi que des activités de lecture, d'écriture et de calcul. Voici quelques exemples d'unités : une matrice autour du thème de la santé dont l'objectif est de discuter des opinions des participants quant à différentes maladies et leurs traitements ; une carte de la communauté visant à encourager une discussion sur l'histoire du village pour élargir les connaissances des participants sur leurs origines et un calendrier agricole grâce auquel ils peuvent discuter de leur plan de travail et de leur calendrier sur un an, ce qui leur permet d'apprendre les uns des autres et d'améliorer leurs propres pratiques. Toutes ces unités incluent une approche en quatre étapes : dessiner le graphique, choisir le mot générateur, apprendre à lire et à écrire et prendre des mesures. Le temps nécessaire pour étudier toutes les unités varie en fonction des groupes mais cela prend généralement huit à dix mois.

Bien que la langue officielle du pays ne soit pas la langue maternelle de tous les Angolais, en particulier dans les régions rurales où le programme est très activement mené, l'enseignement et les supports sont en portugais. La communication ne constitue toutefois pas un défi majeur pour la réussite du programme car une grande majorité de la population parle le portugais comme deuxième langue et, dans certains cercles, les discussions sont menées dans la langue maternelle des participants. Par ailleurs, dans de nombreuses régions, les cercles se réunissent dans différents lieux, tels que les écoles, le domicile des animateurs et les églises et sont totalement gratuits. L'apprentissage est estimé grâce à une évaluation participative qui implique les participants, les animateurs et les techniciens. Cela permet d'identifier les changements de comportements qui surviennent aussi bien dans la vie des apprenants que des instructeurs. Les élèves qui souhaitent faire reconnaître leurs nouvelles compétences en lecture et en écriture peuvent participer à une évaluation formelle proposée par le ministère de l'Éducation.



Financement

Les coûts annuels du programme se montent à 180 000 USD et le coût par apprenant varie entre 70 et 100 USD selon l'endroit où se trouve le cercle. Si le gouvernement alloue quelques ressources limitées, notamment les rémunérations

d'un certain nombre d'animateurs, la grande majorité des fonds provient de trois différentes sources. Dvv international, une organisation à but non lucratif allemande qui a pour objectif de soutenir et de renforcer les programmes d'éducation des adultes dans le monde, participe à une hauteur d'environ 35 %. Ses fonds servent à payer une partie des salaires du personnel de l'AAEA ainsi que les frais de fonctionnement quotidiens de deux bureaux. Le financement octroyé par ICCO se monte également à environ 35 % et est consacré aux restes des dépenses qui ne sont pas couvertes par le financement public. ICCO est une organisation inter-églises néerlandaise qui apporte un soutien financier et technique à des organisations locales afin de promouvoir le développement économique durable et la démocratie dans les pays en développement. Les 30 % des coûts restants sont financés par IBIS, une organisation danoise qui œuvre en faveur de l'égalité d'accès à l'éducation, en particulier pour les Africains et les Latino-américains pauvres et marginalisés.

Suivi et évaluation

Le système de suivi et d'évaluation de l'AAEA est actuellement en cours de restructuration. Cela permettra d'améliorer les pratiques et d'assurer un suivi participatif solide. L'objectif principal est de garantir l'assurance qualité des services en suivant les résultats des activités et en mettant à profit les informations obtenues pour reformuler les activités, les outils et les formations. En 2010, l'association a lancé des ateliers de formation des animateurs et des responsables pour qu'ils puissent suivre le travail mené dans les cercles de leurs municipalités. Ils ont eu recours au cadre *Compter les graines du changement*, un guide pratique visant à aider les professionnels (à savoir les animateurs, les formateurs et les responsables de programme) à évaluer de façon efficace et cohérente les points forts, les points faibles et les pierres d'achoppement des programmes REFLECT menés dans le monde entier et notamment en Angola. Avant la création de cette nouvelle méthode, le suivi se faisait en partie par le biais de réunions qui se tenaient régulièrement et ont toujours lieu malgré la mise en œuvre, l'année dernière, d'ateliers supplémentaires. Ces réunions regroupaient les participants, les animateurs, les pouvoirs publics locaux, les responsables religieux et le personnel du ministère de l'Éducation et de l'AAEA. Ensemble, ils discutaient, analysaient et suivaient les progrès des cercles, identifiaient les défauts et les lacunes, proposaient des idées d'amélioration et évaluaient les bénéfices sur toutes les personnes impliquées.

Le suivi du programme prend en compte certains indicateurs dont : le nombre de participants aux cercles, l'assiduité des apprenants et des animateurs, la durée des cercles, la fré-

quence des cercles et leur calendrier, les caractéristiques des participants et des animateurs, l'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul et les changements de comportement. La collecte des données se fait selon un schéma ascendant où l'animateur rend des comptes au responsable de programme de sa municipalité, qui lui même rend des comptes au responsable régional. Ce dernier envoie les données au responsable de la province qui rassemble les informations de toutes les différentes localités et les remet au responsable national. En outre, les responsables de programme de chaque municipalité, qui sont également des animateurs dans leur propre cercle, et le personnel des organismes de financement, assistent aux cercles en qualité d'observateurs.

À ce jour, une évaluation externe a été menée afin d'évaluer l'efficacité des méthodes employées par l'AAEA. En 2008, un évaluateur international a évalué dans quelle mesure le programme APLICA remplissait ses objectifs en matière d'enseignement des compétences de base en lecture, écriture et calcul, d'une part, et améliorait la qualité de vie des apprenants et des animateurs, d'autre part. Des données ont été collectées par le biais de questionnaires, d'entretiens individuels ou de groupe, d'analyses de documents, d'observations participatives et d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul. Il en est principalement ressorti que, grâce à leur participation aux cercles APLICA, les apprenants étaient parvenus à acquérir des compétences de base en lecture, écriture et calcul. La majorité des personnes étudiées avait atteint le niveau quatre (sur cinq) du test d'alphabétisation, ce qui signifie qu'elles avaient réussi à lire et à comprendre un texte simple et à répondre à des questions sur ce texte, et le niveau trois en calcul, à savoir réaliser des opérations mathématiques de base. D'autres résultats montrent que :

- le nombre de cercles APLICA n'a cessé d'augmenter ;
- les comportements des apprenants et des animateurs ont évolué : ils sont davantage sensibilisés aux questions de l'hygiène et d'un meilleur assainissement, ils connaissent mieux les valeurs nutritionnelles des différentes cultures et appliquent un plus haut degré de démocratie dans les décisions qu'ils doivent prendre avec leurs familles et leurs communautés ;
- des sujets transversaux, comme le VIH/ sida, ont été systématiquement inclus dans les formations des animateurs et les cercles et
- l'AAEA n'a eu de cesse de plaider en faveur de l'utilisation de la méthode APLICA auprès de ses organisations partenaires.

Des rapports de l'AAEA montrent également les nombreux effets bénéfiques que les cercles ont eus sur les apprenants et les animateurs. Tout d'abord, on a observé une très nette amélioration des infrastructures dans certaines communautés. Grâce aux plans d'actions conçus pendant les cercles, les apprenants ont réussi à modifier leur environnement. Ils ont construit des latrines et des salles où se réunir, nettoyé les rues et les maisons, amélioré les habitudes d'hygiène des membres de leur communauté, y compris ceux ne participant pas au programme APLICA, et amélioré l'accès à l'eau potable. On a également constaté un impact sur les relations entre les membres de la communauté en termes de solidarité, de communication et d'intégration sociale. Par exemple, certains apprenants ont spontanément proposé de s'occuper des travaux domestiques des personnes dans l'incapacité de s'en charger et l'on a signalé plusieurs fois que certains individus avaient réussi à mieux gérer les situations conflictuelles au sein de leur famille et de leur communauté. En outre, dans certaines communautés, et en particulier chez les femmes, la « culture du silence » a été atténuée et/ou éliminée. Par exemple, certaines femmes de cercles spécifiques ayant acquis une meilleure connaissance des droits de l'Homme ont manifesté dans leur communauté pour s'élever contre la violence domestique dont elles étaient victimes. Les résultats du programme APLICA ont même dépassé les attentes puisque les apprenants en ont tiré des bénéfices non seulement en tant que citoyens et membres de leur communauté, mais également en tant que parents. La participation au programme s'est traduite par une meilleure prise en compte de l'importance de l'éducation et, partant, par une augmentation des taux de fréquentation des écoles et un meilleur soutien parental dans les devoirs à la maison et les activités scolaires.

DÉFIS

D'après l'AAEA, le principal défi à relever pour mettre en œuvre les cercles APLICA en Angola a été de sensibiliser le public à l'importance de l'alphabétisation et de l'éducation dans la promotion du développement humain. Aujourd'hui encore, la corrélation entre droits de l'Homme et éducation, et notamment l'alphabétisation, reste méconnue. En témoignent les faibles financements alloués par le gouvernement fédéral aux programmes d'éducation formelle et non formelle des adultes en Angola. Le fait que les bailleurs de fonds n'aient pas encore totalement pris conscience que les activités menées dans le cadre de l'éducation des adultes ne doivent pas tendre uniquement vers le développement de compétences en lecture, écriture et calcul mais promouvoir également l'acquisition de compétences plus larges, telles que les compétences nécessaires dans la vie courante et la responsabilisation des participants en les sensibilisant à des

sujets comme les maladies, la question de l'égalité entre les sexes, la participation démocratique et les droits de l'Homme, constitue également un défi majeur. À cet égard, l'AAEA s'est faite le chantre des objectifs d'Éducation pour tous et de la mise en œuvre de programmes complets d'éducation non formelle des adultes dans le pays.

Les autres difficultés à surmonter sont :

- les ressources limitées en matière de moyens de transport et d'infrastructures pour la distribution systématique de supports d'apprentissage ;
- les bas salaires des animateurs et des responsables de programmes qui ont entraîné une baisse du nombre d'animateurs alors même que le nombre de participants augmentait ;
- le manque de supports pour l'élaboration d'activités pendant les cercles ;
- le fait que les animateurs n'aient que très rarement l'occasion d'améliorer leur propre niveau d'éducation ;
- les importants taux d'abandon et d'absence dus à des facteurs externes et internes tels que les problèmes de santé, le manque de temps et de motivation personnelle pour assister régulièrement aux cercles et
- la faiblesse du système de suivi, résultat des très grandes difficultés rencontrées pour assurer des visites régulières à tous les lieux où est mené le programme, en particulier pendant la saison des pluies ou dans les régions sans routes goudronnées.

LEÇONS APPRISSES

Voici les principales leçons qui ont été tirées des onze années de mise en œuvre du programme REFLECT/APLICA en Angola :

- les adultes acquièrent des compétences en lecture, écriture et calcul plus facilement sur une plus courte période lorsque l'approche d'enseignement s'inscrit dans le contexte des apprenants et que les contenus et les leçons répondent à leurs besoins quotidiens ;
- les cercles et l'approche participative permettent non seulement d'assurer le développement des apprenants mais également de créer un échange entre apprenants et animateurs qui contribue à l'épanouissement pédagogique et global de ces derniers ;
- il est primordial de promouvoir l'estime de soi chez les apprenants afin de mettre un terme à la « culture du silence », d'une part, et pour encourager le dialogue et la libre expression des opinions, d'autre part ;

- assurer l'allocation de ressources financières durables à l'alphabétisation des adultes continue de poser problème car les bailleurs de fonds ne comprennent pas tout à fait l'importance d'offrir des opportunités d'éducation aux jeunes, aux adultes et aux personnes âgées au lieu de se concentrer uniquement sur les enfants. Promouvoir l'éducation des adultes est essentiel, non seulement afin de leur donner les moyens de faire évoluer leurs communautés, de combattre la pauvreté et d'augmenter leur employabilité, mais également pour leur fournir les outils dont ils ont besoin pour participer à l'éducation de leurs enfants ;
- l'alphabétisation continue d'être perçue comme un acte de charité envers les pauvres. Le public n'a pas conscience que l'accès à l'alphabétisation fait en réalité partie intégrante des droits humains élémentaires.

PÉRENNITÉ

Le manque de partenariats de financement à long terme et de stratégies visant à garantir des investissements durables constitue l'une des difficultés majeures à laquelle l'AAEA se heurte depuis le lancement du programme APLICA. L'association, qui doit pourtant constamment renégocier avec les donateurs, a réussi à entretenir des partenariats de longue durée avec trois organisations différentes, à savoir dvv international, ICCO et IBIS, qui assurent le gros du financement. En raison des taux élevés d'analphabétisme chez les adultes associés à l'immobilisme du gouvernement face à ce problème, le besoin d'initiatives similaires à celle de l'AAEA est urgent. Cela a d'ailleurs contribué au développement et à la pérennité des cercles APLICA en Angola. Au début du programme, seules deux municipalités de deux provinces comptaient des cercles. À l'heure actuelle, des cercles ont été mis en place par l'AAEA dans trois provinces et une autre organisation de la société civile en a lancé dans une autre province. Les cercles APLICA constituent l'un des rares projets d'alphabétisation des communautés rurales éloignées du pays.

D'autres facteurs ont permis de renforcer l'action de l'AAEA : l'accueil favorable réservé par les apprenants et les membres des communautés et leur participation active au développement de cercles chez eux ; la structure du projet qui permet aux communautés de s'approprier les cercles, les apprenants et les animateurs étant directement chargés de demander, mettre en œuvre, suivre et évaluer les activités ; et enfin l'établissement de partenariats avec d'autres initiatives telles que le projet d'alphabétisation des femmes en Angola et au Mozambique (Projecto de Alfabetização Feminina em Angola e Moçambique, FELITAMO) qui ont fait connaître l'éducation des adultes.



SOURCES :

- <http://www.reflect-action.org/>
- [http://www.reflect-action.org/sites/default/files/u5/Reflect %20Evaluation %20Framework %20- %20French.pdf](http://www.reflect-action.org/sites/default/files/u5/Reflect%20Evaluation%20Framework%20-%20French.pdf)
- <http://www.pamoja-west-africa.org/Portuguese/Documents/Angolafacilitators.pdf>
- http://www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/INSTITUTES/UII/confintea/pdf/National_Reports/Africa/Africa/Angola.pdf

CONTACT

Vítor Manuel Barbosa
Presidente da Direcção
Associação Angolana para Educação de Adultos
E-mail : barbosa@netangola.com

Contact supplémentaire

Fátima Ramos Sebastião
Directora para Administração e Finanças
E-mail : fatimamossebastiao@gmail.com

Éthiopie

Éducation fonctionnelle intégrée des adultes (IFAE)

Profil de pays

Population

94 101 000 (2013)

Langue officielle

amharique, anglais (il existe plus de 75 langues régionales officiellement reconnues, par ex. : tigrinya, oromo, tigré ; harari, agaw, afar)

Pauvreté (Population vivant avec moins de

1,25 dollar par jour)

31 % (2011)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

4,74 (2010)

Taux d'alphabétisme des jeunes (15 – 24 ans, 2015)

Femmes : 67,8 %

Hommes : 71,1 %

Deux sexes :

69,5 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2015)

Femmes : 41,1 %

Hommes : 57,2 %

Deux sexes :

49,1 %

Sources statistiques :

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

Présentation générale du programme

Titre du programme

Éducation fonctionnelle intégrée des adultes (IFAE)

Organisation chargée de la mise en œuvre :

Division de l'éducation de la zone de Siliti

Langues d'enseignement

Amharique, siltegna (langue locale)

Partenaires de financement

Gouvernement, secteur privé, une ONG nationale et communautés cibles (qui supportent le tiers des coûts)

Partenaires

Addis Development Vision (ONG locale), Action Aid Éthiopie, programme Azernet Berbera et les agences publiques de la zone de Siliti (agriculture, santé, commerce et industrie, femme et jeunesse) et division de l'échange des produits agricoles et des coopératives

Coûts annuels du programme

Environ 180 000 dollars

Coût annuel par apprenant : Environ 2 dollars

Date de création

2010

CONTEXTE NATIONAL

Selon la Banque mondiale (2014), la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le dévelop-

pement (OMD) font partie des grands défis de l'Éthiopie. Pour les relever, le gouvernement a adopté en 2010 un plan quinquennal de développement dénommé Plan pour la croissance et la transformation (GTP), qui a pour but principal de transformer l'Éthiopie en une économie intermédiaire. Pour ce faire, le gouvernement éthiopien alloue une part significative de son budget à la réduction de la pauvreté. Ces dernières années, ces efforts ont contribué à améliorer le niveau de vie des Éthiopiens. À titre d'exemple, la proportion démographique vivant en deçà du seuil national de pauvreté (0,60 USD par jour) est passée de 38,7 % en 2005 à 29,6 % en 2010. En 2015, l'Éthiopie ambitionne de réduire à 22,2 % le nombre de citoyens vivant dans l'extrême pauvreté. Le pays a atteint l'OMD relatif à la mortalité infantile et il est en bonne voie pour les objectifs relatifs à la parité dans l'éducation, le VIH/sida et le paludisme.

Malgré ces avancées, l'Éthiopie reste confrontée à d'énormes défis, tels que l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et la lutte contre l'insécurité alimentaire. Pour le moment, l'OMD relatif à l'enseignement primaire universel n'est pas atteint, avec une couverture de 85 %. Le programme IFAE en cours dans la zone de Siliti répond à tous ces défis et, de ce fait, cadre parfaitement avec les efforts de développement globaux de l'Éthiopie (Banque mondiale, 2012).

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'IFAE est un programme d'alphabétisation fonctionnelle destiné aux adultes et aux jeunes de 15 ans et plus, mais aussi ouvert aux femmes, aux handicapés et aux minorités. Ses objectifs principaux consistent à relever les taux d'alphabétisme, promouvoir l'autonomisation des femmes, améliorer la santé des participants et relever le niveau de vie général des communautés. Il se compose de deux cours de huit mois que les participants achèvent en deux ans. Les matières enseignées sont l'alphabétisation, les questions de genre, la protection de l'environnement, l'éducation civique et morale, la santé, la prévention des maladies, le planning familial et l'agriculture. À ce jour, l'IFAE n'a été mis en œuvre que dans la zone de Siliti et a atteint, depuis son lancement en 2010, environ 165 000 adultes et jeunes, dont 76 500 femmes.

Buts et objectifs

Le principal objectif du programme est de porter le taux d'alphabétisme des adultes de la zone de Siliti à 95 % en 2015. Parallèlement, le programme veut enseigner aux participants les compétences et connaissances fondamentales susceptibles de relever le niveau de vie de leurs communautés, à savoir :

- Connaître leurs droits et obligations (nationaux et internationaux) ;
- promouvoir la productivité et la créativité ;
- enseigner les compétences de la vie courante, telles que le planning familial, l'agriculture et la prévention des maladies ;
- enseigner comment obtenir et exploiter l'information ;
- instaurer une culture de l'apprentissage familial ;
- enseigner aux participants les techniques de résolution des problèmes qui leur permettront d'affronter et de résoudre les défis quotidiens et les problèmes sociaux, économiques et politiques locaux.

Le programme espère toucher environ 317 000 individus dans les cinq premières années, dont 65 % de femmes et de jeunes.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Le programme IFAE est en cours dans huit woreda (subdivisions administratives de troisième niveau en Éthiopie) et une municipalité de la zone de Siliti : Siliti, Lanfuro, Dalocha, Hulbarege, Sankura, Merab-Azernet Berbera, Mesrak-Azernet Berbera, Alcho-Wuriro et la ville de Werabe. Plus précisément, il est mis en œuvre dans 181 kebele ruraux (la plus petite unité administrative en Éthiopie, comparable à un quartier) et 71 kebele urbains.

D'une durée de deux ans, le programme est dispensé en deux sessions de huit mois. Les cours ont lieu deux heures

par jour et trois jours par semaine ou trois heures par jour et deux jours par semaine. D'habitude, ils se tiennent dans les écoles, les centres d'éducation de base alternative et d'autres locaux des kebele. Les partenaires, Addis Development Vision et Action Aid Azerenet-Berebera, aident les animateurs à promouvoir le programme.

Enseignement et apprentissage : approches et méthodes

Le programme s'appuie sur une approche pédagogique active et participative. En règle générale, les animateurs rattachent les cours d'alphabétisation à des thèmes de la vie courante. Par exemple, en enseignant le paludisme, ils abordent les symptômes, la transmission, le traitement et la prévention tout en expliquant aux apprenants comment épeler les mots et expressions relatifs à la maladie.

Contenu et supports du programme

Les besoins des apprenants sont identifiés dans le cadre d'entretiens directs avec les animateurs régionaux. Le curriculum est ensuite élaboré de façon à refléter les centres d'intérêt des apprenants et les besoins de la communauté. Cette identification se fait au niveau des kebele. Toutefois, le ministère de l'Éducation exige que le contenu pédagogique enseigné par chaque kebele intègre le curriculum de base national.

En général, les animateurs articulent le contenu autour des centres d'intérêt des participants – ce qui revient souvent à allier formation en numératie et alphabétisation aux thèmes



liés aux activités génératrices de revenus. Les principales matières enseignées comprennent l'alphabétisation, le genre, la protection de l'environnement, l'éducation civique et morale, la santé, la prévention des maladies, le planning familial et l'agriculture. Au total, les animateurs utilisent environ 20 000 livres et manuels. Les fonctionnaires locaux sont tenus de traduire et d'adapter les supports au contexte local. Par ailleurs, les animateurs se servent d'autres objets, tels que les outils agricoles et les ustensiles de nettoyage, pour leurs cours.

Les animateurs

Les cours sont dispensés par des enseignants salariés, des bénévoles et des étudiants du supérieur. Chaque enseignant encadre environ 50 participants. La plupart des animateurs sont issus des communautés, dont ils doivent parler la langue et maîtriser les traditions et la culture. Ils reçoivent une formation dans le cadre d'ateliers et de séminaires aux niveaux des régions, des *woreda* et des *kebele*. Cette formation inclut des sessions sur l'andragogie, la psychologie de l'adulte, l'évaluation de l'apprentissage et la tenue d'une classe. Addis Development Vision et Action Aid Azerenet-Berebera aussi aident à recruter et à former les animateurs. Les enseignants gagnent en moyenne 30 dollars par mois.

SUIVI ET ÉVALUATION

Le suivi-évaluation du programme est assuré par les responsables de l'éducation des *woreda*, qui collectent régulièrement des données à cette fin. Chaque responsable couvre six centres d'éducation et procède à une revue trimestrielle du programme. En outre, les organisations chargées de la mise en œuvre remettent à chaque *woreda* un questionnaire de sondage annuel sur le développement du programme de formation professionnelle.

Mécanismes d'accréditation

L'autorité locale délivre des certificats aux participants qui ont achevé la première année et aux sortants de la deuxième année.

IMPACT ET DÉFIS

Impact et réalisations

L'IFAE a un effet positif sur le niveau de vie, l'éducation, les revenus, la santé et le statut social des participants. Il a permis aux femmes de s'autonomiser. Par exemple, certaines participantes ont formé des groupements pour soutenir

les adhérentes malades ou confrontées à d'autres types de difficultés. Désormais, les femmes connaissent mieux leurs droits et peuvent, de ce fait, améliorer leur accès à la terre, à l'électricité et à l'eau. Leur statut s'est également amélioré grâce à leur pouvoir de décision accru au sein de la famille. En 2013, elles constituaient près de 50 % des sortants du programme (10 083 sur 24 382).

Les participants améliorent leur niveau d'alphabétisme et de numératie. Les écoliers aussi bénéficient indirectement du programme, les parents plus instruits étant plus disposés à encadrer leurs enfants, notamment en les encourageant à étudier et en leur offrant des supports éducatifs. Dans les communautés participantes, les taux d'abandon scolaire ont chuté de 7,9 % en 2012 à 1,5 % en 2014. L'IFAE comporte également des retombées sanitaires positives. Les parents vaccinent leurs enfants plus souvent et les mères sont mieux outillées pour comprendre les dangers de la grossesse, recevoir des soins prénatals et postnatals et pratiquer le planning familial. L'hygiène corporelle des participants aussi s'améliore. Par exemple, après le programme, certains participants et leur famille ont décidé de construire et d'utiliser des latrines.

Par ailleurs, le programme contribue à améliorer les revenus et la nutrition des ménages. Les participants utilisent les engrais et appliquent de nouvelles pratiques agricoles pour améliorer les rendements. Les ménages diversifient leurs activités agricoles en vue de réduire la malnutrition. La formation technique et en création d'entreprises contribue à relever les revenus. Les apprenants se mettent à épargner lorsqu'ils découvrent ce concept.

Défis

- Le programme se heurte à divers défis :
- Forte rotation du personnel liée aux salaires bas ;
- déficit de personnel qualifié ;
- manque de collaboration entre animateurs et partenaires ;
- coûts additionnels pour les rédacteurs externes de livres et de manuels ;
- soutien modéré à l'autonomisation des femmes dans certaines régions à cause de préjugés culturels ;
- taux d'abandon liés aux responsabilités parentales, en particulier lorsque les enfants vont à l'école et que les parents doivent effectuer l'ensemble des tâches ménagères ;
- déficit de livres pour les apprenants, et animateurs obligés de partager les manuels.

LEÇONS APPRISSES

Début 2010, le programme disposait d'un centre d'apprentissage par kebele. Au fil du temps, il est passé à six. Parallèlement, la formation des animateurs a été renforcée, et un personnel supplémentaire recruté, y compris des encadreurs et des superviseurs. L'État a relevé ses contributions financières, et les animateurs ont changé la structure du programme en groupes de trois à cinq kebele. La constitution de ces groupes vise à favoriser le partage de ressources financières, humaines et matérielles entre les centres d'apprentissage et les animateurs. Mieux, les organisations chargées de la mise en œuvre ont essayé d'étendre les pratiques des meilleurs centres (en termes d'accès, de qualité et de participation) aux autres centres. Rétrospectivement, les animateurs estiment que le programme aurait dû être élargi afin d'atteindre plus de personnes pauvres et vulnérables. À l'avenir, les agences gouvernementales s'attelleront à cette tâche.

PÉRENNITÉ

La pérennité du programme est réalisée grâce à un dispositif qui organise les participants en plusieurs groupes et comités communautaires. Par exemple, les femmes s'organisent en groupements féminins. En outre, les participants constituent des comités chargés des aspects techniques, de l'éducation, de la formation et de la supervision. Ces groupements reçoivent un appui financier et technique du gouvernement. En y adhérant, les participants assument des responsabilités et s'approprient le programme. Les groupements communautaires promeuvent l'éducation des adultes et fournissent

des ressources matérielles, financières et humaines pour la construction de nouveaux centres d'apprentissage et l'amélioration des anciens.

De même, les groupements communautaires permettent aux participants d'obtenir des prêts individuels et améliorent la cohésion sociale. C'est dire qu'ils jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté qui, à son tour, favorise la pérennité des retombées positives du programme. Par ailleurs, l'amélioration du statut social de la femme, favorisée par les groupements féminins, est particulièrement importante pour consolider les bienfaits du programme. Les bureaux régionaux de l'éducation aussi promeuvent la pérennité du programme à travers leur appui politique à la poursuite de l'alphabetisation fonctionnelle après la formation.

SOURCES

- Banque mondiale 2014. Ethiopia Overview
- Banque mondiale 2012. Country Partnership Strategy for The Federal Democratic Republic of Ethiopia

CONTACT

Zeyne Bilka Mohammed
Zonal Education Department Head
Siliti Zone, Worabe Town, Ethiopia
Téléphone/Fax : +251467710499
E-mail : zeyne.bilka@yahoo.com



Source : Beyond Access, Chefe Donsa Library, Ethiopia

Gambie

Programme de gestion communautaire des forêts

Profil de pays

Population

1 660 000 (2011)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour)

58 %

Langue officielle

anglais

Langues autochtones reconnues

Mandinka, Bambara, Wolof, Pulaar, Soninké and Jola

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PIB

2,8

Accès à l'enseignement primaire – Taux net d'admission (TNA)

62 %

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report

UNICEF : Info by Country

World Bank : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme de gestion communautaire des forêts

Organisation chargée de la mise en œuvre

Le gouvernement de la Gambie (à travers le ministère des Forêts) en partenariat avec des ONG locales telles que le Conseil national sur les services de diffusion et de formation en sylviculture (National Consultancy on Forestry Extension Services and Training – NACO) Lutte contre l'exclusion sociale et économique (Fight Against Social and Economic Exclusion – FASE) Association nationale des apiculteurs de Gambie (National Beekeepers' Association of the Gambia – NBAG) Fédération des producteurs de bois d'œuvre et de bois de chauffe Jamorai (Jamorai Timber and Firewood Federation – JATIFIF)

Langues d'enseignement

anglais et langues africaines (par ex. mandinka, bambara, wolof, pulaar, soninké et jola)

Partenaires de financement

Le gouvernement de la Gambie ; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le gouvernement de l'Allemagne à travers le projet germano-gambien de sylviculture (Gambian-German Forestry Project – GGFP)

Date de création

2001

HISTORIQUE ET CONTEXTE

La Gambie est l'un des pays les moins développés et les plus pauvres d'Afrique, et son économie dépend fortement de l'agriculture et de la transformation des produits agricoles. Le secteur agricole représente environ 30 % du produit intérieur brut (PIB) et emploie plus de 70 % de la population active totale. Cette forte dépendance à l'égard de l'agriculture a entravé le développement du pays et donc la capacité de l'État à assurer à sa population des prestations de base telles que l'accès à des moyens de subsistance de remplacement et à des opportunités d'éducation. Environ 58 % de la population vit par conséquent dans une pauvreté absolue (c'est-à-dire avec moins d'1 USD par jour) et environ 36 % et 55 % de la population des jeunes et des adultes, respectivement, sont analphabètes. De plus, la forte dépendance envers l'agriculture vivrière a également conduit à une déforestation massive et à une dégradation de l'environnement, un aspect qui a élevé les niveaux de pauvreté dans les régions rurales où résident environ 63 % de la population du pays. Les estimations actuelles suggèrent que 43 % de la superficie totale de la Gambie est encore couverte de forêts, dont 78 % sont sévèrement détériorés.

Pour résoudre cette situation, le gouvernement gambien, avec le soutien de la FAO et du gouvernement allemand à travers le projet germano-gambien de gestion des forêts (GGFP) et plusieurs ONG locales, a mené la mise en place de forêts communautaires et de projets de gestion communautaire des forêts depuis le début des années 1990. Le gouvernement a pour ce faire adapté le Concept de gestion communautaire des forêts (Community Forestry Concept, développé par la FAO, voir ci-dessous) et a présenté le Concept gambien de gestion des forêts (Gambian Forest Management Concept – GFMC) dans sa loi sur la gestion des forêts en Gambie, Gambian Forestry Act (1995). L'État a en outre créé le Fonds national pour la forêt (National Forest Fund – NFF, 1996) et le Plan national d'action pour la gestion des forêts (National Forestry Action Plan – NFAP, dont la dernière version s'est appliquée à la période 2001–2010). Le principal objectif de ces instruments politiques était d'encourager le développement, l'autonomisation sociale (lutte contre la pauvreté) et la préservation de l'environnement grâce à une gestion participative ou communautaire et à l'exploitation ou l'utilisation des forêts et des ressources forestières. C'est sur la base de ce cadre politique porteur que le gouvernement gambien a institué le Programme de gestion communautaire des forêts (CBFMP) en 2001.

Le Programme de gestion communautaire des forêts (CBFMP)

Le CBFMP est un programme intégré de formation aux compétences nécessaires dans la vie courante et à la gestion écologique (de l'environnement) qui, comme mentionné ci-dessus, se base sur le GFMC ou le Concept de gestion communautaire des forêts (CFC).

Buts et objectifs

Le CFC et donc le CBFMP est en essence une approche participative de la gestion des forêts dont l'objectif principal est de transférer la propriété et les droits d'exploitation de la forêt de l'État aux communautés locales afin de :

- encourager l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie ;
- stimuler les changements d'attitude au sein de la collectivité envers les ressources naturelles afin de favoriser la préservation durable de l'environnement ;
- aider les familles rurales à s'assurer des moyens de subsistance durables (c'est-à-dire à augmenter leur capacité à générer des revenus) grâce à la formation aux compétences de gestion et d'utilisation communautaires des ressources et produits forestiers ;
- promouvoir le développement rural, la transformation sociale et l'autonomisation en permettant à la population rurale de s'approprier les forêts communautaires et de participer activement à leur gestion et à leur exploitation ;
- aider les communautés rurales à adapter les systèmes d'utilisation du sol traditionnels à l'évolution récente des ressources humaines et naturelles ; et
- donner aux communautés locales les moyens d'exploiter commercialement les ressources naturelles de façon efficace et respectueuse de l'environnement.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODES

Le GFMC vise à promouvoir le développement rural ou communautaire et l'autonomisation sociale en créant un lien direct entre les activités de gestion et de préservation des forêts, d'une part, et la formation aux compétences de base nécessaires dans la vie courante et les opportunités de génération de revenus, d'autre part. À cette fin, la mise en œuvre du CBFMP suit une approche globale et intégrée qui assure la formation des participants dans les domaines suivants (voir les images ci-dessous) :

- alphabétisation (de base et fonctionnelle, formation continue) ;

- compétences nécessaires à la subsistance et aide à la mise en place d'activités et de projets générateurs de revenus (par exemple dans l'artisanat, l'apiculture, l'agriculture commerciale, la collecte de bois de chauffe et la production de bois d'œuvre) ;
- l'éducation civique et sanitaire ; et
- la gestion/préservation de l'environnement.

Le CBFMP est actuellement actif dans trois divisions/régions du pays : la Région occidentale, le Fleuve central et le Fleuve inférieur. Plus de 500 villages ou communautés participent actuellement au programme, et gèrent plus de 300 forêts communautaires sur une superficie de plus de 24 000 hectares de forêt gambienne.

Développement des capacités : recrutement et formation des facilitateurs/formateurs

Un atelier de formation des formateurs

Pour garantir l'efficacité et la pérennité de la mise en œuvre du CBFMP, la FAO assure une formation technique et un soutien réguliers au personnel professionnel du ministère des Forêts et des autres partenaires de mise en œuvre du programme dans les domaines de la gestion participative des forêts et des stratégies de développement d'entreprises forestières communautaires. De plus, des formateurs de ter-



rain ou conseillers issus de divers domaines techniques, notamment l'agriculture, la sylviculture et l'éducation, ont également été recrutés et ont reçu une formation et un soutien techniques pour la mise en œuvre du CBFMP. D'une façon générale, le programme de formation des formateurs (FdF) met l'accent sur les domaines suivants :

- l'utilisation d'outils et méthodes participatifs de sélection de produits viables pour les entreprises communautaires ;
- la réalisation d'analyses basées sur les quatre domaines du développement de l'entreprise (social/institutionnel, science/technologie, ressource/environnement, marché/économie) ;
- la réalisation d'études (notamment des études de marché et sur les ressources) sur les produits forestiers à l'échelle du district et de la division ;
- la création de groupes d'intérêt pour les produits sélectionnés ;
- l'élaboration de plans de développement d'entreprise ;
- le suivi de la mise en œuvre des plans d'entreprise ; et
- la création de liens avec des sources appropriées de soutien au développement des entreprises.

Les partenaires du programme ont également mis au point un ensemble de supports pédagogiques de formation dans les langues locales à l'usage des formateurs de terrain pour leurs activités dans les communautés. Outre les activités de formation dans les communautés participantes, les formateurs de terrain sont également chargés de mobiliser les communautés afin qu'elles participent au programme, et de conseiller les groupes et communautés participants sur les questions liées au développement général de la communauté et sur la planification et la mise en œuvre de projets de développement commercial dans la sylviculture.

Mobilisation des communautés

Il est de toute première importance que, dès le départ, toutes les parties prenantes, notamment les dirigeants locaux et les autorités de la communauté, c'est-à-dire les chefs, les chefs de village, les anciens, les chefs de famille et les chefs des groupes de femmes, ainsi que les groupes d'utilisateurs de la forêt, participent activement à toutes les phases de la mise en œuvre du programme. Cela comprend l'évaluation de l'état de la forêt et la recherche d'options, la planification et la mise en œuvre d'activités de gestion.

Ce sont principalement les conseillers de terrain et les dirigeants de la communauté qui se chargent de mobiliser la participation de la communauté au programme, en menant des activités de sensibilisation et des programmes d'éducation civique, comme l'illustrent les images ci-dessous :

De plus, afin de garantir la prise en charge des activités du programme à l'échelle locale, les acteurs du programme aident également les communautés participantes à mettre en place des Comités forestiers communautaires (CFC) ou des Comités de développement du village, dont les membres sont élus par la population locale. Ces comités reçoivent une formation assurée par les partenaires de mise en œuvre du projet, puis sont chargés de mener/planifier, coordonner et gérer la mise en œuvre du programme à l'échelle locale, notamment la mise en place de la formation et des activités de génération de revenus à partir des ressources naturelles. Ils sont également chargés de coordonner le recrutement et la formation des facilitateurs ou instructeurs du programme, ainsi que de mobiliser d'autres membres de la communauté.

IMPACT DU PROGRAMME

L'impact du programme peut s'observer dans différents domaines :

Impact politique

- le passage à la gestion et l'exploitation durable des Forêts communautaires (FC), telles que décrites dans le Forest Act, devient une réalité
- augmentation de la participation des communautés à la gestion participative des forêts

Impact social

- meilleure prise en compte des questions liées au genre
- mise en avant de l'avantage du travail commun et de la synergie des efforts
- réduction des frictions entre les parties prenantes
- création d'opportunités d'emploi plus nombreuses
- création d'une plateforme d'échange des informations

Impact écologique

- augmentation de la sensibilisation aux méthodes d'exploitation de la forêt
- augmentation des connaissances et de la sensibilisation à l'environnement
- réduction de l'exploitation illégale de la forêt

SUIVI ET ÉVALUATION

La direction des Forêts communautaires élabore un plan de gestion sur trois ou cinq ans en fonction des études d'évaluation de la forêt qu'elle conduit. Les communautés transfor-

ment ce plan en programme de travail. Une copie est envoyée au ministère des Forêts, afin de servir d'instrument de suivi et d'évaluation. C'est également une condition préalable pour obtenir une licence gratuite pour la commercialisation de produits. Une équipe de facilitation Ressources naturelles est mise en place sur le terrain, et travaille directement avec les Forêts communautaires. L'équipe suit les performances et les progrès des exploitants par rapport à leurs propres plans, et évalue les contraintes et les limites.

LEÇONS APPRISSES

L'expérience montre que la réussite, l'efficacité et la pérennité du CBFMP sont en grande partie le résultat de :

- l'existence de réseaux de travail solides entre l'État, les dirigeants des communautés et les ONG locales et internationales ;
- l'appropriation du programme par la communauté, et sa participation active aux activités du programme ;
- l'intégration des activités de préservation des ressources naturelles aux projets de génération de revenus ; et
- la mise en place de formations appropriées et utiles pour toutes les parties prenantes (développement des capacités et formation axée sur les compétences).

PÉRENNITÉ

On peut affirmer que la pérennité du CBFMP est assurée, tout d'abord parce que le projet bénéficie du soutien inconditionnel de ses cibles et bénéficiaires principaux, les communautés rurales, ainsi que des ONG locales et internatio-

nales. De plus, et outre l'obtention d'un financement à long terme auprès d'ONG internationales et de l'État, la pérennité financière du programme a également été assurée grâce à la mise en place d'un programme de partage des bénéfices. Ce programme transfère 15 % des fonds générés par le projet au Fonds national pour la forêt (NFF) pour que le gouvernement central les administre, tandis que les 85 % restants demeurent dans les communautés. Les fonds que les communautés conservent servent à soutenir différentes initiatives de développement communautaire, notamment la construction d'écoles, de mosquées, de dépôts de graines et de centres communautaires, et le microfinancement de projets communautaires de génération de revenus. Cet arrangement financier représente pour les communautés locales une motivation supplémentaire à participer au programme et à le soutenir. Enfin et surtout, la participation active des communautés locales a également été essentielle pour la pérennité du programme.

SOURCES

- FAO, 2005, *Empowering communities through forestry : Community-based enterprise development in the Gambia*
- S. Blaschke, A. Dampha & K Camera, 2005 : *Empowering communities through forestry : The Market Analysis and Development (MA & D) Experience in the Gambia*
- Jammeh, M. L. *Participatory forest management in the Gambia*
- Camara. H., 2011, ' *Literacy and Sustainable Economic Growth through Participatory forest management in the Gambia* '. Powerpoint Presentation.

CONTACT

M. Hatab Camara
 Coordinateur Étude et Développement
 du marché
 Ministère des Forêts
 P.O.box 504, Banjul
 Tél. : +2206321331 / +2203657415 /
 +2204227537
 Fax : +2204224765
 E-mail : madproservice@yahoo.com /
 sherifo76@gmail.com



Ghana

Programme d'alphabétisation et de développement communautaire

Profil de pays

Population

23 000 000 (2007)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour, %) :

44,8 % (1990 – 2004)

Langue officielle

Anglais

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

5,5 %

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total, %)

34 % (2005)

Taux d'alphabétisme des jeunes (15–24 ans, %)

71 % (1995–2004)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2004)

Total : 58 %

Hommes : 66 %

Femmes : 50 %

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report (Rapport mondial de suivi sur l'EPT)

UNICEF

Banque Mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme d'alphabétisation et de développement communautaire

Organisation chargée de la mise en œuvre

Pamoja Ghana

Langues d'enseignement

Langue locale / langue maternelle

Partenaires

ActionAid Ghana (AAG, principal) et Rights and Voices Initiative (RAVI)

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Depuis son accession à l'indépendance en 1957, le Ghana a toujours privilégié le développement de l'éducation et l'éradication de l'analphabétisme dans le cadre de sa stratégie nationale de promotion du développement et de l'autonomisation sociale. Ainsi, au cours des dernières décennies, il a adopté plusieurs lois en matière d'éducation, dont les plus importantes sont l'Education Act de 1961 et la Constitution de 1992 (article 38, alinéa 2), qui érige l'éducation en droit fondamental pour tout citoyen. En outre, pour rendre l'éducation accessible à tous et s'acquitter de ses obligations constitutionnelles, l'État a initié divers programmes éduca-

tifs tels que l'initiative Éducation de base universelle gratuite et obligatoire (FCUBE, 1995) en partenariat avec des ONG. Grâce à ces efforts proactifs, les taux nets de scolarisation pour les cycles élémentaire et secondaire et, par extension, le taux d'alphabétisme total se sont améliorés d'année en année. À titre illustratif, le taux d'alphabétisme actuel des jeunes et des adultes est estimé respectivement à 80 et 75 %.

Malgré ces performances, l'analphabétisme persiste, en particulier chez les femmes et les pauvres et dans les régions sous-développées du Ghana. Selon les estimations, il frappe 42 % de la population adulte et environ 50 % des Ghanéennes, contre 33 % des hommes. Les taux d'analphabétisme régionaux présentent également de grandes disparités. Par exemple, les régions du Grand Accra et d'Ashanti affichent des taux de 21 et 40 %, alors qu'ils grimpent de façon alarmante dans la région de Brong Ahafo (54 %) et les trois régions du nord (76 %). C'est pourquoi Pamoja Ghana, un réseau de spécialistes de REFLECT regroupant 32 organisations locales, a mis en place le Programme d'alphabétisation et de développement communautaire (LCDP) pour lutter contre l'analphabétisme et promouvoir le développement et l'autonomisation socio-économiques des groupes pauvres et défavorisés, notamment les femmes et les jeunes.

PROGRAMME D'ALPHABÉTISATION ET DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (LCDP)

Le LCDP est un programme d'alphabétisation intergénérationnelle intégrée multilingue et de développement social. Il a été officiellement lancé par Pamoja Ghana avec l'appui technique et financier d'ActionAid Ghana (AAG). Depuis, Pamoja a créé de nombreux cercles ou groupes d'apprentissage REFLECT dans le pays, pour environ 3340 participants actifs. Les cercles d'apprentissage actifs se trouvent en majorité dans les régions du nord, qui se caractérisent non seulement par la pauvreté mais aussi par des taux d'analphabétisme élevés. Le reste se trouve dans les régions de Brong Ahafo, du Grand Accra oriental et de l'Ouest.

Même si le LCDP est un programme d'alphabétisation inclusive et de développement socio-économique destiné à tout adulte (15 ans et plus) peu ou pas du tout scolarisé, des efforts spécifiques sont faits en direction des groupes sociaux vulnérables et souvent marginalisés, notamment les femmes, les jeunes, les détenus, les nomades et les personnes handicapées. Ce n'est donc pas étonnant qu'il soit plus actif en milieu rural qu'en milieu urbain.

Comme indiqué plus haut, le LCDP est à la fois un programme d'alphabétisation intergénérationnelle intégrée et de développement socio-économique. De ce fait, il favorise non

seulement le développement de l'alphabétisme des adultes, mais aussi l'acquisition de compétences de la vie courante utiles et viables dans plusieurs domaines :

- Santé (VIH/ sida, santé maternelle, mortalité infantile, planning familial, hygiène corporelle, assainissement, mutilations génitales féminines, prévention du paludisme, nutrition familiale) ;
- Éducation civique (formation en leadership, sensibilisation sur les droits de l'homme, sécurité humaine, gouvernance démocratique, gestion et résolution des conflits, éducation aux questions de genre, notamment la violence domestique, les mutilations génitales et le viol) ;
- Formation professionnelle / renforcement des capacités (production et sécurité alimentaires, activités génératrices de revenus et développement communautaire) ;
- Gestion / protection de l'environnement.

Buts et objectifs

Le programme ambitionne de :

- Lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté dans le pays, notamment chez les plus démunis et les groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes ;
- Autonomiser les pauvres et les couches sociales vulnérables par le biais de l'alphabétisation et de la formation professionnelle pour leur permettre de trouver des solutions concrètes et viables à leurs défis quotidiens et de participer pleinement aux processus de développement communautaire et national ;
- Promouvoir le développement personnel et social ;
- Promouvoir l'égalité des sexes ;

- Sensibiliser les pauvres et les couches sociales vulnérables aux droits de l'homme ;
- Promouvoir le réseautage et l'organisation sociale en vue de favoriser le développement communautaire.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODES

Recrutement et formation des formateurs

Pamoja a recruté et formé environ 167 alphabétiseurs ou formateurs qui encadrent plus de 3340 participants/apprenants. Ce personnel a été, pour la plupart, recruté et affecté dans les cercles d'apprentissage des localités d'origine. Normalement, il n'est pas salarié mais reçoit des dons à l'issue de chaque cycle d'apprentissage ou d'alphabétisation.

Recrutement des apprenants

Pour recruter les participants, Pamoja adopte diverses stratégies axées principalement sur les campagnes de plaidoyer et de sensibilisation communautaires à l'importance du programme REFLECT pour le développement personnel et communautaire, mais aussi pour encourager les adultes à participer aux cercles d'apprentissage REFLECT locaux. Par ailleurs, le Réseau invite les participants, en particulier les Comités d'alphabétisation REFLECT, à encourager les autres membres de la société à rejoindre les cercles d'apprentissage ou à les aider à identifier, planifier et mettre en œuvre des activités de développement au sein de leur communauté. Ce faisant, le programme offre à des communautés entières l'opportunité de participer activement aux activités commu-



nautaires indépendamment de leur appartenance officielle à un cercle d'apprentissage REFLECT.

MÉTHODES ET APPROCHES D'ENSEIGNEMENT-APPRENTISSAGE

Pamoja a mis en place des groupes ou cercles d'apprentissage de l'alphabétisation au niveau communautaire. Même si le curriculum, les supports d'enseignement-apprentissage (élaborés localement pour intégrer et prendre en charge les défis et besoins locaux) ou les dates de démarrage officiel du programme peuvent varier, les cercles d'apprentissage n'en doivent pas moins organiser deux à trois heures de cours par jour, 2 à 4 fois par semaine pendant deux ans.

Pamoja s'inspire de REFLECT, une approche fondée sur le droit, structurée et participative pour l'apprentissage des adultes et le développement social. Elle utilise des supports et outils ERP (évaluation rurale participative) tels que les cartes, les calendriers, les tableaux et les schémas pour permettre aux apprenants d'identifier et de résoudre les défis liés au développement personnel et communautaire. L'approche REFLECT est donc centrée sur l'apprenant et, de ce fait, les animateurs sont invités à l'aider à analyser de façon critique ses problèmes et besoins existentiels au lieu de lui faire un cours magistral. Par exemple, il peut s'agir d'identifier les ressources requises pour résoudre les problèmes, où et comment les obtenir et, surtout, les mesures à prendre pour résoudre ces problèmes ou satisfaire ces besoins. Des discussions thématiques/débats, simulations et jeux de questions-réponses constituent, de ce fait, des éléments essentiels du processus d'enseignement-apprentissage (voir les images ci-dessous). En outre, l'animateur est formé et invité à intégrer progressivement l'alphabétisation et la numérotation au processus d'apprentissage en mettant en évidence les mots clés, phrases et chiffres essentiels et pertinents pour les activités pédagogiques. Ainsi, l'approche REFLECT permet au participant non seulement de s'alphabétiser ou d'améliorer son niveau, mais aussi d'acquérir les compétences de la vie courante nécessaires pour le développement personnel et communautaire.

Suivi et évaluation

Pamoja fait appel à des professionnels internes et externes pour le suivi-évaluation continu des activités et résultats d'apprentissage du programme. En outre, ses responsables effectuent des visites de terrain pour évaluer le processus d'apprentissage et l'impact du programme.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Impact

Le LCDP compte à son actif des résultats positifs concrets pour les apprenants, leur famille et leur communauté, et pour toute la nation de manière générale. Entre autres, on peut citer les principaux résultats suivants :

En plus d'avoir donné l'opportunité à des centaines d'adultes et d'enfants déscolarisés de s'alphabétiser et d'acquérir des compétences de la vie courante, il a permis à 3 femmes, 7 filles et 11 garçons de 9 communautés de réintégrer le cursus éducatif formel.

Il a autonomisé de nombreux apprenants, qui occupent à présent des postes dans les assemblées de district de leur localité. Sachant maintenant lire et écrire, d'autres ont réussi à devenir des anciens dans leurs religions respectives.

Le programme a aidé de nombreux jeunes autrefois contraints de quitter l'école, notamment pour des raisons de pauvreté, à poursuivre leur apprentissage dans un cadre informel et, plus tard, à réintégrer le système éducatif formel ou à initier des activités de développement communautaire.

Défis

En dépit de l'impact positif du programme sur la vie de personnes ordinaires, la mise en œuvre a été entravée par divers défis pratiques et techniques :

Manque de financement : quoique le programme ne nécessite pas d'importants investissements, le manque de financement a empêché Pamoja de l'étendre et de financer les projets communautaires que les apprenants ont jugés essentiels pour le développement de leur communauté. Ce facteur a souvent amené les apprenants à baisser les bras et à cesser de participer au programme. Tout porte à croire que les difficultés financières vont s'accroître car ActionAid Ghana, le principal parrain, a réduit son financement.

Renouvellement des animateurs : en général, le programme ne parvient pas à retenir les animateurs formés en raison de l'incapacité de Pamoja et des cercles d'apprentissage à les rémunérer. Ce phénomène accroît les coûts du programme puisque le renouvellement du personnel oblige Pamoja à former sans cesse de nouveaux animateurs.

LEÇONS APPRISSES

Programme à faible coût : la mise en œuvre des programmes REFLECT est peu coûteuse car ils requièrent peu d'expertise en conception de curriculum et de supports d'enseignement-apprentissage qui, on le sait, sont mis au point au niveau local par l'animateur et les membres de son cercle d'apprentissage ;

L'intégration entre alphabétisation, formation professionnelle et projets de développement communautaire est essentielle pour intéresser les adultes aux activités d'apprentissage.

PÉRENNITÉ

L'appropriation et la contribution active des communautés à la continuité du programme constituent le principal indicateur de sa pérennité. Sa reproduction dans d'autres localités est un autre signe prometteur. Par ailleurs, Pamoja a formulé des stratégies clés visant à assurer la pérennité du programme, notamment :

- doter les cercles REFLECT en ressources d'apprentissage indispensables, tels que des supports de lecture et d'écriture, des lanternes etc. ;
- allouer des financements pour soutenir certaines actions des cercles REFLECT ;
- intensifier les efforts de collecte de fonds ;
- nouer des alliances avec des réseaux intervenant dans les domaines de l'éducation, de la santé, des droits humains, de la gouvernance et de la politique.

SOURCES

- Ama Achiaa Amankwah, 12 juin 2009 ; Ghana : Pamoja Forum Recognizes Youth And Adult Literacy As Key to Development. <http://allafrica.com/stories/200906120491.html>
- Aryeetey, E. et Kwakye, E. (2005) Policy case study : Functional Literacy, National Functional Programme (NFLP II) in Ghana, Avant-projet. Document présenté dans le cadre des conférences 'Addressing Inequalities : Policies for Inclusive development', organisées par Inter-Regional Inequality Facility les 11 et 12 juillet 2005 à la CEA, Addis-Abeba

CONTACT

Millicent Akoto
National Coordinator
Pamoja Ghana Reflect Network,
P. O. Box LG 233, Legon,
Accra Ghana
Téléphone : (233) 243 212 754
E-mail : akotomillicent@yahoo.co.uk ;
pamojaghana@yahoo.co.uk



Namibie

Projets d'alphabétisation environnementale de NaDEET

Profil de pays

Population

2 100 000 (2007)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour, %) :

31,9 (2007–2011)

Langue officielle

anglais

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

8,4 (2010)

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total, %)

57 %

Taux d'alphabétisme des jeunes (15 – 24 ans)

Total : 87,1 % (2007)

Hommes : 83,2 %

Femmes : 90,6 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15 ans et plus, 1995–2004)

Total : 76,5 % (2007)

Hommes : 74,3 %

Femmes : 78,4 %

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report 2008 (Rapport mondial 2008 de suivi sur l'EPT)

UNICEF

Banque Mondiale : World Development Indicators database, Sep. 2008

Présentation générale du programme

Titre du programme

Projets d'alphabétisation environnementale de NaDEET

Organisation chargée de la mise en œuvre

Namib Desert Environmental Education Trust (NaDEET)

Langues d'enseignement

Anglais et langue maternelle (avec traduction et aide d'un enseignant)

Partenaires de financement

Subvention locale de l'Union européenne (environ 50 %), UNESCO et autres agences de l'ONU (10 %), entreprises locales (10 %), contribution des participants (10 %) et particuliers/baillleurs (20 %)

Partenaires

Financement : Commission européenne, UNESCO, PNUD-FEM, ministère de l'Environnement et du tourisme, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit ;
Mise en œuvre : Ministère de l'Éducation, Namibian Environmental Education Network, ministère de l'Environnement et du tourisme, UNESCO ;
Autres : Namibian Environment Wildlife Society, Freundschaft mit NaDEET, Wilde Ganzen, Biosphere Expeditions

Coûts annuels du programme

NAD 400 000 (37 600 USD)

Coût annuel par apprenant : varie selon le lieu d'inscription (par exemple, NAD 800 – 75 USD – pour un programme du centre NaDEET, contre NAD 5 – 0,09 USD – pour une organisation partenaire chargée d'appliquer les publications en classe).

Date de création 2003

CONTEXTE NATIONAL

La Namibie a fait de l'éducation une priorité nationale dès son accession à l'indépendance en 1990. Le gouvernement finance les programmes d'alphabétisation et alloue près du quart du budget national (22 %) à l'éducation (UNESCO, 2014). Le ministère de l'Éducation a augmenté le financement par le biais de la Direction de l'alphabétisation des adultes.

En Namibie, l'amélioration du niveau d'alphabétisme n'est pas le seul défi en matière d'éducation. La méconnaissance des enjeux environnementaux constitue un autre défi pressant, dû en grande partie au manque de compréhension de la définition, des causes et des effets des problèmes environnementaux. Par exemple, de nombreux Namibiens n'ont pas compris le concept de changement climatique, qu'ils utilisent pour parler des phénomènes météorologiques normaux. Cette méconnaissance est particulièrement problématique, étant donné que les communautés namibiennes continuent de subir les effets néfastes du changement climatique. Les Namibiens sont nombreux à ne pas croire que leurs actions peuvent changer la situation, alors que d'autres ignorent comment protéger l'environnement. D'où, la nécessité d'une meilleure éducation environnementale, ressentie dans le pays depuis longtemps.

L'éducation environnementale a débuté en Namibie entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 avec l'ouverture, par le gouvernement et des organisations non gouvernementales partenaires, des premiers « véritables » centres d'éducation environnementale pour la jeunesse. Jusque-là, il existait des camps en plein air, qui s'intéressaient davantage à la formation pour la survie qu'à l'environnement. Les nouveaux centres, fonctionnels à ce jour, se trouvent essentiellement au nord de Windhoek, dans des zones comme le Parc national d'Etosha, et s'occupent de la nature et des espèces sauvages.

Mû par la nécessité de sensibiliser ses compatriotes du désert du Namib, un groupe de Namibiens passionnés a lancé la Namib Desert Environmental Education Trust (NaDEET), une organisation d'éducation environnementale à but non lucratif, et ouvert un centre dans la réserve naturelle de NamibRand de la région australe de Hardap.

Le centre a été construit en 2003 par un entrepreneur en bâtiment, une petite équipe d'assistants et trois groupes de bénévoles de Raleigh International. À l'époque, les fonds faisaient défaut, et l'ouvrage a été essentiellement réalisé à partir de matériaux recyclés offerts par des particuliers. Avec le manque d'outils électriques, le travail a été presque entièrement fait à la main. Le centre comptait six logements équipés de douche et de toilettes et un bâtiment principal abritant une salle de classe et une cuisine.

Les fondateurs de NaDEET ont vite constaté un « écart » entre ce qui était enseigné et ce qui était appris. Au lieu d'être un modèle de vie écologique en tous points, le centre s'intéressait simplement à son sujet et n'avait pas adopté une approche suffisamment holistique. Il était insensé d'enseigner aux apprenants à réduire l'impact environnemental sans penser à réparer les fuites d'eau dans les toilettes. Le centre a décidé de « conformer ses actes à ses enseignements » et a, depuis, intégré cette philosophie à son infrastructure et à ses pratiques pédagogiques. Pour NaDEET, l'infrastructure elle-même joue un rôle majeur dans l'expérience d'apprentissage des participants. C'est ainsi que tous les équipements (toilettes, fours, lits, etc.) ont été conçus de manière à inciter les apprenants à s'approprier les principes de la durabilité.

Pour atteindre ses objectifs, NaDEET a initié des programmes d'éducation environnementale, mais aussi un projet d'alphabétisation environnementale et de sensibilisation pour le développement communautaire.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le projet d'alphabétisation environnementale complète le programme principal d'éducation environnementale et les activités de sensibilisation et de développement communautaire du centre. Ces programmes offrent aux participants une expérience immédiate du mode de vie durable. Ils y découvrent les problèmes environnementaux et leurs solutions, en théorie, grâce à diverses publications environnementales qui servent de supports pour les activités pratiques.

Enfants et adultes (en majorité des femmes rurales) découvrent la durabilité, la biodiversité et l'équilibre entre l'homme et l'environnement. Ils apprennent aussi bien par la théorie (voir et entendre) que par la pratique (faire et vivre). Le centre de NaDEET allie théorie et pratique en vue d'habiliter les participants à transformer leurs ménages et leur communauté.

Le projet d'alphabétisation environnementale de NaDEET produit localement des documents pertinents sur l'environnement naturel et le mode de vie durable en Namibie. Com-

posante essentielle du projet, ces publications (présentées ci-dessous) renforcent et approfondissent les connaissances environnementales des participants. Elles leur offrent l'occasion de réfléchir à leur quotidien et d'apprécier l'importance de l'écrit comme source d'information.

D'un style ludique et créatif, les publications du projet ciblent un public divers et cherchent à doter les lecteurs des ressources nécessaires pour aborder les questions environnementales. Elles incluent les titres suivants :

Bush Telegraph

Le Bush Telegraph est un magazine de jeunesse, distribué gratuitement aux apprenants, éducateurs et aux citoyens namibiens. Depuis son lancement, il est passé de 500 à plus de 18 000 lecteurs (environ la moitié du tirage du quotidien national). Il paraît deux fois par an et aborde divers thèmes environnementaux d'intérêt national. D'après les estimations, quelque 72 000 lecteurs se seraient intéressés à l'environnement grâce à ses articles, activités recommandées, jeux, concours et images.





It's Time to...

La série de brochures It's Time to... vise à promouvoir la durabilité auprès d'un public plus large. Elle est composée de six publications :

It's Time to Grow : coffret environnemental contenant quatre petites brochures, une courbe de croissance, un paquet de crayons et du papier à graines à semer pour le préscolaire.

It's Time to Change : cahier d'activités pour le primaire.

It's Time to Work : guide de la formation technique et professionnelle dans une économie verte pour le secondaire.

It's Time to be Efficient : guide de gestion durable d'un ménage pour les adultes.

It's Time to Solar Cook : guide de la cuisine solaire pour les adultes.

It's Time to Identify : livret d'identification de la biodiversité pour tous les âges.

Environ 60 000 brochures It's Time to... ont été distribuées directement aux écoles et ateliers d'éducation environnementale en vue de renforcer les pratiques durables enseignées au centre. Les publications sont également disponibles au format PDF sur le site web du centre.

Buts et objectifs

NaDEET veut encourager les Namubiens à participer à la recherche de solutions pratiques aux problèmes environnementaux locaux et nationaux et créer un avenir sain et durable pour tous. L'action de l'organisation est guidée par les objectifs suivants :

- Fournir un service gratuit d'éducation environnementale pour tous, en particulier dans les zones défavorisées de Namibie.
- Renforcer les capacités à tous les niveaux du secteur de l'éducation environnementale, notamment pour résoudre les problèmes environnementaux, renforcer le curriculum scolaire namibien et appliquer des méthodes d'apprentissage pratiques, centrées sur l'apprenant.
- Promouvoir l'éducation, le plaidoyer et la prise de conscience du rôle déterminant d'un mode de vie durable dans un environnement semi-aride limité.

Le projet d'alphabétisation environnementale de NaDEET vise à :

- Fournir aux Namubiens des publications régulières sur les questions environnementales dans un format facile à lire.
- Créer et promouvoir un forum de découverte et de partage des enjeux environnementaux namubiens pour les écoliers, les enseignants et les praticiens de l'éducation environnementale.
- Diversifier et améliorer les publications environnementales locales pour les lecteurs namubiens.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Structure et mécanisme

Les publications environnementales sont accessibles par le biais de divers canaux :

1. **Programmes du centre de NaDEET** : les participants viennent en groupes de 40 pour un programme résidentiel du lundi au vendredi.
2. **Activités de sensibilisation de NaDEET** : les activités de suivi et de sensibilisation supplémentaire sont menées, à la demande, avec trois communautés choisies.
3. **Publipostage** : les lecteurs s'inscrivent sur la liste d'abonnement au magazine Bush Telegraph pour recevoir les deux numéros annuels.
4. **Partenaires (écoles, autres ONG, etc.)** : ils demandent des exemplaires de certaines publications pour renforcer leurs activités d'apprentissage.

ENSEIGNEMENT ET APPRENTISSAGE : APPROCHES ET MÉTHODES

La durée des cours varie. Le centre de NaDEET organise environ 30 programmes d'une semaine par an et des programmes de sensibilisation d'une journée ou plus. Les partenaires aussi offrent des programmes de durée variable. Le programme de NaDEET est dispensé à différents endroits, les activités principales ayant lieu au centre. Chaque année, 18 000 à 20 000 apprenants y participent, dont plus de 80 % d'anciens participants. En moyenne, chaque groupe compte 40 apprenants.

Le programme applique une méthode d'apprentissage pratique et propose diverses activités, de la théorie à l'apprentissage pratique, qui se rapportent aux pratiques d'un mode de vie durable. Il met l'accent sur l'esprit de groupe et la collaboration. Par exemple, le cycle primaire du centre de NaDEET enseigne la conservation de l'eau en utilisant des photos pour illustrer chaque étape :

1. Sur la première photo, il est demandé aux enfants de rappeler ce qu'ils ont appris à l'école en dessinant le cycle de l'eau dans leur journal du mode de vie durable.
2. Les concepts d'évaporation et de transpiration du cycle de l'eau sont testés et explorés dans la nature.
3. L'importance d'économiser l'eau et de savoir combien on en consomme est mise en pratique à travers un relevé quotidien.
4. Les pratiques du mode de vie durable sont appliquées à travers l'utilisation d'une bouteille d'eau « recyclée » personnelle.

Contenu et supports du programme

Le contenu des supports dépend de la mission globale de NaDEET, des affaires courantes et des journées internationales fixées par les Nations Unies. Les supports incluent, entre autres, des journaux, des brochures et du matériel d'expérimentation. Le contenu porte sur l'environnement et quatre domaines principaux : énergie, eau, déchets et biodiversité. Les supports sont conçus par le personnel de NaDEET sous la supervision du directeur. Ils tirent leur inspiration et leur pertinence des programmes du centre. Les activités sont testées sur le terrain par les participants.

Recrutement et formation des animateurs

NaDEET emploie neuf permanents, assistés de plusieurs stagiaires et bénévoles. L'organisation a ouvert une petite direction à Swakopmund début 2014 afin d'améliorer l'efficacité des procédures, de nouer des partenariats stratégiques et d'étendre ses activités à d'autres régions du pays.

L'organisation est dirigée par un conseil d'administration. Les animateurs travaillent à temps plein, pour un salaire de NAD 10 000 à NAD 30000 (940 à 2820 USD). Le ratio animateur/apprenants est de 1 pour 20. Tous les animateurs, diplômés en conservation de la nature et/ou en éducation, reçoivent une formation interne complémentaire. NaDEET offre un programme de formation en éducation une fois par an.

Évaluation des apprenants

Le programme cible les écoliers, les jeunes déscolarisés, les adultes peu alphabétisés, les femmes et les filles et les groupes minoritaires. Les apprenants sont recrutés lors des visites dans les écoles, qui sont ensuite invitées à visiter le centre de NaDEET. Aujourd'hui, la plupart des participants viennent d'écoles qui ont déjà participé au projet. Les autres viennent d'écoles qui en ont entendu parler. Les besoins sont identifiés en collaboration avec le directeur d'école et les enseignants qui l'accompagnent, et le niveau et le contenu pédagogiques appropriés définis en conséquence.

Le programme étant mis en œuvre à travers divers mécanismes, les méthodes de suivi et évaluation varient. Les activités de suivi et évaluation de NaDEET se déroulent au centre, sous forme d'enquêtes effectuées avant et après le programme pour mesurer le degré de prise de conscience et de compréhension des thèmes environnementaux. Les résultats sont analysés annuellement en vue d'identifier les domaines à améliorer et de mesurer les changements de comportements et d'attitudes des participants en termes de développement durable. La réalisation de chaque publication inclut, dans la mesure du possible, un test auprès du public cible correspondant.

Le centre n'a pas de mécanisme d'accréditation. Tout au long du programme, des questions sont posées aux participants, qui font à la fin de chaque semaine un devoir sur l'environnement. Certains groupes délivrent un « Certificat de participation ». Les commentaires enthousiastes des participants constituent le plus clair indicateur de succès.

Suivi et évaluation

Le programme est évalué annuellement sur la base du nombre d'écoles qui s'y réinscrivent, de l'augmentation des lecteurs et d'autres commentaires ad hoc. Par exemple, une organisation partenaire a indiqué que le magazine Bush Telegraph lui servait de support d'apprentissage pour le cours d'études environnementales de son programme de formation technique et professionnelle. Par ailleurs, le centre a procédé à des évaluations informelles de ses publications et attend les résultats d'une évaluation formelle de sa publication destinée au préscolaire. Le programme s'appuie aussi

sur des indicateurs de progrès tels que l'augmentation de la participation (plus de 9000 participants sur 10 ans) et les milliers de lecteurs dont l'intérêt soutenu confirme l'importance des activités du centre.

IMPACT ET RÉALISATIONS

Une évaluation externe a été commandée en 2013 auprès d'Ashby Associates pour analyser les effets du programme sur les participants. Le rapport correspondant est accessible via le lien fourni à la fin de la présente étude de cas. Les résultats varient selon le degré d'engagement et la communauté d'origine de l'apprenant. Les efforts de sensibilisation en cours constituent, pour le projet, une occasion de collaborer avec les communautés et de leur permettre de mesurer l'intérêt et la pertinence du programme.

Au fil des années, le projet d'alphabétisation environnementale de NaDEET a enregistré plusieurs résultats :

Tirage relativement élevé du Bush Telegraph (18 000 exemplaires), qui illustre la forte demande.

Viabilité des publications, qui paraissent depuis plus de 11 ans, preuve de l'engagement financier des bailleurs et de la capacité institutionnelle.

Reconnaissance locale et internationale des publications, plusieurs fois lauréates du prix Eco-Media et présentées par l'UNESCO lors d'événements mondiaux.

Efficacité économique du programme grâce à son intégration à d'autres activités et à l'appui des partenaires pour distribuer les supports aux institutions, notamment au ministère de l'Éducation, aux programmes postsecondaires et aux clubs de la nature, dont les enseignants les utilisent pour leurs cours.

Diversité de la base de lecteurs des publications, qui va des enfants du préscolaire aux retraités, et large accès au programme grâce au ciblage des zones rurales du sud de la Namibie. Les femmes représentent plus de la moitié des participants.

Défis

L'accès aux supports d'alphabétisation environnementale constitue l'un des principaux défis pour NaDEET. Pour le moment, l'organisation ne dispose pas de ressources pour



les publier en d'autres langues que l'anglais et l'afrikaans. Elle souhaite publier le magazine Bush Telegraph et la série It's Time to... en 11 langues autochtones. Toutefois, le coût et la logistique requise exigent des ressources additionnelles conséquentes, qui pourraient fragiliser la viabilité financière globale du projet.

Avec l'accès accru aux smartphones et à Internet en Namibie, il paraît envisageable et efficace de passer à la publication en ligne. Mais, du fait des disparités en termes d'accès aux technologies de l'information et de communication, ce choix risque de contrarier l'objectif de NaDEET, qui est d'atteindre le plus grand nombre de Namibiens défavorisés. Le défi actuel consiste à répondre aux besoins des deux types de publics pour rester pertinent.

Leçons apprises

Le plus grand chantier pour NaDEET est la mise en place de réseaux formels de distribution de ses publications. En sa qualité d'organisation à but non lucratif, NaDEET a souvent fait appel à d'autres structures homologues ou profité d'événements spéciaux pour distribuer ses produits. À l'avenir, elle doit s'atteler à faire approuver ses supports par l'organisme national compétent afin de pouvoir les vendre aux écoles. Cette reconnaissance officielle compléterait l'approche actuelle en étendant l'accès à un autre public par un nouveau canal. Si NaDEET avait plus de fonds, elle dédierait un employé ou une équipe à cette tâche. Actuellement, la priorité est accordée aux publications et non à l'accessibilité des l'information au lecteur.

PÉRENNITÉ

Le projet est intégré à toutes les activités de NaDEET et utilise les capacités humaines et institutionnelles existantes pour réduire au maximum ses coûts globaux. NaDEET s'appuie sur diverses approches pour assurer la viabilité financière du projet et devenir indépendante des bailleurs. Actuellement, la majorité des publications dépendent de financements externes. Cependant, NaDEET est passée d'une approche de financement individuel de chaque publication à une approche à long terme, fondée sur un projet qui inclut les publications comme élément clé des objectifs globaux du programme.

Le programme a obtenu l'autorisation des bailleurs originels pour vendre des exemplaires de certaines publications et générer des revenus supplémentaires pour financer la distribution de livres aux participants. L'approche a été particulièrement réussie avec la brochure *It's Time to Identify*, dont le prochain tirage sera entièrement financé par les ventes de livres.

De plus, du fait que le projet est intégré aux méthodes et approches actuelles et fonctionne dans divers cadres, la capacité locale de pérennisation du travail est forte. Les 11 ans d'expérience du projet prouvent l'efficacité de cette méthode et la possibilité d'obtenir de bons résultats.

Si aucune organisation ne reproduit l'action de NaDEET, son projet d'alphabétisation environnementale n'en a pas moins amené de nombreux partenaires à changer leurs approches de l'éducation environnementale. Plus de 9 000 enfants et adultes ont participé au programme du centre de NaDEET, avec un taux élevé de réinscription des écoles partenaires. Le magazine *Bush Telegraph* et la série de brochures *It's Time to...* sont largement distribués et ont remporté deux fois le prix *Namibian EcoMedia Awards*. Aujourd'hui, de nombreux anciens stagiaires travaillent comme éducateurs environnementaux dans le pays.

INNOVATION

L'un des aspects les plus novateurs de l'approche de NaDEET est sa philosophie de « pratiquer ce qu'elle enseigne ». NaDEET est fière d'intégrer les principes de durabilité à chaque aspect de ses activités, qu'il soit lié au programme ou administratif.

Le centre de NaDEET donne aux participants l'occasion de découvrir les principes du mode de vie durable, et des audits environnementaux sont effectués pour contrôler la consommation d'eau et d'énergie et le recyclage des déchets.

La même approche sous-tend les supports d'alphabétisation environnementale. Elle inspire les participants qui, à leur tour, partagent leurs acquis avec leur communauté. Exemple récent, un numéro de *Bush Telegraph* sur les solutions contre la pollution, qui décrit la procédure de fabrication de briquettes combustibles à partir de déchets de papier. Les participants découvrent la procédure au centre de NaDEET et ils peuvent, par la suite, se servir de la publication pour transmettre ce qu'ils ont appris aux membres de leur famille et de leur communauté, et renforcer de ce fait le degré de prise de conscience et de compréhension des thèmes environnementaux par l'ensemble de la communauté.

SOURCES

- NaDEET (2013) *Evaluation : Environmental Education to Empower Namibian Communities to Improve Their Living Conditions*.
- UNESCO (2014) *Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous*.
- Études/rapports sur le programme : UNESCO, cas réussi d'éducation au service du développement durable.
- Documents, films et autres supports audiovisuels sur le programme : Deutsche Welle, reportage sur un projet de vulgarisation
- ARTE TV, reportage sur le centre de NaDEET
- Vidéo publicitaire de NaDEET : <https://www.youtube.com/watch?v=-AzVpHNv920> (anglais)
- Alqarra TV, reportage sur NaDEET : <https://www.youtube.com/watch?v=2YfZamNH1es> (français)
- Programmes scolaires de NaDEET, 2014
- Séries d'alphabétisation environnementale publiées par NaDEET : <http://www.nadeet.org/environmental-literacy>

CONTACT

Viktoria Keding
Directrice
E-mail : vkeding@nadeet.org
Téléphone/fax : 081-367-5310
Adresse : PO Box 8702, Swakopmund ; 3 Antonius Garden,
Nathaniel Maxuilili Street, Swakopmund, Namibie
Site web : <http://www.nadeet.org>

Ouganda

Programme d'éducation non formelle et de formation professionnelle

Profil de pays

Population

36 573 000 (2013)

Langue officielle

anglais et swahili

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PIB

2,2 (2013)

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total, %)

93,65 (2013)

Taux d'alphabétisme des jeunes (15–24 ans, %)

Total : 87 (2015)

Femmes : 86,57

Hommes : 87,4

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2004)

Total : 73,86 % (2015)

Femmes : 66,89 %

Hommes : 80,85 %

Sources

Institut de Statistique de l'UNESCO

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme d'éducation non formelle et de formation professionnelle

Organisation chargée de la mise en œuvre

UYDEL (Uganda Youth Development Link)

Langues d'enseignement

Anglais et langues locales

Partenaires de financement

UNESCO

Partenaires

Ministère du Genre, du travail et du développement social, Université Makerere (Département de l'action sociale et de l'administration sociale), ARUPIDE (AYIVU Rural Participatory Development)

Date de création

2004–2005

HISTORIQUE ET CONTEXTE

L'offre d'opportunités d'éducation à l'ensemble de ses citoyens constitue un élément central des stratégies de réduction de la pauvreté, d'autonomisation sociale et de transformation de l'Ouganda. Ces dernières années, le pays a initié divers programmes et politiques éducatifs comme l'enseignement primaire universel (UPE, 1997), l'enseignement secondaire universel (USE, 2007) et le programme d'alphabétisation fonctionnelle des adultes (FALP, une composante du Plan d'action national d'éradication de la pauvreté – PEAP). Malgré d'énormes défis, tels que le manque de ressources et de volonté politique soutenue, ces programmes ont eu un certain impact positif. Par exemple, l'éducation primaire obligatoire gratuite qu'offre l'UPE a permis de relever de façon spectaculaire le taux national de scolarisation, qui est passé de 2,5 millions en 1997 à 7,2 en 2000 pour le primaire. En 2005, le taux net d'admission (TNA) dans l'enseignement primaire se situait à 66 %. Toutefois, ces programmes ne sont pas accessibles à tous, en particulier aux enfants et aux jeunes des communautés éloignées et marginalisées. Une étude récente révèle que le FALP, qui promeut l'alphabétisation fonctionnelle des jeunes et des adultes, n'est accessible qu'à environ 5 % des bénéficiaires potentiels, et l'enseignement secondaire à seulement près de 37,4 % des enfants qui ont achevé les études primaires dans le cadre du programme UPE. Qui plus est, le système d'enseignement secondaire n'offre quasiment aucune opportunité de formation professionnelle adéquate aux apprenants. Ainsi, la plupart des jeunes – surtout ceux des communautés rurales ou des bidonvilles marginalisés – sont contraints d'abandonner les études ou de les achever sans avoir acquis les compétences pratiques nécessaires pour trouver un emploi et une source de revenus viables. Cette situation a accentué leur vulnérabilité à l'exploitation et aux comportements antisociaux à risques, y compris la toxicomanie et la prostitution qui les exposent au VIH/sida. Fort de ce constat et désireux de créer des opportunités éducatives et économiques viables pour les jeunes vulnérables, l'ONG UYDEL, fondée en 1993, a initié le Programme d'éducation non formelle et de formation professionnelle (NFELSTP) en 2004 avec l'appui financier et technique de l'UNESCO.

LE PROGRAMME D'ÉDUCATION NON FORMELLE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE (NFELSTP)

Le NFELSTP cible les jeunes déscolarisés et socio-économiquement vulnérables (orphelins, enfants de la rue, travailleurs du sexe, travailleurs domestiques, etc.) des communautés rurales et des bidonvilles marginalisés. Depuis son démarrage en 2004, le programme intervient dans les districts urbain de Kampala et rural d'Arua.



Source : UYDEL

Pour autonomiser les jeunes vulnérables marginalisés, UYDEL leur offre une formation professionnelle qui les dote d'un savoir-faire ou d'un métier comme la coiffure, la couture, la mécanique, la menuiserie, l'électronique, le soudage et la cuisine.

En outre, UYDEL dote les participants de compétences de la vie courante, principalement axées sur des questions sanitaires comme le VIH/sida, la santé procréative, la nutrition, l'éducation des enfants, le conseil par les pairs, la toxicomanie et l'alcoolisme. Le NFELSTP est donc un programme intégré de formation professionnelle et d'acquisition des compétences de la vie courante qui vise principalement à autonomiser les jeunes socio-économiquement marginalisés et vulnérables et, à travers eux, leur famille et leur communauté tout aussi défavorisées.

Buts et objectifs

- Doter les jeunes vulnérables issus des communautés marginalisées du savoir-faire entrepreneurial et des compétences connexes en alphabétisation fonctionnelle
- Créer des opportunités d'apprentissage durables qui favorisent l'autonomisation et l'insertion socio-économique des jeunes
- Doter les jeunes déscolarisés des communautés marginalisées de compétences professionnelles négociables en vue d'accroître leurs opportunités d'emploi (formel et/ou informel)

- Habiler les jeunes à initier des projets générateurs de revenus (réduction de la pauvreté)
- Briser le cycle de la marginalisation et de la vulnérabilité des jeunes qui hypothèque les perspectives de développement individuel, communautaire et national
- Sensibiliser sur le VIH/sida et lutter contre sa propagation

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODES

Collaboration institutionnelle

Des professionnels, dont des universitaires et des spécialistes du développement, jouent un rôle critique dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'UYDEL. De même, pendant la conception du NFELSTP, l'ONG a travaillé en étroite collaboration avec des professionnels de l'Université Makerere, de l'UNESCO, du ministère du Genre, du travail et du développement social (MoGLSD) et de diverses ONG et OCB. Il convient de noter que les professionnels ont participé de façon déterminante à l'élaboration du curriculum du projet, des supports d'enseignement-apprentissage et des stratégies de mise en œuvre, mais aussi au suivi et évaluation de l'ensemble du projet. Cette collaboration a permis à UYDEL de renforcer sa capacité de mise en œuvre du programme. Outre les professionnels, des citoyens « ordinaires » et des activistes ont été activement consultés et associés à l'identification des apprenants, des artisans et à la mise en œuvre du programme.

Recrutement des animateurs et des artisans locaux

UYDEL a recruté deux travailleurs sociaux professionnels qui sont ses animateurs principaux. Ils sont notamment chargés de la mobilisation communautaire, des activités de coordination et de suivi du programme, de l'exécution des campagnes de sensibilisation publique et de l'identification et du placement des apprenants auprès d'artisans locaux qualifiés dans les métiers sélectionnés. Les jeunes locaux, leurs tuteurs et les groupes communautaires d'appui parental participent également à l'identification d'artisans compétents dans leur quartier. Les travailleurs sociaux se rendent chez ces artisans pour évaluer leur disponibilité et leur aptitude à former les jeunes. Sur la base de leur évaluation et de leurs recommandations, UYDEL signe avec les artisans un protocole d'accord qui indique la formation, les frais, la période et les attentes de chaque partie. Les artisans recrutés suivent une formation initiale avant de recevoir les apprenants dans leur atelier pour une période de formation pratique de trois à cinq mois dans un domaine ou un métier de leur choix. En plus de la formation professionnelle, les artisans enseignent aux jeunes les compétences de la vie courante (mentorat). D'ailleurs, c'est pour cette raison qu'UYDEL sélectionne souvent des artisans d'une haute probité, très respectés de leur communauté.

Recrutement des apprenants

L'identification, l'évaluation et le recrutement de jeunes vulnérables se font de différentes façons et par diverses parties prenantes, y compris les jeunes eux-mêmes, qui recommandent le programme à leurs camarades, mais aussi les groupes communautaires d'appui parental, les leaders communautaires, les artisans et les activistes, qui identifient les jeunes vulnérables. En outre, les animateurs (travailleurs sociaux) se rendent régulièrement sur le terrain pour organiser des discussions avec les jeunes des communautés rurales et des bidonvilles marginalisés et leur présenter les programmes d'éducation non formelle d'UYDEL. Lors de ces visites, ils apprécient le niveau de vulnérabilité socio-économique, d'éducation et d'intérêt des jeunes identifiés en vue de les orienter vers la formation professionnelle appropriée. Avec l'évaluation préalable à l'admission, le conseil et le mentorat des apprenants, le programme s'assure de ne recruter que les jeunes les plus défavorisés, donc les plus méritants, et les aide à faire un choix éclairé en matière de formation professionnelle.

MÉTHODES ET APPROCHES D'ENSEIGNEMENT-APPRENTISSAGE

En vue de doter effectivement les apprenants de compétences professionnelles pratiques durables, le NFELSTP offre une formation reposant principalement sur les méthodes participatives (c'est-à-dire fondées sur l'action). À cet effet, tous les apprenants sont placés sous le mentorat de maîtres-artisans et, de ce fait, la formation se caractérise par trois approches principales : apprendre par la pratique, apprendre en produisant et apprendre en gagnant sa vie. Ces deux dernières approches sont des éléments centraux de la formation, car la plupart des jeunes ont déjà commencé à gagner de l'argent à bas âge pour avoir vécu (et vivant encore) dans des conditions difficiles, y compris en tant que sans-abri ou chefs de ménage. Cela explique aussi leur tendance à préférer les formations courtes. Par ailleurs, les méthodes d'enseignement-apprentissage participatives sont indispensables, car le niveau d'éducation formelle de la plupart des artisans et apprenants ne dépasse pas le cycle primaire.

Cependant, si la formation des jeunes par les artisans est en grande partie informelle, UYDEL et/ou ses partenaires offrent souvent une instruction formelle. Celle-ci, qui inclut séminaires, discussions thématiques/débats, contes et conférences, sert essentiellement à faciliter l'intégration de l'éducation sanitaire au programme. À cet effet, des supports faciles à lire, tels que brochures, dépliants et affiches, ont été réalisés pour aider les animateurs à enseigner efficacement l'éducation sanitaire. Ces supports incluent les suivants :

- Feed the Children – Uganda : manuel de formation sur le VIH/sida pour les jeunes, conçu pour aider leaders communautaires, personnel de santé et travailleurs sociaux à sensibiliser la jeunesse aux questions liées à la pandémie
- Programme de formation à la santé sexuelle et procréative des adolescents (produit par le ministère de la Santé, le FNUAP et l'OMS)
- Programme de formation à l'éducation par les pairs (Pathfinder Ouganda) : identifie des activités pouvant être confiées aux pairs, à qui il explique leurs rôles en matière de promotion de la santé procréative des adolescents
- Peer-to-Peer Drug Abuse Prevention Handbook (UYDEL), un manuel de prévention de la toxicomanie par les pairs

Évaluation des apprenants

Les animateurs du programme, les superviseurs d'UYDEL et les maîtres-artisans assurent l'évaluation continue des apprenants et des résultats d'apprentissage/formation. Les travailleurs sociaux et les superviseurs d'UYDEL se rendent

régulièrement chez les maîtres-artisans pour évaluer l'état d'avancement de la formation et les éventuels défis rencontrés, mais aussi pour s'assurer de la capacité des artisans à former les jeunes. Ils profitent également de ces visites pour identifier les changements de comportements des jeunes et apporter un conseil psychosocial, un appui et une orientation continus. De leur côté, les maîtres-artisans évaluent régulièrement le comportement global des jeunes, leurs performances et progrès et présentent des rapports à UYDEL.

IMPACT

Le NFELSTP a eu un impact significatif sur les compétences professionnelles, les sources de revenus et le comportement psychosocial des jeunes marginalisés, mais aussi sur le développement et le niveau de vie global de leurs communautés. Le programme est, de ce fait, devenu un des principaux instruments de promotion de l'autonomie et de la transformation individuelles et collectives (sociales). En particulier, un rapport d'évaluation de l'UNESCO a identifié les principaux bienfaits suivants en termes de développement et de bien-être des jeunes et de la société :

Création d'emplois, réduction de la pauvreté et changement de comportements : la majorité des jeunes qui ont achevé la formation à différents métiers ont maintenant un emploi salarié. Ainsi, ils ont pu non seulement s'autonomiser, mais aussi améliorer leur qualité (niveau) de vie, comme en

témoigne un bénéficiaire : « J'ai été choisi par le personnel d'UYDEL à une époque où j'étais si pauvre que cela se lisait sur mon visage. Mais, à présent, j'ai retrouvé le sourire. Je suis très heureux de pouvoir me prendre en charge et aider ma famille ». La capacité des jeunes à se prendre en charge et à participer à la subsistance de leur famille a, fort logiquement, relevé leur niveau de vie et leur a donné de l'estime de soi, des attitudes positives et des perspectives d'avenir tout en améliorant leur statut social. En outre, l'intégration de l'éducation sanitaire, du conseil psychosocial et de l'orientation à la formation professionnelle pratique a renforcé l'estime personnelle et l'assurance des jeunes. Elle a permis aux jeunes de changer de mode de vie et leur a évité de (re)plonger dans les comportements antisociaux à risques, comme l'indique un sortant du programme : « J'ai abandonné le travail du sexe [après ma formation en couture], et je mène une vie fantastique à présent. Je reçois de nombreuses commandes et je gagne environ 150.000 shillings par mois ». Un artisan-formateur corrobore ce témoignage : « Nous avons reçu des enfants insoumis, retardataires et difficiles à former. Mais, maintenant, ils ont beaucoup changé. Au point qu'il nous arrive de leur confier de l'argent ».

Autonomisation des jeunes et des communautés : le programme a doté les jeunes de compétences pratiques et professionnelles (négociables) et, de ce fait, ils sont devenus moins vulnérables à la manipulation et à l'exploitation par les employeurs puisqu'ils savent désormais mieux négocier leurs conditions de travail, notamment leur niveau de rému-



nération. Par ailleurs, il leur a permis de créer leurs propres entreprises et de multiplier ainsi les opportunités d'emploi pour les autres jeunes de leurs communautés. De même, la sensibilisation concernant le VIH/sida a entraîné des changements visibles de comportement sexuel chez les jeunes.

Transformation et cohésion sociales : le recours aux artisans locaux comme formateurs et mentors sociaux (pour la réhabilitation des enfants vulnérables) a favorisé la cohésion sociale. De plus, le programme a inculqué aux jeunes le sens de la responsabilité sociale ou civique, qui a stimulé la cohésion familiale et empêché certains jeunes de céder aux comportements antisociaux, y compris à la criminalité.

Le programme a également stimulé l'activité économique des maîtres-artisans qui peuvent désormais employer plus de jeunes et offrir des services de meilleure qualité à leur communauté.

DÉFIS

Malgré son impact positif sur la vie des jeunes marginalisés et vulnérables et sur leurs communautés, le programme a rencontré d'importants défis comme en atteste le rapport d'évaluation de l'UNESCO susmentionné :

- Manque de ressources : le financement de l'UNESCO est faible. Par exemple, il ne suffit pas à couvrir le coût des outils de formation, de l'habillement, des équipements de protection et du transport jusqu'aux centres de formation. Ce problème a influé négativement sur la capacité des jeunes à suivre les cours puisqu'ils sont pour la plupart très pauvres et incapables de supporter ces charges. Le programme manque également de ressources pour aider les sortants à initier des activités génératrices de revenus.
- Certains artisans locaux sélectionnés manquent d'équipements/d'outils. Cette situation a réduit leur aptitude à former efficacement les jeunes, mais aussi ajouté à la charge d'UYDEL qui a dû supporter le coût supplémentaire de ces outils.
- Manque de temps : les stagiaires sont censés achever la formation professionnelle en trois mois (en moyenne). Ce temps est trop court pour leur permettre d'acquérir les compétences pratiques requises, en particulier si l'on sait que certains n'ont pas le niveau d'alphabétisme de base nécessaire.
- Certains métiers, comme la menuiserie et la mécanique automobile, ont une clientèle irrégulière. Cela influe sur le processus d'apprentissage puisque les stagiaires apprennent en fonction des commandes. Finalement, ils en

sont réduits au chômage technique et à l'interruption de formation en attendant une nouvelle commande.

- Certains stagiaires sont démotivés parce que certains artisans ne les paient pas bien qu'ils contribuent à l'essor de leur entreprise. Certains en ont déduit que les artisans sont davantage motivés par le profit que par la volonté d'aider les jeunes à améliorer leur existence.
- Les artisans aussi ont relevé que certains jeunes déscolarisés ou jamais scolarisés ont parfois du mal à assimiler les concepts pratiques de base indispensables pour acquérir des compétences. Cette catégorie de stagiaires met souvent plus de temps à acquérir une compétence, ce qui augmente inéluctablement le coût du programme.

LEÇONS APPRISSES

La mise en œuvre du projet a permis de tirer plusieurs leçons, notamment les suivantes :

Mobilisation communautaire et participation : l'implication des principaux leaders communautaires, des parents et des jeunes est incontournable pour la réussite et la pérennité des programmes d'éducation non formelle. Mais surtout, une participation communautaire active est indispensable pour identifier les jeunes les plus vulnérables et les plus méritants.

Réseautage et collaboration professionnels : l'implication de spécialistes de divers domaines est un facteur clé de la réussite des programmes intégrés d'éducation axés sur les jeunes.

Programmation intégrée : en raison des multiples problèmes socio-économiques des jeunes marginalisés, il est impératif d'instituer un apprentissage holistique et intégré pour y faire face. Par exemple, il est indispensable d'alphabétiser les stagiaires et de leur enseigner des compétences afin de les habiliter à créer des entreprises. De plus, une telle approche intégrée est plus intéressante pour les jeunes et leurs parents.

Efficacité économique : le recours à des maîtres-artisans locaux en lieu et place des institutions de formation professionnelle constitue une approche plus économique pour mettre en œuvre les programmes d'éducation non formelle des jeunes. Il permet non seulement d'accueillir davantage de jeunes vulnérables, mais aussi d'exposer les stagiaires aux réalités et défis spécifiques du marché du travail. Ainsi, les jeunes apprennent à relever efficacement ces défis. Les stagiaires gagnent un revenu modique qui leur permet d'améliorer leur niveau de vie et les encourage à continuer de participer au programme. Par ailleurs, les artisans locaux comprennent la situation de ces jeunes et sont mieux placés pour leur offrir le mentorat qui convient.

Suivi régulier : un travailleur social doit se rendre régulièrement chez les artisans locaux et organiser des réunions de suivi de l'état d'avancement de la formation. Ces visites permettent aussi d'identifier et de résoudre les problèmes.

Conseil régulier : cette activité est indispensable pour inciter les jeunes à changer de comportement.

SOURCES

- Rapport d'évaluation de l'UNESCO (2006), Non-Formal Education and Livelihood Skills for Marginalised Street and Slum Youth in Uganda.

CONTACT

Uganda Youth Development Link (UYDEL)
Sir Apollo Kaggwa Road,
BIFRO Hse
P.O. Box 12659, Kampala, Uganda,
Tél : 041-530353
E-mail : uydel@utlonline.co.ug



Sénégal

Associés en Recherche et Éducation pour le Développement (ARED)

Profil de pays

Population

14 221 000 (2013)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour, %) :

22,3 (1990–2004)

Langue officielle

Français, (Wolof, Peul, Sérère, Mandingue, Soninké, Diola et Manjaque sont des langues régionales officielles)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

5,6 (2010)

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total, %)

71,1 (2014)

Taux d'alphabétisme des jeunes (15–24 ans, %)

Total : 69,8 (2015)

Hommes : 75,9

Femmes : 63,6

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2004)

Total : 55,6 % (2015)

Male : 68,4 %

Female : 43,8 %

Sources Institut de Statistique de l'UNESCO

Présentation générale du programme

Titre du programme

Associés en Recherche et Éducation pour le Développement (ARED)

Organisation chargée de la mise en œuvre

Associés en Recherche et Éducation pour le Développement

Langues d'enseignement

français et peul

Date de création

1990

CONTEXTE

L'ARED travaille surtout dans le Nord du Sénégal profitant d'une initiative populaire très active de promotion de la connaissance du pulaar dans cette région. Étant parlé par plus de 25 millions de personnes au Sahel, le pulaar (également appelé fulfude) est la première langue parlée.

LE PROGRAMME

L'ARED a pour vocation la création d'ouvrages en langues africaines.

Les ouvrages sont tout d'abord rédigés en pulaar, afin de juger s'ils correspondent aux besoins et aux niveaux des néo-alphabètes. Les ouvrages initialement publiés en pulaar sont

ensuite adaptés à d'autres dialectes du fulfude, à d'autres langues d'Afrique de l'Ouest, ou bien traduits en français.

ARED

L'ARED a été créée en 1990 pour publier des ouvrages destinés aux néo-alphabètes et pour aider d'autres programmes à déployer leurs activités de formation. L'ARED ne met pas en œuvre ses propres programmes d'alphabétisation sur le terrain, mais elle répond aux demandes de formations et de livres qui lui sont adressées par des associations locales, d'autres ONG, des projets bilatéraux, etc. L'objectif consiste à aller au-delà des supports d'alphabétisation fondamentaux et fonctionnels pour offrir des matériels très complexes concernant les lois locales, l'impact des projets de développement, le développement d'une société civile, etc. – tout en fournissant également des supports de lecture tels que des romans, de la poésie, des livres d'histoire et de savoir local.

L'ARED est aussi l'un des rares éditeurs d'Afrique de l'Ouest à publier des livres qui encouragent la lecture pour le plaisir, de sorte que les nouveaux lecteurs peuvent s'identifier à l'histoire et aux personnages, plutôt que de simplement considérer la lecture comme moyen d'apprendre quelque chose de nouveau. Aujourd'hui, l'ARED répond aussi à des requêtes provenant d'organisations au Sénégal, au Mali, au Bénin, au Burkina Faso et au Niger.

Objectifs principaux

Les objectifs principaux sont les suivants :

- tester et publier des matériaux adaptés aux besoins des apprenants en langues africaines pour un secteur croissant de l'éducation non-formelle
- mobiliser les ressources communautaires, surtout les ressources humaines, pour que les communautés et participants prennent en main leurs propres systèmes d'éducation et les former à cette tâche en leur permettant de contrôler l'éducation
- apporter un soutien aux programmes existants dans ce domaine
- diffuser des livres tenant compte du contexte culturel dont la lecture procure du plaisir afin de renforcer les capacités d'écrire à travers la connexion entre la culture, la langue, la lecture et l'éducation.
- mettre à disposition des livres et formations contenant des informations actuelles ainsi que des outils analytiques qui permettent aux individus ainsi qu'aux communautés non seulement d'analyser leur situation et de prendre des décisions informées mais également de trouver les bonnes réponses et de devenir, par conséquent, plus proactifs.

Les programmes visent à développer les compétences de base de lecture et d'écriture, les capacités de leadership et d'organisation, ainsi qu'à fournir des informations sur la citoyenneté et sur la société civile permettant aux intéressés d'opérer des choix éclairés pour atteindre leurs propres buts par le biais d'un accès plus large à l'éducation et à l'information. L'ARED offre également certains des outils essentiels à la maîtrise et au changement au niveau communautaire en créant constamment des programmes concernant les tâches qui incombent à tous les adultes – qu'ils soient chefs, preneurs de décision, élus, groupes préconisant le changement ou de simples citoyens qui essaient de pourvoir aux besoins de leurs familles.

Groupes cibles

L'ARED recherche des façons d'intégrer les groupes marginalisés dans un processus éducatif qui satisfasse leurs propres besoins en tant qu'adultes pris par leur travail. Ces groupes comprennent :

- **les adolescents** qui n'ont pas encore eu l'opportunité de commencer ou de finir l'école primaire. L'ARED s'efforce d'offrir à ce groupe une « éducation de base » (équivalente, mais non limitée à l'éducation primaire) ;
- **les femmes** qui n'ont pas encore pu entrer dans le système scolaire officiel et dont le travail et les emplois du temps chargés ne leur permettent pas de suivre une scolarité formelle sur une base systématique ;
- **Groupes marginalisés** (p.e. les minorités ethniques/linguistiques qui sont souvent exclues lors des prises de décision ;
- **les organisateurs et les leaders de la communauté** qui doivent être mieux préparés à assumer leur rôle.

Domaines thématiques

L'ARED a déjà testé et créé des formations ainsi que des ouvrages sur une large gamme de sujets. Les associations communautaires peuvent librement choisir les sujets qui répondent le mieux à leurs besoins. Tous les sujets de la liste ci-dessous comprennent au moins un livre rédigé dans la langue locale.

Les sujets existants comportent :

- **Alphabétisation & compétences mathématiques** — Ce sujet nécessite que des alphabétiseurs locaux suivent trois formations, durant chacune 90 heures pour

pouvoir ensuite dispenser un programme d'au moins 300 heures dans leur communauté.

- **Résolution de conflit par la négociation** — Il s'agit d'une formation de 100 heures qui traite de la façon d'identifier et d'analyser les conflits (en particulier entre bergers et fermiers au Sahel) afin de parvenir à une situation où chacun y trouve son compte. Elle inclut aussi un exposé complet sur les processus de médiation.
- **Société civile** — L'ARED a créé plusieurs modules de 35 à 70 heures pour renforcer le rôle de la société civile en particulier dans les régions rurales et/ou pauvres du Sénégal. Ces modules offrent une explication de la loi foncière, du code forestier, du nouveau code rural, du rôle des nouveaux élus, des droits et responsabilités des citoyens et du rôle des trois branches du gouvernement (l'exécutif, le législatif et le judiciaire).
- **Analyse participative des conditions locales** — Cette méthode visuelle, appelée à l'origine en anglais « rapid rural appraisal » (évaluation rurale rapide (RRA) est aujourd'hui plus communément nommée « analyse rurale participative » (PRA) et permet de rassembler des groupes de la communauté afin d'analyser diverses questions importantes. L'ARED propose plusieurs formations de 35 à 70 heures pour aider les groupes à collaborer pour étudier les questions environnementales ou l'interaction des familles et de la communauté et pour examiner les moyens de subsistance, etc.
- **Etablissement d'une organisation** — Dans les zones rurales du Sahel aujourd'hui, des centaines d'associations locales sont créées pour aborder les questions communautaires. Pour soutenir ce processus, plusieurs formations de 35 à 70 heures ont été organisées pour aider les groupes communautaires à créer une association, à identifier les implications légales, à établir des budgets, à gérer et diriger un centre communautaire, etc.



- **Pastoralisme** — Cette formation de 100 heures couvre les aspects les plus urgents de l'élevage au Sahel aujourd'hui, y compris une analyse du système pastoral existant, les concepts qui étayent les projets de développement et la législation de tous les pays du Sahel.
- **VIH/sida** — Tandis que beaucoup de programmes concernant la séropositivité et le Sida se concentrent sur la maladie elle-même et/ou sur les soins aux personnes qui en sont atteintes, l'ARED offre une formation de 35 heures sur les façons de rassembler les membres de la communauté dans le but de discuter des pratiques sociales qui ignorent ou favorisent la propagation de la maladie et pour identifier les moyens dont dispose la communauté pour faire face à ses responsabilités sociales.
- **Culture, littérature et savoirs indigènes** — Pour qu'une personne s'épanouisse pleinement, il est essentiel que la valeur de sa propre culture soit reconnue officiellement. L'ARED offre des formations de 20 heures permettant la publication de 25 livres, y compris des œuvres de littérature, des récits historiques, des vues d'ensemble des systèmes de savoirs locaux, etc.

Approche d'enseignement et d'apprentissage

Les activités de formation sont de durées variables (de 20 à 100 heures) et elles sont dispensées dans les communautés locales rurales et urbaines. Bien que chaque activité de formation s'accompagne d'un livre dans la langue de la formation, on ne part pas du principe que tous les participants savent lire et écrire.

L'organisation tente délibérément de rassembler une diversité de membres de la communauté, y compris des jeunes de 15 à 30 ans et des adultes de 30 à 70 ans, des hommes et des femmes, des membres de la communauté qui savent lire et écrire et d'autres qui ne savent pas. Étant donné que les classes sont axées sur l'apprenant, elles dépendent des connaissances et des échanges entre les participants et cette diversité est fondamentale, tant pour le partage que pour la mémorisation des informations. Les programmes en langues africaines de l'ARED offrent une éducation participative axée sur l'apprenant et destinée tant aux individus qu'aux communautés locales. Pour ceux qui ne peuvent pas assister au cours régulièrement des matériaux spécifiques incluant des éléments de la méthode PRA ont été développés. Cela permet aux participants d'apprendre à la maison et à leur propre rythme.

Tous les livres et toutes les formations sont conçus pour réunir divers membres d'une communauté afin de leur permettre de mieux analyser et gérer des situations auxquelles la plupart d'eux se voient confrontés. Le programme ne cherche pas à « enseigner » mais plutôt à créer un cadre

favorisant la communication et l'échange de connaissances et, par conséquent, l'acquisition de nouvelles connaissances pertinentes pour chacun des participants.

Résultats obtenus

Depuis 1992, plus de 150 titres ont été édités, 800 000 livres vendus et plus de 450 formations dispensées à plus de 9 000 participants qui deviendront eux-mêmes des facilitateurs et/ou des activistes dans leur communauté.

LEÇONS APPRISES

« Nous avons de la chance de travailler dans un contexte où la communauté comprend la valeur de l'alphabétisation en pulaar. Toutefois, notre « don » aux autres est de démontrer comment la communauté peut jouer un rôle, qu'il importe d'avoir des supports culturellement pertinents (pas seulement des supports fonctionnels) et qu'un néo-alphabète peut acquérir un large savoir après seulement quelques centaines d'heures de formation ». Sonja FAGERBERG-DIALLO (ARED)

Il est important de noter que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture de la langue pulaar peut être introduit dans une communauté de manière à ce qu'elle participe au processus qui consiste à définir la forme, le rôle et la valeur de l'éducation. L'élément-clé de ce processus semble être la résonance culturelle qu'a connue l'éducation en pulaar. Dans ce contexte, la poursuite de l'éducation n'est plus associée à l'aliénation culturelle (ce qui est souvent le cas de l'éducation formelle en français). Au contraire, l'éducation vient contribuer aux initiatives de développement local tout en préservant la culture, intégrant ainsi de nouvelles idées dans les systèmes sociaux et intellectuels existants.

La clé du succès de l'ARED réside dans le lien qu'elle a forgé entre l'identité culturelle et l'alphabétisation. Étant donné que les participants aux formations deviennent des citoyens plus érudits capables de mieux travailler ensemble, ils sont en mesure de jouer un rôle clé dans leurs communautés. Ils peuvent s'inscrire et prendre part à une association de la communauté ou faire pression pour défendre des intérêts trop souvent ignorés. Ils peuvent également réussir à donner une voix aux personnes marginalisées dans les groupes de la communauté, par exemple les femmes. Ce qui est frappant, c'est que les participants ne considèrent pas les cours d'alphabétisation ou les formations comme un ensemble de compétences mécaniques ou d'informations qui doivent être acquises, mais plutôt comme un processus de responsabilisation rendu possible par l'échange, entre les participants et l'interaction entre l'égo et la langue écrite.

L'ARED cherche constamment à établir des partenariats favorables. C'est ce réseau d'individus de même sensibilité qui lui permet de renforcer ses capacités, de toucher davantage d'apprenants et d'être plus productive.

Certains participants ont écrit à ARED soulignant la manière dont le programme a changé leur vie. Les citations suivantes en témoignent :

- « D'apprendre à lire m'a réveillé. »
- « Après avoir appris à participer en classe j'ose maintenant travailler en groupe. »
- « Je suis maintenant capable de me présenter devant un groupe et de dire ce que je pense. »
- « J'ai appris qu'hommes et femmes peuvent être égaux quand ils travaillent ensemble. »
- « Apprendre à lire m'a rendu plus humble et indulgent. »
- « Me connaissant mieux, je suis maintenant plus ouvert à l'égard des autres. »
- « En sachant mieux ce que je veux je ne me fais plus arnaquer. »
- « Par le passé seuls des experts francophones venaient nous dire quoi faire. Maintenant, ce seront nos enfants qui nous aideront à analyser notre situation. »

DURABILITÉ

Quatre sources financières sont à la disposition du programme :

- Bénéfices dégagés de la vente des livres, qui couvrent plus de la moitié des frais d'impression ;
- Participation locale aux coûts des formations ;
- Donations à long terme (6 – 10 ans) des partenaires qui participent aux coûts majeurs ainsi qu'à diverses activités afin de promouvoir la vision du programme
- Bénéfices dégagés des services fournis

CONTACT

Awa KA DIA
Présidente
NINEA 006 3 719
Villa 3074 Amitié 1
BP 10 737
Dakar – Liberté
Sénégal
Email : ared@enda.sn



Égypte

Apprendre et entreprendre à Garbage City

Profil de pays

Population

82 060 000

Langue officielle

Arabe

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

3,76 (2008)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, %) :

2,00 (2008)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans)

Femmes : 86,05 % (2012)

Hommes : 92,35 % (2012)

Total : 89,28 % (2012)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans)

Femmes : 65,75 % (2012)

Hommes : 81,67 % (2012)

Total : 73,86 % (2012)

Sources

UNESCO Institute for Statistics

The World Bank Statistics

Présentation générale du programme

Titre du programme

Apprendre et entreprendre à Garbage City

Organisation chargée de la mise en œuvre

Association Spirit of Youth (SOY)

Langues d'enseignement

Arabe

Partenaires de financement

Procter and Gamble et Fondation Bill Gates (depuis 2010).

Le financement complémentaire provient de la vente de plastique déchiqueté dans le cadre du programme de recyclage.

Partenaires

CID Consulting, Procter and Gamble, Fondation Bill Gates, Fondation Hands on the Nile et Fondation African Star

Coûts annuels du programme

28 824 USD

Date de création

Décembre 2001

CONTEXTE NATIONAL

L'Égypte a fait, depuis 2012, d'énormes progrès pour créer un système éducatif pour tous dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a pu ainsi scolariser 93,3 % des jeunes garçons et filles du pays tout en réduisant l'écart entre garçons et filles. Si le nombre d'Égyptiens bénéficiaires de l'éducation formelle augmente, le problème fondamental du pays demeure la

mauvaise qualité de son système éducatif. La majorité des élèves quitte l'école primaire sans savoir lire couramment. Or, le faible niveau d'alphabétisme contribue à hauteur de 30 % au chômage des jeunes. La non-scolarisation résulte souvent de pressions socio-économiques, comme la pauvreté, ou de facteurs géographiques, tels que le fait de résider dans des zones si éloignées qu'elles privent les enfants d'accès au système éducatif.

Parmi les plus grands groupes actuellement absents de l'éducation formelle, les six communautés zabalines (gens des ordures en arabe) de la périphérie du Caire, qui vivent de la collecte et du recyclage des déchets. Marginalisés et victimes de la pauvreté et de conditions d'hygiène médiocres, ces collecteurs d'ordures n'en sont pas moins appréciés de la société puisqu'ils recyclent 80 à 85 % des déchets de la mégalopole. Mieux, leur système de collecte a été primé à l'international et bénéficie de l'appui de la Banque mondiale pour sa grande efficacité. Toutefois, la municipalité du Caire a adopté un système centralisé en 2000 et confié la collecte des ordures ménagères à des multinationales, une décision qui met en péril les sources de revenus et la viabilité socio-économique des communautés zabalines. La municipalité ne leur a offert aucune compensation en contrepartie, bien qu'elles tirent leur subsistance de l'activité de recyclage, en particulier si l'on sait qu'elles sont en grande partie coupées de l'éducation publique.

Présentation du programme

Fondée en 2004, l'association Spirit of Youth (SOY) est une ONG égyptienne basée à Manshiyet Nasser, un des plus grands quartiers zabalines du Caire. Créée par des membres de la communauté, elle ambitionne d'autonomiser les jeunes du quartier à travers des projets éducatifs. Son projet phare, L'école du recyclage pour les garçons, cherche à mieux vulgariser le savoir pratique afin de relever les niveaux de qualification et d'autonomiser la communauté des recycleurs. L'école se situe à Mokkatam, le plus gros village de la « Cité des ordures » du Caire, et prône la collaboration plutôt que la concurrence entre les systèmes de recyclage des zabalines et des multinationales.

L'école a été fondée par le cabinet de consultants communautaires CID (Community and Institutional Development) et le Bureau de l'UNESCO du Caire en réponse à la mutation socio-économique provoquée par l'arrivée des multinationales. Elle fait maintenant partie de l'association SOY. Son objectif général est de réduire la pauvreté et la marginalisation et d'améliorer les conditions sanitaires de la communauté zabaline. Pour ce faire, elle organise des programmes d'alphabétisation principalement axés sur le contexte professionnel pratique des apprenants. Les garçons y découvrent



Photo : Mosa'ab Elshamy, Spirit of Youth Association

leurs droits, mais aussi leurs devoirs envers la société et l'environnement. À terme, l'objectif est de former une jeune génération responsable, capable de se prendre en charge. L'école a déjà formé 130 garçons de neuf à dix-sept ans avant 2015. Sur cet effectif, cinquante ont poursuivi des études moyennes, et vingt des études secondaires. Quatre ont obtenu un diplôme du secondaire. Parmi leurs parents, 129 ont obtenu un certificat d'alphabétisation. Outre ces modèles de réussite, l'école a inspiré un autre projet dans la région de Helwan, qui a retenu l'attention de la presse nationale.

Buts et objectifs

Le programme vise à :

- Offrir des programmes, projets et activités axés sur les aspects environnementaux et éducatifs permettant de pérenniser une activité et d'accroître les revenus.
- Améliorer l'environnement des communautés pauvres en promouvant le concept et la pratique de triage des déchets à la source dans les quartiers du Grand Caire.
- Renforcer les projets et l'expertise de l'association SOY en de la communauté de collecteurs de déchets de Manshiyet Nasser.
- Transformer l'association en organisation d'apprentissage qui améliore et renforce constamment ses capacités institutionnelles et ses ressources humaines.
- Renforcer la capacité des zabalines en appelant à leur insertion dans le secteur de la gestion formelle des déchets.
- Fournir des services de sensibilisation et de soins de santé primaire aux enfants, aux jeunes et aux femmes

des communautés marginalisées en favorisant leur accès aux services médicaux publics gratuits.

- Offrir des environnements professionnels alternatifs sûrs, en rapport avec leurs compétences et leur expérience, aux enfants et aux jeunes travaillant dans des conditions particulièrement dangereuses.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Le programme est conçu de façon à être flexible et à s'adapter aux conditions spéciales des jeunes garçons des communautés zabalines. Les cours sont dispensés suivant un emploi du temps variable. Pour achever un programme, l'élève doit effectuer un quantum horaire minimal, en fonction de sa disponibilité. Les apprenants sont répartis en trois groupes suivant leur aptitude à lire et écrire. Ces groupes vont des élèves qui ne savent pas reconnaître les lettres à ceux qui savent lire avec difficulté. Il n'y a pas de durée standard pour les cours. Les apprenants avancent au rythme de leurs progrès et de leur disponibilité. Les programmes se déroulent à l'école, où les élèves ont accès à une salle informatique et à une déchiqueteuse de plastique. Le curriculum scolaire s'articule autour du recyclage de flacons de shampoing en plastique fabriqués par Proctor and Gamble et d'autres multinationales. Les élèves ramassent des flacons vides, les comptent et notent sur une fiche le nombre d'unités récupérées. Chaque unité enregistrée est payée par les multinationales, qui cherchent à mettre fin à la pratique frauduleuse consistant à remplir de savon leurs flacons usagés pour les revendre. Les élèves réduisent les flacons en poudre de plastique, qu'ils vendent ensuite aux sociétés de recyclage locales. Le curriculum de

l'école allie cette activité à l'éducation de base, l'apprentissage de l'informatique, l'expérience professionnelle pratique et l'étude de la protection de l'environnement et de la sécurité au travail. Les cours d'alphabétisation sont dispensés dans la salle principale en petits groupes de deux ou trois apprenants.

Les apprenants s'inscrivent pour deux à cinq ans d'études et sortent avec le certificat national d'alphabétisation, qui leur permet de postuler pour l'école moyenne.

CONTENU ET SUPPORTS DU PROGRAMME

Le processus d'apprentissage s'articule autour de situations réelles que les garçons vivent au quotidien. L'approche repose sur le principe selon lequel l'alphabétisation dispensée à travers un processus dynamique d'initiation et de consolidation crée une autonomie grâce à l'expérience pratique de la liberté de décision et d'action. Le programme, qui alphabétise les garçons dans un contexte adapté à leur environnement, allie connaissances en maths, sciences, musique, peinture, hygiène corporelle et environnementale, recyclage et utilisation des logiciels de bureautique et de Google Maps. Il enseigne aussi l'informatique, les principes de gestion de projets, la comptabilité ainsi que l'art et le théâtre. Les cours d'alphabétisation utilisent un vocabulaire basé sur le jargon des recycleurs. Ils portent typiquement sur le recyclage de flacons de shampoing. Un cours de mathématique peut inclure des mesures de sécurité et le calcul des gains à partir

du nombre, de la taille et du prix des flacons. Après la collecte des flacons de shampoing, les élèves apprennent à les compter et à en lire la marque. Forts de leurs compétences en maths et en lecture/écriture, ils notent sur des fiches le nombre d'unités récupérées. Ensuite, ils remettent ces fiches aux multinationales qui leur paient le montant correspondant. Ainsi, les cours mettent l'accent sur le savoir technique à travers l'expérience professionnelle active. Ils ont aussi un aspect artistique. Le curriculum de dramaturgie inclut une pièce sur la vie et l'histoire des collecteurs de déchets du Caire, destinée à sensibiliser la population aux difficultés des éboueurs.

La méthode utilisée est originale. Elle repose sur le son des lettres au lieu de leur nom. Après avoir achevé le niveau d'alphabétisation de base, les apprenants s'initient aux technologies de l'information et de la communication afin de pouvoir intégrer Google à leur vie et leur planification quotidiennes. Par exemple, beaucoup d'élèves collectent les ordures dans les quartiers et les rues du Caire en compagnie de leurs parents. Pour accompagner ce travail, l'école leur apprend à se servir de Google Maps pour identifier le quartier où ils doivent intervenir, le nom des rues et le meilleur itinéraire.

Des spécialistes de l'éducation élaborent un curriculum adapté à la vie de la communauté et y ajoutent constamment de nouveaux éléments. Les supports, réalisés par le Dr Laila Iskandar avec l'appui des enseignants, s'inspirent de l'approche de Montessori pour les maths et les sciences. Les



Photo : Mosa'ab Elshamy, Spirit of Youth Association

autres supports incluent des manuels et cahiers, des ordinateurs, des instruments de musique et matériel artistique, la déchiqueteuse de plastique et le matériel de sécurité.

Recrutement et formation des animateurs

Les animateurs, issus de la communauté, perçoivent un salaire modique et travaillent selon un horaire flexible. Du fait qu'elle se trouve au cœur du quartier des collecteurs d'ordures et paie des salaires modiques, l'école accueille peu d'étrangers au quartier.

Les enseignants sont recrutés par voie d'annonce publicitaire, qui cible principalement les ONG et l'église principale, et à travers les efforts du personnel scolaire.

Les enseignants doivent avoir au moins le niveau d'études secondaires, mais la volonté d'apprendre et la passion de l'enseignement comptent beaucoup plus. Dans ce contexte, ils doivent aussi faire preuve d'une très grande flexibilité au travail. Ils font une formation pratique au démarrage du programme et se perfectionnent en suivant des sessions d'encadrement hebdomadaire et de formation mensuelle, mais aussi divers cours spécialisés, le cas échéant.

Le programme emploie actuellement huit enseignants. L'effectif actif dépend de leur nombre d'heures de travail. Il faut au minimum deux enseignants par quart, soit obligatoirement quatre par jour. Comme l'école est ouverte tous les jours, il faut au minimum six tuteurs.

Suivi et évaluation

Les examens constituent un type d'évaluation tout comme le feedback du directeur d'école aux enseignants, l'évaluation du projet par un consultant externe et le feedback informel continu des apprenants à leurs enseignants.

IMPACT ET DÉFIS

Les récits des sortants restituent le mieux le succès de l'école. Moussa Nazmy, 26 ans, est le premier de sa famille à savoir lire et écrire : « Après l'école du recyclage, j'ai décidé de poursuivre mon apprentissage dans l'éducation formelle. Maintenant, je prépare les examens de fin d'études secondaires, car je veux aller à l'université ».

Adham Al Sharkawy est entré à l'école à 12 ans, en analphabète. Son certificat d'alphabétisation en main, il a suivi des cours d'enseignement moyen à domicile. Aujourd'hui, il est sur le point d'achever l'école secondaire. Titulaire de nombreuses qualifications en informatique, il a été formateur dans le cadre des programmes d'hygiène et de recyclage de

l'école. Il fait partie des personnages principaux du film *Garbage Dreams*, pour les besoins duquel il a séjourné pendant deux ans aux États-Unis et suivi des cours intensifs d'anglais. À son retour, il a participé à un forum sur le recyclage en Angleterre. Aujourd'hui, il gère une jeune entreprise de collecte et de recyclage d'ordures avec un groupe d'amis.

Nabil William a commencé l'école à 11 ans. Lui aussi était analphabète. Après son certificat d'alphabétisation, il a suivi des cours à domicile pour préparer l'enseignement moyen et l'enseignement secondaire technique. Suite à sa participation à un forum sur le recyclage en Angleterre, il est devenu formateur en dramaturgie et en art à l'école et animateur bénévole pour les camps d'été du programme. Avec des amis, il a lancé une jeune entreprise de collecte et de recyclage d'ordures.

Roumani Magdi était analphabète lorsqu'il a commencé les études à 10 ans. Son certificat d'alphabétisation en poche, il suit des cours d'enseignement moyen et technique secondaire à domicile et accumule les diplômes d'informatique. Formateur en informatique à l'école pendant deux ans, il gère maintenant sa propre papeterie. Il s'est acheté un pick-up pour étendre son activité.

DÉFIS

L'activité de l'école connaît de nombreux défis d'ordre contextuel. Les multiples devoirs et la lourde charge de travail des jeunes dictent une certaine flexibilité des emplois du temps et des horaires et méthodes d'enseignement. L'école adapte ceux-ci en fonction des besoins et du niveau de chaque apprenant. De même, elle s'efforce constamment d'intégrer les activités quotidiennes et le langage des apprenants à son programme et calendrier. Parallèlement, des efforts sont faits pour transformer les apprenants âgés en co-enseignants. Autre défi, l'accompagnement des élèves après leur apprentissage pour s'assurer qu'ils se servent de leurs acquis pour mieux s'autonomiser.

Par ailleurs, le programme connaît des défis relatifs à son financement, notamment à long terme, et à la nécessité d'appuyer davantage les élèves pour la création de projets. Pour relever ce dernier défi, il convient de leur enseigner l'entrepreneuriat.

Une partie des fonds du programme pourrait servir à créer un projet générateur de revenus pour l'ONG qui peut, à son tour, favoriser sa pérennité.

PÉRENNITÉ

Le programme est en cours depuis 2001, avec un cofinancement initial de l'UNESCO. La vente du plastique déchiqueté constitue actuellement sa seule source de revenus. Autrement dit, la pérennité du projet dépend de l'appui des Fondations Proctor and Gamble et Star.

SOURCES

- Spirit of Youth Association, Site web Consulté en 20 juillet 2015
- Egypt : Learning and earning in Cairo Garbage City. UNESCO. Consulté en 20 juillet 2015 (PDF 183,53 KB)
- Egypt Programme Profile : Education Consulté en 20 juillet 2015

CONTACT

Dalia Wahba
Managing Partner
17 El Maraashly Street, 7th Floor, Suite 16, Zamalek,
Cairo, Egypt
Tél : +20 27364479
E-mail : dalia@cid.com.eg



Photo : Mosa'ab Elshamy, Spirit of Youth Association

Maroc

Projet d'alphabétisation fonctionnelle des femmes des coopératives d'argane au moyen de DVD en langue amazigh

Profil de pays

Population

32 599 000 (2012)

Langue officielle

arabe, berber

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, %)

3 (2000–2009)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

5,5 (2010)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2005–2010)

Total : 79 %

Hommes : 87 %

Femmes : 72 %

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report

UNICEF

Banque Mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Projet d'alphabétisation fonctionnelle des femmes des coopératives d'argane au moyen de DVD en langue amazigh

Organisation chargée de la mise en œuvre

Association Ibn Al Baytar (ONG nationale)

Langues d'enseignement

Arabe, berbère (amazigh)

Partenaires de financement

ONG internationales et bailleurs étrangers

Partenaires

Centre national de développement et d'alphabétisation (CNDA), Nutrition Act et la coopération internationale monégasque

Coûts annuels du programme

60 000 € (80 000 USD – première année, dont le coût de production des DVD), 25 000 € (34 000 USD – deuxième année)

Coût annuel par apprenante : 104 € (140 USD)

Date de création

décembre 2008

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Pays émergent, le Maroc se classe 130ème sur 187 selon le Rapport sur le développement humain 2013 (PNUD, 2013). L'agriculture représente 15 % de son PIB (Banque mondiale, 2013) et occupe 40 % de la main d'œuvre active en 2010 (PNUD, 2011).

Le commerce de l'huile d'argane, essentiellement pratiqué par les femmes rurales, est une activité spécifique du royaume. Cette huile alimentaire, également utilisée dans l'industrie cosmétique, est réputée pour ses vertus médicinales. L'arganier, qui pousse dans le centre et le sud du Maroc, sert de rempart contre l'avancée du désert du Sahara au sud. Menacée de surexploitation, la plante revêt désormais un intérêt tout particulier en termes de conservation, mais aussi de développement socio-économique et de recherche. En 1998, la Réserve de biosphère de l'arganeraie, qui englobe le Parc national de Souss-Massa, a été créée dans le cadre du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO. Outre la protection de l'environnement, ce programme vise à promouvoir et à mettre en évidence une relation équilibrée entre l'homme et la nature.

Avec plus de 32 millions d'habitants, le Maroc a un taux d'alphabétisme moyen de 56 %, soit plus de 10 millions d'analphabètes. Les programmes d'alphabétisation intervenant souvent en zone urbaine, les chances pour les femmes des zones rurales pauvres de s'alphabétiser sont limitées.

Présentation/synthèse du programme

L'association Ibn Al Baytar (AIB), créée en 1999, est une ONG nationale marocaine agréée. Elle compte 30 membres, dont 9 siègent au Conseil d'administration. Elle se fixe pour objectif principal de concilier progrès social et économique et protection de l'environnement. Ses programmes sont axés sur l'autonomie de la femme rurale et la promotion de la protection de l'environnement et des plantes médicinales. Les cours d'alphabétisation sont organisés parallèlement à des activités génératrices de revenus au profit des femmes membres des coopératives d'argane.

L'association a été l'une des premières à créer une coopérative dans le secteur de l'argane au Maroc, notamment avec Amal en 1996, qui emploie 16 femmes divorcées ou veuves. La plupart de ces femmes n'ayant jamais été alphabétisées, l'association a ajouté un volet alphabétisation à ses programmes en 2003. Plus de 3000 exploitantes de l'argane en ont bénéficié. En 2006, une étude diagnostique a révélé que la consolidation de l'alphabétisation avait été négligée, mais aussi que le berbère chez les femmes primait sur l'arabe. Il en résulta le lancement, en décembre 2008, d'un nouveau programme d'alphabétisation pour répondre à ces besoins en amazigh, une langue berbère parlée par les participantes.

Le programme couvre cinq provinces de la région de Souss-Massa Draa, dans le centre du Maroc. Chaque année, 240 femmes et filles rurales y participent, soit au total plus de 480 bénéficiaires depuis son lancement. Le programme se distingue des autres organisations, qui interviennent es-

sentiellement en zone urbaine, par la priorité qu'il accorde à la femme rurale. Autre particularité, c'est le premier programme d'alphabétisation au Maroc à produire et à utiliser un support audiovisuel en langue amazigh.

Buts et objectifs

Le programme d'alphabétisation des femmes des coopératives d'argane vise à :

- Sensibiliser les femmes des coopératives à l'importance de la protection et de la préservation de l'environnement
- Sensibiliser les femmes des coopératives à l'importance de la Réserve de biosphère de l'arganeraie et aux enjeux de la préservation de l'arganeraie
- Sensibiliser les femmes des coopératives à l'importance primordiale de la coopérative et de la solidarité
- Enseigner aux membres des coopératives la législation et la gestion de coopératives
- Enseigner aux membres des coopératives les normes de qualité et les procédures de traçabilité de la production d'huile d'argane
- Mieux informer les femmes des obstacles/contraintes à la vente de l'argane et de l'importance de promouvoir le commerce équitable

- Enseigner aux membres des coopératives le nouveau code de la famille, en particulier les lois relatives au statut des divorcées et aux principes de base de la gestion de la famille

La simplification des outils pédagogiques audiovisuels en langue amazigh pour les membres des coopératives d'argane vise à :

- Mieux sensibiliser les femmes à l'importance de la coopérative en tant que structure économique de solidarité
- Initier les femmes à la législation régissant les coopératives
- Accompagner les membres des coopératives dans la mise en œuvre d'une bonne gouvernance des coopératives
- Mobiliser les femmes autour de la mise en place, du respect et de l'amélioration des normes de qualité, mais aussi de la mise en œuvre d'un système de traçabilité au sein des coopératives
- Renforcer les coopératives au plan institutionnel
- Mieux sensibiliser les femmes à l'indication géographique protégée (IGP) de l'argane et à l'importance du commerce équitable

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Méthodes et approches d'enseignement-apprentissage

Les cours sont dispensés six mois par an à des groupes de 25 apprenantes en moyenne.

Chaque séance débute par la révision de la précédente pour aider les participantes à consolider leurs acquis et à retenir les éléments clés. Cette révision sert aussi à évaluer les connaissances et les acquis.

L'enseignement s'appuie essentiellement sur les méthodes participatives en vue d'impliquer pleinement chaque apprenante. Par exemple, la technique du remue-méninges est utilisée pour initier un débat entre membres des coopératives sur la base de leurs connaissances et conceptions, mais aussi pour évaluer leur maîtrise du sujet abordé. Elle leur permet de partager librement leurs opinions et points de vue. Après le remue-méninges, les apprenantes regardent une présentation audiovisuelle sur le même sujet. Réalisée en langue maternelle, elle permet aux participantes de suivre attentivement et de comprendre. Le contenu projeté lors de la séance est ensuite utilisé pour rectifier, au besoin, les idées ou points de vue exprimés par certaines femmes lors de la discussion préliminaire tout en promouvant la liberté d'expression.



Ensuite, un travail de groupe est organisé pour consolider et mettre en action les points abordés. Cet exercice permet aussi à l'animateur d'évaluer la maîtrise du sujet abordé par les différentes participantes.

Contenu du programme (curriculum)

L'association Ibn Al Baytar (AIB) intervient dans le domaine de l'alphabétisation des adultes des coopératives d'huile d'argane depuis 2003. Cette expérience a largement contribué à l'élaboration du curriculum de ce programme. Le principal manuel utilisé aide les apprenantes à s'alphabétiser et à maintenir leurs acquis, mais aussi à améliorer leur gestion du commerce de l'argane. L'enseignement de la langue distingue ce programme des précédents, les cours et manuels n'étant plus en arabe mais en amazigh, langue principale des participantes.

Le programme couvre les principaux thèmes suivants :

- Protection de l'environnement
- Réserve de biosphère de l'arganeraie
- Coopérative : définition et adhésion (1ère partie)
- Coopérative : principes, droits et obligations (2ème partie)
- Assemblée générale de la coopérative
- Comptabilité de la coopérative
- Méthodes d'extraction traditionnelles et mécaniques de l'huile

- Qualité et traçabilité
- Marketing et IGP (indications géographiques protégées) de l'huile d'argane
- Code de la famille

Le support audiovisuel constitue un élément essentiel du programme. Un spécialiste en pédagogie a été spécialement recruté pour concevoir et planifier le contenu de ce support et des sessions. La conception artistique et la réalisation finale du support ont été confiées à une société de production artistique. Au total, 12 films pédagogiques ont été réalisés pour les besoins du programme.

Recrutement et formation des animateurs

Tous les animateurs suivent une formation. Un kit pédagogique, contenant un guide en arabe et un DVD en amazigh, leur est distribué. Ils doivent suivre un plan technique pour chaque session.

Les animateurs sont payés 2800 DH par mois (340 dollars) et supervisent deux groupes de 50 à 60 apprenantes. Expérimentés en alphabétisation des adultes, ils suivent trois sessions de formation spécialisée : alphabétisation, législation des coopératives et éducation sanitaire et juridique. La formation continue inclut aussi l'andragogie, les techniques d'animation et de communication, les méthodes d'évaluation, l'utilisation de supports audiovisuels, etc.



Inscription des apprenantes

Les femmes et les filles constituent les principaux groupes cibles. La formation est ouverte aux membres des coopératives de femmes qui souhaitent suivre le programme de l'association Ibn Al Baytar. Chaque année, 240 participantes en bénéficient.

Évaluation des résultats d'apprentissage

Pendant les sessions, l'animateur évalue les acquis et l'assimilation des sujets abordés à l'aide de différents exercices. À la fin de chaque module, les participantes subissent un test d'évaluation des connaissances et des acquis. Ces tests se font sous différentes formes : questions de type Vrai ou Faux, choix multiples, informations à relier et exécution de tâches.

Après l'évaluation, l'animateur organise des sessions de renforcement pour aider les participantes à approfondir leurs nouveaux acquis et connaissances. Ces évaluations servent aussi à peaufiner le curriculum et les méthodologies du programme, dans la mesure où elles peuvent révéler des lacunes récurrentes, qui sont alors corrigées, adaptées et rectifiées.

En fin d'année, toutes les participantes subissent un examen d'évaluation finale. Elles reçoivent leur note finale, mais aucun certificat ne leur est délivré.

Suivi et évaluation

Des superviseurs pédagogiques font le tour des centres de formation une fois par mois pour assurer le suivi pédagogique, assister les animateurs et aider à résoudre d'éventuels problèmes rencontrés en classe. À chaque visite, le

superviseur consulte les documents pédagogiques, notamment les documents techniques, les listes de participantes, les emplois du temps, les feuilles de présence, les rapports mensuels et les programmes. Il dépose un rapport auprès de l'association Ibn Al Baytar à l'issue de chaque visite.

D'autres évaluations sont faites par des consultants externes ou des doctorants qui étudient l'impact à ce niveau.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Impact et réalisations

Trois mille femmes ont participé au programme d'alphabétisation en arabe depuis son démarrage en 2003.

En 2009 et 2010, plus de 480 femmes ont bénéficié du programme d'alphabétisation avec DVD en amazigh, et le taux de participation ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, il se situe à 84 % pour l'amazigh, contre moins de 50 % pour le programme précédent en arabe.

Divers bienfaits ont été notés, notamment en termes de renforcement de la qualité et de la traçabilité de la production de l'huile d'argane et de gestion transparente des coopératives. Les femmes font preuve de plus d'esprit d'initiative en matière de contact ou de concertation avec l'administration du secteur des coopératives. De plus, elles sont plus sensibles à la nécessité de protéger l'environnement et le commerce de l'argane.

À mesure que le programme est mis en œuvre dans des zones clés de la région de Souss Massa Drâa, notamment les pro-



vinces d'Agadir Idaoutanane, de Chtouka Ait Baha, de Taroudant et de Tiznit, les demandes d'extension sont de plus en plus nombreuses. Aujourd'hui, il sert de modèle aux autres coopératives de femmes d'autres secteurs que l'argane. Un manuel de l'apprenant a été réalisé, et un deuxième est cours de réalisation. En outre, un manuel de l'instructeur sur l'alphabétisation et un second portant sur les compétences des instructeurs sont disponibles.

DÉFIS ET LEÇONS APPRISSES

La mise en œuvre et la gestion du programme au quotidien ont été à la hauteur des défis. Les bâtiments qui abritent les centres d'alphabétisation se trouvent dans un état précaire, manquent de tables et de chaises, n'ont pas de fenêtres et leurs toitures sont en mauvais état. Les participantes n'ont pas le matériel nécessaire, tel que des téléviseurs et des lecteurs de DVD, pour visionner les supports audiovisuels chez elles. De nombreuses participantes souhaitent que la durée des cours soit étendue au-delà des six mois, qu'elles jugent trop courts pour bien assimiler tout le programme.

Le projet a également su tirer les leçons et surmonter divers défis. Le climat social et différents événements politiques, tels que la campagne électorale, ont eu un impact sur le programme, perturbant très souvent la régularité des cours. Une fois, la récolte annuelle a été bonne et a commencé dès le mois d'avril dans certaines zones. Pour cette raison, beaucoup de femmes ont été contraintes d'arrêter les cours afin d'aider leur famille pour la récolte et les activités connexes. En réponse, les emplois du temps ont été modifiés et des aménagements apportés pour permettre aux participantes de rattraper les cours manqués.

Certaines coopératives investissent fortement dans ce programme tandis que d'autres, dépourvues de moyens propres, sont contraintes d'attendre l'aide financière d'autres ONG ou bailleurs étrangers.

PÉRENNITÉ

La pérennité du programme dépend d'une demande soutenue en alphabétisation de la part des groupes et coopératives de femmes, mais aussi de l'investissement continu des partenaires financiers. Aujourd'hui, 180 coopératives d'argane regroupent 4500 femmes, dont chacune est une bénéficiaire potentielle du programme. La demande de formation en alphabétisation est forte, mais le programme a besoin d'un soutien financier pour y faire face.

En 2008, le ministère de l'Agriculture du Maroc avait lancé le Projet vert en vue de promouvoir les activités génératrices de revenus dans d'autres secteurs et pour d'autres produits que l'argane. Ce projet a démarré en 2010. L'expérience et l'expertise acquises dans le secteur de l'argane peuvent être adaptées et réutilisées pour ces nouvelles activités. Des demandes d'application du programme ont été formulées par des coopératives d'autres secteurs.

SOURCES en LIGNE

- PNUD (2013) Rapport sur le développement humain 2013 UNESCO(2013), Programme sur l'homme et la biosphère UNESCO – MAB Biosphere Reserves Directory – Maroc Argeneraie Données de la Banque mondiale (2012)

CONTACTS

Madame Zoubida Charrouf
Présidente de l'Association Ibn Albaytar
22 rue Sebou, Appt 2, Agdal RABAT
Maroc
Téléphone : 21253777.53.80
Fax : 2125 37 71 32 79
Mobile : 212 661372142
E-mail : zcharrouf@yahoo.fr

Bangladesh

Le modèle Ganokendra des centres d'apprentissage communautaire

Profil de pays

Population

156 595 340 (2013)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour)

36 % (1990 – 2004)

Langue officielle

bengali (bengla)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PIB

2,23

Taux d'alphabétisme des jeunes (15 – 24 ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 85,83 %

Hommes : 80,61 %

Deux sexes : 83,18 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 58,49 %

Hommes : 64,57 %

Deux sexes : 61,55 %

Sources statistiques

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

UNICEF : Information par pays

Banque mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme Ganokendra (Centres d'apprentissage communautaire)

Organisation chargée de la mise en œuvre

Dhaka Ahsania Mission (DAM)

Langues d'enseignement

Bengali (Bangla)

Partenaires

communautés locales, UNESCO, Etat du Bangladesh (à travers des organismes administratifs locaux, départements des services d'animation), Université ouverte du Bangladesh, Concern Universal et ONG actives dans la région.

Date de création

1992

CONTEXTE ET HISTORIQUE

Au cours des dernières décennies, le Bangladesh et diverses ONG ont mis en place plusieurs programmes éducatifs tels que l'éducation universelle primaire (obligatoire et gratuite) et la création de bibliothèques villageoises et de cercles d'étude villageois en vue d'offrir aux citoyens l'accès à une éducation de qualité et donc de promouvoir le développement économique national, la lutte contre la pauvreté ainsi que l'émancipation et la transformation sociales. Toutefois, en dépit de ces efforts concertés, la majorité des Bangladais, en particulier ceux qui vivent dans des communautés marginalisées en milieu rural, et plus particulièrement les femmes, les enfants et les personnes vivant avec un handicap, ont un accès limité à une éducation de qualité et à des moyens de subsistance. En conséquence, la pauvreté et l'analphabétisme continuent d'être très répandus dans le pays. On estime que chaque année environ 7 millions d'enfants ne sont pas scolarisés ou abandonnent l'école avant d'achever leurs études primaires, ce qui fait qu'environ 60 millions de Bangladais sont des analphabètes fonctionnels. Selon les estimations de l'UNESCO les taux globaux d'alphabétisation des adultes et des jeunes étaient respectivement de 47 % et 64 % entre 1995 et 2004. La prévalence continue de l'analphabétisme dans le pays est due à un certain nombre de facteurs socio-économiques, y compris des niveaux élevés de pauvreté et l'absence générale de développement, ce qui empêche de nombreuses personnes d'avoir accès à l'éducation de base. En outre, de nombreux néo-alphabétisés (c'est-à-dire diplômés de l'école primaire) ont rechuté dans l'analphabétisme en raison d'un grave manque de programmes institutionnalisés d'éducation post primaire. À la lumière de tout cela, et en reconnaissance du fait que l'analphabétisme est à la fois cause et conséquence de la pauvreté et du sous-développement, Dhaka Ahsania Mission (DAM ou Mission Ahsania de Dhaka) – une organisation non gouvernementale (ONG) fondée en 1958 dans l'objectif de réduire la pauvreté et de promouvoir l'autonomisation socio-économique chez les pauvres – a lancé le Programme Ganokendra (« centres du peuple » en langue Bangla) en 1992 avec le soutien de l'UNESCO.

LE PROGRAMME GANOKENDRA (GP)

Le Programme Ganokendra (GP) est un programme éducatif non-formel, intergénérationnel et intégré qui s'efforce de créer des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie contextuellement appropriées, durables et fondées sur les besoins pour les enfants non scolarisés, les jeunes et les adultes vivant dans les bidonvilles des communautés rurales et urbaines marginalisées. Bien que le programme soit des-

tiné à tous les membres de la communauté, des efforts particuliers sont faits pour cibler les femmes, non seulement parce qu'elles sont souvent marginalisées par les programmes existants d'enseignement, mais aussi parce qu'elles sont essentielles au développement familial et communautaire. En tant que telles, les femmes constituent actuellement environ 70 % de l'effectif des plus de 85 300 bénéficiaires du programme.

Pour répondre aux divers besoins des différents groupes de bénéficiaires, le GP fournit aux participants des possibilités de formation en matière de compétences dans toute une variété de domaines, y compris :

- la lecture, l'écriture et le calcul (alphabétisation de base et alphabétisation fonctionnelle) ;
- la formation et le soutien en compétences en matière de subsistance en vue de mettre en place des activités et des projets générateurs de revenus (par exemple en artisanat de production, menuiserie et agriculture) ;
- la santé (par exemple sensibilisation et prévention sur le VIH / sida et la nutrition de la famille, les bonnes pratiques d'hygiène, lutte contre la drogue et campagnes de sensibilisation anti-tabac) ;
- la conservation de l'environnement et
- l'éducation civique (formation en leadership, la sensibilisation aux droits de l'homme et du genre, la sécurité humaine, la gouvernance démocratique, la gestion et la résolution des conflits, sensibilisation et prévention en matière de trafic des enfants et des femmes).

Buts et Objectifs

Le GP cherche à :

- créer des possibilités d'Apprentissage tout au long de la vie, durable et basé sur la communauté pour la majorité des pauvres afin de lutter contre l'analphabétisme ;
- créer des occasions d'apprentissage pour les néo-alphabétisés leur permettant de conserver, entretenir et améliorer leurs compétences en lecture, écriture et calcul ;
- venir en appont aux efforts du gouvernement dans la lutte contre l'analphabétisme dans le pays en conformité avec les six objectifs de l'UNESCO en matière d'Éducation pour tous (EPT) ;
- lutter contre la pauvreté en milieu rural ;
- promouvoir le développement communautaire, l'autonomisation et la transformation de la société ;
- rendre possible l'autosuffisance économique au sein de la majorité pauvre et
- élever le niveau de vie (qualité de vie) des personnes pauvres.



Pour atteindre ces objectifs multiples et intégrés, Dhaka Ahsania Mission (DAM) a mis en place environ 2 470 Ganokendra ou Centres d'apprentissage communautaire (CAC) à travers le pays depuis 1992. Les CAC sont depuis lors devenus des points focaux pour la mise à disposition d'une éducation non-formelle basée sur les besoins (alphabétisation et programmes de formation à des compétences) pour enfants non scolarisés, jeunes et adultes du pays. Les CAC sont aussi utilisés comme bibliothèques communautaires et ont des quantités considérables de documents faciles à lire pour les membres de la communauté de toutes les classes d'âge. En outre, les CAC fournissent également des installations pour les réunions publiques et les activités socioculturelles et économiques nécessaires à la préservation culturelle et à la promotion de la coexistence pacifique, du développement communautaire et de l'émancipation sociale.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Organisation

Dès le départ, les collectivités locales ou les bénéficiaires du programme ont été activement consultés et impliqués dans le développement et la mise en œuvre du GP. Ainsi, en dehors de la mise à disposition de terres, de main d'œuvre, de matériaux de construction et de l'argent nécessaire pour la mise en place de Ganokendra ou CAC, DAM a également confié à des communautés locales (à travers leurs comités de gestion

élus) la responsabilité globale de la gestion des centres, du lancement et de la gestion d'activités d'apprentissage basées sur le centre, du recrutement et de la facilitation de la formation professionnelle pour un gestionnaire de centre (connu sous le nom de travailleur communautaire) et des tuteurs ou animateurs du programme. En outre, les comités de gestion des CAC et les animateurs du programme sont également responsables de l'approvisionnement et de la production des matériaux d'apprentissage nécessaires tels que des brochures, affiches, magazines, cartes, bulletins et audio-visuels et de leur stockage dans les centres. Les comités locaux de gestion des CAC sont pris en charge dans ces efforts par DAM, différentes ONG de développement et des organismes gouvernementaux locaux. Un financement supplémentaire pour les CAC est fourni par DAM. L'argent ainsi généré est utilisé, entre autres choses, pour procurer du matériel d'apprentissage, financer les coûts de fonctionnement du CAC, et surtout fournir aux membres des prêts bonifiés ou des crédits. Les CAC regroupés dans une zone géographique sont mis en réseau par le biais d'un centre de service technique connu sous le nom de Centre de ressources communautaires (CRC). Les CRC fonctionnent également comme des institutions nodales pour faciliter l'établissement d'une liaison entre le Ganokendra et les agences prestataires de services du gouvernement et du secteur.

Recrutement et formation des animateurs

En règle générale, le GP attire du personnel implanté dans la communauté (en majorité des femmes) avec des qualifications en matière d'éducation et de capacités d'enseignement professionnel plutôt basses. Connus sous le nom de « travailleurs communautaires », ces animateurs sont recrutés localement par les bureaux locaux de DAM, en consultation avec les comités de gestion Ganokendra. Ils travaillent la plupart du temps comme para-bénévoles ; une allocation nominale leur est versée en reconnaissance de leur contribution à la société. En conséquence et afin d'assurer la mise en œuvre effective du GP, DAM offre à tous les animateurs et superviseurs du programme une formation professionnelle en éducation non formelle et gestion des CAC. A ce jour, la division formation de DAM a dispensé une formation à plus de trois mille animateurs et deux cents superviseurs. En particulier, le programme formation des formateurs (FdF) vise à former des animateurs et des superviseurs dans les domaines suivants :

- méthodes d'enseignement en éducation non-formelle ;
- mobilisation communautaire et renforcement des capacités ;
- gestion des CAC ;
- mise en réseau organisationnelle et fonctionnelle ;

- planification et mise en œuvre des programmes de développement communautaire ;
- développement de programme et de matériels d'apprentissage locaux et
- évaluation formelle ou non-formelle des résultats scolaires.

Mobilisation des participants

Ceux qui prennent part à un Ganokendra proviennent de divers segments de la population dans la communauté où il se trouve. Au début, les apprenants aux cours d'alphabétisation sont inscrits pour des cours de post-alphabétisation et des séances pratiques dans le Ganokendra. Progressivement, d'autres membres de la société comme des agriculteurs, des artisans, des journaliers, des écoliers, des enseignants, des dirigeants de la jeunesse et de la communauté en général adhèrent à des programmes différents dans le Ganokendra. Certains d'entre eux visitent le Ganokendra pour lire les journaux ou recueillir des informations pour leurs besoins.

Méthodes et approches en matière de formation et d'apprentissage.

Les participants aux activités du Ganokendra apprennent à travers des travaux pratiques (pour la formation en compétences professionnelles), l'auto-lecture, la lecture guidée, des activités socioculturelles et des discussions. Le soutien à la formation en compétences de lecture, écriture et calcul est assuré par les animateurs du programme par le biais de consultations et de discussions au centre (les CAC sont ouverts cinq jours par semaine, deux à trois heures par jour). En outre, les apprenants sont également autorisés à emprunter des livres pour étudier à la maison et les animateurs effectuent souvent des visites à domicile pour aider les familles dans leurs études. Les apprenants étudient en groupes, et des matériaux de lecture gradués sont fournis pour répondre aux niveaux de capacité des lecteurs. Des spécialistes travaillant dans divers domaines sont également invités à partager l'information avec les participants à travers des séances de discussion axés sur des sujets donnés.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Suivi et évaluation

En règle générale, l'unité Système d'information de gestion (SIG) de la Division de la planification et l'évaluation de DAM surveille régulièrement les opérations de Ganokendra en se basant sur un ensemble d'indicateurs. Les performances sont également surveillées par le biais des rapports réguliers des animateurs, superviseurs et coordonnateurs de la région.

Ces rapports sont examinés par le personnel SIG au cours de visites sur le terrain. En outre, l'équipe de gestion centrale de DAM (agents de programme, coordonnateur du programme et directeur) effectue des visites d'inspection pour évaluer la gestion, le réseautage et les programmes de soutien à l'apprentissage des CAC. Après analyse sur le terrain et au bureau central des rapports et conclusions tirées des visites, les centres locaux reçoivent les réactions concernant leurs activités.

Depuis sa création en 1992, le GP a apporté des contributions critiques et positives à la promotion de l'Apprentissage tout au long de la vie, la lutte contre l'analphabétisme, le développement des communautés, la création de moyens de subsistance durables pour les membres marginalisés de la société (réduction de la pauvreté) et l'émancipation et la transformation sociale. De manière significative, ces contributions positives au bien-être et au développement de la société ont été réalisées en grande partie grâce à l'utilisation des ressources, des capacités et des systèmes de connaissances locaux.

Le programme a conduit à une baisse des taux d'analphabétisme chez les adultes, tandis que, dans le même temps, il fournissait à de nombreux adultes des compétences professionnelles et les aidait à mettre en place un grand nombre de projets générateurs de revenus. Ces projets ont progressivement conduit au développement communautaire et donc à l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales. Les améliorations dans le niveau de vie des ruraux ou des pauvres ainsi que leurs perceptions du rôle et la valeur de l'éducation dans leur vie ont eu un effet positif et motivé beaucoup de parents à soutenir l'éducation de leurs enfants. En conséquence, la scolarisation des enfants dans les écoles rurales a augmenté de façon constante. En outre, le GP a également fourni aux communautés marginalisées l'accès à l'information et un forum pour se rencontrer et discuter de leurs problèmes et des besoins locaux de développement. L'accès à l'information a amélioré chez les gens la prise de conscience de leurs droits civiques et leurs besoins de santé, ce qui, par ricochet a donné lieu à l'autonomisation et à la transformation sociale et positive. Cet accès a également permis à des communautés jadis marginalisées de participer activement aux processus décisionnels locaux. En plus, le GP a conduit à des améliorations de la cohésion communautaire, en fournissant un forum pour la discussion pacifique des solutions aux problèmes communautaires.

DÉFIS

Voici les défis majeurs auxquels on a eu à faire face à ce jour

- Il est souvent difficile de développer une structure à même de satisfaire la diversité des besoins d'apprentissage et d'assurer la disponibilité d'un lieu pour un centre polyvalent comme le Ganokendra. En général la terre pour le Ganokendra est donnée par un philanthrope local, et est souvent de dimensions limitées. Avec l'expansion des activités, il devient impératif de développer plus de facilités, ce qui exige plus de terres et de ressources.
- En pleine expansion, il devient difficile pour les animateurs de gérer un groupe diversifié de participants et une gamme croissante d'activités, en raison de leur capacité limitée et autres préoccupations. L'absence d'incitations financières et pour le développement professionnel pour les animateurs du programme devient parfois un facteur démotivant.
- Les activités des CAC, en particulier celles qui se déroulent dans les zones reculées, sont souvent entravées par le manque de ressources, et les organismes gouvernementaux locaux ne peuvent dans certains cas fournir d'appui en raison de leurs propres contraintes en matière de ressources.



DURABILITÉ

En tant que produit direct du processus de mobilisation des individus et de création d'une plate-forme populaire au niveau communautaire, le GP est soutenu par ses liens établis avec des agences locales prestataires de services. La contribution de la communauté à la fois pour le développement des installations physiques et l'expansion programmatique permet au Ganokendra de continuer. DAM développe la capacité de gestion des membres du comité Ganokendra par la formation et des visites d'exposition, de sorte qu'ils puissent continuer à faire fonctionner les centres de soutien après la disparition de DAM. A l'heure actuelle plus de 200 Ganokendras fonctionnent d'une manière auto-suffisante grâce à la mobilisation des ressources locales ; dans certains cas, DAM a seulement fourni un appui technique pour renforcer davantage leur capacité de gestion.

Enseignements tirés du programme

La grande leçon qui a été tirée depuis la création du programme, est que les programmes communautaires et non-formels d'éducation sont plus efficaces et réussissent mieux quand ils exploitent et sont construits sur des ressources, des systèmes de capacité et de savoir locaux et lorsque les communautés locales sont activement engagées et impliquées dans la planification et la gestion des activités d'apprentissage. La réussite et la durabilité des programmes non-formels d'éducation sont aussi étroitement liées à leur capacité de relever les défis locaux, satisfaire les besoins fondamentaux des populations et renforcer efficacement les capacités

SOURCES

- Alam, K. Rafiqul. Learning Creation of Society Through Community Learning Centres (Ganokendra) : An Innovative Approach of Basic and Lifelong Learning in Bangladesh.
- Dhaka Ahsania Mission, Bangladesh, DVV/Ganokendra – People's Forum for Lifelong Learning and Social Development : The Bangladesh Experience,
- « Ganokendra : The Innovative Interventions for Lifelong Learning and Community Development » in Handbook on Effective Implementation of Continuing Education at the Grassroots by UNESCO Principal Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok (2001)
- Asia South Pacific Bureau of Adult Education (ASPBAE), India (2000) : Beyond Literacy – Ganokendra,

CONTACT

M. M. Ehsanur Rahman
Le Directeur Exécutif
Dhaka Ahsania Mission
House No. 19, Road No 12
Dhanmondi, Dhaka-1209
Bangladesh
Tel. (880-2) 8119521-22, 9123402, 9123420
Fax : (880-2) 8113010, 8118522
Email :ehsan1155@gmail.com,
ed@ahsaniamission.org

Cambodge

Soutien à l'amélioration de la santé maternelle et infantile et construction d'environnements alphabétisés (SMILE)

Profil de pays

Population

14 805 000 (2009)

Langue officielle

Khmer

Autres langues officiellement reconnues

Chinese, Vietnamiense, Cham et Khmer Loe

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

1,8

Taux net d'inscription/fréquentation dans le primaire (2000–2007)

90 %

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans)

99 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2000–2006)

Femmes : 67 %

Hommes : 86 %

Total : 76 %

Sources

UNESCO : Rapport mondial de suivi sur l'EPT

UNICEF : Information par pays

Banque mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Soutien à l'amélioration de la santé maternelle et infantile et construction d'environnements alphabétisés (SMILE)

Organisation chargée de la mise en œuvre

The Ministry of Education, Youth and Sport (MoEYS) and local authorities

Langues d'enseignement

Khmer

Partenaires

Asia-Pacific Cultural Centre for UNESCO (ACCU) and the Cambodia Women's Development Agency (CWDA)

Date de création

2009

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Sous le régime des Khmers rouges, dans les années 1970, le système éducatif du Cambodge s'est fortement dégradé. Des écoles ont été fermées ou démolies et de nombreux éducateurs sont morts dans les camps de travaux forcés ou ont été tués par les Khmers rouges. La reconstruction est en cours depuis la chute du régime, mais le manque d'écoles persiste et les établissements publics sont sous-équipés. Très souvent, les élèves n'ont pas de manuels et les enseignants sont sous-payés. Avec tous ces facteurs, il est difficile pour

les élèves d'accéder à l'école et de recevoir une éducation de qualité.

D'après les données de la Banque mondiale, le Cambodge a connu au cours de la dernière décennie une forte baisse du nombre d'enfants non scolarisés (de 201 277 en 2000 à 72 886 en 2010) et une augmentation significative du taux net d'admission en première année du primaire (de 71 % en 2000 à 90 % en 2010). Malgré ces chiffres positifs pour le système éducatif cambodgien, le nombre d'élèves arrivés en dernière année n'était que de 54,4 % en 2010 et n'a pas évolué depuis 2000, avec un 54,7 % qui n'incite pas à l'enthousiasme. En outre, les taux d'alphabétisme des adultes étaient de 83 % chez les hommes et de 66 % chez les femmes en 2009, loin derrière la moyenne de la région Asie de l'Est et Pacifique (97 % et 91 % respectivement). La situation sanitaire du Cambodge est préoccupante. Selon l'UNICEF (2012), le taux de mortalité maternelle du pays est le quatrième de la région Asie de l'Est-Pacifique, d'où la nécessité de renforcer l'assistance pour améliorer la santé maternelle.

LE CENTRE CULTUREL ASIE-PACIFIQUE POUR L'UNESCO (ACCU)

Conformément aux principes de l'UNESCO, le Centre culturel Asie-Pacifique pour l'UNESCO (ACCU) œuvre depuis 1971 pour la promotion de la compréhension mutuelle et de la coopération éducative et culturelle entre les peuples d'Asie et du Pacifique à travers divers programmes dans les domaines de l'alphabétisation, de l'édition de livres et la culture.

L'Agence cambodgienne pour le développement féminin (CWDA)

Fondée en mai 1993, l'Agence cambodgienne pour le développement féminin (CWDA) est née dans la municipalité de Phnom Penh. C'est une petite organisation non gouvernementale à but non lucratif, sans appartenance religieuse ou politique. La CWDA cible les femmes et les enfants. Elle entretient de solides liens avec les communautés où elle intervient. La CWDA vise à promouvoir l'autosuffisance et l'autonomie des communautés cambodgiennes ainsi que les droits économiques et sociaux de la femme. Elle veut résoudre les problèmes socioéconomiques et psychologiques nés de la guerre civile et de l'instabilité politique en autonomisant les femmes dans leurs rôles productifs et reproductifs à travers l'éducation, l'organisation, le développement personnel, l'accès aux ressources, le plaidoyer et la coopération.

LE PROJET SMILE CAMBODGE

Le projet SMILE (Supporting Maternal and Child Health Improvement and Building Literate Environment) a été conçu par l'ACCU comme un nouveau modèle qui allie alphabétisation et éducation en santé maternelle et infantile, mais aussi crée un environnement domestique et communautaire alphabétisé, contribuant ainsi à l'acquisition et à la consolidation de l'alphabétisme chez les femmes. Le projet est en cours au Cambodge depuis 2009. La CWDA l'a adapté sous forme de projet pilote dans un quartier de la périphérie de Phnom Penh et dans une zone de la province de Prey Veng. Actuellement, SMILE intervient dans 11 villages de la municipalité de Phnom Penh. Les participantes sont de futures mères et des mères d'enfants de 0-5 ans analphabètes ou néo-analphabètes.

Buts et objectifs

- Améliorer la situation de la femme en termes d'éducation et de santé
- Créer un environnement domestique et communautaire alphabétisé
- Améliorer la situation sanitaire de la mère et de l'enfant

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODES

Curriculum et matériel

Le contenu du curriculum a été élaboré à partir des trois manuels d'alphabétisation mis au point par le département de l'éducation non formelle du ministère cambodgien de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MEJS). Les thèmes ont été choisis en fonction de leur rapport à la santé maternelle et infantile. Ils traitent des aspects suivants : soins maternels et infantiles, hygiène, nutrition et protection contre les maladies. On y trouve aussi des thèmes sur l'agriculture et le développement communautaire. Le curriculum, le guide de l'animateur et le manuel des apprenantes ont été rédigés par la CWDA et approuvés par le département de l'éducation non formelle du MEJS. Les animateurs ont reçu un guide et doivent élaborer leurs propres plans de cours. Le manuel contient des informations sur la santé réparties en deux thèmes (un par leçon). Les apprenantes en reçoivent une photocopie. Chaque leçon comporte une grande image pour illustrer le thème, une introduction, des mots clés et des exercices. Un cahier, un sac et du matériel pour écrire sont également distribués aux apprenantes.

Choix des apprenantes

Une évaluation est organisée pour choisir des apprenantes qui sont :

- analphabètes ou néo-analphabètes et
- mères ou futures mères. Les candidates subissent un petit test de lecture/écriture et de calcul et un entretien avec le personnel de la CWDA.

Sélection et formation des animateurs

Les animateurs ont été sélectionnés sur la base des critères suivants : être alphabète, vouloir aider la communauté, être engagé, être confiant et avoir la reconnaissance de l'autorité locale et des villageois. Au début, il s'agissait de bénévoles recevant des primes mensuelles de la CWDA. Mais, ils ont récemment été engagés par le gouvernement. Les animateurs apprennent les techniques et connaissances nécessaires pour dispenser correctement les cours SMILE. L'atelier d'orientation consacré aux méthodes pédagogiques et à l'encadrement s'est tenu pendant trois jours au siège de la CWDA, en présence des animateurs, des chefs de village et des membres du conseil communal. Il portait sur la théorie et la pratique (groupes de discussion sur la préparation des plans de cours, démonstration de l'enseignement, etc.). En outre, une formation pédagogique de 20 jours a été organisée par le département de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (DEJS) de la municipalité.

COURS SMILE

Les cours SMILE sont dispensés par des animateurs dans les villages en 10 mois (2 heures par jour et deux fois par semaine, pour un total de 160 heures). Chaque classe compte 15 à 20 apprenantes. Les cours se tiennent localement (par exemple, à la salle des fêtes du village ou chez l'animateur, le lieu le plus approprié étant choisi par l'animateur, le chef de village et les membres du conseil communal avec les conseils du personnel de la CWDA). Les apprenantes sont en majorité des fermières et ont besoin de temps pour repiquer et récolter le riz en juin, juillet, août, décembre et janvier. Pour cette raison, des cours supplémentaires sont organisés pendant les autres mois afin d'achever le programme. Les cours portent sur l'alphabétisation de base en langue khmère et le calcul auxquels s'ajoutent des informations sanitaires pour la mère et l'enfant. Pour chaque cours, l'animateur présente un thème relatif à la santé à discuter avec les apprenantes. La discussion est suivie d'activités de lecture et d'écriture sur le sujet. L'apprentissage est centré sur l'élève (les apprenantes interviennent plus que l'animateur, des activités favorisant la participation active sont utilisées) et les apprenantes ont l'oc-

casation d'appliquer les connaissances acquises à des scénarios réels. En plus du manuel, des supports supplémentaires sont utilisés afin de promouvoir les acquis en alphabétisme dans la vie quotidienne. Ce sont les carnets de vaccination et de développement de l'enfant, les listes de contrôle des recettes et dépenses et les cahiers des enfants dans lesquels enseignants et parents communiquent par écrit. Les apprenantes sont en outre encouragées à

- lire des livres et d'autres documents sur la santé, qu'elles peuvent emprunter des bibliothèques tenues par les animateurs,
- lire et raconter des histoires à leurs enfants et aux autres membres de la famille et aider les enfants à faire leurs devoirs et
- se rendre à leur centre de santé pour des visites médicales et utiliser les carnets de vaccination et de développement de l'enfant.

Les animateurs se rendent chez les apprenantes pour suivre leur apprentissage et encourager celles qui ont raté des cours à continuer de venir en classe.

Certificat

Un certificat est délivré aux apprenantes qui ont obtenu la moyenne aux tests d'alphabétisation administrés en cours de projet. Il est délivré par le département de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de la municipalité.

Suivi et évaluation

Le suivi et l'enregistrement réguliers des activités du projet ont été effectués tout au long de sa période de mise en œuvre. Le personnel de la CWDA se rend dans chaque classe une fois par semaine et tient des réunions mensuelles avec les apprenantes, les animateurs et les membres de la communauté. Les membres du conseil communal et les chefs de village contrôlent les classes 2 ou 3 fois par mois.

Le suivi et l'enregistrement portent sur les aspects suivants :

- listes de présence des apprenantes aux cours SMILE
- progrès et performance des animateurs ainsi que des apprenantes
- feedback des animateurs et des apprenantes sur le curriculum et le matériel pédagogique et didactique
- nombre d'apprenantes qui fréquentent les services de santé
- feedback des apprenantes sur les coffrets de formation qu'elles ont reçus (poster de l'alphabet khmer, livres sur la santé maternelle et infantile)
- usage des coins de lecture
- preuve de l'appui communautaire à la classe

L'évaluation des résultats du projet est menée à mi-parcours et en fin de projet. Elle porte sur les activités suivantes :

- entretien avec le groupe cible, l'animateur et les parties prenantes (chef de village, responsable communal des affaires féminines, membre du conseil communal) et



- vérification de l'effectivité de toute action évoquée par les apprenantes (liste de contrôle des recettes et dépenses, cahiers des enfants, carnet de santé).

IMPACT

Le nombre moyen annuel de participantes est de 150 apprenantes. De 2009 à 2012, 710 participantes ont suivi les cours SMILE. L'impact du projet sur le niveau d'alphabétisme des apprenantes, leur attitude vis-à-vis de la lecture et de l'apprentissage, l'état de santé de la mère et de l'enfant, la pratique des soins maternels et infantiles sont évalués par rapport à des données de référence recueillies en début de projet. Il en ressort un net bienfait de SMILE pour les apprenantes.

Récemment, trois autres tests d'acquisition des compétences en écriture/lecture mis au point par le département de l'éducation non formelle (DNFE) ont été intégrés. Les notes de ces tests seront utilisées à l'avenir pour valider les performances des apprenantes équivalant au niveau de la quatrième année de l'enseignement formel. L'impact sur les apprenantes et la communauté, basé sur les observations du personnel du projet et des membres de la communauté et sur les comptes-rendus des apprenantes, est décrit ci-dessous.

Apprenantes

Alphabétisme

Au terme du cours SMILE, les apprenantes savaient lire, écrire et calculer. Maintenant, elles savent :

- utiliser les cahiers des enfants (comprendre les observations des enseignants sur le travail de leurs enfants et y répondre),
- faire une liste de contrôle des recettes et dépenses,
- lire le contenu d'un carnet de santé.

Témoignage d'une apprenante :

« Après le cours SMILE, je sais à présent lire un livre religieux du Bouddhisme et des livres illustrés. J'emprunte des livres du coin de lecture de la classe SMILE. Je sais maintenant écrire les mots simples ».

Connaissance des soins de santé

Les participantes ont appris à prendre soin d'elles-mêmes en période de grossesse et après la naissance d'un enfant et à reconnaître l'importance des visites médicales régulières au centre de santé. Elles ont appliqué les connaissances acquises en cours SMILE chez elles avec les membres de

leur famille (par exemple, sensibiliser les enfants à l'assainissement et les amener en consultation au centre de santé lorsqu'ils sont malades au lieu d'acheter des médicaments dans un magasin).

Témoignage d'une apprenante : « Après 3 mois de cours SMILE, j'ai appris que j'avais de mauvaises pratiques sanitaires. Je ne me portais pas bien, et l'animateur m'a encouragée à aller au centre de santé [...] C'est ainsi que j'ai découvert que j'avais la tuberculose. Maintenant, je prends des comprimés prescrits par le médecin »

Autres

On note une participation accrue à la vie communautaire et familiale. Les participantes affirment avoir gagné en amour-propre, en confiance et en possibilités de revenus. En outre, elles sont devenues des éducatrices à travers le partage de leurs connaissances avec les autres membres de la communauté.

La communauté aussi a acquis des connaissances sur l'importance d'un environnement alphabétisé et de la solidarité. L'apprentissage a été transmis aux autres membres de la communauté qui n'ont pas pris part au cours SMILE (voisins, époux, enfants de mères non participantes, etc.). Plusieurs apprenantes enseignent désormais à leurs enfants à lire et à écrire et les encouragent à aller à l'école. Grâce à l'utilisation de la liste de contrôle des recettes et dépenses, certaines apprenantes ont pu économiser de l'argent pour envoyer leurs enfants à l'école. On a noté une baisse du taux d'absentéisme dans les écoles locales.

Témoignage d'une apprenante : « J'ai participé au cours SMILE parce que je voulais acquérir plus de connaissances et enseigner à ma fille. Maintenant, je sais lire, écrire et calculer et enseigner à ma fille. Parfois, nous lisons l'alphabet ensemble, et je constate qu'elle fait des progrès en lecture »

Le projet a aussi donné aux chefs de village l'occasion d'apprendre. Dans un village, sur proposition du chef après une leçon du cours SMILE sur l'importance d'entretenir les routes à des fins d'hygiène et de sécurité, les apprenantes, les animateurs et le chef de village ont mobilisé la communauté pour améliorer l'état des routes locales.

DÉFIS

L'un des défis est lié à la capacité des animateurs. Ils ont quitté l'école depuis longtemps et une animatrice avait besoin d'améliorer son niveau d'alphabétisme. Par ailleurs, ils n'ont pas d'expérience préalable en enseignement et de connais-

sances sur les questions sanitaires. Par conséquent, une formation complémentaire (un suivi) était nécessaire en plus de l'atelier d'orientation de 3 jours.

Malheureusement, certains animateurs n'ont pas fait les progrès escomptés. Les raisons exactes restent à déterminer. Des modifications doivent être apportées à la méthodologie.

Le manque de financement fait partie des principaux défis. Même si les bailleurs de fonds privés actuels sont conscients de l'importance de soutenir l'alphabetisation, le financement du projet a été difficile à obtenir.

L'extension de ce projet à d'autres zones reculées, qui comptent plus de femmes analphabètes ou néo-alphabètes, apporterait d'énormes bienfaits. Toutefois, avec les problèmes d'accessibilité de ces localités, il sera difficile pour notre personnel d'y mettre en œuvre des projets, de les suivre et d'apporter un appui permanent.

PÉRENNITÉ

Actuellement, la CWDA appuie chaque classe SMILE pendant 10 mois. Ensuite, elle en transmet la gestion aux autorités locales. Les 10 premiers mois donnent uniquement le temps aux parties prenantes (par exemple, le chef de village et le conseil communal) de commencer à comprendre le projet. En conséquence, un appui supplémentaire de la CWDA serait le bienvenu pour que le programme se pérennise et se poursuive dans les villages. Malgré cette difficulté, des mesures ont été prises pour promouvoir la pérennité du programme, notamment la rencontre avec le conseil communal pour faire inscrire le financement des cours SMILE dans les plans de développement communautaire. De même, tous les animateurs, autrefois bénévoles, sont désormais des enseignants contractuels du gouvernement, payés par l'État. La CWDA est en train de réfléchir à l'inclusion de la question de la pérennité du programme dans l'atelier d'orientation afin que les animateurs, les chefs de village et les membres de conseil communal sachent planifier la poursuite du projet après son retrait. Les apprenantes, leurs familles et les membres de la communauté tiennent profondément à la poursuite du projet. La CWDA organisera des discussions avec les conseils communaux sur la question.

LEÇONS APPRISSES

La CWDA a demandé aux autorités locales / membres des conseils communaux d'aider au suivi du projet. Toutefois, les frais de déplacement n'ayant pas été remboursés, leurs visites sont devenues moins régulières que prévu. Manifes-

tement, un suivi plus efficace passe par le remboursement des frais de déplacement. Pour un ancrage profond du programme dans la communauté et sa pérennité, il faudrait réfléchir à un appui durable (deux ans au lieu d'un pour chaque site) aux classes SMILE.

SOURCES

- Rapport annuel de la CWDA 2010
- Banque mondiale : base de données Indicateurs du développement dans le monde, juin 2012
- UNICEF (2012). La Situation des enfants dans le monde 2012 : les enfants dans un monde urbain.

CONTACT

Hun Phanna
Acting Executive Director, CWDA
19, street 242, Sangkat Boeung Prohit, Khan 7 Makara
Phnom Penh, Cambodge
Tél : 855-23-210-449
Fax : 855-23-210-487
E-mail : cwda@online.com.kh
Site Web : <http://www.pub22.net/cwda/>

Rie Koarai
Programme Specialist, Education Cooperation Division,
ACCU
6 Fukuromachi, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8484 Japon
Tél : +81-3-3269-4559
Fax : +81-3-3269-4510
E-mail : koarai@accu.or.jp
Site Web : <http://www.accu.or.jp/jp/en/index.html>

CHINE

Programme CLC (Centres d'apprentissage communautaires)

Profil de pays

Population

1 362 514 000(2013)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 2 dollars par jour)

27,2 % (2013)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PIB (2006)

4,65

Taux net d'inscription/fréquentation dans le primaire (2005–2010)

99 %

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans)

Total : 99,73 % (2015)

Hommes : 99,74 %

Femmes : 99,71 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans)

Total : 96,38 % (2015)

Hommes : 98,17 %

Femmes : 94,48 %

Sources statistiques

UNESCO : Rapport mondial de suivi sur l'EPT

UNICEF : Information par pays

Banque mondiale : World Development Indicators database
Department of Educational Development Planning under the Ministry of Education : *China Statistical Yearbook of Educational Funds (1998-2007)*, Beijing, China Statistics Press

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme CLC (Centres d'apprentissage communautaires)

Organisation chargée de la mise en œuvre

Gansu Provincial Institute of Educational Science (SCPIES)

Langues d'enseignement

bilingue

Partenaires

Oxfam Hong Kong, UNESCO, Division provinciale de l'éducation de Gansu, Académie provinciale d'agronomie de Gansu

Date de création

1998

HISTORIQUE ET CONTEXTE

La Chine a accompli, ces dernières années, des pas de géant en matière de généralisation de l'éducation de base. Suite à la mise en œuvre concluante d'une vaste campagne nationale d'alphabétisation qui remonte aux années 1950, le gouvernement chinois a adopté la loi instaurant l'éducation obligatoire (1986), qui garantit à tout enfant de 6 à 15 ans le droit à neuf ans d'éducation gratuite (de l'élémentaire au premier cycle du secondaire). En un mot, ladite loi a rendu l'accès à l'éducation gratuit et obligatoire pour tout enfant.

En 1988, le gouvernement a en outre instauré le célèbre et ambitieux système dit des « deux fondamentaux », qui avait essentiellement pour but de consolider la loi de 1986 et, partant, d'améliorer l'accès à une éducation de base de qualité pour tous, mais aussi d'étendre l'éducation non formelle des adultes et d'éradiquer l'analphabétisme des adultes avant l'an 2000. Suite à ces initiatives politiques, l'investissement public dans le secteur éducatif a fortement augmenté au fil des années. C'est ainsi qu'en 2010, le recensement national a révélé que la Chine avait atteint des taux nets de scolarisation et d'alphabétisme des jeunes quasi-universels (voir ci-dessus), tandis que son taux total d'alphabétisme des adultes montait en flèche, passant de 66 % en 1982 à 91 % en 2000, puis à 94 % en 2010. Globalement, le taux d'analphabétisme chez les jeunes et la couche démographique d'âge mûr avait chuté de plus de 80 % à environ 5 %.

Toutefois, ces acquis remarquables masquent d'énormes disparités qui continuent de frapper le système éducatif chinois. En effet, il a été établi qu'en dépit de sérieux efforts visant à promouvoir l'éducation pour tous, d'énormes disparités en termes d'accès à l'éducation de base subsistent entre certaines régions de la Chine, caractérisées par la diversité géographique, économique et démographique. Par exemple, à Gansu, une province des plus pauvres et sous-développées du pays, le niveau global d'éducation reste très faible, tandis que l'application des neuf ans d'éducation obligatoire n'a connu qu'un succès mitigé, dû à l'absence de financement soutenu et aux niveaux élevés de pauvreté (malgré la gratuité de l'éducation, les parents sont obligés de payer des frais connexes, exorbitants pour beaucoup d'habitants). Cette triste réalité se reflète de manière poignante dans le taux net de scolarisation de la province, qui tourne autour de 79 % contre une moyenne nationale de 99 % pour la période 2005-2010, mais aussi dans son taux d'abandon scolaire moyen, de 15 à 30 % pour la même période. Pour cette raison, plus de 20 % de la population totale de Gansu, qui compte plus de 24 millions de personnes, étaient analphabètes ou semi-analphabètes en 2000. Actuellement, le taux global d'analphabétisme de la province avoisine 8,69 %, tandis que l'analphabétisme touche respectivement 20 et 40 % des hommes et des femmes adultes.

C'est dans ce contexte que l'Institut provincial des sciences de l'éducation de Gansu (SCPIES, Gansu Provincial Institute of Educational Science) a initié en 1998 le programme CLC (Centres d'apprentissage communautaires) en vue de lutter contre le fléau de l'analphabétisme, de promouvoir le développement socioéconomique général et la production agricole de la province (environ 75 % de la population de Gansu vivent en zone rurale et, de ce fait, dépendent fortement de l'agriculture), mais aussi d'améliorer le bien-être global de la population.

LE PROGRAMME CLC

Proposé sous forme d'éducation non formelle, le programme CLC est une vaste initiative communautaire intégrée d'alphabétisation et de formation aux compétences de la vie courante principalement destinée aux jeunes et aux adultes (15-45 ans) non scolarisés analphabètes et semi-analphabètes des comtés socioéconomiquement sous-développés de la province de Gansu. Dans un premier temps, le programme a été mis en œuvre dans le village de Shibaxian du comté de Zhenyuan (province de Gansu) dans le cadre de la politique du gouvernement central baptisée « ouvrir l'ouest », essentiellement « conçue pour relever le niveau de développement [et, partant, le niveau de vie des habitants] des provinces occidentales pauvres, qui accusent du retard par rapport à celles du littoral oriental en termes de prospérité ». À cet effet, le programme propose aux apprenants une alphabétisation de base et une formation aux compétences de la vie courante contextualisées dans divers domaines :

- alphabétisation de base (lecture, écriture et arithmétique/mathématique) ;
- formation portant sur les activités de subsistance ou génératrices de revenus (techniques agricoles, élevage, production de cultures de rente, apiculture, etc.) ;
- genre et vulgarisation sanitaire (VIH/ sida, santé maternelle, mortalité infantile, planning familial, hygiène corporelle, assainissement, santé de la reproduction, nutrition familiale, etc.) ;
- gestion / protection de l'environnement.

L'adoption d'un tel curriculum intégré vise avant tout à améliorer les taux de participation au programme et de rétention, mais aussi à permettre au SCPIES de répondre efficacement aux besoins d'apprentissage des différents participants, qui s'intéressent en majorité à l'acquisition de compétences pratiques de la vie courante, susceptibles d'améliorer leur niveau de vie et de favoriser leur autonomie.

Buts et objectifs

Le programme CLC vise essentiellement à lutter contre le fléau de l'analphabétisme et à favoriser le développement socioéconomique de la province de Gansu, notamment dans le comté de Zhenyuan, le plus pauvre de la province. Plus particulièrement, il se donne pour objectifs de :

- lutter contre le fléau de l'analphabétisme chez les jeunes et les adultes socialement défavorisés et marginalisés de la province ;
- promouvoir l'accès équitable et durable à l'éducation de base de qualité pour tous ;
- promouvoir une culture et un système d'apprentissage permanent dans les zones rurales marginalisées ;
- améliorer la productivité agricole afin d'accroître les revenus des populations rurales et de lutter contre la pauvreté en zone rurale ;
- promouvoir le développement socioéconomique des zones rurales ;
- autonomiser les collectivités rurales ;
- soutenir les programmes éducatifs gouvernementaux, en particulier l'éducation de base obligatoire de neuf ans ;
- renforcer la cohésion sociale.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODES

- À ce jour, le SCPIES a mis en place divers dispositifs pratiques visant à favoriser la mise en œuvre efficace et durable du programme CLC, notamment :
- la construction du Centre d'apprentissage communautaire rural de Shibaxian, qui abrite les activités du programme ;
- la mobilisation des apprenants par le biais de programmes de sensibilisation communautaires ;



- les rapports fonctionnels avec d'autres institutions spécialisées, dont les agents des bailleurs de fonds ou les écoles et instituts spécialisés locaux.

Recrutement et formation des facilitateurs du programme

La mise en œuvre des programmes éducatifs communautaires non formels se heurte très souvent au manque de ressources humaines de qualité. C'est en particulier le cas de la province de Gansu, qui est non seulement sous-développée mais aussi durement frappée par la migration de sa population jeune instruite vers la frontière orientale plus développée, en quête d'un avenir plus prometteur. Pour contourner cet obstacle et favoriser la mise en œuvre efficace et durable du programme CLC, le SCPIES a noué des partenariats fonctionnels avec diverses institutions spécialisées : division provinciale de l'éducation, académie provinciale d'agronomie, division de la santé de Gansu et école locale (village de Banpo). Non seulement ces institutions donnent des conseils techniques au SCPIES en matière de conception et d'élaboration du curriculum et de mise en œuvre du programme, mais aussi elles envoient des spécialistes dispenser une formation spécialisée aux apprenants du programme CLC. La plupart de ces facilitateurs n'étant pas formés en éducation non formelle et manquant d'expérience en formation pratique, le SCPIES les dote de diverses connaissances en la matière :

- Conception, réalisation et utilisation de supports d'enseignement-apprentissage ;
- Préparation des cours ;
- Méthodes ou approches d'enseignement-apprentissage pour les adultes ;
- Pratiques en matière de tenue de classe ;
- Conception et réalisation de supports d'enseignement-apprentissage adaptés ;

- Gestion de programmes CLC et formation de réseaux avec les autres parties prenantes ;
- Analyse et évaluation des résultats d'enseignement-apprentissage.

Une fois formés, les spécialistes accrédités sont chargés de fournir aux apprenants des services d'alphabétisation et de formation portant sur les activités de subsistance, contre un salaire journalier d'environ 1500 yuans (environ 155 USD).

Conception des supports d'enseignement-apprentissage

Dans le but de favoriser la mise en œuvre efficace et durable du programme CLC, le SCPIES a conçu divers supports d'enseignement-apprentissage à l'intention des apprenants et des facilitateurs. En outre, il a adopté d'autres supports conçus et réalisés par ses partenaires institutionnels, dont les suivants :

- lire et écrire dans la vie (réalisé par la division provinciale de l'éducation de Gansu) ;
- mathématique et arithmétique dans la vie (réalisé par la division provinciale de l'éducation de Gansu) ;
- prévention du sida.

Approches d'enseignement-apprentissage

Comme indiqué plus haut, le programme CLC est une initiative intégrée d'alphabétisation de base et de formation aux compétences de la vie courante, dont la conception contraint les apprenants à suivre les deux volets du cours. C'est ainsi que les unités d'enseignement-apprentissage sont conçues ou structurées comme suit :

- **Alphabétisation.** Deux enseignants qualifiés de l'école locale (village de Banpo) ont été engagés pour dispenser



des cours d'alphabétisation (lecture, écriture et arithmétique) aux apprenants à l'aide de supports d'enseignement-apprentissage conçus et réalisés par la division provinciale de l'éducation de Gansu. À ce jour, cinq cohortes d'un total de 220 apprenants ont été formées.

- **Formation agricole.** Des spécialistes de l'Académie provinciale d'agronomie de Gansu ont été recrutés pour former les apprenants aux pratiques optimales en matière de production commerciale de diverses cultures locales (noix, pommes, blé, maïs, millet commun, haricots, etc.) et d'élevage (vaches, moutons, lapins, etc.). Ce cours est dispensé en trois jours, à l'issue desquels les apprenants reçoivent des supports d'apprentissage pratique à domicile. À ce jour, environ 612 apprenants ont participé à la formation agricole.
- **Vulgarisation sanitaire.** Les cours de vulgarisation sanitaire sont dispensés par des étudiants bénévoles des écoles de médecine locales. Plus de 852 apprenants y ont participé.

En plus de ces activités principales, le programme propose des séances d'orientation professionnelle à ceux qui envisagent de migrer vers d'autres régions en quête de travail et offre de l'assistance scolaire aux écoliers au niveau du centre. À ce jour, près de 425 apprenants ont participé aux cours d'orientation professionnelle. Par ailleurs, le centre abrite diverses activités sociales ainsi que des activités d'apprentissage génératrices de revenus comme la broderie.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Impact

Le programme CLC a fortement contribué au développement, à la lutte contre la pauvreté par le biais de la productivité agricole, à l'autonomisation sociale et à la création de milieux alphabétisés dans le village de Shibaxian. Plus particulièrement, il a eu les principaux effets suivants :

Le taux d'analphabétisme du village de Shibaxian a chuté de 22,9 à 3,26 % depuis le démarrage du programme. La plupart des diplômés savent désormais lire et écrire environ 2 000 caractères chinois de base. En outre, le programme a donné naissance à une culture de l'apprentissage au sein de la communauté et, de ce fait, beaucoup de parents sont désormais plus disposés à accompagner l'éducation de leurs enfants que par le passé.

Le programme a permis à de nombreux villageois d'initier des projets générateurs de revenus viables et d'améliorer ainsi leur niveau de vie, mais aussi de promouvoir le développement communautaire. Par exemple, avant de parti-

ciper au projet de formation agricole du programme CLC, Wang Naiwa était fortement dépendant de l'agriculture de subsistance. Mais, après y avoir participé, il s'est lancé dans un projet viable de production agricole et de castorette et gagne maintenant autour de 5 000 yuans (environ 775 USD) par an. Non seulement ce projet l'a affranchi de sa forte dépendance de l'agriculture de subsistance, mais il lui a également évité les migrations annuelles vers d'autres régions à la recherche de travail. De plus, il lui a permis de produire plus de ressources alimentaires pour sa famille et d'investir dans l'éducation de ses enfants.

Outre l'amélioration du niveau de vie local, le programme permet aussi à la population d'initier ensemble des activités sociales. À cet égard, il a contribué à renforcer la cohésion sociale, la coexistence pacifique et les diverses pratiques culturelles locales.

Le programme a donné aux citoyens ordinaires des chances de participer de façon proactive à la gestion et à l'administration du centre d'apprentissage. Cette approche participative de la gestion du programme CLC a permis aux populations de mieux cerner les limites et les possibilités du processus éducatif et de mieux en apprécier les résultats, mais aussi de s'impliquer davantage dans le développement de leur communauté.

DÉFIS

En dépit de ces résultats probants, le programme reste confronté à des défis d'ordre pratique. Le plus souvent, les populations ont du mal à concilier le besoin de participer aux cours à la nécessité de pratiquer leurs activités de subsistance quotidiennes. Ce dilemme a souvent contraint des apprenants potentiels à renoncer au programme ou à n'y participer que par intermittence. En outre, certaines pratiques culturelles, telles que l'éducation des enfants, ont entravé la participation de nombreuses femmes. Par ailleurs, le programme manque de financement, son seul et unique partenaire financier étant Oxfam Hong Kong. Les contraintes financières ont, à leur tour, obligé le SCPIES à limiter les effectifs et à réduire le nombre d'activités organisées au centre.

CONTACT

SCPIES
Qin Zhigong (chef de projet)
E-mail qinzhigong@126.com
Tél. : 0931-8960679
Fax : 86-0931-8960679

Enseigner aux nomades dans leur habitat

Profil de pays

Population

1 210 193 422 (2011)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour)

42 % (2005)

Langue officielle

Hindi et anglais

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

4,1

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (2005–2010)

95 %

Taux d'achèvement du primaire

90 %

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans, 2005 – 2010)

Femmes : 74 %

Hommes : 88 %

Total : 81 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2005–2010)

Femmes : 51 %

Hommes : 75 %

Total : 63 %

Sources statistiques

UNESCO : EFA Global Monitoring

UNICEF

World Bank : World Development Indicators database

Nation Master

Présentation générale du programme

Titre du programme

Enseigner aux nomades dans leur habitat

Organisation chargée de la mise en œuvre

Rural Litigation And Entitlement Kendra (RLEK)

Langues d'enseignement

Hindi, Gujjari

Partenaires

The Ministry of Human Resource Development, Government of India (the first three years), the community

Date de création

1993

CONTEXTE ET HISTORIQUE

Avec plus de 350 communautés tribales, on estime que l'Inde a une population nomade d'au moins 60 millions (entre 7 et 10 % de la population). Malheureusement, la marginalisation continue de caractériser l'expérience nomade tandis que les programmes de conservation de l'environnement et l'urbanisation continuent de menacer les moyens de subsistance des

nomades. Les Van Gujjars, nomades légendaires et colorés de l'Uttarakhand indien, ne constituent pas une exception.

Pendant des siècles, la communauté de Van Gujjars a vécu dans les forêts de Siwalikand, les pâturages himalayens des hauts plateaux où elle passe les mois d'été. Les populations ont développé une relation durable avec l'environnement, devenant partie intégrante de sa biodiversité. Leurs vies sont centrées sur leurs buffles et les produits laitiers. Cependant, au cours des dernières décennies, les Van Gujjars comme beaucoup d'autres groupes nomades ont dû faire face à des changements rapides de leur mode de vie, tandis qu'une grande partie des politiques « du haut vers le bas » leur restent très hostiles. Il est profondément regrettable que des iniquités et des injustices systémiques aient privé ces communautés de leurs droits humains fondamentaux tels que le droit d'accès à l'éducation. Du fait de leur mode de vie nomade et de leur réticence à sortir de leurs maisons forestières, les Van Gujjars pacifiques et végétariens sont restés essentiellement analphabètes.

C'est dans ce contexte que depuis plus de quatre décennies, le *Rural Litigation and Entitlement Kendra* (RLEK) – une Organisation non gouvernementale travaille avec les communautés tribales et nomades, dans l'État d'Uttarakhand situé dans les collines. L'organisation a évolué après des années de lutte contre la discrimination à l'égard des communautés Van Gujjari défavorisées et marginalisées de la région. La stratégie de l'organisation a été « Atteindre les exclus » et « Intégrer les exclus. » Ses efforts visent à parvenir à « une société juste et durable » et son énoncé de mission a été d' « autonomiser les groupes autochtones, les populations marginalisées, les femmes et les enfants pour faire valoir leurs droits. »

Pour atteindre ces objectifs, la RLEK a, depuis sa création en 1970, poursuivi différentes lignes d'actions et conduit des projets dans des domaines variés mais liés entre eux, comme la protection juridique, l'égalité des sexes, les droits des femmes et l'autonomisation, la protection de l'environnement, les droits humains ainsi que l'éducation et l'alphabétisation des adultes.

Sous l'égide de la Mission nationale d'alphabétisation, la RLEK a identifié l'analphabétisme des Van Gujjars comme étant à l'origine de leur exploitation. Pour remédier à la situation, elle a commencé, au début des années 1990, un programme d'alphabétisation pour adultes unique et innovant – *Enseigner aux nomades dans leur habitat*. Le programme a été évalué aux niveaux à la fois national et international. En 1998, le Prix du Rotary International pour service à l'humanité (Inde) a été décerné à la RLEK pour son programme novateur de formation pour les Van Gujjars. Dans la même année, le programme a remporté le Prix de la Mission nationale d'alpha-

bétisation de l'UNESCO (UNESCO-NLM) pour sa contribution exceptionnelle au Programme d'éducation des adultes de la communauté tribale Van Gujjar.

Buts et objectifs

Les principaux objectifs du programme sont les suivants :

- Promouvoir l'alphabétisation dans la communauté Van Gujjar avec un accent particulier sur l'amélioration de ses compétences en matière de subsistance qui dépend principalement des marchés de produits laitiers
- Sensibiliser la communauté et la protéger contre l'exploitation de la part des agents forestiers et des prêteurs
- permettre à la communauté de défendre ses droits et mettre un terme à l'oppression à laquelle elle a dû faire face depuis des années.

Le fléau de l'analphabétisme

L'analphabétisme et l'ignorance croissante les ont mis à la merci des représentants du gouvernement, de la bureaucratie forestière, des prêteurs, des intermédiaires et des vendeurs de lait. Les Van Gujjars marginalisés et politiquement inexistantes ont l'habitude d'être floués de leur dû par les vendeurs de lait, tout simplement parce que la communauté ne sait pas compter et tenir une comptabilité du lait fourni et du paiement reçu. Pendant longtemps, les Van Gujjars se sont livrés au troc du lait contre les produits qui leur étaient quotidiennement nécessaires. En fait, les vendeurs de lait avaient l'habitude d'accorder des prêts aux Van Gujjars à un taux d'intérêt très élevé, et de leur livrer à domicile les produits dont ils avaient besoin, par exemple l'alimentation du bétail, ce qui créait une dépendance de la communauté à leur égard. Les Van Gujjars sont de vrais disciples de Gandhi, croyant au « besoin » et non à l'« avidité ». Leur philosophie est que l'on ne devrait pas avoir plus de biens qu'on ne peut en transporter sur son dos ou sa mule.

Instinct nomade

Les écologistes qui ont étudié la communauté de près soulignent que la pratique nomade contribue à la régénération de la végétation dans les espaces de forêt laissés inoccupés par la communauté pendant l'été. Et à l'approche de l'hiver, les Van Gujjars retournent à ces espaces dans les Shivaliks. Pour ceux qui sont peu habitués à un tel mode de vie nomade l'instinct de la communauté peut apparaître terriblement ingrat et anachronique. Mais le nomadisme a ses propres récompenses et ses propres plaisirs. Les Van Gujjars, qui ont une vision saine des méandres de la nature, peuvent être dé-

crits comme des botanistes aux pieds nus, car ils connaissent chaque plante et chaque herbe dans et autour de leurs maisons forestières.

L'alphabétisation, la solution

Le mode de vie nomade, impliquant l'habitation au fond de la forêt et une population disséminée sur une vaste étendue géographique rend terriblement difficile la tâche de transformation des Van Gujjars en personnes alphabétisées. En outre, ils ne sont pas mentalement à l'écoute des avantages que comporte l'exposition à l'alphabétisation et l'éducation. Mais le programme de la RLEK était clairement de ne pas modifier les schémas culturels des Van Gujjars, car il n'existait que pour le plaisir de créer un programme qui fonctionne bien d'alphabétisation des adultes. La RLEK croyait à la préservation de la culture de Van Gujjars et au renforcement de leur culture par l'éducation.

PROGRAMME DE FORMATION INNOVANT

Pour soutenir ce programme ambitieux et novateur d'éducation des adultes, on a mis en place une sorte d'académie forestière, avec 350 enseignants bénévoles très motivés. Ces jeunes « *missionnaires en alphabétisation* » aux pieds nus ont été formés et déployés dans les colonies Van Gujjar pour enseigner à domicile aux tribus. En effet les campagnes d'éducation dans la forêt profonde de la RLEK n'étaient pas sans rappeler la gorkula de l'Inde antique où enseignants et enseignés avaient une « *relation noble et durable*. » Par exemple, Puran Singh, un enseignant qui avait l'habitude de dormir dans les habitations de la communauté, avec les troupeaux de buffles, a appris à ses membres à lire les panneaux routiers, les panneaux publicitaires et les numéros d'immatriculation des véhicules lourds, dont beaucoup dépassaient en trombe Dehra Dun (capitale de l'État d'Uttarakhand) après avoir tué le bétail des nomades. Les horaires de l'enseignement ont été fixés après prise en compte des habitudes quotidiennes de la communauté. Pour les familles Van Gujjar dans le RNP c'était un prestige que d'accueillir ces enseignants volontaires. En effet, le partage du style de vie coloré et sain de cette tribu nomade pastorale était une nouveauté pour eux.

Les enseignants mobiles

Afin de prévenir la rechute, les enseignants parcouraient la forêt avec la communauté et leurs troupeaux de bisons au cours de leur transhumance et restaient aussi avec eux dans les pâturages de montagne pendant les mois d'été. Et ils retournaient vers les forêts des Shivaliks pour l'hiver avec la communauté. De cette façon, on était sûr qu'il y avait continuité dans le programme d'alphabétisation des adultes, qui

a mis l'accent sur les aspects fonctionnels de l'alphabétisation, ce qui rend la communauté autosuffisante en matière de tenue de ses comptes, de plaintes contre la police, d'hébergement, de pétition aux autorités pour le redressement de griefs et de lutte pour leurs droits. La communauté a appris à lire et à écrire en hindi en plus des opérations arithmétiques simples.

Menace pour le programme

La campagne RLEK d'alphabétisation des adultes s'est également heurtée à l'opposition des autorités RNP qui ont essayé de mettre des obstacles à la mobilité des enseignants bénévoles, en citant les dispositions des lois de conservation des forêts. En Lai Nambardar, un ancien Van Gujjar de Mohand a dit : « Ils (la RLEK) font ce que personne d'autre n'osait faire ou ne pensait même faire. »

La RLEK a reçu trois lettres d'avertissement du ministère des Forêts affirmant que l'éducation des Van Gujjars dans la zone forestière était illégale et que le programme d'éducation des adultes (qui était un programme national) devait être arrêté avec effet immédiat. Le département des forêts a en outre ajouté que si le programme n'était pas interrompu avec effet immédiat les bénévoles seraient arrêtés. Par la suite, la RLEK a convoqué une réunion de Van Gujjars et des bénévoles, où elle déclarait que tout bénévole qui serait arrêté pour avoir éduqué les Van Gujjars recevrait une récompense de Rs. 10000 de la RLEK et aussi qu'une lettre serait écrite au Président de l'Inde afin que ces bénévoles soient honorés. Cette annonce a réinstauré la confiance et le courage parmi les jeunes volontaires. Après avoir vu le courage et l'engagement des jeunes éducateurs le Département des forêts a été contraint au silence.

Utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)

La RLEK pense que si vous renforcez les capacités d'une personne vous diminuez celles d'une autre. Cela était vrai dans le cas des Van Gujjars qui ont vu leurs capacités renforcées par le programme d'éducation des adultes. Ils ont fait l'objet de harcèlement de la part du service forestier et des vendeurs de lait / intermédiaires, ce harcèlement atteignant son apogée en 1994. La RLEK a alors demandé au ministère des télécommunications, gouvernement de l'Inde, d'attribuer deux fréquences sans fil soit 167,525 MHz & 167,725 MHz et la RLEK a distribué 100 sets sans fil aux Van Gujjars, de sorte qu'en situation d'urgence, ils peuvent communiquer les uns avec les autres... C'est ainsi que la RLEK a utilisé les TIC sous forme de téléphone sans fil, ce qui a donné à ces communautés la confiance et le coup de pouce nécessaires. Maintenant, chaque famille utilise également les téléphones mobiles.

L'Organisation des Nations Unies m'a invité en tant que conférencier et M. Talib, un Van Gujjar néo-alphabétisé et utilisateur de la technologie sans fil lors du Sommet mondial tenu à Genève en décembre 2003 pour prononcer une allocution sur l'importance du contenu local dans les technologies de l'information et de la communication.

UNE CAMPAGNE PLEINE DE DÉFIS

Pour contrer l'argument selon lequel la campagne d'alphabétisation de la RLEK dans les colonies Van Gujjar était « de la poudre aux yeux » et un « coup de pub », des Saksharata Mela (Festivals d'alphabétisation) Van Gujjar ont été organisés à Mohand près de Dehra Dun tous les 6 mois, où les néo-alphabétisés Van Gujjar hommes, femmes et enfants ont démontré leur compétence en littératie, en présence des éducateurs, des travailleurs sociaux et des administrateurs. Mustaq, un jeune garçon Van Gujjar de Saharanpur dit qu'il y a un an son univers se limitait à quelques buffles en pâturage et à la vente de lait. Il a été assez franc pour affirmer : « je ne savais même pas ce que c'était l'alphabétisation ».

De même, une jeune fille Van Gujjar Fatima Bibi dit : « J'ai assimilé un peu de mathématiques, je peux maintenant facilement calculer la quantité de lait que je vends et frapper du pied quand mes clients refusent de payer un montant approprié ». Un autre adulte Van Gujjar Abdul Rehman observe : « Maintenant, non seulement nous maintenons la propreté dans nos colonies, mais nous avons également pris conscience de quelque chose qui s'appelle l'hygiène personnelle. »

Grâce à l'exposition à l'alphabétisation fonctionnelle, les Van Gujjars jadis dociles ont maintenant commencé à s'affirmer. Beaucoup de néo alphabétisés Van Gujjars, hommes et femmes sont maintenant en train de discuter des vertus d'une petite famille et diverses méthodes de contrôle de la fécondité. Après l'inscription des membres de la communauté sur la liste électorale, de nombreux hommes et femmes Van Gujjar se sont engagés avec succès dans les élections du Panchayat. De plus, beaucoup d'entre eux sont devenus Panchayat Pradhans (chefs). Témoignant de l'audace et de la confiance que le programme d'alphabétisation des adultes a contribué à développer en eux, de nombreux hommes et femmes Van Gujjars se sont adressés à des publics internationaux dans des pays comme le Danemark et le Brésil.



LE SUCCÈS DE L'ÉDUCATION DES ADULTES CRÉE LA DEMANDE POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS

Le succès et les avantages de l'alphabétisation des adultes ont poussé les adultes Van Gujjar à demander à la RLEK de créer des écoles pour dispenser l'éducation formelle à leurs enfants. Ainsi, le succès de l'éducation des adultes a créé la demande pour l'éducation des enfants lors que les adultes se sont rendu compte que si leurs enfants prenaient un bon départ dans la vie grâce à l'éducation, cela serait bénéfique pour la communauté de façon synergique. Ces adultes sont la première génération à être éduquée et même leurs enfants sont aussi la première génération à recevoir une éducation formelle. Ainsi la RLEK a mis en place quatre écoles bien équipées exclusivement pour les enfants de la communauté Van Gujjar à Mohand, Dhaula Thappar, Sahasra et Tarbar à Gaidikhata.

Ces écoles sont un renversement de l'approche habituelle « du haut vers le bas » car la RLEK croit en la puissance de la base ; ainsi le terrain pour l'école est donné par la communauté, tandis que le coût de la construction, des meubles, etc. est pris en charge par la RLEK avec le soutien d'un financement externe. Non seulement cela fonctionne comme structure de partage des coûts, mais cela permet aussi la participation active de la communauté. L'emplacement de l'école est décidé selon les spécifications de la communauté, ce qui élimine le problème de l'accès.

Dans un effort pour parvenir à un développement holistique à travers l'éducation, la RLEK a facilité le travail de toutes ses écoles avec des bibliothèques bien équipées, non seulement pour les enfants de l'école, mais aussi les néo-alfabétisés de la communauté.

LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Avec le soutien du ministère du Développement des ressources humaines du gouvernement de l'Inde, la RLEK a commencé le programme d'éducation des adultes dans la Communauté Van Gujjar en octobre 1993. La nécessité d'initier un programme d'alphabétisation a été identifiée dans l'une des interventions sur l'évaluation des besoins menées par la RLEK dans la communauté Van Gujjar. Dans l'une des grandes réunions ouvertes dans les forêts, certains membres de la communauté ont déclaré que la plupart des problèmes auxquels ils sont confrontés découlent de l'analphabétisme. En prenant une mesure dans l'immédiat, la RLEK, a mené des enquêtes pour évaluer la demande en matière de programmes d'alphabétisation. Presque toute la communauté a répondu positivement. Grâce à la poursuite des négociations, il a été suggéré que, pour commencer un programme d'alphabétisation, la RLEK fournisse gratuitement des enseignants et du matériel didactique et que la communauté contribue en fournissant nourriture et logement. Au départ, environ 500 Van Gujjars ont montré leur intérêt pour un tel arrangement et le programme d'alphabétisation a donc débuté avec ces familles. Après examen de la suite du programme, les familles qui étaient réticentes ou sceptiques au début ont ensuite également demandé à participer.

Le programme *Enseigner aux nomades dans leur habitat* constituait une intervention axée sur les besoins et contrairement à ce qui se passe dans de nombreux programmes d'alphabétisation similaires qui ciblent les enfants, la RLEK a décidé d'axer le programme d'alphabétisation sur les adultes. L'hypothèse sous-jacente de l'adoption d'une telle approche est l'idée qu'une fois qu'ils ont compris l'importance de l'édu-

cation, les adultes vont automatiquement demander et soutenir l'éducation de leurs enfants.

Pour s'adapter au mode de vie particulier des nomades et à leur contexte social et économique, la RLEK a utilisé une série de mesures innovantes. Tout d'abord, l'alphabétisation a été intégrée à d'autres questions qui préoccupent la communauté, comme la santé et la sécurité des moyens de subsistance, offrant ainsi une opportunité pour l'autonomisation économique et sociale.

En outre, comme il a été décidé de maintenir l'intérêt des apprenants et d'éviter de longues pauses, les enseignants bénévoles ont donc voyagé avec la communauté au cours du cycle de migration. Le programme était unique en ce sens que les bénévoles se sont adaptés au mode de vie des Gujjars et il n'y a pas eu de perturbation dans l'enseignement pendant la migration. Pour assurer le maintien de continuité de l'éducation au cours de l'été, la saison où les Gujjars parcourent la partie supérieure de l'Himalaya avec leurs troupeaux de bétail, ces enseignants volontaires ont rejoint la caravane Gujjar. De même, ils sont descendus vers les plaines avec les Gujjars au début de l'automne. Cette activité a été nommée « alphabétisation en mouvement ».

Les méthodes d'enseignement adoptées combinaient des cours et un système participatif fondé sur les besoins et les demandes des apprenants. Les langues locales (Gujjari) et l'hindi étaient utilisées comme principales langues d'enseignement. Les enseignants aux pieds nus de la KLEK organisaient des classes sous les arbres aux moments qui convenaient aux membres de la communauté. Des cours du soir ont été organisés pour les membres de la communauté qui n'avaient pas de temps pendant la journée.

La participation de la communauté a été une caractéristique très particulière du programme Enseignement des nomades dans leur habitat. Cet enseignement se poursuit et est toujours en cours durant tout le processus de planification et de mise en œuvre du programme.

Matériel d'apprentissage

Le matériel didactique a été préparé avec l'aide de la communauté et tous les efforts ont été faits pour s'assurer que le contenu est pertinent pour la réalité sociale de la vie nomade. On s'est servi du contenu localisé pour faciliter et améliorer l'apprentissage de la communauté. Les apprenants potentiels ont également été impliqués dans tout le processus.

Trois manuels de débutants, appelés 'Naya Safar' (Nouveau voyage) basés sur la technique Rythme et contenu améliorés d'apprentissage (IPCL), ont été préparés avec l'assistance de

la communauté, en hindi et en Gujurati – les langues locales de la communauté – et ont pris en compte le vocabulaire spécifique des nomades et leur expérience au jour le jour. Les histoires et les paraboles de la vie quotidienne des Van Gujjar, ainsi que des leçons sur les systèmes coopératifs, l'harmonie sociale, l'importance de la conservation de l'environnement, l'hygiène personnelle, la planification familiale, les soins de santé de l'enfant, la vaccination, l'éducation, l'élevage de bétail, la production de lait et le marketing ont également été incluses.

Recrutement et formation des enseignants volontaires

Le premier groupe de professeurs se composait de 350 bénévoles qui ont voyagé avec la communauté des contreforts de l'Himalaya aux hautes cimes alpines. Chaque volontaire a été mis en charge de cinq familles vivant à proximité.

Les enseignants volontaires ont été sélectionnés parmi les diplômés du secondaire à la recherche d'un emploi. Presque aucun d'entre eux n'avait d'expérience de l'enseignement et au début, certaines des familles étaient donc sceptiques. Étant donné que les bénévoles devaient se déplacer avec la communauté, on s'est bien assuré qu'ils étaient physiquement en forme et à même de gérer des conditions difficiles. Les volontaires ont reçu une formation d'un mois sur la culture et les pratiques de la communauté Van Gujjar ainsi qu'une formation spéciale sur la vie dans la forêt et en méthodologie de l'apprentissage (c'est à dire, enseignement des compétences pour les bénévoles).

Les enseignants volontaires n'étaient pas rémunérés, mais des dépenses d'urgence étaient prévues. L'hébergement et la restauration étaient également pris en charge par la collectivité et les bénévoles partageaient la nourriture des membres de la communauté.

SUIVI ET ÉVALUATION

Afin de garantir la transparence et aussi comme moyen d'auto-évaluation, chaque année des Shaksharta Mela (Salons alphabétisation) sont organisés, au cours desquels les membres de la communauté montrent au public, à la presse et aux citoyens intéressés leurs compétences nouvellement acquises pour que les gens voient de leurs propres yeux à quel point la communauté a appris à lire et à écrire. En outre, des évaluations internes et externes sont également menées pour évaluer les résultats. Les rapports d'évaluation ont été soumis à l'organisme de financement chaque année. À la fin de la troisième année du programme, une évaluation externe a été menée par le ministère du Développement des ressources humaines.

DÉFIS ET IMPACT

Défis

Le principal défi du travail avec les Van Gujjar a été la marginalisation et l'isolement de la communauté. Étant donné que la communauté réside dans les forêts qui sont coupées du monde extérieur, il a été non seulement très difficile d'atteindre la communauté, mais aussi d'apporter ses voix et ses préoccupations au niveau de l'élaboration des politiques et aussi d'élaborer des programmes en fonction des besoins et demandes réels de ses membres.

En outre, le mode de vie nomade et la migration saisonnière de la communauté ont apporté leurs propres défis au programme. Les volontaires ont dû être très engagés car travailler signifiait survivre dans des conditions difficiles.

Impact

Un total de 21 000 Gujjars ont été alphabétisés dans le cadre de ce programme. L'alphabétisation a été définie comme la capacité à lire et à écrire et les trois niveaux suivants ont été introduits afin d'évaluer les compétences en littératie des participants :

- Niveau 1 – la personne peut écrire son nom et lire et écrire les nombres entre 1 et 50, au rythme d'une trentaine de mots par minute.
- Niveau 2 – la personne peut lire et écrire des phrases simples et courtes et est capable d'écrire en symétrie et utiliser la bonne distance entre les mots. La personne peut lire et écrire des nombres compris entre 1 et 100 et aussi faire de simples opérations mathématiques telles que l'addition et la soustraction
- Niveau 3 – la personne peut lire des annonces sur les panneaux d'affichage, des instructions sur les routes forestières, les titres des journaux, et remplir les formulaires de tous les jours. En plus de la soustraction et l'addition, la personne peut comprendre et se servir de la multiplication et de la division ainsi que des concepts tels que le temps, le poids, la mesure, le calcul de devises, la distance, la surface, les taux d'intérêt, etc.

Aux niveaux 2 & 3 le rythme de lecture doit être augmenté par rapport au niveau 1. Au niveau 2 & 3 la différence de rythme de lecture dépend des mots, de la longueur des phrases, des voyelles et des expressions. Veuillez jeter un coup d'œil sur le tableau ci-dessous :

Niveau	Longueur de la phrase	Longueur du paragraphe	Contenu de la longueur
1	2-6 mots	25-30	250-350
2	7 mots	30-40	350-500
3	8 mots	40-50	500-750

Aux niveaux 2 et 3, une personne peut lire et écrire les nombres et faire une addition et une soustraction avec les calculs simples comme la multiplication, la division, les litres, millilitres ou kilogrammes, grammes, roupies, paisa, etc. Le concept est très clair : ils partent de compétences simples vers des compétences plus complexes et augmentent graduellement leur vitesse en lecture, en écriture et en calcul. Si nous divisons tous les symboles sonores en cinq catégories : très élevé, élevé, moyen, faible et nul, les symboles sonores qui entrent dans la catégorie très haut niveau utilisent 1 et ceux qui tombent dans la catégorie élevée et modérée seront au niveau 2 et le reste au niveau 3. Le lancement réussi du programme l'a conduit à passer à une deuxième phase où le programme de formation continue en aidant les néo-alphabétisés à se servir de leurs compétences en littératie pour obtenir des informations sur divers sujets tels que la santé, l'assainissement, la protection et la gestion de l'environnement, les droits des personnes, la vaccination des enfants, les soins vétérinaires, etc. Dans l'ensemble, les initiatives en matière d'alphabétisation de cette communauté se sont soldées par une amélioration de leurs capacités de négociation et de leur autonomisation. En conséquence, la communauté a pu se battre pour ses droits. Depuis lors, le harcèlement par le service forestier a diminué à mesure que la communauté a été à même de lire les décisions du gouvernement si bien que les agents forestiers ne peuvent plus falsifier et manipuler l'information. La communauté a pu prendre deux hectares de terres du gouvernement pour ceux qui veulent



se sédentariser. Dans le même ordre d'idée, les Van Gujjars ont été en mesure de se battre pour leur droit de vote et ont réussi à le sécuriser. Grâce aux compétences en calcul qu'ils ont acquises, ils peuvent maintenant calculer le taux d'intérêt et le prix juste pour leurs produits laitiers. En outre, ils n'ont plus besoin d'intermédiaires dans leurs entreprises commerciales, ce qui maximise les bénéfices qu'ils tirent de la vente de leurs produits. L'alphabétisation a aussi eu des effets visibles sur l'aspect santé de la communauté. Certains des meilleurs apprenants se sont transformés en paramédicaux et para vétérinaires. Désormais, la communauté peut lire les instructions sur les étiquettes des médicaments et vérifier leur date d'expiration ; donc, contrairement à ce qui se passait auparavant, ils ne sont plus trompés en achetant les produits périmés.

Comme prévu, la mise en œuvre réussie du programme d'alphabétisation des adultes a créé dans la communauté elle-même une demande pour des programmes d'éducation pour enfants. La RLEK a établi deux écoles mobiles, quatre écoles primaires formelles pour les enfants Van Gujjar et quatorze écoles formelles pour les communautés marginalisées habitant des zones accidentées et éloignées dans les collines de l'Uttarakhand. Aussi la RLEK a établi 154 centres d'éducation non formelle au bout de 3 ans, qui depuis 2 ans mettent en œuvre des initiatives d'alphabétisation dans les zones où la communauté Van Gujjar a été réinstallée.

LEÇONS APPRISSES

Voici quelques-unes des leçons qui ont été tirées du programme :

- La participation communautaire est essentielle pour assurer la pérennité de toute entreprise. Dans le cas de l'Enseignement des nomades dans leur habitat, la communauté a été activement impliquée dans la planification et le processus de mise en œuvre (par exemple, l'expression de la demande pour le programme, contribution aux coûts, préparation du matériel, etc.) Cette étroite collaboration avec la communauté a levé le voile sur les activités menées et les membres de la communauté se sont rendu compte que ce sont eux-mêmes les principaux acteurs du projet.
- Le matériel pédagogique préparé doit être pertinent et refléter la vie du groupe cible. Il est beaucoup plus efficace si le matériel est dans la langue locale et a un contenu localisé de sorte que le groupe cible peut facilement s'y reconnaître et l'associer à son environnement immédiat.
- Le programme ne se limite pas à l'alphabétisation, mais il a relié l'alphabétisation aux moyens de subsistance, à la santé, à l'environnement et aux autres thèmes transver-

saux auxquels les nomades étaient confrontés dans leur vie de tous les jours. L'éducation était considérée comme un outil pour apporter des solutions aux problèmes auxquels faisait face la communauté et, par conséquent, l'accent a été mis sur l'amélioration des compétences en reliant l'alphabétisation à d'autres domaines de la vie. Ce point de vue holistique de l'apprentissage a été considéré comme l'un des facteurs clés de succès du programme.

DURABILITÉ

Depuis le début du programme, les bénéficiaires ont été traités comme des participants égaux au fonctionnement et à la mise en œuvre du projet. La communauté soutenait le projet et l'a fait pendant 5 ans. Au cours de la réalisation de la phase d'alphabétisation des adultes du programme, la communauté a supporté le coût de l'hébergement et de la restauration des bénévoles. Par la suite, le modèle est devenu autosuffisant grâce à l'appui continu de la communauté. Malheureusement la RLEK ne pouvait pas lever de fonds pour les risques de l'enseignant et autres frais. Le programme a souffert au bout de 5 ans, mais les mêmes professeurs qui ont enseigné aux parents vont maintenant enseigner à leurs enfants à l'école.

SOURCES

- Site web de Rural Litigation and Entitlement Kendra <http://www.rlek.org>
- Alphabétisation et éducation des adultes, Forum mondial de l'éducation de Dakar en 2000 au Sénégal, extrait de : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001233/123333e.pdf>
- Sharma. A. (2011). Nomades de l'Asie du Sud, une revue de la littérature. *Creating Pathways to Access*. Monographie de recherche, 58. Université du Sussex
- Mittal. S. Tripathi. G., Sethi. D. (2008). Stratégie de développement des districts des Collines de l'Uttarakhand. Conseil indien pour la recherche sur les relations économiques internationales.

CONTACT

Mr. Avdhash Kaushal
Chairperson
68/1 Surya lok Colony, Rajpur Road, Dehradun – 248001,
Uttarakhand, INDIA
Tel : ++91-135-2746071, 2745539
Fax : ++91-135-2746881, 2741931
E-mail : rlek@vsnl.com, rlek@sancharnet.in
Site web : <http://www.rlek.org>

Indonésie

Alphabétisation pour le XXI siècle : Promouvoir l'innovation face aux catastrophes naturelles

Profil de pays

Population

249.866.000 (2013)

Langue officielle

Bahasa Indonesia

Autres langues parlées

Javanais, soundanais, batak et bugis

Ratio de la population pauvre disposant de 2 USD

PPA par jour (% de la population)

43,3 (2013)

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire

(TNA total, %)

96 (2006)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans, 2015)

Hommes : 98,9 %

Femmes : 99,1 %

Total : 99 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2015)

Hommes : 96,3 %

Femmes : 91,5 %

Total : 93,9 %

Sources

UNESCO

Présentation générale du programme

Titre du programme

Alphabétisation pour le XXI siècle : Promouvoir l'innovation face aux catastrophes naturelles

Organisation chargée de la mise en œuvre

Centre pour le développement de l'éducation

Langues d'enseignement

Bahasa Indonesia, javanais (et autres langues locales)

Partenaires de financement

Gouvernement, Direction du développement de l'éducation communautaire, ministère de l'Action sociale, gouvernement provincial (Java central, Jogjakarta et Lampung), National Courses Association, Forum national des centres d'apprentissage communautaires (CLC), Croix-Rouge indonésienne, SAR indonésien, UNESCO, cotisations modiques des participants

Partenaires

Direction générale de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle du ministère de l'Éducation et de la culture, administrateurs provinciaux et départementaux de l'éducation et de la santé, Service national de gestion des catastrophes, Croix-Rouge indonésienne

Coûts annuels du programme

Coût annuel par apprenant : 36 USD

Date de création

2008

CONTEXTE NATIONAL

L'Indonésie est en voie d'atteindre les cibles éducatives des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a fait des avancées considérables en termes d'accès et d'équité dans le domaine de l'éducation, en particulier dans le cycle primaire, principal responsable des taux d'analphabétisme globaux élevés du pays. Ces progrès sont en grande partie le fruit de l'augmentation des dépenses d'éducation, suite à l'amendement constitutionnel faisant obligation au gouvernement d'allouer au moins 20 % du budget annuel à l'éducation. Malgré tout, il subsiste des défis dans le secteur, surtout en termes d'équité. Les populations pauvres ont un moindre accès à l'éducation préscolaire, secondaire, supérieure et des adultes que les autres couches sociales. Par exemple, seuls 4 % des étudiants du supérieur de 19 à 22 ans appartiennent aux 40 % les plus pauvres de la population.

Depuis la crise financière asiatique de 1998, l'Indonésie a renoué avec la croissance économique et fortement réduit la population vivant sous le seuil national de pauvreté de 1,25 dollar. Toutefois, cette couche sociale reste importante – environ 30 millions. De plus, 65 millions vivent à peine au-dessus de ce seuil et risquent fortement de retomber dans la pauvreté. La vulnérabilité des pauvres s'explique, entre autres, par l'exposition de l'Indonésie aux catastrophes naturelles. Ces 30 dernières années, le pays en a connu en moyenne 289 par an, avec environ 8 000 décès annuels. Face à cette situation, le gouvernement a érigé en priorité la gestion des risques de catastrophe en adoptant une approche globale incluant prévention, préparation, réponse d'urgence et plans de relèvement. Toutefois, le pays a eu du mal à appliquer les réglementations et mettre en place les capacités nécessaires pour faire face aux catastrophes naturelles. Le programme Alphabétisation pour le XXIème siècle : Promouvoir l'innovation face aux catastrophes naturelles s'inscrit dans le cadre des efforts actuels de l'Indonésie pour renforcer la résilience et améliorer l'éducation tournée vers cet objectif. Il renforce non seulement les capacités de gestion des risques de catastrophe au niveau communautaire et familial, mais aussi l'accès des adultes indigents à l'éducation.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Centre pour le développement de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle met en œuvre le programme Alphabétisation pour le XXI siècle : Promouvoir l'innovation face aux catastrophes naturelles (ci-après dénommé NDLP (Natural Disaster Literacy Programme) en collaboration avec la Direction du développement de l'éducation communautaire. Les deux institutions font partie du ministère de l'Éducation et de la culture de la République d'Indonésie. Le centre

est chargé de mettre en œuvre les programmes d'éducation communautaire en vue de promouvoir l'alphabétisation, l'autonomisation des femmes et la réduction de la pauvreté et de vulgariser l'éducation de la petite enfance. Le NDLP fait partie d'AKRAB! (Aksara Agar Berdaya, the Literacy Empowerment Initiative), une série de projets d'alphabétisation visant à promouvoir l'autonomisation et l'alphabétisation des populations défavorisées. Ces projets s'articulent autour de thèmes tels que l'alphabétisation de base, l'entrepreneuriat et l'alphabétisation, l'alphabétisation familiale, l'alphabétisation inspirée du folklore et la promotion de la culture de la lecture.

En cours depuis 2008, le NDLP cherche à atténuer les effets néfastes des catastrophes naturelles sur les communautés en dotant les participants des connaissances et compétences pertinentes. Il sensibilise également les communautés aux risques liés à ces phénomènes et les aide à se relever. En cinq ans (2008–2013), environ 44 000 apprenants des provinces aussi vulnérables aux catastrophes que le Java central, Jogjakarta et Lampung en ont bénéficié. Ces bénéficiaires sont constitués en majorité d'adultes pauvres et de jeunes déscolarisés et peu alphabétisés.

Buts et objectifs

Par sa position géographique, l'Indonésie s'expose à des catastrophes naturelles telles que les éruptions volcaniques, les séismes, les tsunamis, les inondations et les glissements de terrain. Cette vulnérabilité a amené le Centre pour le développement de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle à concevoir le NDLP comme modèle d'éducation communautaire. Il cherche à atténuer les effets des catastrophes naturelles et à renforcer la sensibilisation en relevant les niveaux d'alphabétisme des communautés exposées. En particulier, il s'attache à :

- Montrer aux victimes comment gérer et faire face aux catastrophes naturelles ;



- Leur offrir des cours d'alphabétisation ;
- Les sensibiliser aux risques liés aux catastrophes naturelles ;
- Étendre l'accès à l'alphabétisation en mettant en place des centres d'apprentissage communautaires (CLC) et des centres communautaires de lecture (CCL) ;
- Initier, dans les communautés, une formation en réponse rapide en cas de catastrophe naturelle (connaître les premières mesures à prendre) ;
- Fournir des services de relèvement et de réhabilitation aux familles et aux communautés après une catastrophe.

Les adultes et les jeunes déscolarisés constituent les principaux groupes cibles du NDLP. Le programme dessert également les autochtones et les minorités.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Enseignement et apprentissage : approches et méthodes

L'approche pédagogique et le contenu des cours reposent sur les besoins des sinistrés. L'approche d'apprentissage, inspirée de leurs expériences, intègre les aspects suivants :

- Approche participative intégrant les compétences de la vie courante à l'alphabétisation ;
- Enseignement en langue maternelle ;
- Apprentissage ludique à travers jeux, chants et danse ;
- Priorité à l'autonomisation des apprenants.

L'approche du NDLP comprend les éléments suivants :

- CLC et supports d'apprentissage pour accompagner les programmes de formation et d'apprentissage en réduction des risques de catastrophe ;
- Promotion de la préparation aux catastrophes par les CLC ;
- Bénévoles locaux chargés de renforcer les capacités locales d'atténuation et de résilience ;
- Insistance sur un égal accès à la formation et à l'éducation, en particulier pour les femmes et les jeunes déscolarisés.

CONTENU

Le programme dispense des cours d'alphabétisation de base et d'entrepreneuriat, en privilégiant les aspects liés aux catastrophes naturelles. Les participants découvrent les causes et les caractéristiques de ces phénomènes, mais aussi les méthodes et stratégies pour y faire face et comment atténuer les effets et se relever après ces événements traumatisants. Ils

apprennent également les mesures de sécurité pertinentes. Le contenu des cours d'alphabétisation est conforme aux directives générales définies dans les normes nationales pour l'alphabétisation de base et la formation en entrepreneuriat.

Le contenu est adapté à la situation post-catastrophe de chaque localité. Les activités d'apprentissage, le curriculum et les supports varient selon les localités. Par exemple, dans le Java central, l'accent est mis sur les caractéristiques des volcans en raison de la vulnérabilité de la région. En revanche, dans la province de Jogjakarta, l'enseignement est axé sur les séismes, plus susceptibles de s'y produire. Dans les villages de la province de Lampung, le curriculum met l'accent sur les glissements de terrain du fait de la vulnérabilité de la zone à ce type de catastrophes.

Pour faciliter l'accès au programme, les animateurs recrutent des tuteurs locaux chargés d'encadrer les apprenants. Les supports d'apprentissage incluent livres, affiches, revues, journaux, brochures, DVD et CD. Les animateurs utilisent l'ordinateur, la radio et la télé comme outils d'information sur les catastrophes naturelles. Par exemple, ils peuvent charger un groupe d'apprenants de rechercher sur Internet des informations sur le sujet. Les supports d'enseignement sont réalisés par le Centre pour le développement de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle, en collaboration avec le Forum national des CLC et National Courses Association, mais aussi avec les administrateurs et les conseillers locaux de l'éducation.

Structure et processus

Les cours se tiennent trois fois par semaine dans un CLC local. Certains sont dispensés à domicile. Ils durent 10 mois, avec en moyenne 10 à 15 participants par groupe. Outre l'alphabétisation, le programme propose une formation professionnelle en cuisine, couture, agriculture, élevage et techniques de fertilisation.

Agrément et suivi et évaluation

Dans le cadre du processus de suivi et évaluation, les CLC sont tenus de se faire agréer par un comité indépendant, constitué de fonctionnaires et coordonné par la Direction de l'éducation communautaire. Le processus d'agrément du NDLP repose sur une évaluation basée sur huit critères du système éducatif national : contenu, processus (enseignement et apprentissage), compétences des sortants, personnel, locaux, gouvernance, finance et critères d'évaluation. Pour commencer, les CLC remplissent un formulaire qui est examiné par le comité d'agrément. Ensuite, les membres du comité se rendent dans les CLC et interrogent les animateurs locaux du

NDLP. Pour terminer, le comité organise une réunion plénière pour choisir les CLC à agréer.

Les administrateurs du programme suivent les résultats à travers des sources confirmées en vue d'améliorer le curriculum. Le Centre pour le développement de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle interroge les participants, les enseignants et les membres des communautés pour évaluer l'effet du programme sur les apprenants. Aucun examen n'est prévu en fin de programme.

Les animateurs

Le programme emploie des bénévoles et des animateurs salariés. Chaque animateur encadre une classe de 10 à 15 apprenants. Les bénévoles perçoivent 1 dollar de l'heure. Le Centre pour le développement de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle forme les animateurs. Par la suite, il charge les plus compétents à former leurs futurs collègues.

IMPACT ET DÉFIS

Impact et réalisations

De 2008 à 2013, 43 449 personnes ont bénéficié du NDLP. Sur la même période, ses deux programmes parallèles – alphabétisation de base et formation en entrepreneuriat – ont respectivement atteint 371 000 et 102 000 bénéficiaires. Les trois programmes se ressemblent par le fait qu'ils visent à relever le niveau d'alphabétisme des apprenants. En revanche, les deux derniers n'enseignent pas les techniques d'atténuation des catastrophes naturelles. Les participants y sont alphabétisés dans le cadre de leur formation en entrepreneuriat qui les dote de compétences de la vie courante susceptibles d'augmenter leurs chances d'obtenir un revenu décent. Le programme aide les communautés à mieux se préparer aux catastrophes naturelles et accompagne les familles tout au long du processus de relèvement.

Leçons apprises

- Pour la réussite du NDLP, les animateurs doivent veiller à prendre tout le temps nécessaire pour y intéresser les apprenants et les familiariser avec son contenu.
- La mise en œuvre efficace d'un programme nécessite l'appui des leaders locaux, qui préserve la mobilisation des apprenants et évite les conflits entre animateurs.
- Il est nécessaire de mobiliser les apprenants en temps normal afin qu'ils continuent d'apprendre et de se préparer aux catastrophes. D'où, l'intérêt de proposer d'autres programmes. Par exemple, l'unité de microfinance a ouvert une mini-banque, qui permet aux participants

d'épargner et d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt très faibles. En fin d'année, l'organisation distribue les bénéfices aux adhérents sur la base de la somme de leur épargne et de leur crédit.

- Il convient de traiter avec égard les victimes d'une catastrophe naturelle et de leur donner le temps de s'en remettre avant de lancer de nouveaux éléments du programme. Elles tendent à être réticentes aux nouveaux programmes, leur situation physique constituant souvent leur préoccupation immédiate.

Un programme efficace se reconnaît aux signes suivants :

- Les apprenants participent de façon plus active ;
- Ils ont hâte d'apprendre de nouvelles choses ;
- Les parties prenantes soutiennent le programme.

DÉFIS

- La mise en œuvre du programme pose un certain nombre de défis aux animateurs :
- Compétences insuffisantes de certains membres du personnel ;
- Manque d'infrastructures et de locaux, qui amène les communautés à mettre à disposition des locaux ;
- Financement limité des programmes d'alphabétisation de manière générale et du NDLP en particulier ;
- Difficultés pour promouvoir le programme dans les villages, notamment pour le recrutement de bénévoles et de tuteurs en zone rurale ;
- Difficultés pour utiliser les TIC avec un financement limité ;

- Tendance des apprenants à arrêter les cours d'alphabétisation de base dès qu'ils savent lire et écrire, préférant par exemple apprendre à planter des arbres, faire la cuisine et fabriquer des engrais naturels ;
- Dévouement total des leaders locaux à leur communauté pouvant entraîner des conflits susceptibles de compromettre la mise en œuvre des programmes.

PÉRENNITÉ

Les CLC constituent un facteur clé de la pérennité du programme dans la mesure où ils donnent aux bénéficiaires un accès durable aux supports de formation et d'apprentissage. Concernant la viabilité financière, le programme bénéficie de l'appui des collectivités locales. Cet appui financier est complété par celui des entreprises locales. De même, l'approche du NDLP et l'importance qu'il accorde au relèvement favorisent sa pérennité dans la mesure où le modèle est applicable à beaucoup d'autres régions du pays en proie à des phénomènes similaires.

SOURCES

- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), 2015. We Can End Poverty. Millennium Development Goals and Beyond 2015. [consulté le 11 août 2015].
- World Bank. 2012. Country Partnership Strategy for Indonesia, FY2013-2015. [consulté le 11 août 2015].

CONTACT

Dr Ade Kusmiadi
 Directeur exécutif
 Centre pour le développement de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle
 Région 2, Direction générale de l'éducation préscolaire, non formelle et informelle,
 Ministère de l'Éducation et de la culture,
 République d'Indonésie
 Diponegoro Street, No. 250 Ungaran,
 Semarang
 Central Java, Indonesia 50511
 Téléphone : +62 24 6921187
 Fax : +62 24 6922884
 E-mail : adekoesmiadi@yahoo.com
 Site web : www.p2pnfisemarang.org



Indonésie

Programme villageois de formation professionnelle

Présentation du programme

Titre du programme

Programme villageois de formation professionnelle

Organisation chargée de la mise en œuvre

Direction générale de la petite enfance, Centre pour l'éducation non formelle et informelle de la Région 2 et le Comité villageois pour la formation professionnelle

Langue d'enseignement

Bahasa Indonesia

Financement

Direction générale de la petite enfance, Centre pour l'éducation non formelle et informelle de la Région 2, Direction des programmes scolaires et de la formation, Bureau régional de l'éducation

Date de création

2009 – 2011 (autonome après 2011)

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Après une phase pilote concluante à Gemawang, un village du district de Jambu à Semarang Regency, le *Programme villageois de formation professionnelle* a été étendu à 35 autres districts de la province du Java central. S'inspirant des programmes d'alphabétisation réussis en Indonésie, il offre en plus un volet de formation aux compétences de la vie courante. La majorité des participants étant issus de milieux pauvres ou défavorisés, l'acquisition de ces compétences est indispensable pour générer des revenus et développer des activités de substance. De la même façon, les promoteurs estiment nécessaire d'intégrer l'alphabétisation à leurs activités quotidiennes habituelles.

L'Indonésie compte 237 millions d'habitants peuplant environ 6 000 des 17 000 îles de l'archipel. C'est une population diverse, composée de pas moins de 300 groupes ethniques parlant environ 680 langues. Le Bahasa Indonesia, appelé aussi l'indonésien, est la langue nationale. La province du Java central, qui abrite le projet, est la troisième province en termes de densité démographique, derrière celles de Java occidentale et orientale. En 2007, environ 1 766 422 de ses habitants âgés de 15 à 64 ans étaient à la recherche d'un emploi. Elle fait aussi partie des neuf provinces indonésiennes à compter plus de 200 000 personnes peu alphabétisées. Selon le ministère de l'Éducation et de la culture (2012), le Java central se classe deuxième sur 33 provinces en termes de nombre d'adultes non alphabétisés. La corrélation entre analphabétisme et pauvreté étant largement admise, il convient de relever les niveaux d'alphabétisme dans la province, mais aussi dans tout le pays.

Malgré les faibles niveaux d'alphabétisme de l'île de Java, le gouvernement indonésien a une longue tradition de promotion de l'alphabétisation qui remonte à 1945, année de la première campagne. Le ministère de l'Éducation considère l'alphabétisme comme « un droit humain, un outil d'autonomisation personnelle et un moyen de promotion sociale et humaine. Préalable pour tout autre type d'apprentissage, il est fondamental pour tout enfant, jeune et adulte. Il est essentiel pour éradiquer la pauvreté, réduire la mortalité infantile, ralentir la croissance démographique, réaliser l'égalité des sexes et assurer le développement durable, la paix et la démocratie ». La Constitution de 1945 inclut une disposition visant à améliorer le bien-être des Indonésiens à travers l'éducation pour tous. Depuis son adoption, le gouvernement indonésien accorde une grande importance au développement de l'alphabétisme et des compétences génératrices de revenus, et beaucoup d'initiatives d'alphabétisation des adultes en Indonésie cherchent avant tout à améliorer les compétences entrepreneuriales pour favoriser la génération de revenus.

De 2006 à 2009, le nombre d'Indonésiens non alphabétisés a baissé de 12,88 à 8,7 millions. Cette baisse est le fruit des projets d'alphabétisation initiés dans le pays et de sa profonde conviction quant à l'importance de relever les niveaux d'alphabétisme. Depuis peu, le ministère de l'Éducation oriente ses efforts vers l'accélération des initiatives d'alphabétisation et, pour cette raison, deux événements importants sont survenus en 2006 : l'Indonésie a adhéré à l'initiative LIFE (*Literacy Initiative for Empowerment*) de l'UNESCO et l'Instruction présidentielle n°5, qui érige l'initiative d'alphabétisation en mouvement national et renforce les partenariats entre départements ministériels, a été signée.

L'initiative LIFE est « un mécanisme opérationnel clé pour accélérer la marche vers la réalisation des buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (UNLD) en ciblant les pays qui ont les plus grands besoins en alphabétisation ». Au nombre des neuf pays de la région Asie-Pacifique membres de l'initiative, l'Indonésie a réalisé, aux côtés de la Chine, le meilleur taux d'alphabétisme des adultes de 2000 à 2008 (92 %). Elle est également en passe d'atteindre l'objectif EPT (Éducation pour tous) consistant à améliorer l'alphabétisme de 50 % avant 2015.

P2PNFI

L'Agence de développement de l'éducation non formelle et informelle Région 2 (P2PNFI) est une structure du ministère de l'Éducation nationale. Elle a pour tâche principale de mettre au point des modèles d'apprentissage utilisables par les institutions d'éducation non formelle (NFE) gouvernementales et non gouvernementales. Ces modèles s'articulent autour

des thématiques de l'éducation de la petite enfance et du développement communautaire et offrent une éducation équivalant aux niveaux d'études élémentaire, moyen et secondaire. En général, les cours durent quatre à douze mois et offrent deux types de formation professionnelle : 1) Cours destinés aux demandeurs d'emploi (couture, informatique, mécanique, etc.) et 2) Cours destinés aux créateurs d'entreprise personnelle (aquaculture (poisson-chat), embouche bovine et caprine, maraîchage, etc.).



Depuis 2009, la Direction de l'éducation communautaire met au point des programmes axés sur le renforcement d'aptitudes telles que l'alphabétisme de base (lecture et écriture), la génération de revenus, l'alphabétisation familiale, la prévention et la préparation aux catastrophes, l'art et la culture locaux (c'est-à-dire, l'importance de préserver le patrimoine culturel). En 2009, le P2PNFI a développé un modèle de formation professionnelle villageoise, inspiré des programmes existants et complété par l'enseignement de compétences entrepreneuriales. Il dote les apprenants d'aptitudes pratiques leur permettant de gérer une entreprise pour générer des revenus et devenir, de ce fait, des membres autonomes de la communauté. Le programme a été conçu en collaboration avec les participants afin de prendre en compte leurs besoins d'apprentissage spécifiques.

Le programme villageois de formation professionnelle

Le *Programme villageois de formation professionnelle* est un centre communautaire en zone rurale où les villageois peuvent recevoir une formation professionnelle et entrepreneuriale. Les apprenants peuvent mettre en pratique leurs nouveaux acquis en se faisant recruter par un tiers ou en créant leur « groupement d'intérêt économique », un groupe de cinq à dix participants qui décident de se lancer ensemble dans les affaires.

Le ministère de l'Éducation et de la culture définit les compétences entrepreneuriales comme « l'acquisition de com-

pétences entrepreneuriales base à travers un apprentissage productif et une formation en génération de revenus, aptes à relever les niveaux d'alphabétisme et de revenus des apprenants, individuellement ou collectivement, dans le cadre des efforts de renforcement de l'alphabétisme et de réduction de la pauvreté ».

Le projet pilote de formation professionnelle villageoise a été lancé à Gemawang, un village peuplé de 3 444 habitants (1 673 femmes et 1 771 hommes) du district de Jambu, Semarang Regency, dans la province du Java central. Environ 20 % de ces villageois sont fermiers propriétaires fonciers, 22 % fermiers non propriétaires, 52 % exercent un métier non identifié (ménagères, emploi officieux partiellement rémunéré, etc.) et 6 % ont d'autres occupations : policiers, hommes d'affaires, enseignants ou fonctionnaires. À peu près 10 % de la population de Gemawang n'ont jamais été scolarisés.

Le projet initial a duré trois ans au total. La première année, 250 personnes y ont participé et, après la troisième (2011), le programme est devenu autonome. En conséquence, le village s'est mué en prototype pouvant inspirer toute institution désireuse d'approfondir ses activités de recherche, d'apprentissage professionnel, de soutien, d'éducation et de formation. Aujourd'hui, le modèle est repris par 35 autres districts de la province. Le programme s'inscrit dans le cadre suivant :

Raisons de sa création en 2009

- Le *Programme villageois de formation professionnelle* fait partie d'un plan public à long terme destiné à renforcer l'accès des adultes à la formation aux compétences de la vie courante.
- Le projet, prévu pour la période 2005–2009, comportait cinq initiatives principales. L'une consistait à étendre la formation aux compétences de la vie courante au secteur de l'éducation non formelle. Initialement placé sous l'égide du département de l'Éducation nationale (Depdiknas), le programme est actuellement supervisé par le ministère de l'Éducation et de la culture.
- Autre domaine ciblé par le département de l'Éducation nationale, la gestion, la redevabilité et l'image publique des institutions de formation pour lesquelles un modèle similaire de formation aux compétences de la vie courante sera mis au point.
- La politique de Bibit Waluyo, gouverneur de la province du Java central, en matière de formation professionnelle nécessitait une synergie entre gouvernement et citoyens. Le slogan du gouverneur – Revenir au village, construire le village (Bali Ndeso Mbangun Deso) – rappelle la nécessité de réorienter le développement des villes vers les villages. Les infrastructures sont le plus souvent construites

dans les villes pendant que le besoin s'en fait toujours sentir dans les villages. Dans les villageois, il fallait développer les ressources humaines et naturelles, l'environnement, la culture et la société, mais aussi la politique. Le slogan renvoie en outre à l'expansion du savoir, des compétences, de la technologie et de l'information des villes vers des villages comme Gemawang.

- À l'époque, l'île de Java affichait un taux de chômage de 9,7 % chez les moins de 18 ans.
- Même si la crise économique indonésienne de 1997 a épargné le secteur agricole, qui a même créé des emplois, de nombreuses communautés rurales n'utilisaient toujours pas les ressources disponibles de façon efficiente. Beaucoup de villages sont restés pauvres, provoquant ainsi une forte migration vers les villes. Le *Programme villageois de formation professionnelle* a été expérimenté à Gemawang en tant que moyen de générer des revenus en milieu rural.

Objectifs

Le *Programme villageois de formation professionnelle* se fixe les objectifs suivants :

- Promouvoir les compétences et l'autonomie
- Gérer les ressources nationales sans dégrader l'environnement
- Créer des groupes d'intérêt économique sur la base des potentialités et compétences locales
- Fournir des informations, offrir des réseaux de marketing et faciliter l'obtention d'une licence de production
- Devenir un mécanisme organisationnel autonome

Recrutement des animateurs

Trois parties travaillent ensemble à assurer la bonne marche du *Programme villageois de formation professionnelle* : le comité villageois pour la formation professionnelle, l'assistant de programme et les animateurs. Le comité est désigné par la communauté tandis que l'assistant de programme doit être un professionnel justifiant d'une expérience dans le domaine de la formation professionnelle. Les animateurs se composent de bénévoles, d'acteurs économiques, d'institutions spécialisées dans les différents métiers enseignés (agriculture, santé, petit commerce ou tourisme), d'universitaires ou d'enseignants des écoles de formation professionnelle ou d'autres institutions académiques.

Pour le programme pilote de Gemawang, certains animateurs ont été formés par les concepteurs du modèle P2PNFI. Toutefois, la plupart des animateurs n'ont pas besoin de formation puisqu'ils sont recrutés en tant que spécialistes dans leur domaine.

Recrutement des apprenants

Les apprenants sont issus de la localité. Le comité villageois pour la formation professionnelle les recrute sur la base de ce qu'ils ont l'intention de faire des compétences acquises et des ressources dont ils disposent.

MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE

Le programme de Gemawang propose 14 filières de formation professionnelle : batik (teinture traditionnelle), couture, pisciculture, culture de plantes médicinales, création de sites web, production de café (de la plantation au service), conseil agricole, cuniculiculture (lapins), culture d'indigo (teinte naturelle pour le batik), fruiticulture, entrepreneuriat, gestion d'entreprise, production de charbon de bois et production d'engrais. Chaque filière a ses concepts de formation, curriculum, programme et supports d'apprentissage, avec 30 % d'enseignement théorique et 70 % de travaux pratiques. Le comité élabore les curricula en collaboration avec des spécialistes de chaque domaine de formation.

IMPACT

À ce jour, 35 villages ont mis en œuvre des programmes villageois de formation professionnelle auxquels 255 personnes ont pris part. Au final :

- 14 petits groupements d'intérêt économique ont été créés
- 3 institutions de microfinance ont été créées
- 19 institutions, gouvernementales et non gouvernementales, ont volontairement rejoint le programme, comme la Fondation Titian et l'entreprise Yayasan Losari, propriétaire d'un hôtel situé près de Gemawang, qui inscrit son action dans le cadre de sa responsabilité sociétale d'entreprise.
- Le village de Gemawang est devenu un modèle de formation professionnelle, non seulement pour la province du Java central, mais aussi pour le reste du pays. D'autres villages y sont venus apprendre à gérer leurs ressources en vue d'autonomiser leur communauté.
- Gemawang est devenu un laboratoire de recherche pour des institutions universitaires comme l'Université d'État de Semarang (UNNES), l'Université chrétienne Satya Wacana (UKSW), l'Université Brawijaya (UNIBRAW) et l'Université d'État de Surabaya (UNESA). ** Après son expérimentation couronnée de succès à Gemawang, le programme a été mis en œuvre dans 35 autres villages, dont la plupart appartiennent à la province du Java central et le reste aux provinces de Nusa Tenggara Barat, du Java occidental et du Nord-Sumatra.

LEÇONS APPRISSES

- Il convient d'adapter le programme aux besoins des apprenants, sur la base des ressources disponibles dans leur entourage et des centres d'activités existant dans leur village.
- Il est également important d'associer les leaders communautaires à la mise en œuvre du programme afin d'inciter le reste de la communauté à participer.
- Organisations gouvernementales et non gouvernementales doivent travailler la main dans la main pour soutenir l'ensemble de la communauté dans laquelle intervient le programme au lieu de privilégier leurs institutions respectives.
- La coopération entre institutions impliquées est essentielle.

SUIVI ET ÉVALUATION

Le suivi et évaluation du *Programme villageois de formation professionnelle* a été assuré une fois par mois par les promoteurs villageois du P2PNFI de 2009 à 2011. Il s'est intéressé à des aspects tels que les curricula, les équipements du programme, les kits d'apprentissage et l'assiduité des apprenants et des animateurs. Le P2PNFI a aussi assuré le suivi et évaluation du processus de création d'entreprises par les participants.

PÉRENNITÉ

Le *Programme villageois de formation professionnelle*, financé par le P2PNFI au cours des deux premières années (2009–2010), est autonome depuis 2011. Chaque district du Java central compte cinq villages bénéficiaires. Plusieurs facteurs ont favorisé sa pérennité :

- L'appui financier initial du P2PNFI a permis de concevoir et de mettre en œuvre le tout premier programme.
- Le développement de chaque programme villageois est tributaire d'une forte implication de la communauté du début – lors de l'analyse des besoins – jusqu'à l'évaluation finale du projet. De ce fait, il est important de s'assurer que la communauté adhère au programme et s'y investit psychologiquement.
- De même, un niveau élevé d'engagement des apprenants est essentiel. Cela passe par l'évaluation continue de leur travail et l'appréciation de leur assiduité.
- Le suivi et évaluation du programme doit être planifié de façon exhaustive et durable.

SOURCES

- Ditjen Diklusepa. 2002. Pedoman umumpelaksanaan program pendidikan berorientasi kecakapan hidup (life skill) melalui pendekatan Broad Base Education (BBE) dalam bidang pendidikan luar sekolah dan pemuda. Jakarta : Ditjen Diklusepa Depdiknas. (Manuel d'éducation aux compétences de la vie courante à travers l'approche d'enseignement global, non formel et informel : Ministère de l'Éducation nationale)
- UNESCO. 1993. Bureau régional principal pour l'Asie-Pacifique. ATPL.CE. Volume I
- Site web officiel de PP PAUDNI Région 2 <http://www.p2pnfisemarang.org>
- Action Plan. 2012. Literacy : Empowerment, Development and Peace. Ministère de l'Éducation et de la culture.
- UNESCO. 2010. Country Paper : Status and Major Challenges of Literacy in Indonesia. Ministère de l'Éducation, Indonésie.
- Chu, S. et Bajracharya, R. 2011. Regional Mid-term Evaluation of Literacy Initiative for Empowerment (LIFE) : Summary Report. UNESCO.
- TVETipedia. 2011. TVET in Indonesia.
- GIZ. 2012. SED-TVET : Sustainable Economic Development through Technical and Vocational Education and Training

CONTACTS

Heru Priambodo
Centre of Early Childhood, Non-Formal and Informal Education Region 2 (PP PAUDNI) Regional II
Jalan Diponegoro 250 Ungaran Semarang
Tél : (62-24) 6921187
E-mail : heruprima@gmail.com
or adekoesmiadi@yahoo.com

Népal

Programme centres d'apprentissage communautaires

Profil de pays

Population

29 331 000

Langue officielle

népalais (langues régionales reconnues : maithili, nepal bhasa, bhojpuri, tharu, gurung, tamang, magar, awadhi, sherpa, kiranti, limbu)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour)

24,8 %

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

4,7

Accès à l'enseignement primaire – Taux net d'admission (TNA)

97,7 % (2014)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15–24 ans)

Total : 82,4 % (2011) Hommes : 89,2 % (2011)

Femmes : 77,5 % (2011)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2005)

Total : 57,4 % (2011)

Hommes : 71,1 % (2011)

Femmes : 46,7 % (2011)

Sources

UNESCO : Rapport mondial de suivi sur l'EPT

UNICEF : Information par pays

Banque mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme Centres d'apprentissage communautaires (Community Learning Centres, CLC)

Organisation chargée de la mise en œuvre

ministère népalais de l'Éducation et des sports (via le Centre d'éducation non formelle, Non-Formal Education Centre, NFEC)

Langues d'enseignement

népalais et autres langues locales (bilingue)

Partenaires

Centre national de ressources pour l'éducation non formelle (National Resource Centre for Non-formal Education, NRC-NFE) ;

Fédération nationale des associations UNESCO au Japon (National Federation of UNESCO Associations of Japan, NFUAJ) et

Rotary Matching Grant Fund

Date de création

1990

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Le Népal est l'un des pays les moins développés au monde, avec une économie qui repose largement sur la production agricole. Il en résulte que près d'un tiers de sa population, essentiellement issue de communautés rurales et semi urbaines, vit dans une pauvreté absolue et ne dispose que d'un accès limité aux équipements fondamentaux, aux moyens de subsistance et aux possibilités d'éducation. Selon l'UNESCO, les taux d'alphabétisme totaux des hommes et des femmes étaient respectivement de 63 % et 35 % entre 1995 et 2005. Par conséquent, près de la moitié (51 %) de la population adulte du Népal est encore analphabète aujourd'hui, malgré les efforts considérables déployés depuis quelques années pour promouvoir un accès universel à l'éducation. Le taux d'analphabétisme élevé dans le pays, particulièrement dans les groupes socialement défavorisés tels que les femmes, les minorités ethniques (Janajatis) et les basses castes (dalits), est essentiellement imputé à une combinaison de facteurs socioéconomiques défavorables, parmi lesquels la pauvreté, les pratiques socioculturelles discriminatoires envers les femmes, les minorités et les basses castes, ainsi que le développement général insuffisant des zones rurales isolées qui empêche ces communautés d'accéder à une éducation de qualité. L'accès de la majorité pauvre à une éducation formelle de qualité est par ailleurs entravé par le manque de ressources éducatives, l'insuffisance de l'infrastructure et la pénurie d'enseignants qualifiés. C'est pour répondre à ces défis que le ministère de l'Éducation et des sports (via le Centre d'éducation non formelle, NFEC) a lancé, avec le soutien de l'UNESCO, le programme Centres d'apprentissage communautaires (Community Learning Centres, CLC) dans les années 1990, afin de rendre l'éducation plus accessible à tous, promouvoir le développement ainsi que l'autonomie et la transformation sociales.

LE PROGRAMME CENTRES D'APPRENTISSAGE COMMUNAUTAIRES (CLC)

Définition d'un CLC

Selon l'UNESCO, un CLC est une institution ou une organisation communautaire d'éducation non formelle qui fournit un ensemble de services et d'offres éducatives aux enfants non scolarisés, aux jeunes et aux adultes analphabètes ou semi alphabétisés issus de communautés rurales et urbaines socialement défavorisées. Les CLC interviennent hors du système éducatif formel et sont destinés en premier lieu à répondre aux besoins fondamentaux des apprenants en matière d'alphabétisation et d'éducation, de manière à soutenir le développement global des citoyens et des communautés. En tant qu'instituts d'éducation non formelle, les CLC sont généralement ouverts et gérés par les communautés lo-



© IM Swedish Development Partner/Foto : Erik Törner

cales elles-mêmes avec le soutien financier et technique de diverses agences gouvernementales et non gouvernementales. Leurs activités sont adaptées au contexte local afin de répondre aux problèmes des différentes communautés et de satisfaire leurs besoins fondamentaux.

LE PROGRAMME CLC AU NÉPAL

Au Népal, le concept de CLC tire ses origines du projet Éducation pour le développement rural au Seti (Seti Education for Rural Development, SERD), un programme d'alphabétisation ou d'éducation des adultes et de développement initié par l'UNESCO et l'UNICEF dans les années 1980. Dans le cadre du projet SERD, 154 centres de lecture villageois ont été ouverts dans tout le pays afin de fournir des programmes communautaires de formation post-alphabétisation et de formation permanente. Le concept de centre de lecture villageois a été ultérieurement affiné et relancé ; de centre « de lecture », il est devenu centre « d'apprentissage communautaire », suite à l'introduction et à la mise en œuvre du Projet d'éducation de base et d'enseignement primaire (Basic and Primary Education Project, BPEPI, 1992-1998) par le gouvernement népalais. L'idée est montée en puissance et a gagné du terrain à la fin des années 1990, lorsque le gouvernement a lancé la deuxième phase du Projet d'éducation de base et d'enseignement primaire (BPEP II, 1999-2004) et a mis en place le Comité national des CLC. Après de nombreuses consultations, ce dernier, une commission inter agences composée du Centre national de ressources pour l'éducation non formelle (National Resource Centre for Non-Formal Education, NRC-NFE) et du bureau de l'UNESCO à Katmandou, a créé le NFEC pour mener le programme CLC au Népal.

Depuis, le NFEC a ouvert plus de 800 CLC dans tout le pays avec le soutien financier et technique de l'UNESCO, via le Programme Asie-Pacifique d'éducation pour tous (APPEAL), la Fédération nationale des associations UNESCO au Japon (NFUAJ) et le fond Rotary Matching Grant Fund. Le gouvernement népalais a également promis d'ouvrir 205 CLC dans le cadre de son dixième plan quinquennal (2002–2007), le but étant de créer un CLC dans chaque comité de développement villageois et chaque municipalité du pays.

Comme dans d'autres pays, presque tous les CLC du Népal ont été mis en place et sont gérés par les populations locales. De même, le programme CLC népalais est également destiné aux enfants non scolarisés, aux jeunes et aux adultes des communautés rurales ou urbaines marginalisées. Sa mise en œuvre obéit au principe de base selon lequel l'objectif principal de l'éducation n'est pas seulement d'apprendre à lire et à écrire, mais aussi de fournir des connaissances, des compétences et des positions permettant l'autonomie et l'amélioration du niveau de vie. Pour cela, le programme CLC au Népal forme ses participants aux compétences en (voir photos ci-dessous) :

- alphabétisation (alphabétisation de base et fonctionnelle, formation permanente ou tout au long de la vie) ;
- éducation de la petite enfance ;
- communication et interaction sociale ;
- compétences nécessaires à la subsistance et aide à la mise en place de projets/d'activités générateurs de revenus (par exemple dans la production artisanale, la menuiserie, l'apiculture, l'élevage de chèvres, l'élevage de volaille, l'horticulture et la production agricole commerciale) ;

- santé (VIH/sida, santé maternelle, mortalité infantile, planning familial, hygiène personnelle, hygiène, santé reproductive et nutrition familiale) ;
- éducation civique (formation à la direction, sensibilisation aux droits de l'homme, sécurité humaine, gouvernance démocratique, gestion et résolution des conflits, égalité entre les sexes – notamment sensibilisation à la violence domestique, aux mutilations sexuelles et au viol) ;
- gestion et sauvegarde de l'environnement.

Buts et objectifs

Le programme CLC s'efforce de :

- promouvoir le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie afin de lutter contre l'analphabétisme dans le pays ;
- encourager la préservation des cultures et la diffusion des savoirs et pratiques locaux/indigènes ;
- éveiller la conscience sociale ou promouvoir la responsabilisation individuelle et collective/communautaire par l'éducation tout au long de la vie pour tous les membres de la communauté, ainsi que la diffusion d'informations et de compétences pertinentes ;
- permettre aux communautés de résoudre elles-mêmes leurs problèmes ;
- promouvoir l'égalité entre les sexes ;
- promouvoir le développement socioéconomique local et l'amélioration de la qualité de vie dans la communauté par une formation aux compétences nécessaires à la subsistance et le soutien d'activités communautaires génératrices de revenus ;
- promouvoir le développement individuel et collectif (communautaire) par l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie afin de faciliter l'autonomie et la transformation sociales ;
- créer des opportunités et des forums permettant aux communautés de discuter des problèmes locaux et des besoins en développement.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Afin d'assurer la mise en œuvre efficace du programme CLC, le NFEC a aidé les communautés à mettre en place des comités de gestion des CLC composés de représentants de la communauté élus. Ils sont responsables du fonctionnement global des CLC, ainsi que de la mise en œuvre du programme au niveau local. Les comités sont également chargés de coordonner le recrutement et

la formation des animateurs ou instructeurs et d'encourager les membres de la communauté à participer au programme.

Recrutement et formation des animateurs

En règle générale, les CLC népalais attirent surtout du personnel moins qualifié et aux capacités professionnelles inférieures à celles des employés du système éducatif formel. C'est pourquoi le NRC-NFE et les comités de gestion des CLC accordent beaucoup d'importance à la formation des instructeurs et des enseignants/animateurs afin de garantir la mise en œuvre efficace du programme. Le programme de formation des formateurs (Training of Trainers, ToT) est généralement piloté par une unité mobile d'experts de l'antenne locale du ministère de l'Éducation ou d'ONG. Les participants y sont formés à :

- gérer les CLC et entretenir des réseaux avec les autres organisations locales ;
- identifier les besoins d'apprentissage des participants au programme ;
- identifier les besoins et les problèmes socioéconomiques des communautés ;
- concevoir et développer des programmes et matériels d'apprentissage centrés sur le contexte local ;
- diriger et gérer des cours d'alphabétisation non formelle et de compétences nécessaires dans la vie courante ;
- juger ou évaluer les résultats.
- À ce jour, plus de 400 animateurs, superviseurs et organisateurs ont suivi le programme ToT.

Suivi et évaluation du programme

Le suivi et l'évaluation des CLC et de leurs programmes relèvent de la responsabilité conjointe du NRC-NFE, de l'UNESCO et des comités de gestion des CLC, ces derniers étant responsables du suivi permanent des activités du programme au niveau local. Le modèle établi pour le suivi, la



supervision et l'évaluation fait intervenir un grand nombre d'approches : suivi inter CLC ; réflexion de groupe ; échange entre CLC et évaluation commune d'équipes. La plus approfondie est l'évaluation du programme menée par l'UNESCO dans le cadre du programme CapEFA.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Impact

Le programme CLC a contribué favorablement au développement des communautés, à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté ainsi qu'à l'autonomie et la transformation sociales. Il a mobilisé avec succès les ressources et systèmes de connaissances locaux qu'il a utilisés pour créer des opportunités d'apprentissage et de subsistance durables pour les groupes de la population népalaise qui sont souvent marginalisés. Cela a donné accès à l'éducation aux enfants et aux jeunes, et leur a finalement permis de s'inscrire (ou de se réinscrire) dans le système éducatif formel.

De même, le programme a permis des progrès remarquables du taux d'alphabétisme des adultes – les habitants des campagnes, en particulier les femmes, qui sont le pilier du développement socioéconomique, ayant profité en masse du programme au fil des années. Le programme a également fourni à de nombreux adultes des compétences techniques pertinentes et les a aidés à créer diverses activités génératrices de revenus. Ces activités ont progressivement favorisé un développement humain positif et permis une plus grande autonomie, une réduction de la pauvreté et une amélioration du niveau de vie dans les communautés. C'est avant tout pour cette raison que le programme a largement ouvert la voie de la créativité, de l'esprit d'analyse et de la productivité aux personnes défavorisées et marginalisées, les rendant capables de faire leurs propres choix et de prendre leurs décisions. De plus, le programme a fourni aux communautés une plate-forme où se rencontrer et discuter de leurs problèmes et besoins spécifiques en matière de développement. Ce processus, outre qu'il a rendu les individus plus conscients de leurs droits civiques et de leurs responsabilités (autonomie sociale), a accru leur participation aux projets locaux de développement. Autre point tout aussi important, le programme a également accéléré un changement progressif d'attitude parmi les membres de la communauté, comme en témoigne l'approche plus proactive des diplômés du programme en matière de lutte contre la pauvreté de leurs familles et d'amélioration de leur niveau de vie.

Défis

Malgré les résultats cités, le programme CLC est encore confronté à de nombreux défis, parmi lesquels :

- le manque de ressources (humaines, matérielles et financières) nécessaires à sa mise en œuvre efficace ;
- la dépendance envers les volontaires qui, du fait de leur faible rémunération, manquent de la forte motivation requise pour l'exécution efficace de leur mission ;
- la faiblesse des liens entre les CLC et les autres agences de développement engagées au niveau local ;
- la faible participation des membres de la communauté à la planification, la mise en œuvre et la gestion des activités du CLC ;
- l'incapacité des programmes CLC à répondre aux besoins des communautés à long terme ;
- la dépendance envers le financement extérieur car les communautés locales pauvres ne sont pas en mesure de soutenir le programme de manière indépendante ;
- l'absence de politique nationale bien définie et/ou d'agence centrale pour guider et coordonner les activités des CLC au niveau national ;
- l'exploitation du programme CLC par les politiques par opportunisme, ce qui en a déformé les principes et les activités.

LEÇONS APPRISSES

Avec les années, il est devenu évident que la mise en œuvre efficace et réussie des programmes CLC devrait dépendre de la formation de réseaux de travail solides entre les CLC et les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Les capacités doivent également être renforcées pour consolider les CLC existants, afin de garantir leur pérennité. De même, les CLC doivent, en tant qu'organisations communautaires, intégrer activement les membres « ordinaires » de la communauté à la planification et à la prise de décision en ce qui concerne le contenu des activités qui y sont proposées.

CONTACT

M. Satya Bahadur Shrestha
Ministère de l'Éducation et des sports (NFEC)
Sanothimi, Bhaktapur
Téléphone : +977 1 63 12 88
Fax : 977 1 63 12 80
E-mail : info@nfec.gov.np

Ouzbékistan

Centres d'apprentissage communautaires

Profil de pays

Population

27 191 000 (2008)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour)

46 %

Langue officielle

ouzbek

Langues autochtones reconnues

russe (communication interethnique)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

7,8 % (2010)

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total)

99 %

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans, 2003 – 2007)

Total : 100 %

Hommes : 100 %

Femmes : 100 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2004)

Total : 99 %

Hommes : 100 %

Femmes : 99 %

Sources statistiques

UNESCO : EFA Global Monitoring Report 2011, <http://www.efareport.unesco.org>

UNICEF : <http://www.unicef.org/infobycountry/>

World Bank : World Development Indicators database, May. 2012 : <http://www.worldbank.org/data/countrydata/countrydata.html>

Présentation générale du programme

Titre du programme

Centres d'apprentissage communautaires

Organisation chargée de la mise en œuvre

Commission nationale pour l'UNESCO à Tachkent

Langues d'enseignement

Langues locales

Partenaires

Ministère de l'Éducation publique, autorités locales et ONG

Date de création

1999

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Avec une population d'environ 27 191 000 habitants, l'Ouzbékistan est le pays le plus peuplé de la sous-région Asie centrale. 60 % de cette population vit en milieu rural et est généralement active dans les industries primaires rurales, bien que ce nombre ait considérablement diminué au cours des deux dernières décennies en réponse à un changement d'orientation de l'industrie de l'Ouzbékistan. L'indépendance de l'Ouzbékistan en 1991, a permis une flexibilité plus grande du pays dans le développement de nouvelles industries. Depuis lors, l'accent traditionnel sur le secteur primaire dominé par le coton est peu à peu éclipsé par l'émergence d'industries dans les domaines du pétrole, du gaz et de la manufacture comme l'industrie automobile. Par conséquent, la situation économique désastreuse qui a prévalu dans le pays au cours de ses années pré-indépendance a connu une grande transformation, et en 2000, le PIB de l'Ouzbékistan a augmenté de 4,2 %, en grande partie en raison d'une croissance de 8,5 % dans le secteur manufacturier. Le redressement économique de l'Ouzbékistan s'est accompagné de grandes améliorations dans les indicateurs sociaux et économiques, ainsi que d'une réforme de l'éducation.

En 1997, l'Ouzbékistan a promulgué une loi sur l'éducation destinée à réformer le cadre éducatif du pays, et a fixé un cadre réaliste pour l'apprentissage continu qui permettrait d'assurer la formation continue de la population. L'éducation nationale est aujourd'hui dirigée par deux ministères, le Ministère de l'Éducation publique et le Ministère de l'Éducation supérieure et de l'Éducation secondaire spécialisée. Ce dernier traite exclusivement de l'enseignement professionnel et supérieur. Le Ministère de l'Éducation publique est chargé de fournir l'éducation à travers trois mécanismes :

1. **L'éducation formelle** : Ce secteur est chargé de l'éducation formelle, de l'école maternelle à l'enseignement plus avancé. En Ouzbékistan, il ya actuellement plus de dix mille écoles secondaires générales, 63 établissements d'enseignement supérieur et 539 établissements d'enseignement professionnel technique. Le secteur de l'éducation formelle comprend également l'évaluation et l'attribution de toutes les qualifications accréditées par l'État. Dans le cadre du secteur de l'éducation formelle, l'Ouzbékistan a déjà atteint son objectif du millénaire pour le développement en ce qui concerne l'accès universel à l'enseignement primaire, et enregistre des taux d'alphabétisation de près de 100 %.
2. **L'apprentissage et l'éducation non formels** : Grâce à des établissements d'enseignement qui ne sont pas liés à l'éducation formelle des adultes, l'éducation non formelle s'occupe du recyclage ou perfectionnement des compétences professionnelles. Cela peut inclure un large éven-

tail de niveaux de formation, allant de l'alphabétisation de base à l'application avancée des TIC dans l'entreprise. Le rôle de l'éducation non formelle peut être simplement défini comme moyen d'apprendre à appliquer l'alphabétisation et le contenu de l'éducation formelle au développement de compétences professionnelles qui peuvent contribuer au développement de la personne.

3. **L'apprentissage informel** : L'Ouzbékistan a identifié l'apprentissage informel comme étant le mécanisme par lequel les gens apprennent continuellement de leur propre initiative. Cela comprend l'étude personnelle assistée par des publications nationales ainsi que, d'une manière indirecte, des programmes éducatifs diffusés et distribués par les mass-médias.

Dans l'élaboration d'une société de la connaissance et de l'information, les opportunités non formelles et informelles d'apprentissage sont en demande croissante en Ouzbékistan, car beaucoup de personnes issues des milieux socio-économiques traditionnellement défavorisés commencent à comprendre les avantages de la formation continue pour leur propre développement, et celui de leur famille et leur communauté. En 1999, la création de Centres d'apprentissage communautaires a commencé, dans le but de satisfaire à ces exigences.

LES CENTRES D'APPRENTISSAGE COMMUNAUTAIRES (CAC)

Selon l'UNESCO, un CAC est un établissement ou un organisme d'éducation non formelle à base communautaire qui fournit une gamme de services et de possibilités d'apprentissage aux enfants non scolarisés, aux jeunes et adultes analphabètes ou semi-analphabètes issus de communautés socialement défavorisées en milieu rural et urbain. Les CAC fonctionnent en dehors du système éducatif formel et sont principalement destinés à satisfaire aux besoins en alphabétisation et en éducation de base des apprenants et donc à soutenir le développement holistique des citoyens et des collectivités. En tant qu'établissements d'enseignement non-formel, les CAC sont généralement créés et gérés par les communautés locales, avec le soutien financier et technique de divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. En outre, leurs activités sont également adaptées en fonction du contexte local pour résoudre les problèmes de la communauté locale et satisfaire ses besoins de base.

L'introduction de l'apprentissage tout au long de la vie en Ouzbékistan a été marquée par la création de dix Centres d'apprentissage communautaires, un projet soutenu par l'UNESCO dans le cadre du Programme d'éducation pour tous en Asie-Pacifique (APPEAL). Ces centres d'apprentissage com-

munautaires parrainés par l'UNESCO sont situés dans des provinces différentes, généralement dans les zones défavorisées, et sont normalement complétés par un grand nombre de centres d'apprentissage communautaires satellite à petite échelle, mis en place par les communautés, les autorités locales ou les ONG. Il y a actuellement 10 750 de ces organismes en Ouzbékistan, bien que ces organismes soient autoproclamés, et que la grande majorité se limitent à des services de consultation dans le domaine de l'enseignement et à la promotion des grandes activités des CAC. Comme la majorité de la population du pays vit dans les zones rurales et reculées, il est important pour les centres d'apprentissage communautaires d'avoir une présence importante dans les zones rurales, et ceci est en partie réalisé par cette structure satellite.

Les programmes éducatifs des CAC sont entièrement axés sur les compétences recherchées par les gens de la communauté dans laquelle se trouve le CAC ; il peut s'agir d'alphabétisation et d'apprentissage de la lecture et du calcul, ou de compétences plus professionnelles. Ces programmes sont orientés vers l'acquisition de connaissances qui mèneront à des améliorations de la qualité de vie et au développement de la capacité professionnelle. Au cours de la dernière décennie, depuis la création de CAC, des programmes éducatifs ont été en constante évolution en fonction des besoins sociaux des communautés, qui sont généralement encouragées à élaborer et appliquer leurs propres programmes d'études. Voici une liste non exhaustive des activités typiques des CAC :

- préparation des enfants à l'école primaire ;
- langues étrangères ;
- alphabétisation (processus de transition du cyrillique à l'alphabet latin) ;
- programmes de TIC, allant des compétences de base à l'application en entreprise ;
- éducation à la santé, y compris santé reproductive, prévention des maladies et nutrition ;
- soins à la petite enfance et éducation ;
- programmes écologiques ;
- formation ;
- projets générateurs de revenus ;
- programmes culturels ;
- activités sportives et récréatives ;
- mise à disposition de centres de ressources et bibliothèques.

Les activités des CAC seront décrites en détail plus loin dans cette étude de cas.

Buts et objectifs

Etant donné que les Centres d'apprentissage communautaires relèvent du secteur de l'éducation non formelle en

Ouzbékistan, il est intéressant de noter les principaux objectifs de l'éducation non formelle :



© www.journeysonquest.com

- contribuer au développement de la confiance en soi et au développement des capacités individuelles et communautaires ;
- aider les populations à comprendre les relations entre elles, avec leurs voisins et dans un monde aux identités culturelles diverses, soumis à un processus de mondialisation accélérée et continue ;
- soutenir la formation de la coresponsabilité de l'individu pour sa communauté et pour la société dans son ensemble.
- Les Centres d'apprentissage communautaires sont établis principalement pour contribuer à la réalisation du premier de ces objectifs. Parmi les objectifs spécifiques des CAC figurent :
 - offrir aux personnes l'occasion d'acquérir des connaissances et des compétences par des activités structurées dans des environnements non formels d'apprentissage ;
 - établir un lien entre l'alphabétisation et les perspectives et compétences pour la vie ;
 - impliquer tous les membres de la communauté dans la participation aux programmes et la prise de décision ;

- promouvoir le dialogue au sein de la communauté et entre les membres de la communauté et les autorités locales ;
- développer des liens de partenariat avec d'éventuels acteurs nationaux et internationaux ;
- mobiliser les efforts en vue de remédier à la situation de pauvreté dans les zones négligées.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Organisation

Chaque CAC est dirigé par un directeur et un directeur adjoint, qui consultent le comité de planification du CAC deux fois par an. Un large éventail de personnes venant des ministères de l'éducation, des ONG, des autorités locales et des communautés sont invitées à participer à ces comités de planification, où se tient la plus grande partie des discussions et où a lieu le processus décisionnel du CAC. Il s'agit notamment de la planification prévisionnelle pour les programmes et les activités du CAC, de la gestion du personnel, de la gestion des ressources et du développement des ressources financières.

Dans la structure du personnel du CAC, le directeur adjoint tient le rôle de coordonnateur du programme. Au sein de chaque programme, l'enseignement est dirigé par un spécialiste dans le domaine concerné, qui est appuyé par des professeurs qualifiés, eux-mêmes appuyés par des volontaires.

Les CAC sont appuyés par un Centre de ressources des CAC basé à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. Ce centre de ressources national coordonne les activités CAC, et fournit des matériaux tels que les publications pour les programmes communs d'enseignement. Pour ce qui est de l'assistance en ressources financières et tangibles, la plupart des CAC ont établi des relations avec des ONG, des universités, des fournisseurs de soins de santé et des entreprises petites ou moyennes locales, qui sont parfois en mesure de fournir au CAC de l'argent, du personnel enseignant, de l'équipement spécialisé et d'autres services. Davantage de fonds sont obtenus grâce à des projets générateurs de revenus tels que la vente de produits, des spectacles culturels ou des services.

Recrutement et formation des animateurs

Les trois principaux niveaux de recrutement des CAC sont destinés aux spécialistes du programme, au personnel de l'enseignement général et aux volontaires. Les spécialistes du programme sont normalement recrutés par le CAC, et sont payés sur une base à temps partiel. Par exemple, pour un programme environnemental, le CAC peut chercher un

expert comme un coordinateur de projet d'une ONG locale ou un professeur d'université. Les facilitateurs d'enseignement général se voient également offrir des salaires à temps partiel, et sont recrutés principalement dans d'autres établissements d'enseignement. La plupart ont aussi des emplois dans le secteur de l'éducation formelle, ou sont des professeurs retraités de ce secteur. Tous ces enseignants sont titulaires de diplômes pédagogiques. Les volontaires peuvent venir de tous les secteurs, y compris les étudiants universitaires, les travailleurs des secteurs de la santé et des entreprises, et les membres de la collectivité.

La formation du personnel est considérée comme un élément clé du renforcement des ressources du CAC ; les facilitateurs d'enseignement général et les volontaires sont encouragés à participer à des ateliers et des séminaires de formation organisés par le Centre de ressources du CAC à Tachkent, le ministère de l'éducation, l'UNESCO et d'autres ONG locales. Exemples d'ateliers de formation :

- nouvelles technologies éducatives.
- approche pédagogique innovante à la stratégie du CAC et du développement communautaire pour le personnel et la direction du CAC.
- nouvelles technologies pédagogiques en éducation formelle et non formelle.
- développement de l'éducation non formelle à la prévention et à la santé reproductive pour les jeunes, les adultes, les femmes et les parents.
- petites entreprises (PME et TPE).
- formation pour compléter le manuel de l'animateur.
- utilisation des TIC dans les CAT
- application des TIC pour l'autonomisation des communautés.

Exemples d'activités de formation et de méthodes et approches d'apprentissage

Le CAC offre des programmes uniquement en fonction des besoins de la population locale. Les méthodes d'enseignement spécifiques varient donc considérablement selon le programme enseigné et les méthodes d'enseignement qui ont la faveur de l'expert participant. En général, les apprenants sont invités à spécifier leurs propres objectifs et plan d'apprentissage, ainsi l'enseignement implique normalement un mélange de travail en groupe et des cours particuliers.

Quelques exemples d'activités du CAC :

- **éducation à la santé : santé reproductive et planification familiale, toxicomanie, VIH et sida** : les CAC des provinces du Khorezm et de Samarkand, où il y a un taux relativement élevé d'infection par le VIH, emploient des experts

parmi les prestataires locaux de soins de santé pour concevoir des programmes de formation sur ces questions importantes. Les apprenants sont encouragés à diffuser les connaissances acquises dans la communauté.

- **éducation environnementale** : Des programmes environnementaux ou écologiques fonctionnent dans les CAT des provinces de Khorezm, Nukus et Smarkand. Ces programmes sont choisis en raison de leur pertinence pour les populations locales. Par exemple, la province de Nukus fait partie de la région de la République de Karakalpakstan au nord, où se trouve la moitié de la mer d'Aral. La mer d'Aral, qui était autrefois le quatrième plus grand lac au monde, est décrite comme étant l'une des pires catastrophes environnementales de la planète : elle a été réduite à seulement 10 % de sa taille d'origine au cours des dernières décennies. Un grand nombre d'ONG internationales travaillant dans le domaine de l'environnement sont présentes dans la zone, et des experts fournissent au CAC des programmes éducatifs pour les enfants et les adultes qui expliquent le phénomène de l'environnement, et se penchent sur les méthodes d'adaptation de la société qui sont déjà nécessaires pour atténuer les dangers que constitue cette catastrophe pour la santé, les moyens de subsistance et l'industrie.
- **Les programmes du patrimoine culturel** : Beaucoup des grands Centres d'apprentissage communautaires exécutent des programmes sur le patrimoine culturel, comme un moyen de relier les communautés entre elles et avec leur histoire. On considère aussi que c'est un programme clé dans le cadre des efforts en matière d'intégration des minorités immigrées.
- **Les projets de génération de revenus** : Les CAC des provinces de Boukhara et Namangan ont créé des projets générateurs de revenus, où les participants ont développé des compétences dans un secteur commercial donné, comme le tissage, puis ont trouvé des mécanismes pour vendre leur travail à travers le CAC. Le programme de la province de Namangan a été combiné avec un programme Entreprise à petite échelle pour les femmes, dans lequel les femmes du groupe ont formé une entreprise à petite échelle, et pris des cours en gestion et compétences administratives, parallèlement au développement de leurs compétences en matière de production.
- **Le développement des compétences TIC** : La plupart des Centres d'apprentissage communautaires offrent des programmes en TIC. Ces cours vont de l'utilisation de base des TIC au développement web de pointe, en fonction des besoins de la communauté locale.
- **L'éducation parentale et le développement de la petite enfance** : Le CAC d'Izboskan, une zone très peuplée, où les indicateurs de santé pour les enfants restent relativement bas, combine un programme d'éducation parentale pour le développement des jeunes avec un service

clinique des soins de santé de l'enfant, en collaboration avec des ONG locales axées sur la santé ONG.

- **Compétences orientées vers le travail** : En raison de la forte densité de population, il y a un large éventail de secteurs d'emploi disponibles pour les personnes ayant les compétences requises. Toutefois, de nombreuses personnes sont encore exclues, en particulier les femmes, car elles n'ont pas eu l'occasion de développer les compétences suffisantes en matière d'éducation formelle. Le CAC d'Izboskan fournit un programme qui familiarise les apprenants avec un large éventail de compétences orientées vers le travail, comme l'utilisation des TIC, l'administration et la pensée critique, afin de rendre les apprenants issus de milieux défavorisés plus employables.
- **Compétitions sportives** : Les apprenants de la province d'Izboskan ont demandé des programmes qui pourraient restaurer un sentiment de communauté dans leur région densément peuplée. Le CAC a créé une série de sessions de formation sportive et des compétitions afin de résoudre ce problème.



© World Bank / Matluba Mukhamedova

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation sont menés au niveau local et national. Au niveau local, chaque comité de planification du CAC se réunit deux fois par année pour discuter des succès relatifs de la période précédente, et planifier pour l'avenir. Ces évaluations sont basées sur les commentaires des enseignants, des apprenants et autres membres de la communauté.

Au niveau national, le Centre de ressources du CAC basé à Tachkent effectue ses propres évaluations et établit des rapports pour le Ministère de l'éducation publique. Ces évaluations portent sur les domaines suivants :

- Succès en matière d'apprentissage.
- Contenu et structure des programmes.
- Qualifications du personnel enseignant.
- Intégration de l'éducation et de la production.
- Gestion du processus de formation.
- Développement de marchés pour les services éducatifs.
- Application des TIC dans l'administration du CAC.
- Disponibilité et utilisation des ressources matérielles et techniques.
- Disponibilité et utilisation des ressources financières.
- Partenariats locaux et nationaux.

En outre, certains CAC ont des accords spécifiques d'évaluation avec les organisations de donateurs privés, dont le maintien du financement des activités du CAC dépend des résultats positifs de l'évaluation.

Impact

Voici les impacts positifs des Centres d'apprentissage communautaires qui ont été identifiés :

- Dans les zones rurales, les CAC sont devenus des centres d'activité culturelle et communautaire en raison de leurs activités innovantes.
- Les CAC sont considérés comme des lieux où les communautés résolvent leurs problèmes et planifient leur développement. Les centres offrent à la communauté un excellent forum pour répondre, discuter et exposer des idées.
- La présence des CAC a conduit à la diversification des industries rurales, car les personnes vivant dans des zones reculées ont eu l'occasion de développer des compétences professionnelles dans différents secteurs d'emploi. C'est un résultat très appréciable dans un pays où 60 % de la population vivent en milieu rural.
- On a observé un changement dans le processus de prise de décision qui de centralisé est devenu largement décentralisé, ainsi que dans le développement communautaire. On pense que cela est largement dû aux méthodes d'engagement communautaire des CAC.
- Il y a une sensibilité accrue du public à l'importance de l'apprentissage continu.
- Les capacités des communautés à faire face aux défis du développement s'améliorent.
- On a observé une grande variété d'avantages personnels, notamment l'amélioration des normes de santé et de vie ainsi qu'une plus grande confiance de ceux qui ont été habilités à participer davantage aux processus communautaires.

Les défis

Les CAC d'Ouzbékistan ont dû faire face aux défis suivants :

- Le manque de ressources financières et matérielles continue de menacer la qualité des programmes et les potentialités d'expansion.
- Il y a un manque criard de matériel pédagogique et didactique pour les formateurs et les stagiaires.
- Développement insuffisant de soutien législatif pour le secteur de l'éducation non formelle, en particulier dans les efforts pour faire reconnaître comme qualifications au niveau national les certificats obtenus dans les cours CAC.
- Le public n'est pas suffisamment sensibilisé sur le rôle des centres d'apprentissage communautaires et les activités disponibles.
- Le réseautage entre les CAC est lent en raison de contraintes de communication, ce qui se traduit normalement par une mauvaise connectivité ou une absence totale de connectivité Internet dûes à l'insuffisance des infrastructures, et il est donc difficile de partager connaissances et expérience.

LA PÉRENNITÉ

Pour assurer la pérennité du projet, les CAC vont concentrer leurs efforts sur le développement de nouveaux partenariats avec d'autres organisations qui sont en mesure de fournir une assistance à travers des dons matériels ou financiers, à travers la mise à disposition de personnel ou par l'intermédiaire de conseils.

En particulier, le produit de la collecte de fonds sera concentré sur la modernisation des technologies TIC, comme l'accès Internet, et la création et la distribution de plus de publications pour aider les formateurs et les apprenants dans leurs études du programme.

LES LEÇONS RETENUES

Les leçons à retenir et les projets pour l'avenir des CAC en Ouzbékistan ont été identifiés comme suit :

- Afin d'assurer la pertinence des programmes, les cours de formation devront être d'un niveau suffisamment élevé pour que l'apprenant obtienne une reconnaissance nationale de ses qualifications.
- De nouveaux CAC devront être ouverts en coopération avec les établissements d'enseignement secondaire, en coopération avec le Ministère de l'Enseignement supé-

rieur, afin d'élargir les zones de prestation et les populations cibles.

- Les autorités locales et nationales devront promulguer des lois pour soutenir les CAC et reconnaître leurs diplômes.
- A côté des séminaires et ateliers de formation, les animateurs devront être encouragés à continuer d'améliorer leurs compétences pédagogiques régulièrement.
- Chaque CAC devra être connecté à l'Internet.
- Les matériaux et ressources utilisés en appui aux programmes devront être produits et fournis de manière systématique, plutôt que sur une base ad hoc.
- Des efforts devront être accomplis pour faire participer d'autres membres de la communauté, et donc élargir le programme d'activités disponibles.
- Les activités éducatives devront être coordonnées avec les politiques éducatives des organes gouvernementaux, régionaux et locaux.
- Les CAC devront se concentrer sur l'acquisition régulière de nouvelles informations sur les techniques pédagogiques.
- Le ministère de l'Éducation publique devra explorer les possibilités de mise en place d'une équipe mobile de formation CAC, équipée des techniques, des méthodes et des matériels pédagogiques modernes.

SOURCES

- DESD (2010) *DESD Around the World : Uzbekistan*
- Haddad (2008). *Community Learning Centres : Country reports from Asia*, UNESCO, Bangkok.
- Ikramov, A. *Policy on Adult Education in Uzbekistan*. National Commission of Uzbekistan for UNESCO
- Musabaeva, K (2004). *Country Report on Community Learning Centers in Uzbekistan*. National Commission of Uzbekistan for UNESCO
- UNESCO (2011). *Brief Situation Analysis of CAC in Uzbekistan*.

CONTACT

Commission nationale de la République d'Ouzbékistan pour l'UNESCO
54, Buyuk Ipak Yuli Street, Tashkent 700077
Tel. : 998-712-670542
Fax : 998-712-670538
E-mail : unesco@natcom.org.uz

Philippines

Programme de développement et d'apprentissage des adultes basé sur la communauté

Profil de pays

Population

96 471 000 (2012)

Langue officielle

philippin, anglais (langues régionales reconnues : bikol, cebuano, ilocan, hiligaynon, kapampangan, pangasinan, tagalog et waray-waray)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 2 dollar par jour, %)

42 (2009)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

2,7 (2009)

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total, %)

96 (2011)

Taux d'alphabétisme des jeunes (15 – 24 ans)

Femmes : 98 % (2005–2010)

Hommes : 97 % (2005–2010)

Total : 98 % (2005–2010)

Taux d'alphabétisme des adultes (15 ans et plus)

Femmes : 97 % (2005–2010)

Hommes : 98 % (2005–2010)

Total : 98 % (2005–2010)

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report (Rapport mondial de suivi sur l'EPT)

UNICEF

Banque Mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme de développement et d'apprentissage des adultes basé sur la communauté

Organisation chargée de la mise en œuvre

Initiative populaire pour l'apprentissage et le développement communautaire (PILCD, « People's Initiative for Learning and Community Development »)

Partenaires de financement

dvv International

Coûts annuels du programme

USD 30 000

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

L'Initiative populaire pour l'apprentissage et le développement communautaire est une ONG nationale créée en 2002. Elle fait maintenant partie des organisations nationales et régionales pour l'alphabétisation et l'éducation comme la Société civile pour les réformes de l'éducation (« Civil Society for Education Reforms ») ou E-net Philippines (une coalition

nationale d'ONG pour les réformes de l'éducation), le Bureau d'éducation des adultes pour l'Asie et le Pacifique Sud (ASPBAE, « Asian South Pacific Bureau of Adult Education »); le Conseil régional de coordination de l'alphabétisation de la Région administrative de Cordillera (CAR) (« Regional Literacy Coordinating Council of the Cordillera Administrative Region ») et l'assemblée consultative des ONG du Conseil de coordination nationale de l'alphabétisation (« National Literacy Coordinating Council »).

La PILCD s'efforce principalement d'élaborer et de mettre en place des programmes d'apprentissage alternatifs pour le développement communautaire. À cette fin, elle a mis sur pied le Programme d'apprentissage et de développement des adultes basé sur la communauté (CALDP) qui a pour objet d'institutionnaliser l'apprentissage alternatif dans la perspective d'un développement au niveau local afin d'améliorer la capacité des communautés locales à relever de manière proactive les défis sociaux, politiques et économiques qui les touchent et à augmenter leur niveau de vie.

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Bien que le taux d'alphabétisme aux Philippines soit élevé (plus de 90 %), une enquête portant sur l'alphabétisme fonctionnel, l'éducation et les mass media (FLEMMS, 2003) a révélé qu'environ 3,8 millions de Philippins âgés de 10 ans et plus étaient incapables de lire et d'écrire, 9,2 millions d'entre eux étant par ailleurs fonctionnellement analphabètes. L'enquête FLEMMS a également constaté que sur les 34,2 millions de Philippins âgés de 6 à 24 ans, 11,6 millions ne fréquentaient pas l'école, dont : 1,2 millions d'enfants d'âge scolaire primaire (6 à 11 ans), 1 million d'âge scolaire secondaire (12 à 15 ans) et 9,4 millions du groupe d'âge relevant de l'enseignement supérieur (16 à 24 ans). En outre, l'enquête sur le revenu et les dépenses des familles (FEIS, Family Income and Expenditure Survey, 2003) indiquait qu'environ 44,5 % des chefs de familles avaient reçu au plus une éducation élémentaire alors que 33,9 % avaient atteint le niveau secondaire et 21,6 % avaient fréquenté l'enseignement supérieur dont moins de la moitié en y obtenant un diplôme. Ces données indiquent qu'en dépit d'une augmentation progressive des taux d'alphabétisme nationaux au fil des années, certains Philippins, en particulier les populations pauvres habitant les bidonvilles et les zones rurales éloignées, ainsi que les populations autochtones, ont peu de chance d'accéder à une éducation formelle de qualité. Prenant acte de cet état de fait, la PILCD a initié le Programme d'apprentissage et de développement des adultes basé sur la communauté (CALDP) dans le but de répondre aux besoins en matière d'apprentissage et d'éducation de ces populations défavorisées.

PROGRAMME

Le CALDP est actuellement à l'œuvre dans trois municipalités locales dans la province de Benguet et la ville de Baguio. Entre 150 et 200 apprenants jeunes et adultes s'inscrivent tous les ans au programme qui est doté d'un budget annuel d'environ 30 000 USD. Compte tenu de la diversité ethnique et linguistique des Philippines, le programme adopte une approche multilingue de l'enseignement et utilise donc les langues régionales, le philippin et l'anglais afin de permettre aux apprenants une compréhension efficace des concepts enseignés.



Le CALDP se concentre principalement sur quatre secteurs essentiels :

- Alphabétisation de base et avancée : élaboration et mise en œuvre de programmes d'éducation de base axés sur les besoins, basés sur le contexte et innovants, destinés aux adultes et aux enfants déscolarisés dans les communautés marginalisées et parmi les groupes d'âge vulnérables. Ces programmes s'appuient sur des approches d'apprentissage à domicile, modulaires et basées sur l'informatique.
- Mise en valeur des potentiels : les compétences sont mises en valeur par la formation à l'élaboration de projet, aux activités professionnelles, au développement rural, au leadership et à la gestion, à la gouvernance, à la subsistance et à la génération de revenus.

- Éducation à une agriculture durable : programme de formation permanente destiné aux petits agriculteurs et consacré à l'agriculture durable (notamment la gestion des sols, les systèmes de culture, le traitement des nuisibles/maladies), la formation au leadership et à l'entrepreneuriat/au commerce.
- Lobbying et mobilisation en vue d'améliorer l'offre de programmes d'apprentissage des adultes basés sur la communauté.

Buts et objectifs

Le programme s'attache à :

- faire progresser les niveaux d'alphabétisme fonctionnel chez les personnes et les groupes sociaux/communautés marginalisés et vulnérables ;
- utiliser le développement des compétences en lecture et en écriture comme outil pour réduire la pauvreté, développer la communauté et protéger l'environnement durablement ;
- faire progresser la capacité des communautés marginalisées à s'engager dans des activités assurant des moyens d'existence durables, notamment la production agricole ;
- encourager l'auto-organisation des communautés ;
- rendre autonomes les communautés/personnes marginalisées pour qu'elles participent activement à la vie civique socio-politique.

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Conception et élaboration du cursus

Le CALDP associe activement la formation aux compétences en lecture et en écriture au développement durable, tant au niveau individuel que communautaire. La conception et le développement du programme sont fondés sur la réalité situationnelle des apprenants mais ils intègrent également des aspects pertinents élargis à l'échelle nationale et internationale. Ces réalités servent de références d'apprentissage et permettent aux apprenants, non seulement de faire face à leurs problèmes, mais surtout de rechercher proactivement des solutions fonctionnelles à ces défis tout en concourant à la croissance et au développement individuel et communautaire. Le programme étant basé sur la communauté, les apprenants sont par ailleurs consultés en ce qui concerne sa conception et son développement, et les résultats de ces consultations contribuent à réaliser le cadre du programme éducatif.

Recrutement et formation des formateurs

Les animateurs du programme font habituellement partie du personnel permanent de la PILCD et possèdent des qualifications universitaires en enseignement, psychologie et sociologie. Des animateurs supplémentaires sont embauchés en fonction des besoins et seront de préférence diplômés de l'université. Les animateurs reçoivent de la PILCD une formation professionnelle sur les théories en matière d'apprentissage des adultes, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage, la planification et l'élaboration des cours et l'animation créative employant l'approche « activité-discussion-apport-profondissement-synthèse » (ADIDS, « Activity-Discussion-Input-Deepening-Synthesis ») qui intègre les techniques du théâtre et les arts visuels. Chaque animateur est formé pour prendre en charge des groupes de 25 à 30 apprenants.

Les personnels/animateurs permanents de la PILCD reçoivent un salaire mensuel qui est prévu aux termes de l'accord de financement du programme. Les animateurs supplémentaires embauchés en fonction des besoins sont payés par l'administration partenaire locale sous forme d'honoraires basés sur les heures et les jours prestés.

Inscription des apprenants

La PILCD, en partenariat avec les responsables de communautés, les ONG et les représentants des administrations locales, lance des campagnes de sensibilisation et de mobilisation en faveur de l'alphabétisation et du développement afin

d'encourager les groupes cibles à s'inscrire au programme. Pour que la campagne soit efficace et produise les résultats escomptés, la PILCD instaure des réunions consultatives avec les représentants des communautés et des administrations locales durant lesquelles les buts et objectifs du CALDP sont expliqués. La PILCD organise également des activités de campagne et des réunions d'orientation avec les apprenants potentiels et d'autres membres des communautés. La gratuité du programme est un encouragement supplémentaire pour les apprenants potentiels et leurs communautés.

Approches et méthodologies d'enseignement/d'apprentissage

Les sessions d'apprentissage du CALDP se tiennent de manière régulière mais souple en se basant sur l'analyse des besoins d'apprentissage des apprenants, des niveaux d'alphabétisme, des lacunes éducatives et des résultats escomptés. Ceux-ci sont identifiés au moyen d'une série de tests d'alphabétisme fonctionnel (Functional Literacy Tests, FLT) et d'activités de groupes préalables à l'inscription. En outre, les apprenants participent à l'élaboration du calendrier d'apprentissage en choisissant les jours et les heures qui leur conviennent le mieux. Par le passé, les sessions du CALDP se sont tenues une ou deux fois par semaine, ou une semaine par mois selon la disponibilité des apprenants.

Pour éviter que l'instruction soit centrée sur l'animateur, plusieurs méthodes d'enseignement sont utilisées. Elles vont du cours classique avec présentations multimédias aux activités de groupe, en passant par l'apprentissage basé sur



les modules, les démonstrations sur le terrain, les jeux et les arts créatifs qui prennent en compte les styles d'apprentissage des participants et les contextes différents. Cependant, une importance particulière est accordée à l'apprentissage fondé sur l'action qui emploie le modèle « ADIDS », par lequel les apprenants sont encouragés à se lancer dans des activités simulées ou réelles qui contribuent au développement global du projet. Cette approche pragmatique vise à rendre les apprenants autonomes et à leur permettre de faire leurs propres découvertes. Elle a été utilisée avec succès pour les cours d'agriculture auprès de petits exploitants à Buduias où la PILCD a mis sur pied une ferme modèle pour les cours pratiques.

En outre, le programme fournit aux apprenants des modules d'auto-apprentissage supplémentaires autogérés qu'ils peuvent utiliser seuls ou en groupes durant leur temps libre. La plupart des modules sont mis au point par la PILCD en se basant sur « les modules d'apprentissage de validation et d'équivalence » (A&E, « Accreditation and Equivalency ») fournis par le Bureau du système d'apprentissage alternatif (BALS, « Bureau of Alternative Learning System ») du ministère de l'Éducation tandis que d'autres sont mis au point indépendamment par des ONG.

De même, la PILCD emploie différentes stratégies pour motiver les apprenants et leurs communautés à participer au programme. En dehors des campagnes de mobilisation et de l'enseignement gratuit, le CALDP propose également une alphabétisation qui forme au développement dans de nombreux domaines tels : l'alphabétisation de base et avancée, la maîtrise des outils informatiques, les ateliers musique et art, les activités culturelles, les compétences nécessaires dans la vie courante et la formation à la génération de moyens d'existence et de revenus, en particulier dans le cadre de la production agricole. L'objectif est de bien prendre en compte la diversité des intérêts parmi les apprenants ; les hommes adultes, par exemple, sont plus enclins à participer aux cours d'agriculture tandis que les jeunes ont tendance à s'inscrire aux cours d'éducation de base et d'alphabétisation.

Les apprenants du CALDP bénéficient d'une motivation supplémentaire à poursuivre leurs études par la possibilité qui leur est offerte de passer les examens de validation et d'équivalence proposés tous les ans par le Bureau du système d'apprentissage alternatif du ministère de l'Éducation. Les participants qui réussissent cet examen reçoivent du ministère de l'Éducation des certificats d'obtention de diplôme du secondaire qui leur permettent de poursuivre des études supérieures ou de chercher un emploi d'un niveau similaire à celui des diplômés de l'éducation formelle.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Suivi et évaluation

Les animateurs ont l'obligation d'évaluer le programme de manière continue au moyen de tests de fins de session. Des tests plus longs sont également pratiqués afin de pouvoir évaluer les résultats de l'apprentissage sur le long terme et de préparer les apprenants aux examens de validation et d'équivalence.

En outre, les apprenants évaluent le programme au moyen d'un journal de retour d'information sur l'apprentissage qui consiste principalement en un compte rendu détaillant les expériences d'apprentissage et suggérant des façons d'améliorer le programme.

Cependant, il reste au programme à être évalué par des examinateurs extérieurs et indépendants.

Impact et réalisations

Le CALDP a été applaudi pour avoir fait progresser les objectifs inextricablement liés de la formation aux compétences en lecture et écriture et du développement communautaire. Ses impacts et réalisations essentiels sont :

Tout d'abord, le programme offre aux adultes et aux jeunes vivant dans des communautés éloignées, pauvres et rurales – dont la majorité possède une expérience limitée en matière d'éducation voire aucune expérience – des opportunités d'apprentissage alternatives pour faire progresser leurs compétences en lecture et en écriture. La plupart des participants au programme sont maintenant capables de lire et d'écrire ainsi que de planifier et d'organiser les activités assurant leur subsistance. Mais surtout, depuis 2004, 189 diplômés du CALDP ont réussi l'examen national de validation et d'équivalence et ont achevé leur scolarité secondaire. D'autres sont parvenus à obtenir un emploi en bonne et due forme.

Le programme a eu des répercussions significatives sur les communautés, tout particulièrement en termes de réduction de la pauvreté, d'accès à l'autonomie économique et d'amélioration de la qualité de vie. Par exemple, les membres d'une organisation de femmes ayant participé au programme ont ensuite été capables d'installer un système d'adduction d'eau communautaire dans le village de Bayoyo, tandis qu'une organisation de mères à Taba-ao a monté un projet d'élevage de porcs. Ces activités générant des moyens d'existence et des revenus ont fait progresser le niveau de vie communautaire. Ces deux projets sont issus d'un programme

d'apprentissage continu d'alphabétisation et de mise en valeur des potentiels. Les membres et les représentants des organisations ont reçu une formation dans le domaine du leadership, de l'organisation et du développement de projet au cours de sessions bimensuelles. Le développement des deux projets communautaires a impliqué les participants dans l'ensemble du processus de développement de projet.

Le programme de formation en agriculture qui a été initié en 2003 a permis à quelques agriculteurs d'adopter des pratiques d'agriculture durable, telle l'utilisation d'engrais biologiques, et des stratégies adaptées à la gestion des nuisibles et des maladies. Deux agriculteurs de Buguias se sont notamment convertis à l'agriculture biologique. Tous les deux vendent à présent leurs légumes biologiques : un aboutissement qui a amélioré leurs niveaux de vie.



LEÇONS APPRISSES

La coordination et la coopération avec les organismes gouvernementaux et les ONG impliqués dans les activités de développement communautaire facilitent la mise en œuvre et le succès des projets d'alphabétisation et de développement basés sur la communauté.

Associer la formation aux compétences en lecture et écriture à la formation au développement augmente la capacité des apprenants à s'engager dans des activités socio-économiques autonomes et collectives comme la gestion de projets générateurs de revenus et l'initiation d'actions communautaires en réponse aux défis de la vie courante. L'alphabétisation ouvre donc la voie à une plus grande participation individuelle dans les processus de développement communautaire.

Pour être efficaces, les programmes d'alphabétisation et de développement basés sur la communauté doivent être élaborés et mis en œuvre d'une façon qui évite d'aliéner les apprenants de leurs contextes : les réalités et les besoins contextuels doivent être pris en compte. Il est donc impératif de consulter et d'impliquer la communauté à tous les niveaux de l'évolution du programme. En outre, l'alphabétisation devrait former les apprenants à trouver des solutions fonctionnelles aux défis auxquels ils sont confrontés dans leur vie de tous les jours. Les capacités des diplômés à ce faire encouragent les autres apprenants à rejoindre les programmes d'alphabétisation.

PÉRENNITÉ

La pérennité du programme est assurée par des campagnes de lobbying et de mobilisation intensives au sein des communautés qui les sensibilisent à l'importance de l'éducation et encouragent les gens à s'inscrire au programme. Des efforts similaires sont entrepris afin d'encourager les entités administratives nationales et locales à institutionnaliser les programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes dans le cadre de leurs plans de développement. La PILCD met par ailleurs en place des partenariats avec des institutions gouvernementales et non gouvernementales afin d'obtenir des sources fiables de financement supplémentaire pour les projets. De tels partenariats ont permis à la PILCD d'étendre le CALDP à d'autres communautés.

SOURCE

- <http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001609/160907E.pdf>

CONTACT

Ramon G. Mapa
 Directeur exécutif
 247 Lower Ferguson, Central Guisad,
 2600 Baguio City, Philippines
 Téléphone/Fax : (63974) 3005038
 E-mail : pilcd@skynet.net ;
 pilcd.org@ gmail.com ; maparamon@gmail.com
 Site web : <http://pilcd.wikispaces.com>

Viet Nam

Centres d'apprentissage communautaires, outils actifs du programme national d'alphabétisation et de post-alphabétisation

Profil de pays

Population

86 116 559 (2008)

Langue officielle

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total)

94 % (2006)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans)

94 % (1995-2004)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2005)

Total : 82 %

Homme : 84 %

Femmes : 81 %

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report 2008 (Rapport mondial 2008 de suivi sur l'EPT)

UNICEF

Banque Mondiale : World Development Indicators database, Sep. 2008

Présentation générale du programme

Titre du programme

Centres d'apprentissage communautaires, outils actifs du programme national d'alphabétisation et de post-alphabétisation

Organisation chargée de la mise en œuvre

Département de l'Éducation continue, ministère de l'Éducation et de la formation

Langues d'enseignement

Vietnamien (kinh) et plusieurs langues minoritaires, dont le nung, le tay, le khmer, le h'mong, l'édé et le dao

Partenaires de financement

Gouvernement vietnamien, ONG internationales

Partenaires

Le ministère de l'Éducation et de la formation et le bureau de l'UNESCO à Hanoï sont les principaux partenaires. S'y ajoutent le ministère de la Santé, le ministère de la Culture, des sports et du tourisme, l'Association vietnamienne pour la promotion de l'éducation, le Front national pour la patrie du Vietnam, la Division de la mobilisation populaire du Commandement des gardes-frontières, l'Union des femmes, l'Union des jeunes et l'Union des fermiers.

Coûts annuels du programme

120 000 000 000 VND (environ 5 700 000 USD)

Coût annuel par apprenant : 1 050 000 VND (environ 50 USD)

Date de création

2009

CONTEXTE NATIONAL

Le Vietnam a accompli d'importants progrès en termes de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et a réussi à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, mais aussi à réaliser l'égalité des sexes en matière de scolarisation. Les filles représentent désormais 50 % des élèves de l'enseignement primaire et secondaire. Malgré ces progrès, l'inégalité entre les sexes reste un problème majeur. Les femmes des groupes ethniques minoritaires vivant en milieu rural ou avec le statut de migrant sont souvent défavorisées. Par exemple, on compte un nombre disproportionné de femmes rurales des minorités ethniques parmi les pauvres tandis que les disparités entre les sexes en termes d'éducation persistent chez ces communautés minoritaires. De même, les Vietnamiennes bénéficient d'un accès limité aux services de santé par rapport aux hommes et continuent de subir la violence sexuelle et sexiste. Les femmes travailleuses gagnent généralement moins que les hommes et ont moins de chances de recevoir une formation professionnelle (Banque mondiale, 2011).

Le gouvernement vietnamien reconnaît qu'il doit faire mieux en termes d'alphabétisation des adultes et d'égalité des sexes, en particulier au sein des minorités ethniques. Son plan quinquennal de développement socio-économique national reconnaît la nécessité d'améliorer le niveau de vie des minorités ethniques en vue de promouvoir le développement du Vietnam. Le programme Centres d'apprentissage communautaires, outils actifs du programme national d'alphabétisation et de post-alphabétisation cadre parfaitement avec ce contexte en tant qu'initiative gouvernementale de grande envergure visant à atténuer la pauvreté au sein de la population rurale et à promouvoir l'égalité des sexes (Banque mondiale, 2014).

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a été lancé en 2009 par le département vietnamien de l'Éducation continue. Il a pour principal objectif de promouvoir l'alphabétisation des adultes et de réduire la pauvreté parmi les minorités ethniques vivant dans les régions reculées du Vietnam. Outre le développement communautaire, il s'emploie à autonomiser les femmes et à promouvoir l'égalité des sexes. Le programme veut améliorer le statut des femmes dans les communautés afin de les aider à se protéger de la violence domestique, du viol et de la discrimination sociale. Il comporte cinq niveaux, d'une durée de trois mois chacun. Les enseignements incluent la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la société, les sciences, l'agriculture, la protection de l'environnement, les droits humains, l'égalité des sexes et l'éducation parentale.



plan d'apprentissage adapté aux besoins de chaque communauté. En concevant ces plans, l'organisation chargée de la mise en œuvre prend en compte l'effectif, le genre, l'âge et l'origine religieuse et ethnique des apprenants. En général, les enseignants ont la latitude d'adapter le contenu et les méthodes pédagogiques aux besoins et situations spécifiques des apprenants.

L'approche pédagogique adoptée par le programme tente d'associer activement les participants au processus d'apprentissage. Les animateurs emploient des méthodes d'enseignement qui promeuvent la réflexion critique et l'indépendance, notamment la méthode REFLECT (Regenerated Freirean Literacy through Empowering Community Techniques). En outre, ils font appel aux méthodes d'alphabétisation du vietnamien traditionnel, basées sur l'écoute et la répétition. Déterminés à éviter toute approche passive, ils privilégient une approche active qui associe les participants au processus d'apprentissage. Ils animent les discussions entre apprenants concernant la meilleure façon de résoudre les problèmes locaux. Ce type d'activité favorise le développement des compétences analytiques et de la réflexion critique, mais aussi l'acquisition des compétences de la vie courante et l'alphabétisation. Les cours d'alphabétisation et de post-alphabétisation peuvent aussi se faire sous forme de formation sur le lieu de travail. Par exemple, les animateurs organisent des cours sur les techniques d'épandage d'engrais dans les champs.

Structure et processus du programme

Le programme comporte cinq niveaux. En général, il faut environ trois mois pour achever un niveau. Autrement dit, il en faut 15 pour achever le programme d'alphabétisation et de

post-alphabétisation. En moyenne, chaque groupe compte 20 à 30 apprenants. S'il n'y a pas assez d'apprenants pour un niveau, les animateurs organisent généralement des classes multigrades. Parfois, les cours d'alphabétisation sont individualisés.

Le programme d'alphabétisation est subdivisé en phases d'alphabétisation et de post-alphabétisation. La phase d'alphabétisation va du niveau 1 au niveau 3, et la phase de post-alphabétisation couvre les niveaux 4 et 5. Le curriculum est conçu pour que l'apprenant passe progressivement de l'aptitude à lire et écrire à l'acquisition de compétences de la vie courante. Après avoir achevé le programme, les apprenants ont la possibilité de poursuivre leur éducation. Conformément à l'approche sur mesure du programme vietnamien des CLC, le curriculum est adapté au contexte socio-économique des apprenants et aux besoins de la communauté locale. Ainsi, dans les communautés à forts taux d'accidents de la circulation, les participants apprennent le code de la route et les mesures de prudence appropriées.

Les supports d'apprentissage sont constitués des manuels d'alphabétisation et d'enseignement du primaire. Le département de l'Éducation continue (DEC) a été chargé d'élaborer les manuels, qui ont été approuvés par le MEF. D'autres supports sont parfois conjointement élaborés par les DEF locaux, les organisations partenaires, les animateurs du programme et les chefs de village. Par exemple, un guide des techniques agricoles a été mis au point par le DEF de Hoa Binh et Action Aid. Un autre manuel sur l'élevage de porcs a été élaboré par le DEF de Hoa Binh et UNESCO-Hanoï. Les animateurs administrent le programme à l'aide du logiciel de statistique Education Statistic-Combat Illiteracy (voir <http://pcgd.moet.gov.vn>)

et du logiciel de gestion des CLC (<http://clc-mis.edu.vn>). Ces deux bases de données sont accessibles au grand public et contiennent des informations sur l'alphabétisation présentées par sexe, âge, année et région, mais aussi par nombre de CLC. Les animateurs se servent d'ordinateurs et d'Internet pour dispenser les cours d'agriculture et de sciences.

Avec les manuels disponibles, les animateurs enseignent les matières suivantes : vietnamien, mathématique, société et nature, sciences, histoire et géographie. Certains cours sont spécifiquement destinés aux femmes et aux groupes minoritaires : droits humains, égalité des sexes, santé (en particulier, la santé préventive, le VIH/sida, la nutrition et l'hygiène) et éducation parentale. Par ailleurs, le programme enseigne la protection de l'environnement, l'agriculture durable et l'économie.

Les animateurs

Les animateurs doivent être au moins diplômés de l'enseignement secondaire. Ils encadrent 20 à 25 apprenants. Les employés à plein temps et à temps partiel sont principalement des instituteurs et des gardes-frontières issus de la Division de la mobilisation populaire et du Commandement des gardes-frontières. Syndicalistes, retraités et étudiants du supérieur aussi soutiennent l'enseignement. Ils reçoivent un salaire, et les heures supplémentaires sont payées. Certains animateurs bénévoles ne sont pas rémunérés. Il s'agit, pour l'essentiel, d'étudiants du supérieur ou des internats pour minorités ethniques. Tous les animateurs sont formés avant de commencer à enseigner. Le contenu de la formation inclut les méthodes d'alphabétisation, de post-alphabétisation et d'enseignement des adultes. Ils sont formés au contenu du curriculum, mais aussi au suivi et évaluation. Le DEC dispense la formation au niveau national, tandis que les DEF font de même au niveau local.

Suivi et évaluation

Le processus de suivi et évaluation comporte plusieurs volets. D'abord, chaque communauté disposant d'un CLC met en place un comité d'organisation chargé de suivre la mise en œuvre du programme. Celui-ci évalue les volets sensibilisation, mobilisation des participants, organisation et enseignement. Ensuite, les DEF locaux préparent des rapports trimestriels sur la mise en œuvre du programme. Deux fois par an, en mai et en novembre, ils envoient des rapports au DEC, qui collecte et analyse les données. Pour compléter ces rapports, les employés du DEC se rendent dans les CLC afin de comprendre la mise en œuvre concrète du programme. Chaque année, en juin, les données sont présentées et étudiées lors d'une réunion regroupant les spécialistes du DEC et le conseil d'administration. À l'issue de cette réunion, les

CLC qui se distinguent par l'excellence de leurs résultats sont primés, et ceux qui doivent faire des efforts en sont notifiés.

Les DEF locaux évaluent également le résultat du programme des CLC en examinant les réalisations et les leçons apprises pendant l'année. Tous les deux ans, des ateliers sont organisés aux niveaux central, provincial et local pour analyser les expériences passées et mettre en œuvre les changements requis. Les CLC suivent également le nombre d'apprenants qui achèvent la phase d'alphabétisation et ceux qui passent à la phase de post-alphabétisation.

Mécanismes d'accréditation

Après avoir achevé la phase d'alphabétisation (niveaux 1 à 3), les participants subissent un test. Les admis sont autorisés à passer en phase de post-alphabétisation (niveaux 4 et 5). Les apprenants qui ont achevé les cinq niveaux subissent un test final supervisé par le DEF local. L'autorisation à poursuivre des études secondaires dépend des résultats de ce test, qui évalue la capacité des participants à lire et à écrire, mais aussi leur niveau en maths ainsi que leurs connaissances de la nature, des sciences, de la société et des droits humains.

IMPACT ET DÉFIS

Impact et réalisations

Le tableau ci-dessous indique le nombre de participants aux phases d'alphabétisation et de post-alphabétisation par année depuis le démarrage du programme.

Année	Effectifs de la phase d'alphabétisation	Effectifs de la phase de post-alphabétisation	Total
2009	30 765	26 022	56 787
2010	30 171	24 910	55 081
2011	29 469	22 003	51 472
2012	19 910	15 922	35 832
2013	21 973	17 797	39 770
2009-2013	132 288	106 654	238 942

Source : Rapport national sur l'alphabétisation 2013, MEF

Les femmes représentent 82 % des 132 288 apprenants inscrits à la phase d'alphabétisation. De même, 80 % des 106 654 participants à la phase de post-alphabétisation sont des femmes. En général, un peu plus des quatre cinquièmes (81 %) des sortants de la phase d'alphabétisation passent en phase de post-alphabétisation. Les effectifs substantiels du programme contribuent à améliorer les taux d'alphabétisme du Vietnam. En effet, la proportion d'analphabètes est tom-

bée de 6 % en 2009 à 1,75 % en 2013. Chez les minorités ethniques, le taux d'analphabétisme a chuté de 22,87 % en 2004 à 5,6 % en 2013. De même, l'écart entre les sexes en termes d'éducation semble se rétrécir, avec un écart d'environ 0,75 % en 2013 entre femmes et hommes analphabètes.

Outre l'amélioration des taux d'alphabétisme, le programme a permis aux individus d'améliorer leurs compétences de la vie courante et aptitudes sociales. Il réduit la famine en enseignant aux participants à mieux utiliser les engrais, à élever le bétail et à exploiter les ressources naturelles de façon responsable. Les participants apprennent aussi à générer des revenus et à améliorer leurs conditions de vie. C'est ainsi que le programme a contribué à ramener le pourcentage national de ménages pauvres à 7,6 % en 2013, contre 11,4 % en 2009.

Concernant l'autonomisation des femmes, le programme a réussi à améliorer le statut des femmes au sein de leurs communautés. Les chiffres publiés par le Service vietnamien de la statistique générale indiquent que l'incidence de la violence domestique a baissé de plus de 50 %, avec 12 527 cas signalés en 2009 contre 5 164 en 2013. Le programme a également amené les femmes à assumer un rôle plus actif au sein de leurs communautés.

Un aspect qui favorise le succès d'un programme CLC est le fait que le responsable local du CLC assume également les fonctions de chef de village. Cela aide à adapter le programme aux besoins de la communauté et stimule l'engagement de la population locale.

DÉFIS ET PÉRENNITÉ

Un premier défi consiste à s'assurer de l'aptitude des animateurs à enseigner des programmes d'alphabétisation des adultes. Par exemple, ils ont parfois besoin de parler les langues minoritaires ou de pouvoir comprendre et sympathiser avec des apprenants de différentes origines sociales et économiques. Un autre défi est lié à l'insuffisance du financement public, qui peut rendre difficile l'assistance aux participants, notamment la distribution de produits comme le riz et les vêtements. Un troisième défi concerne l'attitude des membres des communautés rurales vis-à-vis de l'éducation. En général, ils lui accordent moins d'importance. Ce facteur, combiné au mauvais temps et au manque d'infrastructures, peut rendre difficile la mobilisation des populations pour le programme.

Le soutien politique et financier du gouvernement vietnamien garantit la pérennité du programme. De leur côté, les collectivités locales apportent leur soutien en mettant à sa disposition les infrastructures et l'assistance nécessaires

pour sa mise en œuvre. Il bénéficie également, pour sa pérennité, de l'appui d'organisations donatrices comme la Banque mondiale, l'UNESCO et World Vision.

LEÇONS APPRISSES

L'organisation chargée de la mise en œuvre doit résoudre le problème de baisse des effectifs au fil du temps. Ce problème concerne en particulier ceux qui n'envisagent pas la phase de post-alphabétisation. Les animateurs imputent cette situation à la méthode d'alphabétisation traditionnelle qui contraint les participants à imiter passivement leur enseignant. Pour y remédier, le programme introduit progressivement une méthode plus active, qui associe les apprenants au processus d'enseignement. En outre, l'organisation chargée de la mise en œuvre s'est rendu compte que le simple fait d'enseigner aux participants à écrire, lire et compter ne suffit pas pour qu'ils retiennent le contenu des apprentissages. En conséquence, les animateurs ont commencé à mettre l'accent sur l'application des acquis à la vie quotidienne et aux activités génératrices de revenus.

SOURCES

- Banque mondiale (2011), Country Partnership for the Socialist Republic of Vietnam for the Period FY12-FY16, pp. 110–112
- Banque mondiale (2014), Vietnam Overview

CONTACT

Tong Lien Anh
Spécialiste, département de l'Éducation continue, ministère de l'Éducation et de la formation
49 Dai Co Viet Street, Hai Bà Trưng District, Hanoi Vietnam
Téléphone/Fax : (+84) 988 867 866
E-mail : Email : tlanh@moet.edu.vn
Site web : <http://www.moet.gov.vn>

Slovénie

Défis de la campagne – un programme d’alphabétisation des adultes ruraux de Slovénie

Profil de pays

Population

2 072 000 (2013)

Langue officielle

Slovène

Dépenses publiques totales d’éducation en % du PIB

5,68 (2011)

Taux net d’admission dans l’enseignement primaire (TNA total)

98,72 %

Taux d’alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 99,91 %

Hommes : 99,81 %

Deux sexes : 99,86 %

Taux d’alphabétisme des adultes (15+ ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 99,70 %

Hommes : 99,73 %

Deux sexes : 99,72 %

Sources statistiques

Institut de statistique de l’UNESCO (ISU)

Présentation générale du programme

Titre du programme

Défis de la campagne (un programme d’alphabétisation des adultes ruraux de Slovénie)

Organisation chargée de la mise en œuvre

Ljudska univerza Velenje (Centre d’éducation des adultes Velenje), un fournisseur de services d’éducation et de formation à but non lucratif aux jeunes et aux adultes de Slovénie.

Langues d’enseignement

Slovène

Partenaires de financement

Ministère de l’Éducation, des sciences et du sport, Fonds social européen et Service de l’emploi de la Slovénie.

Partenaires

Andragoški center Slovenije (Institut slovène pour l’éducation des adultes) et Kmetijsko gozdarska zbornica Slovenije (Chambre d’agriculture et de foresterie de Slovénie).

Coûts annuels du programme

Coût annuel du programme : 8 500 EUR

coût annuel par apprenant : 566 EUR

Date de création

2005

CONTEXTE NATIONAL

L’enquête internationale sur l’alphabétisation des adultes (IALS) de 1998 a révélé que plus de trois quarts (77 %) de la population slovène n’avait pas le niveau d’alphabétisme international moyen. Les résultats de l’étude – la toute première enquête nationale sur l’alphabétisme des adultes en Slovénie – ont provoqué une onde de choc au sein de la classe politique slovène. Le gouvernement a réagi par une forte centralisation, l’accroissement du financement public, l’adoption de nouvelles lois visant à promouvoir l’éducation des adultes et la fixation de nouveaux objectifs éducatifs pour l’horizon 2020. Ceux-ci incluaient un taux de 19 % de participation des personnes âgées de 25 à 64 ans à l’apprentissage permanent et un taux de 8 % de participation à l’éducation générale non formelle. Un autre objectif du gouvernement consiste à offrir à la moitié des adultes qui ne l’avaient pas obtenu un niveau équivalant à celui du diplôme d’enseignement élémentaire d’ici 2020 ainsi que quatre années d’études secondaires, au moins, à 65 % de la population âgée de 25 à 64 ans (Plan directeur de l’éducation des adultes 2014-2020).

En 2013, 12,4 % des Slovènes participaient à l’apprentissage des adultes, un recul par rapport aux 16,2 % de 2010 imputable au contexte économique difficile (Suivi de l’éducation et de la formation, 2014). Toutefois, seuls quatre pays de l’UE ont fait mieux : Suède, Danemark, Finlande et Pays-Bas (UIL, 2013 : 112). Cette progression a été possible grâce au financement du Fonds social européen, aux politiques actives d’emploi qui subventionnent l’éducation des chômeurs et à des initiatives telles que l’Agence pour l’éducation des employés, créée en 2009. Cette agence est un fonds de formation piloté par les chambres de commerce régionales, qui demandent à leurs membres de consacrer un % de leur chiffre d’affaires à la formation de leur personnel. Malgré ce type d’initiatives, le financement privé a diminué. De ce fait, l’apprentissage des adultes (particuliers et employés des entreprises) dépend encore en grande partie du financement total ou partiel de l’État.

Entre autres problèmes, la réussite d’une approche centralisée dépend en grande partie des capacités locales et régionales. Seules 12 des 212 collectivités locales de la Slovénie ont adopté un programme annuel d’éducation des adultes, et beaucoup n’ont ni la capacité financière ni le personnel pour offrir, sans appui public substantiel, un accès à l’éducation primaire non formelle (UIL, 2013 : 72).

En Slovénie, les régions rurales ferment la marche en termes de niveaux d’alphabétisme. Autrement dit, leurs populations sont moins outillées pour participer aux activités sociales ou progresser dans le marché du travail. Ljudska univerza Velenje, avec l’appui de l’Institut slovène pour l’éducation des

adultes (SIAE), a élaboré un programme pour alphabétiser ces communautés rurales et les former au développement durable. Le SIAE apprend aux enseignants dudit programme à aider les participants à rechercher et à exploiter les opportunités qu'offre leur environnement en vue d'améliorer, à terme, leur situation sociale et économique.

En Slovénie, le SIAE est la principale institution nationale en charge des activités de recherche-développement, d'amélioration de la qualité, d'orientation et validation, mais aussi de promotion et information dans le domaine de l'éducation des adultes. Il rédige les directives et évaluations professionnelles, contrôle le développement du système d'éducation des adultes, conçoit divers types d'apprentissage non formel et formel et élabore des programmes destinés à améliorer l'alphabétisme des adultes, en insistant tout particulièrement sur le renforcement de l'accès des groupes d'adultes vulnérables à l'éducation et à l'apprentissage.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Défis de la campagne est un programme d'alphabétisation des adultes ruraux de Slovénie conçu par le SIAE en 2005 pour relever le défi de l'alphabétisme des adultes, mis en évidence par l'enquête IALS et une évaluation des besoins éducatifs des adultes des campagnes slovènes tirée de l'étude de 2005, Conception du modèle éducatif pour le développement de l'alphabétisation et le développement durable des zones rurales en Slovénie. L'étude a révélé qu'une grande partie la population rurale slovène n'a pas les compétences nécessaires pour participer activement à la société et au marché du travail (seuls 10 % ont des compétences en alphabétisation fonctionnelle, et 42 % seulement ont achevé l'éducation primaire). Fait étonnant, compte tenu de ces problèmes, plus de 70 % des adultes interrogés sont déterminés à saisir les opportunités d'apprentissage, très certainement à cause du chômage élevé en zone rurale. L'étude constate également un manque d'opportunités et de programmes d'apprentissage ciblant ce groupe d'adultes, malgré sa forte envie d'apprendre.

L'étude relève un certain nombre de caractéristiques du groupe cible :

- Expériences scolaires antérieures négatives et faible niveau de culture générale ;
- Faibles aptitudes en communication et faible niveau de sélection des informations ;
- Faible appréciation de la valeur de l'éducation et de l'apprentissage ;
- Faible appréciation de la valeur de la tradition et des cultures locales pour le développement durable ;

- Faible capacité d'adaptation aux changements technologiques et autres ;
- Faible connaissance des opportunités économiques qu'offre l'environnement local ;
- Faible estime de soi et potentiel méconnu ;
- Faible accès à l'information sur les opportunités qu'offre l'environnement local.

Partant de ces constatations, le programme cherche à améliorer les aptitudes et les compétences de base (alphabétisation, numératie et TIC) et les aptitudes sociales, mais aussi à promouvoir l'apprentissage permanent et la citoyenneté active chez les ruraux chômeurs et peu scolarisés.

Le programme offre des possibilités d'auto-apprentissage et s'appuie sur les activités projets comme approche pédagogique, notamment en intégrant les compétences de base aux thèmes du développement durable et de l'entrepreneuriat dans le cadre d'une activité économique respectueuse de l'environnement.

Le cycle à six étapes ci-dessous représente le processus de planification du programme :

Le cycle de développement s'achève par une évaluation du programme, qui génère de nouvelles connaissances et idées sur les aspects réussis ou à modifier, mais informe aussi le nouveau cycle de développement.

Buts et objectifs

Le programme vise à :

- Relever le niveau d'alphabétisme et de compétences des chômeurs peu scolarisés des régions rurales de Slovénie ;
- Évaluer les talents, potentialités et ressources individuels ;
- Motiver les adultes et les habiliter à initier une activité économique sur la base des ressources disponibles, des traditions locales et de la durabilité.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Financement et structure

Le programme a été approuvé en 2005 par le Conseil des experts pour l'éducation des adultes de la République de Slovénie et agréé par le ministre de l'Éducation. Pour avoir droit au financement public, l'organisation chargée de la mise en œuvre – Ljudska univerza Velenje – a dû prouver qu'elle dispose d'enseignants qualifiés et de locaux adéquats. Grâce au financement octroyé par le ministère de l'Éducation et

du sport et le Fonds social européen, la participation au programme est gratuite. Ce dernier faisant partie de la politique active d’emploi de la Slovénie, les participants chômeurs ont également droit à une assistance sociale, notamment sous forme d’indemnité de subsistance et de contribution aux frais de transport.

Le programme d’alphabétisation rurale est une initiative non formelle de 120 heures de formation, dispensée en grande partie dans les centres d’éducation des adultes ou d’autres sites ruraux. Chaque groupe compte 12 à 16 participants et apprend deux fois par semaine pendant quatre ou cinq mois, sous la supervision de deux enseignants qui dispensent les cours en tandem. Les groupes mettent en avant la motivation, afin d’encourager les participants à mieux se connaître et d’évaluer les besoins d’apprentissage individuels. Une telle évaluation permet de créer un curriculum ouvert et négocié et favorise l’élaboration de plans d’apprentissage individuels.

Curriculum

Le curriculum comprend l’alphabétisation et la numératie de base, les aptitudes communicationnelles et sociales, l’apprentissage autonome, la citoyenneté active et les TIC. Ces matières constituent le cadre de base, mais le contenu exact dépend des caractéristiques des communautés locales et des besoins et centres d’intérêt des apprenants. Par exemple, le programme de Velenje propose le contenu ci-dessous :

- Entrepreneuriat rural ;
- Initiation à divers types d’entreprises agricoles ;
- Demande de financement auprès de l’UE ;
- Marketing et communication ;
- Qualifications professionnelles nationales ;
- Visites dans les entreprises locales respectant les bonnes pratiques.

Approches et méthodes

Dès le départ, le programme a reconnu que l’éducation est une entreprise commune et cherché la pleine implication des apprenants dans leur apprentissage. Par exemple, il leur offre l’opportunité de voir des exemples concrets de bonnes pratiques en matière d’entrepreneuriat rural dans leur voisinage. L’apprentissage n’est jugé réussi que si les apprenants participent activement à toutes ses phases, du choix des matières à la planification, à l’exécution d’un projet et au suivi et évaluation de leur apprentissage. Il s’agit, de ce fait, d’un apprentissage varié, à plusieurs niveaux et intégré au projet, qui aide les participants à collaborer, s’impliquer et s’identifier à la communauté rurale. Les participants apprennent ainsi à

définir leurs propres problèmes et à rechercher les solutions adéquates aux obstacles rencontrés pendant le processus d’alphabétisation tout en réfléchissant sur les décisions prises. Les enseignants les aident à effectuer leurs activités et leur apportent un encadrement individuel pour faciliter l’acquisition de compétences en numératie, en alphabétisation et en TIC.

Au démarrage du programme, la motivation est essentielle, en particulier pour les groupes d’adultes vulnérables, et la priorité accordée aux besoins réels des participants contribue à la renforcer. Ceux-ci sont souvent liés au statut professionnel des participants et à leur désir d’initier une activité basée sur les ressources naturelles disponibles.

Matériel didactique

Les supports d’enseignement sont réalisés par les enseignants afin de refléter les besoins des apprenants et les thèmes d’apprentissage. Pour ce faire, les enseignants choisissent et adaptent des thèmes inspirés de la vie courante. Le SIAE a récemment (2011–2014) élaboré un outil pédagogique innovant, sous forme de supports vidéo et audio, qui racontent la vie des apprenants (SIAE, 2013).

Le programme encourage l’usage de l’informatique et d’Internet dans le cadre des projets individuels, et le mode d’enseignement par petits groupes adopté par les enseignants s’y prête. Par exemple, ils peuvent demander aux apprenants de créer leur carte de visite sur ordinateur. Pour cela, un cours spécial d’apprentissage gratuit de l’informatique est prévu pour les novices.



Recrutement et formation des animateurs

Les alphabétiseurs sont sélectionnés par les prestataires (centres d'éducation des adultes, instituts d'enseignement privé, écoles secondaires disposant de sections d'apprentissage des adultes). En Slovénie, il faut un diplôme universitaire, une qualification pédagogique et de l'expérience en éducation des adultes, notamment les adultes vulnérables, pour enseigner les matières agréées (mais aussi pour alphabétiser des adultes). Dans le cadre de la formation continue, il est également obligatoire de suivre un programme de formation de base pour alphabétiseurs d'adultes (environ 100 heures). Cette formation est gratuite. Les organisations prestataires, qui connaissent déjà les besoins des groupes cibles, sont chargées de sélectionner les enseignants. Elles choisissent les candidats qui manifestent une forte envie de travailler avec des groupes d'adultes vulnérables.

Au cours de leur formation, les enseignants découvrent les méthodes d'alphabétisation et les caractéristiques du programme d'alphabétisation rurale, mais aussi les besoins et spécificités des groupes cibles, avec un accent particulier sur le réseau d'institutions pertinentes pour l'environnement local.

Les enjeux environnementaux et la croissance durable constituent la composante forte du programme d'alphabétisation rurale. D'où, l'inclusion du thème « Défis de la campagne slovène » dans le contenu de la formation des enseignants, avec un accent sur les aspects suivants :

- Modèles de développement durable de la campagne slovène ;
- Patrimoine culturel et naturel ;
- Famille en transition ;
- Exemples de bonnes pratiques dans le cadre de visites de terrain en cours de formation. Par exemple, les enseignants se rendent dans un centre de développement rural pour découvrir l'importance de la préservation de l'art local et du développement durable.

Recrutement des apprenants

Le programme cible les chômeurs peu scolarisés vivant dans les campagnes slovènes, qui ne participent pas à l'éducation et à l'apprentissage. Il est conçu pour lever les obstacles situationnels et réglementaires qui entravent la participation. Le prestataire (Centre d'éducation des adultes Velenje) prépare une présentation au profit des participants potentiels en collaboration avec l'agence pour l'emploi. Les enseignants présentent le programme et le contenu et, si possible, d'anciens apprenants les rejoignent. Avant son démarrage, le programme est présenté aux organisations locales concer-

nées (telles que la chambre d'agriculture et de foresterie et les groupements féminins locaux). Les organisations prestataires utilisent aussi les médias locaux, quoiqu'avec un succès mitigé. L'expérience semble montrer que des approches comme les présentations personnelles et le bouche-à-oreille sont plus efficaces.

Le programme d'alphabétisation rurale est gratuit pour les participants, et des contributions financières (pour les frais de transport) sont garanties pour les chômeurs.

Évaluation des résultats d'apprentissage

Un plan d'apprentissage personnel est élaboré pour chaque apprenant au début du programme, qui s'achève par une évaluation des résultats d'apprentissage convenus. Le programme d'alphabétisation rurale est un cours agréé, sanctionné par un certificat officiellement reconnu. Le Centre d'éducation des adultes Velenje valide les acquis antérieurs et encourage les participants à valider leurs connaissances et compétences. Les apprenants sont également invités à suivre d'autres cours, généralement non formels, qui débouchent sur des qualifications nationales ou permettent de poursuivre un apprentissage. Une évaluation nationale des programmes d'alphabétisation des adultes en Slovénie confirme que les nouveaux besoins en éducation apparus en cours de projet sont le signe des effets à long terme de celui-ci.

SUIVI ET ÉVALUATION

Le programme est financé par le Fonds social européen. Pour cette raison, le Centre d'éducation des adultes Velenje doit présenter au ministère de l'Éducation, des sciences et du sport un rapport contenant des données sur divers aspects du programme (coûts réels, démographie des apprenants, etc.). En 2009-2010, le ministère a commandé une évaluation nationale et le renouvellement des programmes d'alphabétisation des adultes.

IMPACT ET DÉFIS

De 2010 à 2013, environ 500 adultes ruraux peu scolarisés ont participé au programme gratuit d'alphabétisation rurale. En 2010, une évaluation a révélé qu'il a fortement favorisé l'autonomisation des apprenants et leur participation aux activités sociales. Trois quarts (76 %) des participants de 2005 à 2010 affirment mieux connaître leur cadre de vie, tandis que 83 % estiment avoir plus de chances de réussir dans leur communauté et 87 % ont exploité les nouvelles opportunités locales. Les enseignants indiquent que les participants ont acquis des aptitudes communicationnelles, sociales,

interpersonnelles. Selon eux, les bienfaits suivants sont les plus importants : acquisition de nouvelles connaissances et compétences, autonomie et envie de poursuivre les études (Evaluation report of adult literacy programmes in Slovenia, SIAE, 2011).

Les participants ont obtenu les principaux résultats suivants :

- Expérience éducative plus positive et pertinente, leur permettant de satisfaire leurs besoins les plus pressants ;
- Connaissances utiles pour la vie quotidienne ;
- Expériences positives, nouvelles valeurs et croyances concernant l’apprentissage, qui favorisent l’apparition de nouveaux besoins éducatifs ;
- Ces nouveaux besoins font partie des premiers facteurs de réussite du programme, qui apportent des bienfaits durables aux individus ;
- Autonomisation accrue pour initier de petites entreprises.

Le cas d’une participante illustre parfaitement l’impact du programme sur le développement personnel : Mme SM l’a suivi de mai à juin 2010 et achevé les 120 heures de formation prévues. Parlant de son passé, comme tous les participants au démarrage du programme, elle explique qu’elle a perdu son poste de vendeuse dans un magasin et chôme depuis des années. Sa famille possède une petite ferme, qui couvre les besoins familiaux. Mais, elle voulait apprendre à préparer des produits domestiques (pain, produits de boulangerie, produits carnés maison, herbes aromatiques, etc.). Outre sa méconnaissance de cette activité, confie-t-elle, il lui

manquait l’assurance et, surtout, le courage pour se lancer sur le marché et commercialiser ses produits.

Peu après avoir rejoint le programme, Mme SM a défini son objectif : vendre ses propres produits au marché des fermiers de Velenje. Pour y parvenir, elle a appris l’arithmétique (pour calculer le prix des produits) et l’alphabétisation (pour décrire ses produits, rédiger des recettes, des invitations et des offres). Elle a profité du cours d’informatique pour créer sa carte de visite et une présentation de sa ferme familiale. Elle s’est rendu compte qu’il lui fallait aussi apprendre les techniques de communication, les langues étrangères, les techniques de production et de transformation, les méthodes de vente, etc. À la fin du programme, elle a poursuivi ses études et elle est devenue membre active de deux sociétés (la Société des femmes rurales et l’Association des fruiticulteurs).

Elle a encouragé son mari à suivre le programme pour découvrir des opportunités de travail supplémentaires et obtenir les autorisations requises pour les activités agricoles supplémentaires. Enfin, ses efforts lui ont permis de vendre ses produits au marché des fermiers de Velenje et de réaliser ainsi son rêve. Depuis, Mme SM vend ses produits au marché. Aujourd’hui, elle a diversifié son offre et propose aussi des produits traditionnels faits dans sa région. Elle et son mari ont obtenu toutes les autorisations nécessaires pour vendre des produits de la ferme. Elle explore constamment de nouvelles possibilités d’étendre son activité, y compris en vendant des laitages et des produits à base de citrouille. En 2011, la ferme familiale a remporté un prix spécial de l’Institut slovène de certification de l’agriculture et de la sylviculture pour ses salamis maison.



Défis

Un des principaux défis réside dans l'instabilité du financement de l'alphabétisation en Slovénie (et l'irrégularité de l'appui du FSE). Près de la moitié des enseignants ont des contrats à temps partiel. Si l'intervalle entre les phases de financement est trop long, ils peuvent être tentés de rechercher un autre emploi plus stable, entraînant un déficit de personnel qualifié pour le programme.

Les programmes d'alphabétisation des adultes reconduits, dont le programme d'alphabétisation rurale, devront être mis en œuvre de façon à tenir compte des critères révisés de financement du FSE en Slovénie.

LEÇONS APPRISSES

Il convient de modifier la validation des aptitudes et compétences afin d'étendre la reconnaissance du programme et de renforcer la motivation des apprenants. Quelques mesures ont été prises dans ce sens depuis 2011, y compris l'application d'un modèle innovant d'évaluation et de reconnaissance de l'apprentissage informel.

Il convient de mettre au point une meilleure méthode d'évaluation des besoins éducatifs individuels et, en conséquence, d'améliorer les aspects de la formation des enseignants liés aux besoins des apprenants.

PÉRENNITÉ

Le relèvement du niveau d'alphabétisme fait partie des objectifs du Plan directeur de l'éducation des adultes 2014–2020. Il offre une base pour l'orientation stratégique des futures interventions et évolutions. En Slovénie, l'alphabétisation des adultes repose sur des études et des activités de développement menées sur une certaine période. Le pays participe au deuxième cycle du PEICA, dont les résultats seront publiés en mai 2016. Ceux-ci pourraient bien entraîner des innovations dans ce domaine, notamment la création d'interventions pérennes.

SOURCES

- Drogenik, O. 2011. The Work of Adult Literacy and Adult Education Policies in the Education System in Slovenia. Document de travail pour le Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes 2012 (inédit).
- Eur-alpha. 2012. Rural literacy programme for adults in Slovenia – Challenges of the Countryside : http://www.eur-alpha.eu/IMG/pdf/bp_siae_rural_literacy_en.pdf (consulté en novembre 2014).
- Javrh, P. 2011. Insights from practicing adult literacy education, Spoznanja iz prakse izobraževanja za pismenost. V : Javrh (ur.). Obrazi pismenost : spoznanja o razvoju pismenosti odraslih. Ljubljana : Andragoški center Slovenije (résumés en anglais disponibles sur http://arhiv.acs.si/publikacije/Obrazi_pismenosti.pdf).
- Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL). 2013. 2è Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE) : repenser l'alphabétisation. Hambourg, Allemagne : UIL.
- SIAE, 2013. Sense of initiative and entrepreneurship – audio learning material for adults. Samoiniciativnost in podjetnost – zvočnica, ACS 2013 : <http://mm.acs.si/pismenost/2012/> (consulté en décembre 2014).

CONTACT

Ljudska univerza Velenje (Centre d'éducation des adultes Velenje)
 Mme Mirjana Šibanc
 Ljudska univerza Velenje, Titov trg 2, 3320 Velenje, Slovenija
 E-mail : mirjana.sibanc@lu-velenje.si
 Tél : +386 3 898 54 50
 Fax : +386 3 898 54 68
info@lu-velenje.si
<http://www.lu-velenje.si/>

Andragoški center Slovenije (Institut slovène pour l'éducation des adultes, SIAE)
 Mme Estera Možina
 Andragoški center Slovenije (Institut slovène pour l'éducation des adultes, SIAE)
 Smartinska 134a, Ljubljana. Slovenija
 E-mail : Esther.Mozina@acs.si
 Tél : +386 1 5842 560
 Fax : +386 1 5842 550
info@acs.si
<http://www.acs.si>

Brésil

Alfabetizando com Saúde (Apprendre à lire et écrire en bonne santé)

Profil de pays

Population

202 768 562 (2014, estimation IBGE)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour)

6 % (2009)

Langue officielle

portugais

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 99,22 %

Hommes : 98,60 %

Deux sexes : 98,91 %

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2015, estimation ISU)

Femmes : 92,90 %

Hommes : 92,24 %

Deux sexes : 92,58 %

Sources statistiques

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

UNESCO : EFA Global Monitoring Report (Rapport mondial de suivi sur l'EPT)

UNICEF

Banque Mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Alfabetizando com Saúde (Apprendre à lire et écrire en bonne santé)

Organisation chargée de la mise en œuvre

Ville de Curitiba (service de la Santé)

Langues d'enseignement

portugais

Partenaires

Service de l'Éducation de la Ville de Curitiba ; Fondation pour l'action sociale ; Centre d'action volontaire de Curitiba

Date de création

2004

PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET CONTEXTE

Le programme Alfabetizando com Saúde a été lancé par la Ville de Curitiba (service de la Santé) en 2002 et est toujours financé par les services de la Santé et de l'Éducation de la Ville. Il s'agit d'un programme intégré qui se fonde sur et renforce la collaboration intersectorielle entre le Centre pour l'Éducation à la santé (CES), l'agence du service de l'Éducation pour les jeunes et les adultes (EJA) et les communautés locales.

Ce programme est né d'une prise de conscience : il est crucial d'améliorer les niveaux d'alphabétisation des gens pour promouvoir la santé et favoriser une société fonctionnelle. Plusieurs études de référence ont souligné la nécessité de mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation et d'éducation à la santé à Curitiba. Par exemple, l'Étude nationale des foyers (PNAD) a estimé que plus de 40 000 personnes sont analphabètes dans toute la région métropolitaine de Curitiba. En outre, une étude réalisée par le service municipal de la Santé de Curitiba (basée sur une analyse du Système d'observation des sorties d'hôpital) a conclu que les nourrissons dont les mères ne possèdent que peu ou pas d'éducation et de compétences en lecture et écriture courraient un plus grand risque (1,52 %) d'être hospitalisés dans la première année de leur vie que les enfants dont les mères sont alphabètes ou éduquées. Elle en a donc déduit que les taux élevés de mortalité infantile dans la ville et dans ses environs étaient associés aux taux élevés d'illettrisme chez les femmes, qui jouent un rôle prépondérant dans le soin des enfants. Ces études ont par conséquent recommandé d'intensifier les programmes d'alphabétisation et d'éducation à la santé.

C'est à la lumière de ces informations que le programme « Alfabetizando com Saúde » a été conçu. Il vise à proposer des programmes d'alphabétisation des adultes à même de promouvoir la sensibilisation aux questions de santé, de contribuer à prévenir les épidémies, d'augmenter la sensibilisation à l'environnement et d'encourager un mode de vie sain (nutrition).

Le programme a reçu plusieurs marques d'approbation depuis ses débuts. En 2004, le ministère brésilien de la Santé l'a officiellement reconnu lors de la 2e Conférence nationale sur la santé familiale. En 2007, la Ville de Curitiba a reçu le certificat de « Ville affranchie de l'illettrisme », qui indique un taux d'illettrisme de moins de 4 %. Cependant, malgré ces tendances positives, les bénéfices des activités actuellement mises en œuvre n'ont pas encore atteint la population dans son ensemble. De plus, les niveaux d'illettrisme et de faible éducation restent élevés. Les programmes qui promeuvent l'alphabétisation et l'éducation à la santé sont donc toujours très demandés, et il est nécessaire de les poursuivre.

Objectifs du programme

Le programme cherche à :

- mettre en œuvre et promouvoir les politiques de santé et d'alphabétisation des adultes de la Ville grâce à des programmes efficaces de mobilisation des communautés ;
- contribuer à prévenir les déclarations et épidémies de maladies aiguës et chroniques, ainsi que réduire les

taux de mortalité infantile en améliorant l'alphabétisation et l'éducation à la santé des adultes ; et

- promouvoir l'alphabétisation des adultes en tant que véhicule de l'autonomisation socioéconomique et moyen d'améliorer la qualité de vie.



MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Groupes cibles et zone géographique

Le programme cible les jeunes et les adultes (hommes et femmes) âgés de 15 ans et plus (y compris les jeunes non scolarisés) dépendant des cinquante-cinq (55) Unités sanitaires municipales de Curitiba. La majorité des participants est cependant composée de femmes, qui sont toujours le groupe le plus vulnérable et le plus défavorisé socialement et économiquement dans la plupart des communautés, en raison de pratiques culturelles traditionnelles qui ont toujours cours et qui les privent d'opportunités socioéconomiques en général, et d'éducation formelle en particulier.

Contenus du programme

Dès le début (2002), il a été décidé, pour des raisons stratégiques, que le programme devait répondre aux préoccupations sanitaires immédiates de la population locale. En conséquence, le programme a été conçu pour améliorer les

niveaux d'alphabétisation ainsi que pour traiter de tout un éventail de problèmes de santé courants dans la ville, notamment :

- les problèmes relatifs à l'hygiène et la santé (par ex. cancer, infestations par les vers, leptospirose, fièvre dengue, choléra, vaccination, ostéoporose, VIH/ sida, diabète, maladies sexuellement transmissibles) ;
- l'alimentation et la nutrition ;
- le planning familial et la puériculture ;
- l'environnement et la santé ;
- l'administration des médicaments.

La mise en œuvre du programme fait une large place à la flexibilité, et la plupart des leçons ciblent les problèmes sanitaires que les communautés rencontrent à l'heure actuelle. Par exemple, le premier livret (2002) traitait des maladies causées par la *Loxosceles reclusa* (une araignée brune venimeuse très courante dans la ville). Le VIH/ sida est également présent dans la plupart des leçons car, bien que les taux d'infection par le VIH soient en baisse à Curitiba, le sida représente encore une grande menace, car les habitudes sexuelles de la population n'ont pas changé de façon considérable. En outre, les taux élevés de migration entre villes signifient que les taux d'infection par le VIH peuvent augmenter à tout moment. Les Unités psychosociales pour la dépendance à l'alcool et aux drogues (CAPSad) du programme mettent aussi l'accent sur l'assistance aux personnes en situation de dépendance chimique ou souffrant de troubles mentaux. Les problèmes d'ordre social, particulièrement la pauvreté et le chômage, pouvant mener aux abus d'alcool ou d'autres drogues, le programme vise également à focaliser l'énergie des jeunes sur des activités productives.

APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Formation des formateurs

Le programme est conçu et mis en œuvre par un réseau d'éducateurs bénévoles (facilitateurs) qualifiés issus de la communauté qui sont mobilisés à travers l'Unité sanitaire municipale (UMS). Ils bénéficient d'une formation professionnelle d'éducateurs et facilitateurs communautaires grâce au programme de formation des formateurs. Ce programme forme les éducateurs sur les méthodes d'éducation de base des adultes et leur présente le curriculum d'enseignement général du programme. Après la formation initiale, les éducateurs communautaires participent à des séances de formation mensuelles afin de se tenir au courant du programme et des évolutions qui ont lieu dans le secteur. Depuis le début du programme, trois cents (300) éducateurs communautaires ont été formés, dont 163 ont travaillé pour le programme.

En 2008, 48 éducateurs communautaires travaillaient dans 31 localités différentes desservant 338 apprenants. Mais l'un des grands défis est que les éducateurs communautaires ne sont pas aussi motivés que ce à quoi l'on pourrait s'attendre, car ils ne reçoivent aucune contrepartie en échange de leurs services bénévoles. Le programme ne fournit des tickets de transport gratuits (offerts par le service de l'Éducation de Curitiba) qu'à quelques éducateurs.

Formation des participants/apprenants

Les participants/apprenants sont recrutés par les agents sanitaires communautaires (ASC) qui agissent en tant que lien entre l'Unité sanitaire municipale (UMS) et la communauté. Les classes de jusqu'à 20 étudiants/apprenants ont lieu au moins deux fois par semaine pendant deux heures, bien que des horaires alternatifs et supplémentaires soient souvent proposés. Chaque cours dure entre 6 et 12 mois en fonction de la performance et des progrès des apprenants. La langue d'enseignement est le portugais. Les supports d'enseignement, comme les livrets, les documents audiovisuels, les CD éducatifs musicaux, les magazines et les affiches ont été conçus sur mesure et produit professionnellement par les services de l'Éducation (Éducation des jeunes et des adultes) et de la santé (Centre d'éducation sanitaire) de Curitiba. Les contenus de ces supports éducatifs reflètent le profil social et épidémiologique des communautés, ainsi que leurs besoins en matière d'éducation (alphabétisation).

La plupart des leçons sont enseignées à l'aide de méthodes participatives telles que des simulations, des mises en scène, des séances de questions/réponses et des débats. Ces méthodes se basent sur la vie quotidienne des participants, et en sont donc un reflet fidèle. C'est un aspect essentiel, car cela aide les apprenants, dont la plupart savent à peine lire et écrire, à mieux comprendre les sujets présentés. Les méthodes participatives encouragent de plus les apprenants à participer activement au processus d'apprentissage, car ils peuvent intégrer leurs expériences et connaissances personnelles au « nouveau » programme d'apprentissage. Cette stratégie dans son ensemble réaffirme l'observation de Paulo Freire selon laquelle : « Personne n'éduque personne, tout comme personne ne s'éduque seul : les hommes et les femmes s'éduquent les uns les autres en communauté, par l'intermédiaire du monde. » Dans ce contexte, l'enseignant (facilitateur bénévole) et les apprenants s'éduquent les uns les autres à travers les expériences, connaissances et rôles qui leur sont propres. Cela présente l'avantage supplémentaire de renforcer les compétences et l'amour-propre des apprenants, car ils participent activement au processus d'apprentissage.

Une autre méthode novatrice associe l'alphabétisation à des questions de santé pratiques et utiles. On peut citer par

exemple une excellente démarche qui consiste à enseigner l'alphabet aux apprenants tout en les informant sur les maladies et les risques sanitaires. La lettre « A » donne l'occasion de leur expliquer le sida (« AIDS » au Brésil), ses causes, ses modes de propagation, l'identification de ses symptômes et sa prévention. Avec la lettre « C », les apprenants découvrent le cholestérol et ce qu'ils peuvent faire pour le combattre. « H » représente l'hypertension (pression sanguine trop élevée), tandis que « D » leur présente le diabète, etc. En associant l'enseignement de compétences de base en lecture et écriture à la promotion de la santé, le programme vise à réduire la mortalité infantile et les mauvaises utilisations des médicaments, ainsi qu'à améliorer la santé et les conditions de vie des bénéficiaires.

FINANCEMENT ET COÛTS

Le programme est financé par le gouvernement local, à travers la Ville de Curitiba (services de la Santé et de l'Éducation). Il fait partie intégrante du Plan municipal du gouvernement local. Bien que les frais de fonctionnement varient en fonction du nombre d'étudiants/apprenants inscrits, les coûts moyens du programme au moment d'écrire ces lignes étaient comme suit :

- coût total des cours de formation par semestre : 189,26 BRL (réaux brésiliens) / 75,40 USD
- coût total d'équipement des salles de classe : 159,83 BRL / 63,80 USD
- coût total des tickets de transport pour les bénévoles : 1 836,00 BRL / 732,56 USD
- coût annuel par apprenant : 20,14 BRL / 8,00 USD
- taux de change approximatif : 1 USD = 2,50525 BRL

SUIVI ET ÉVALUATION

Un comité a été constitué pour superviser le suivi et l'évaluation continue du programme. Il comprend des représentants du service de la Santé (coordinateurs), un enseignant spécialisé dans l'éducation des jeunes et des adultes, deux professionnels de l'éducation du service de l'Éducation et les directeurs des Unités sanitaires. Ces représentants effectuent des visites occasionnelles dans les communautés pour évaluer le progrès et l'impact du programme sur ses bénéficiaires et leurs communautés locales. Les éducateurs bénévoles présentent de plus des rapports de progression mensuels sur leurs activités au bureau central. Les activités sur le terrain font en outre l'objet d'une évaluation et d'un suivi continu par e-mail et téléphone. Une étude quantitative est effectuée sur le terrain en fin d'année pour élaborer une évaluation complète et professionnelle du programme. Ce rap-

port est distribué à toutes les parties prenantes et contribue à adapter la structure et les contenus du programme pour l'année suivante.

IMPACT ET RÉUSSITES

Les résultats suivants ont été observés :

- le tableau ci-dessous montre que le nombre de participants au programme est en augmentation depuis le début du programme :

Année	Nombre de participants
2002	167
2003	404
2004	420
2005	349
2006	389
2007	406

- Cependant, une partie de cette augmentation peut être attribuée au fait que certains étudiants se sont réinscrits au programme en raison de difficultés d'apprentissage.
- Amélioration des niveaux d'alphabétisation des participants : au terme de leur « semestre » de classes, les participants avaient amélioré de façon notable leurs compétences en lecture, écriture et calcul (alphabétisation et numératie). Cette réussite indique que les besoins initiaux des participants au moment de leur inscription au programme ont été satisfaits. Les témoignages suivants expriment la joie des apprenants de savoir lire et écrire,

et illustrent les bénéfices sociaux qui en découlent : « Je suis allée chez le médecin, et je devais signer un document. L'infirmière a remarqué que j'avais des difficultés, et elle m'a suggéré de participer au programme. J'ai commencé à étudier le jour même. » (T. dos S. S., 42 ans, UMS. Vila Leonice).

« Mon compagnon m'a dit que si j'apprenais à lire, écrire et signer mon magnifique nom, il m'épouserait. » (D. M. S. 38 ans, usagère de l'UMS Concórdia). Une meilleure sensibilisation du public sur le traitement et la prévention des maladies.

- Une amélioration de l'amour-propre, du sentiment identitaire, de l'autonomisation et des perspectives d'avenir chez les apprenants. Les participants étaient capables d'entreprendre d'autres activités génératrices de revenus sans demander d'aide, et se sentaient donc libérés du joug de l'illettrisme, comme l'illustre le témoignage suivant :
- **une aide-soignante et éducatrice bénévole** : « D. (une étudiante inscrite au programme) souffrait de dépression chronique et ne savait pas comment prendre le bus... Maintenant qu'elle a appris à lire, elle sait quel bus prendre, et ne reste plus chez elle tout le temps ; elle rend souvent visite à sa famille, sans dépendre des autres. »
- **Des améliorations dans les relations familiales et sociales** : le programme a amélioré les compétences des apprenants pour former des réseaux sociaux, et certains ont pu établir des relations fonctionnelles avec des membres de la communauté élargie. Les apprenants utilisent ces relations pour travailler de façon collaborative, et pour l'entraide sociale au sens large.
- Les éducateurs bénévoles ont également témoigné de changements comportementaux notables chez les apprenants (par ex. moins d'agressivité) qui se sont mani-



festés progressivement tout au long du processus de formation.

- **Des modifications des habitudes et du mode de vie :** un bénévole, Educatro, a par exemple raconté l'histoire d'une étudiante de 49 ans souffrant de cholestérol avec un taux élevé de triglycérides qui a modifié ses habitudes alimentaires après avoir assisté à une classe sur le cholestérol. Elle achète maintenant des aliments qui réduisent le cholestérol et mange plus de légumes verts.
- Des proches d'apprenants souffrant de problèmes psychologiques ou de dépression (par ex. en raison de l'abus d'alcool ou d'autres drogues) ont signalé des changements dans le comportement de l'apprenant, comme une réduction de la consommation de drogue et une meilleure capacité à établir des relations fonctionnelles.
- La synergie entre l'éducation à la santé et les services sanitaires a également aidé certains participants à prendre conscience de problèmes de santé (à partir de la description des symptômes d'une maladie en classe) dont ils n'avaient pas conscience auparavant et à se faire soigner. Cela est particulièrement vrai pour les diabétiques, qui se sont vu prescrire un traitement et étaient aussi capables de s'autoadministrer leurs médicaments.
- Comme preuve supplémentaire de sa réussite et de son potentiel, le programme a été adapté au Mozambique, et y est mis en œuvre depuis 2006.

DÉFIS ET CONTRAINTES

Les principaux défis et contraintes que le programme rencontre sont les suivants :

- **La limitation des ressources :** le programme est actuellement financé par la Ville de Curitiba, avec des dons occasionnels de groupes extérieurs tels que le Rotary Club. Cela a entravé l'expansion du programme et a également affecté la motivation des bénévoles communautaires qui prennent sur du temps qu'ils pourraient consacrer à des activités génératrices de revenus, et ne reçoivent aucune rémunération en contrepartie. L'obtention des ressources pour l'enseignement est affectée de la même manière.
- La composante de formation des formateurs est compliquée à mettre en œuvre, car les bénévoles ont des parcours scolaires très différents, ce qui rend difficile la standardisation du programme d'enseignement.
- Il est également difficile de motiver les adultes habitués à un certain mode de vie à retourner en classe.
- L'absence de reconnaissance officielle peut affaiblir la motivation des participants et nuire à la valeur du programme.

PÉRENNITÉ DU PROGRAMME

Malgré ces difficultés, le programme est pérenne parce que ses frais de fonctionnement/coûts de mise en œuvre sont très faibles. Cela est dû :

- à l'engagement des membres du public, comme les bénévoles, qui jouent un rôle remarquable et crucial en travaillant sans rémunération ;
- au fait que le programme est organisé dans des locaux qui sont loués à bas prix ou fournis gratuitement par la communauté ; et
- au financement public que la Ville de Curitiba accorde au programme pour les supports d'enseignement et les titres de transport pour les bénévoles. De plus, les programmes sont supervisés, par des fonctionnaires payés par la Ville, qui visitent les classes et rédigent des évaluations. En outre, il existe toujours une énorme demande de la part de membres de la communauté qui souhaitent participer aux programmes de formation.

SOURCES

- http://www.curitiba.pr.gov.br/saude/sms/voluntariado_ces.htm
- <http://imap-web.imap.org.br/mpraticas/ver.php?cod=32>
- <http://www.codic.pr.gov.br/modules/noticias/article.php?storyid=98-8k>
- <http://www.parana-online.com.br/noticias/index.php?op=ver&id=342927&caderno=3-57k>
- http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1413-81232004000300015
- <http://dtr2004.saude.gov.br/dab/docs/publicacoes/informes/psfinfo26.pdf>
- UNESCO : UNESCO : Effective Literacy Practices – East Asia, South-East Asia and Pacific Region

CONTACT

Coordnatrice
 Marisa Marini Giacomini
 Rua Francisco Torres, 830-Cristo Rei-CEP-80-060-130
 Curitiba-Paraná- Brésil
 Tél. : 0055 41-33509428
 Fax 0055 41-3350-9320
 E-mail : mmgiacomini@uol.com.br
 marisa@sms.curitiba.pr.gov.br
 Site web : <http://www.curitiba.pr.gov.br>

Chili

Apprentissage et formation tout au long de la vie (Programa de Educación y Capacitación Permanente, CHILECALIFICA)

Profil de pays

Population

17 620 000 (2012)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, %)

2 (2000 – 2007)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

4,6 (2012)

Accès à l'enseignement primaire – Taux net d'admission (TNA)

92 % (2013)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans)

Hommes : 98,9 %

Femmes : 98,9 %

Total : 98,9 % (2009)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans)

Hommes : 98,6 %

Femmes : 98,5 %

Total : 98,6 % (2009)

Langue officielle

espagnol

Langues reconnues

mapuche, quechua, rapanui, huilliche, entre autres

Sources

UNESCO : Rapport mondial de suivi sur l'EPT

UNICEF : Information par pays

Banque mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Apprentissage et formation tout au long de la vie
(Programa de Educación y Capacitación Permanente, CHILECALIFICA)

Organisation chargée de la mise en œuvre

ministères de l'Éducation, de l'Économie et du Travail ;
Service national de la formation et de l'emploi (*Servicio Nacional de Capacitación y Empleo, SENCE*) ; Fondation Chili (Fundación Chile)

Langues d'enseignement

espagnol

Partenaires de financement

gouvernement fédéral et Banque mondiale

Date de création

2002

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Ces vingt dernières années, le Chili a fait partie des économies connaissant un essor parmi les plus rapides au monde et des pays les plus stables et prospères d'Amérique latine. Pourtant, en 2002, plus de 4,4 millions de personnes n'étaient pas scolarisées ou n'avaient pas achevé leur scolarité primaire et/ou secondaire. Près de 500 000 adultes analphabètes étaient également recensés, équivalant à 4,3 % de la population. Le Chili a par ailleurs fait face à d'autres défis, tels que l'absence d'articulation entre les modalités éducatives formelles, non formelles et informelles, l'insuffisance des liens entre l'éducation formelle et le marché du travail, ainsi que le manque d'un système d'information qui renseignerait les individus sur les demandes du secteur productif et les offres du système éducatif.

Entre 1973 et 1989, pendant la dictature militaire, le gouvernement a peu fait cas de l'éducation des adultes. Les investissements financiers fédéraux se sont plutôt concentrés sur des services élémentaires destinés aux enfants et aux jeunes. Même si des changements positifs ont été constatés dans les investissements faits en matière d'éducation des adultes depuis le rétablissement de la démocratie en 1990, ils apparaissent encore limités au regard de l'éducation formelle des enfants et des jeunes. Le système éducatif actuel s'articule autour d'une période obligatoire de douze années incluant les niveaux primaire et secondaire et de services d'enseignement supérieur non obligatoires. L'enseignement primaire comprend deux cycles de quatre ans et le secondaire deux ans d'éducation de base, suivis de deux années supplémentaires où les élèves peuvent opter pour une formation générale (scientifique et humaniste), artistique ou professionnelle.

Afin d'améliorer le développement des ressources humaines du Chili et de résoudre certains de ces déficits éducatifs, en 2002, le gouvernement fédéral a développé un projet pilote sur six ans intitulé Programme d'apprentissage et de formation tout au long de la vie (*Programa de Educación y Capacitación Permanente, Chilecalifica*) qui a été prolongé jusqu'en 2010. *Chilecalifica* était un programme inédit en ce qu'il intégrait l'éducation, le travail et l'économie, combinant les efforts de trois ministères – les ministères de l'Éducation, de l'Économie et du Travail – ainsi que les expériences réussies d'initiatives éducatives (jeunes et adultes) et d'initiation au travail. Ces efforts étaient également innovants dans la mesure où ils allaient au-delà du gouvernement en incorporant des éléments de la société civile comme du secteur privé. *Chilecalifica* était une initiative large incluant de nombreuses actions, telles que l'éducation des adultes, et un processus de certification destiné à la reconnaissance des compétences des travailleurs. Aujourd'hui, les initiatives conçues dans le

cadre de Chilecalifica sont mises en œuvre en tant que parties intégrantes de diverses actions des ministères. En particulier, la remise à niveau éducative (*nivelación de estudios*) sur laquelle le programme mettait particulièrement l'accent, est gérée par le ministère de l'Éducation.

LE PROGRAMME CHILECALIFICA

La stratégie principale de CHILECALIFICA était d'intégrer des actions innovantes et de promouvoir des transformations au sein des trois modes d'apprentissages différents, à savoir l'apprentissage formel, non formel et informel, en intégrant l'éducation, le travail et l'économie. Le programme a ainsi posé les bases de diverses initiatives :

La remise à niveau éducative (*nivelación de estudios*) : elle a été conçue pour élargir la possibilité d'arriver au terme des douze ans de scolarité primaire et secondaire obligatoires de manière flexible. Cette action comprenait un programme d'alphabétisation et un programme de formation flexible pour adultes.

La formation professionnelle (*capacitación laboral*) : elle a été conçue pour renforcer l'articulation de l'enseignement professionnel au niveau secondaire avec l'enseignement supérieur en alignant les programmes d'enseignement des deux niveaux, pour associer les institutions du secondaire et de l'enseignement supérieur au le marché du travail et pour améliorer la qualité et la pertinence de la formation préparatoire et continue des professeurs.

La formation de la main d'œuvre (*capacitación laboral*) : elle a été conçue pour améliorer les compétences des travailleurs des jeunes, des adultes âgés de plus de 50 ans, des femmes et des chômeurs en augmentant le financement destiné au Service national pour la formation et l'emploi (*Servicio Nacional de Capacitación y Empleo, SENCE*).

La certification des compétences des travailleurs (*certificación de competencias laborales*) : c'est un mécanisme destiné à certifier les compétences basées sur le savoir-faire acquis lors de l'apprentissage formel, non formel et informel. Le processus de certification a été conçu pour les personnes désireuses d'accroître leur employabilité, à savoir celles qui sont à la recherche d'un emploi ou qui souhaitent conserver ou améliorer leur emploi du moment.

Un système d'information : système d'information public destiné à fournir des informations utiles et actuelles sur les carrières professionnelles et techniques, ainsi que sur l'enseignement et les opportunités offertes par les instituts d'enseignement supérieur. Ces informations ont été particulièrement développées à l'attention des étudiants, des



travailleurs et des employeurs à la recherche de nouvelles opportunités d'emploi.

CHILECALIFICA a été défini comme un programme à intervenants multiples et décentralisé : en effet, la mise en œuvre de ses initiatives se situait aux niveaux national et régional et impliquait des partenariats publics et privés. Le niveau national s'articulait selon deux plans d'action. En premier lieu, l'action politique et stratégique fixait les lignes directrices et les orientations sur lesquelles le programme s'appuyait, incluant l'implication la plus élevée possible, à savoir celle d'un ministère. En second lieu, l'action de coordination et d'exécution visait à coordonner, soutenir et suivre leur mise en œuvre, ainsi qu'à garantir la cohérence de l'exécution du programme par le travail d'unités d'exécution. Au niveau régional, les gouverneurs se sont impliqués en mettant en pratique les lignes directrices et les plans développés en amont. Ce niveau comprenait également les services offerts par divers prestataires, tels que des écoles privées, des institutions professionnelles et des organisations à but non lucratif sélectionnées lors d'appels d'offres annuels.

Buts et objectifs

Le but premier de CHILECALIFICA était d'accroître le développement social et économique du Chili en améliorant l'employabilité et en promouvant une citoyenneté active, à savoir en facilitant l'implication des personnes dans tous les aspects de la vie économique et sociale. Plus spécifiquement, CHILECALIFICA s'est efforcé de développer les opportunités pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en particulier pour les jeunes et les adultes vivant dans la pauvreté, et d'améliorer la qualité et l'accès à l'apprentissage professionnel par les moyens suivants :

- l'augmentation des taux d'alphabétisme chez les jeunes et les adultes ;
- l'augmentation du pourcentage de jeunes et d'adultes allant au terme de l'enseignement primaire et/ou secondaire ;
- l'alignement des programmes d'enseignement des établissements professionnels secondaires avec les instituts d'enseignement supérieur ;
- l'articulation de l'apprentissage dispensé dans les instituts d'enseignement secondaire et supérieur autour des besoins et de la demande du marché du travail ;
- l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation préparatoire et continue des professeurs de l'enseignement technique professionnel secondaire et supérieur ;
- l'augmentation des initiatives recourant à la technologie pour l'apprentissage ;
- l'offre d'opportunités de certifier les connaissances individuelles et les compétences spécifiques à un secteur acquises par l'éducation formelle et non formelle ;
- l'offre d'opportunités aux personnes d'acquérir et/ou d'améliorer leurs compétences générales et spécifiques à un secteur et leurs connaissances afin d'améliorer leur performance et leur productivité au travail.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

L'initiative de remise à niveau éducative a été la composante clé de l'éducation des jeunes et des adultes de Chilecalifica. Elle a été créée avec pour objectif principal l'élargissement de la couverture et des opportunités éducatives gratuites pour les jeunes et les adultes. Contigo Aprendo est une cam-

pagne d'alphabétisation nationale lancée en 2003 destinée à améliorer l'intégration sociale des élèves en enseignant les compétences de base en compréhension de la lecture, écriture et calcul. Elle a été conçue pour répondre aux besoins éducatifs des personnes analphabètes restées en marge du système éducatif. Aujourd'hui, cette campagne est un programme d'alphabétisation non traditionnel servant de passerelle vers les deux autres programmes éducatifs pour adultes, les programmes éducatifs régulier et flexible. Élaboré en 2002, ce dernier est un programme en accéléré permettant de terminer les niveaux primaire et secondaire et pensé comme une alternative au programme régulier. Il permet de répondre aux besoins de ses participants, qu'ils soient liés au travail ou personnels, en offrant des services d'un haut degré de flexibilité en termes d'horaires, de lieu et de durée.

Recrutement et formation des animateurs

Le minimum requis pour être animateur du programme d'alphabétisation *Contigo Aprendo* est d'avoir au moins un diplôme du secondaire et d'être âgé de 18 ans ou plus. Les animateurs sont des bénévoles qui reçoivent une indemnité mensuelle de 120 dollars US couvrant les coûts de transport. En contrepartie, ils doivent assister à une formation préparatoire de trois jours intitulée *Jornada de Formación*, où ils sont initiés au processus d'alphabétisation, à l'éducation des jeunes et des adultes et aux méthodes d'alphabétisation et de numération. Ils prennent aussi part à une formation continue destinée à approfondir leurs connaissances et leurs compétences d'enseignants. La plupart des animateurs sont des étudiants et des enseignants, mais des professionnels d'autres domaines tels que des responsables de communau-



tés par exemple, exercent également. Dans le programme flexible, les animateurs doivent détenir un diplôme de l'enseignement supérieur d'enseignant. Toutefois, il n'existe pas de formation préalable ou continue des enseignants et, en général, ils n'ont pas de spécialisation préalable dans le domaine de l'éducation des adultes. Leur âge varie de 25 à 81 ans, et la grande majorité sont des femmes (55,2 %). Ainsi, la majorité des animateurs enseignent au niveau primaire et la minorité se charge des mathématiques et de la philosophie.

Recrutement des apprenants

Contigo Aprendo cible les personnes âgées de 15 ans minimum, ne sachant ni lire ni écrire, ou celles attestant de moins de quatre années de scolarité. Les participants sont recrutés dans leurs communautés via des invitations directes de la part des animateurs et disposent de deux mois pour s'inscrire (d'avril à mai). Le programme flexible vise jeunes et adultes âgés de 15 à 65 ans ayant une instruction primaire et/ou secondaire incomplète qui cherchent l'opportunité d'améliorer leurs compétences professionnelles, leur employabilité, leur propre image et leur qualité de vie. Cette variante a été spécialement conçue dans le but d'attirer les travailleurs nécessitant une remise à niveau éducative, en particulier ceux travaillant dans des petites et moyennes entreprises (PME). L'âge d'inscription requis pour l'enseignement primaire est de 15 ans minimum et de 18 ans minimum pour le secondaire. Les participants potentiels sont mobilisés via les mass media (télévision, radio et Internet) et les organisations régionales partenaires. La majorité des participants au programme d'alphabétisation et au programme flexible sont des jeunes et des adultes employés appartenant aux trois déciles des revenus les plus bas de la population chilienne et viennent des zones urbaines. Caractéristique inhabituelle, la majorité des participants est constituée de femmes, ce qui va à l'encontre de la tendance du programme régulier et d'autres services éducatifs marqués par une forte présence masculine. Le nombre d'inscriptions moyen annuel enregistré au programme d'alphabétisation et au programme flexible est respectivement de 20 000 et de 60 000 participants. En outre, Chilecalifica a également touché des populations des zones rurales à travers des émissions de radio locales utilisant des contenus d'enseignements issus du programme flexible.

Approches et méthodologies d'enseignement-apprentissage

Pour le programme d'alphabétisation, les cours ont lieu dans des endroits faciles d'accès et proches des lieux de résidence des élèves, tels que les centres des communautés, les écoles et les églises. En moyenne, ils sont dispensés par un animateur pour 15 élèves. Ils utilisent des manuels et des cahiers

d'exercices d'alphabétisation et de numération, ainsi que du matériel tels que des dictionnaires et des fournitures scolaires fournis par le gouvernement. Les élèves doivent assister à un minimum de six heures de cours par semaine, entre deux et trois jours hebdomadaires, pendant six mois (de juin à décembre), mais l'emploi du temps varie selon les groupes puisque l'organisation des horaires s'effectue en accord avec l'animateur et ses élèves. Le programme est divisé en trois niveaux et, suite à une évaluation de diagnostic initiale, les animateurs affectent les élèves au niveau correspondant à leurs compétences et connaissances de départ. Lors de l'alphabétisation, les animateurs œuvrent au développement de quatre compétences complémentaires : la communication orale, la lecture, l'écriture et l'élargissement du vocabulaire. Lorsqu'ils enseignent la numération, ils se concentrent sur l'enseignement des nombres et la notion de quantité, de groupements et d'interprétation des unités de mesure, les opérations arithmétiques, les formes spéciales et l'orientation, ainsi que l'interprétation de contenus, telle que la lecture de tableaux et de graphiques.

Dans le cadre du programme flexible, les cours sont offerts par des établissements éducatifs, des organisations œuvrant au renforcement des capacités, des organisations gouvernementales, des fondations, des universités, etc. Les élèves choisissent le lieu où ils souhaitent suivre les cours en fonction de la proximité de leur lieu de résidence ou de leur lieu de travail. Le programme commence par une phase initiale de six et huit mois respectivement pour l'enseignement primaire et secondaire. Les élèves sont répartis en fonction de leur niveau initial tel qu'il a été déterminé suite à l'évaluation d'orientation. Pour ceux qui ne réussissent pas l'examen final, une phase de consolidation est également prévue. Cette dernière se répartit en plusieurs modules : le niveau primaire en comprend douze, le secondaire onze.

À l'issue des deux programmes, les élèves doivent passer un examen final afin de faire valider leur apprentissage par le Système d'évaluation et de certification des études. Les examens peuvent être passés périodiquement. Ils sont proposés par des écoles accréditées et ne sont pas gérés par les animateurs afin d'en garantir l'assurance qualité. Il existe cinq types d'examens écrits ouverts visant à certifier les différents niveaux d'éducation. Pour l'éducation primaire, il existe trois examens évaluant l'alphabétisation, la numération et les sciences intégrées qui peuvent certifier les diplômes des quatrième, sixième et huitième niveaux. Pour le niveau secondaire, il existe deux examens qui certifient la fin du premier ou du second niveau et évaluent les connaissances en mathématiques, sciences sociales et naturelles et philosophie (le nombre et le contenu des sujets différent selon le niveau). L'objectif de ces examens est non seulement de fournir une accréditation de l'apprentissage

des élèves, mais aussi de retracer la progression et la qualité des programmes. Le Système chilien d'évaluation et de certification des études est devenu un modèle d'accréditation éducative au sein des pays d'Amérique latine.

Financement

Le coût total des initiatives réalisées dans le cadre de *Chilecalifica*, qui a été mis en œuvre de 2002 à 2010, est de 150 millions de dollars US, dont 75 millions sous forme d'un prêt de six ans de la Banque mondiale au délai de remboursement de 9,5 ans, dont un délai de grâce de 7,5 ans, et 75 millions financés par des fonds du trésor public.

L'initiative de remise à niveau éducative, et en particulier le programme flexible d'éducation des adultes, a été conçue pour utiliser une approche basée sur les résultats dans laquelle les prestataires publics et privés sont payés en fonction des résultats de leurs élèves à l'examen de certification. À ce jour, ils reçoivent respectivement pour les niveaux primaire et secondaire les sommes approximatives de 60 dollars US et 73 dollars US par élève et par module validé. Le programme d'alphabétisation verse par ailleurs une bourse mensuelle de 120 dollars US aux bénévoles. Le coût par élève atteint environ 160 dollars US et comprend les sommes versées aux animateurs, le matériel, les formations et les examens de certification.

SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

Le suivi de l'initiative de remise à niveau éducative fait appel à un système d'information où sont stockées des données sur chaque élève, notamment l'assiduité et les résultats aux tests. Les indicateurs de progression et de résultats utilisés pour le suivi comprennent, entre autres, le taux de scolarisation, le taux d'achèvement, le taux de redoublement, le taux de non présentation aux examens, le taux d'abandon, les renseignements concernant les étudiants (p. ex. sexe, âge, statut socioéconomique), le calendrier des cours, la méthodologie et les résultats aux examens. Les données sont enregistrées et analysées au Niveau central du ministère de l'Éducation (*Nivel Central del Ministerio de Educación*). Les données nécessaires au processus de suivi sont saisies dans le système par le personnel des institutions qui ont dispensé l'éducation (*entidades ejecutoras*), y compris les informations actualisées concernant les animateurs, la progression et l'apprentissage des élèves et des groupes, les activités didactiques mises en place par les moniteurs, leur description et leurs objectifs et les rapports mensuels. Les données relatives aux résultats du suivi sont tirées des examens écrits que les élèves passent à l'issue de leur formation et sont saisies par les écoles accréditées qui organisent les examens.

L'évaluation est externe et vise à déterminer l'efficacité globale des projets. À ce jour, deux évaluations de l'impact sont disponibles :

- évaluation de l'impact du programme flexible de remise à niveau éducative : réalisée de 2004 à 2005 par l'Institut d'économie et de développement (*Economía y Desarrollo*) ;
- évaluation de l'impact de CHILECALIFICA : réalisée de 2007 à 2009 par la direction du budget (*Dirección de Presupuestos*, DIPRES) du ministère des Finances.

IMPACT

Les études de l'impact de *Chilecalifica* font état de nombreuses avancées positives réalisées par le programme national, notamment les résultats de l'initiative de remise à niveau éducative.

Résultats du programme d'alphabétisation :

- inscriptions : environ 90 000, dont 71,4 % de femmes (2003–2006) ;
- achèvement : environ 33 000 adultes (dont 6,6 % d'analphabètes) ont obtenu la certification en alphabétisation primaire (2003–2008).

Résultats du programme flexible d'éducation des adultes (2003–2008) :

- inscriptions : 427 861 au niveau primaire et/ou secondaire ;
- achèvement : 149 346 au niveau primaire et/ou secondaire ;
- accroissement de la couverture : augmentation des inscriptions d'adultes de 40 %, due non à une baisse du nombre de participants au programme régulier, mais à une augmentation de la participation de groupes exclus tels que femmes, chômeurs et pauvres, ainsi que de celle d'adultes plus âgés ;
- niveau de satisfaction d'un échantillon de participants : 49,5 % des élèves du niveau primaire et 41,6 % de ceux du niveau secondaire étaient très satisfaits des cours.

Dans l'ensemble, *Chilecalifica* est à l'origine de nombreux changements dans le pays à travers ses différentes initiatives, ils comprennent notamment :

- l'accroissement de la couverture éducative des jeunes et des adultes, en particulier parmi les femmes et les adultes plus âgés qui ont tendance à être minoritaires dans le programme régulier pour adultes ;



© Juan Luis Vives School

- des modifications structurelles durables de la formation secondaire, supérieure et de la main d'œuvre et une attention accrue portée aux compétences pertinentes pour le secteur productif ;
- l'augmentation du revenu et de l'employabilité des bénéficiaires des programmes d'éducation et de formation, entraînant des transformations à moyen et long terme dans le développement social et économique du pays ;
- de meilleures chances d'accès à l'éducation et à la formation pour les jeunes filles et les femmes. En effet, les statistiques nationales montrent qu'elles sont généralement scolarisées un nombre moins important d'années et qu'elles présentent des taux d'analphabétisme plus élevés, mais elles ont participé en plus grand nombre aux programmes de remise à niveau éducative, ce qui a entraîné une augmentation de leur revenu et de leur employabilité à l'issue de leur formation.

DÉFIS

Le principal défi a consisté à mettre en place le Système d'apprentissage tout au long de la vie (*Sistema de Formación Permanente*), une politique publique visant à créer un lien durable entre système éducatif et marché du travail, ainsi qu'à mieux articuler les différents niveaux du système éducatif (écoles primaires et secondaires, établissements professionnels secondaires et instituts d'enseignement supérieur). Le but prioritaire de ce système était de fournir à la population des possibilités d'apprentissage flexibles et des alternatives supplémentaires aux formations régulières. Cependant, à l'issue de *Chilecalifica*, le système n'était toujours pas institutionnalisé.

Les autres défis comprennent :

- le système de suivi et d'évaluation du programme a principalement été utilisé comme un mécanisme de compilation de données, mais les données n'ont pas servi à améliorer la gestion du projet, ni à introduire des améliorations et des changements constants ;
- la rotation rapide des enseignants dans le programme flexible pour adultes : les données recueillies pendant les six années pilotes ont montré que 75 % d'entre eux n'avaient travaillé qu'un an et 91 % un ou deux ans ;
- le manque de qualification des enseignants, en particulier ceux du programme d'alphabétisation dont beaucoup d'animateurs sont jeunes (18 ans ou plus) et ne possèdent aucune expérience antérieure de l'enseignement ;
- la brièveté et la superficialité de la formation des enseignants du programme d'alphabétisation, ainsi que l'absence de formation centrée sur l'éducation des adultes pour la variante flexible ;
- les taux élevés d'abandon : près de 56 % des inscrits au programme d'alphabétisation et une moyenne de 45 % des inscrits au programme flexible ; beaucoup d'élèves ont aussi achevé la formation mais n'ont pas passé l'examen final, par peur et timidité.

LEÇONS APPRISSES

Les leçons essentielles suivantes ont été tirées de Chilecalifica, et plus particulièrement de l'initiative de remise à niveau éducative :

- un système solide d'incitation, c.-à-d. l'approche basée sur les résultats dans laquelle les organisations chargées de la mise en œuvre du programme sont rémunérées

sur la base des résultats des élèves, est essentiel pour la réussite d'un programme intersectoriel car il permet aux équipes de gestion de maintenir un niveau de supervision minimal ;

- les partenariats entre les secteurs public et privé sont eux aussi essentiels car ils permettent une compétition saine entre les différents prestataires d'éducation et de formation et fournissent des incitations économiques ;
- l'apprentissage et la formation tout au long de la vie sont essentiels pour la promotion de l'égalité éducative et pour le développement des ressources humaines dans un pays à croissance économique rapide comme le Chili ;
- un système adéquat d'apprentissage et de formation tout au long de la vie nécessite des initiatives variées et une diversité d'acteurs à différents niveaux, à la fois dans le domaine public et privé. Cela implique une bonne coordination entre les différents ministères et acteurs impliqués, ainsi qu'un système efficace de suivi et d'évaluation qui puisse renseigner sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, définir les causes des problèmes à résoudre et les localiser.
- Une meilleure articulation de l'enseignement ou de la formation techniques et des besoins ou demandes du marché du travail dans certains secteurs clés de l'économie chilienne est essentielle pour promouvoir une meilleure employabilité et accroître le revenu des jeunes et des adultes, tout en faisant progresser la compétitivité du pays au niveau mondial.

PÉRENNITÉ

Les initiatives conçues et initiées par *Chilecalifica* sont désormais mises en œuvre par les ministères correspondants, ce qui montre la durabilité du programme. *Chilecalifica* a développé deux systèmes différents qui ont contribué à sa pérennité. Ils ont jeté les bases d'un cadre conceptuel pour répondre aux défis en matière d'éducation et d'emploi au Chili, tout en proposant de nouvelles solutions et actions :

- le Système national de certification des compétences des travailleurs (*Sistema Nacional de Certificación de Competencias Laborales*) est un système d'accréditation visant à la reconnaissance formelle de l'apprentissage individuel non formel, informel et formel dans le but d'ouvrir une voie supplémentaire vers l'achèvement de l'éducation primaire et secondaire et
- le Système d'information du marché du travail et de l'offre de formation (*Sistema de Información del Mercado Laboral y de la Oferta de Formación*) a été créé pour renseigner sur la demande du marché du travail, tout en informant l'ensemble de la population des nouvelles opportunités d'apprentissage et de formation technique tout au long de la vie.

Les programmes de remise à niveau éducative, comprenant la campagne d'alphabétisation, l'enseignement flexible des adultes et le système de certification, ont constitué une initiative particulièrement durable mise en œuvre dans le cadre de Chilecalifica. Ces actions font désormais partie du programme d'éducation des adultes proposé et financé par le ministère de l'Éducation, selon les décrets légaux adoptés en 2009 n° 211 et 257.

SOURCES

- <http://www.mineduc.cl>
- <http://www.futurolaboral.cl>
- <http://www.competencialaboural.cl>
- <http://www.worldbank.org>
- <http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/p2k0data.asp>
- Documents
- <http://200.68.0.250/usuarios/adultos/File/2011/CaracterizaciOndelaModalidadFlexible2009.pdf>
- <http://cca.mineduc.cl/Materiales%20Campa%20Contigo%20Aprendo/Consolidado%20de%20unidades%20de%20sist%20CCA.pdf>

CONTACT

Maria Verónica Simpson
 Coordinatrice nationale pour l'éducation des adultes
 Ministère de l'Éducation
 Av. Libertador B. O'Higgins, 1371
 Santiago, Chili
 Téléphone : +56 2 3904000

Haïti

Alphabétisation de base et formation professionnelle des jeunes adultes

Profil de pays

Population

9 598 000 (2007)

Langue officielle

Créole, Français

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour)

54 % (1990 – 2005)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 2007)

Total : 57,24 %

Hommes : 59,14 %

Femmes : 55,27 %

Sources

UNESCO : Rapport mondial de suivi sur l'EPT

UNICEF : Information par pays

Banque mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Alphabétisation de base et formation professionnelle des jeunes adultes

Organisation chargée de la mise en œuvre

Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation (SEA)

Partenaires

Agence Espagnole de Coopération Internationale et de Développement (AECID), Coopération Argentine

ORGANISATION

Le Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation (SEA) est l'autorité nationale responsable de la promotion de l'alphabétisation parmi la population Haïtienne. Créé en 1994, il met en œuvre des campagnes d'alphabétisation, se charge de la promotion de l'alphabétisation à travers des actions d'information de la population et réalise des recensements afin de mettre à jour les données statistiques sur l'alphabétisation. Le dernier recensement de ce genre fut réalisé en 2002–2003. Depuis 2006, une campagne nationale d'alphabétisation est lancée chaque année par le SEA. Concernant la réalisation de ce projet qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative : Savoir pour Pouvoir (LIFE), le SEA a bénéficié de l'assistance technique de l'UNESCO et de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale et de Développement (AECID). L'AECID et la Coopération Argentine sont les partenaires financiers.

CONTEXTE

Avec un tiers de sa population vivant avec moins de deux Dollars US par jour et la moitié de la population avec moins d'un Dollar US (DSNCRP, 2007), Haïti est sans doute l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental. Des crises politiques répétées depuis les années 80 et une situation économique chaotique ont contribué à cet état de fait. Le taux de chômage est l'un des plus élevés de la sous région des Caraïbes (25 % selon la DSNCRP, 2007). Le pays jadis producteur et exportateur de fruits (mangues et bananes), café, cacao, canne à sucre et de produits manufacturés (autrefois cette industrie employait plus de 100 000 personnes) est aujourd'hui dépendant de l'extérieur pour plus de 50 % de sa consommation.

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que le système éducatif ait durement ressenti le coup au cours des dernières années. Le système, largement dominé par le secteur privé (près de 90 % des écoles), n'assure pas l'accès à l'éducation pour tous les enfants et présente des rendements parmi les plus faibles du continent. La faible gouvernance est aussi souvent pointée du doigt parmi les principales causes de ce problème d'éducation mais le secteur souffre également d'un manque important de financement.

Au cours des dernières années, le pays semblait retrouver le chemin de la croissance et de la stabilité après le retrait du Président Jean Bertrand Aristide en 2004. Cependant suite au passage des cyclones et des intempéries tropicales qui ont durement touchées les Caraïbes, Haïti s'est de nouveau retrouvé à devoir faire face à de graves problèmes d'ordre humanitaire. En plus des conséquences dramatiques sur la population (plus de 800 morts et 1 million d'enfants affectés), les cyclones ont durement touché les infrastructures éducatives avec la destruction de centaines d'écoles. Les cyclones ont une fois de plus réorienté les priorités à Haïti et leurs conséquences sur l'éducation devront être évaluées sur le long terme.

Dans ce même sillage, en janvier de 2010 un violent tremblement de terre est venu s'accabler sur Haïti provoquant des grandes pertes humaines et matérielles et paralysant la vie du pays dans les six mois qui ont suivi la tragédie. Le grave impact économique et le fait que l'éducation soit parmi les secteurs les plus gravement touchés par la tragédie, fait que les besoins d'alphabétisation et de formation des adultes demeureront importants pour les prochains années. L'alphabétisation qui n'était pas une priorité risque de voir les efforts y consacrés se réduire. Par conséquent, le pays risque fortement de ne pas atteindre l'objectif de réduire de 50 % le taux d'analphabétisme des adultes à l'horizon 2015.

LE PROGRAMME

Avec plus de 57 % de la population de plus de 13 ans ne sachant ni lire, ni écrire (SNA-EPT, 2007 ; RMS, 2010), Haïti figure parmi les pays ayant les taux d'alphabétisation les plus bas au monde. Cette situation fut à l'origine de diverses interventions entre 2001 et 2003 à l'échelle nationale. Ces efforts n'ont malheureusement pas donné les résultats escomptés. Dans le Département du Sud-est, 62 % de la population de plus de 14 ans est analphabète et pour la catégorie d'âge 14-30 ans, plus de 30 % ne savent ni lire ni écrire. Au niveau de l'Arrondissement de Baint dans le Sud-est (la zone d'intervention du projet), et des deux communes qui le composent, le nombre d'analphabètes dépasse 29 000 sur une population de 100 000 personnes. Ces constats ont constitué la base de la formulation de ce projet conçu et réalisé par le Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation (SEA) en partenariat avec la Coopération Espagnole et l'UNESCO Haïti.

Objectif Général

L'un des axes d'action stratégique retenus par le gouvernement est le développement des ressources humaines à travers une intensification des efforts d'éducation et de formation professionnelle formelle et/ou non formelle en faveur des jeunes scolarisés, non scolarisés et/ou déscolarisés et des adultes. Dans cette perspective, le projet se fixe pour objectif général de contribuer à la mise en œuvre de la politique de développement des ressources humaines pour rehausser le niveau d'instruction des populations, notamment de celles à faibles revenus. Les axes stratégiques retenus à cet effet sont (i) dispenser une alphabétisation de base aux populations analphabètes et (ii) assurer, dans certains petits métiers, une formation professionnelle permettant aux bénéficiaires l'exercice d'activités génératrices de revenus.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- Améliorer le taux d'alphabétisme du Département du Sud-est ;
- Améliorer l'insertion des jeunes dans le monde du travail ;
- Renforcer les capacités opérationnelles de la Coordination Départementale de l'Alphabétisation du Sud-est.

Réalisation du projet – Sélection et formation des facilitateurs

Les facilitateurs des sessions de formation en alphabétisation sont des personnes issues de la communauté. Les personnes sélectionnées étaient celles qui remplissaient les

compétences techniques requises et qui avaient une forte motivation pour servir la communauté, 320 formateurs et 23 superviseurs sélectionnés par le SEA étaient en charge de la facilitation et de la supervision des sessions d'alphabétisation au niveau des centres. Ces personnes ont reçu les formations requises pour l'accomplissement de leur mission.

Formation des bénéficiaires

Bien que s'adressant à la problématique de l'alphabétisation en général, ce projet cible en particulier les jeunes adultes (tranche d'âge 14–30) de l'Arrondissement de Baint (6 500 personnes au total). Ce choix est du au fait que la moitié de la population Haïtienne a moins de 31 ans. S'adresser au problème de l'alphabétisation de ce groupe signifie donc augmenter les opportunités pour une possible réintégration socio professionnelle d'une très grande partie de la population.

La formation des bénéficiaires se fait en deux phases

La première phase de ce projet concerne l'animation des sessions d'alphabétisation. Le public cible étant déjà déterminé, la sélection des participants se fait à travers une concertation au niveau des différents acteurs (SEA, UNESCO, AECID et les représentants des communautés). Deux grandes vagues de formation d'une durée de quatre mois chacune ont déjà eu lieu alors que deux autres sessions additionnelles seront réalisées en 2010 et 2011. La première vague d'alphabétisation a eu lieu en fin 2007. Elle a concerné 5 000 participants. 134 centres d'alphabétisation ont été aménagés et équipés. L'approche était basée sur des modules de formation spécifiquement conçus par le SEA en fonction des réalités locales de la zone d'intervention. La langue d'alphabétisation est le Créole, langue utilisée par la grande majorité de la population. Toujours selon la même approche, la deuxième vague d'alphabétisation a concerné 1 500 personnes. Cette deuxième vague s'est achevée en Décembre 2008. Chaque vague a duré cinq mois et s'est achevée par un test.

Cours d'Alphabétisation

La deuxième phase du projet consistait au renforcement des capacités des néo alphabètes en matière de formation professionnelle. Cette phase a fait suite à une étude menée par le concours de l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP). Cette étude de prospection des besoins en matière de formation professionnelle a permis l'identification de trois secteurs majeurs : la construction, la menuiserie et la cuisine. Par conséquent, des programmes didactiques (au nombre de 3) et des guides d'apprentissage (au nombre de 16) ont été spécialement conçus pour la formation des néo alphabètes. Des manuels basés sur l'horticulture ont été aussi développés dans le cadre du projet Pro-Huerta,

un projet complémentaire financé grâce à la Coopération Argentine. Un noyau de promoteurs a été constitué et formé parmi les facilitateurs en alphabétisation pour appuyer les bénéficiaires du programme Pro-huerta dans le renforcement de leur apprentissage en lecture et écriture. La phase de formation professionnelle du projet a permis de former plus de 1 000 néo alphabètes parmi les personnes ayant déjà bénéficié des formations en alphabétisation.

SUIVI ÉVALUATION DU PROJET

Un système de suivi évaluation participatif a été développé pour permettre à chaque acteur du projet d'avoir des rôles précis et d'être impliqué dans le processus. En ce qui concerne la phase d'alphabétisation, le premier responsable du suivi est le coordonnateur départemental qui reçoit les rapports de terrain préparés par les superviseurs et par les comités d'appui des communes de Baint et de Côtes de Fer. Pendant la durée des cours, le coordonnateur de terrain et un membre du comité d'appui (instance locale représentative des communautés) visitent deux fois par mois chaque centre, un rapport est élaboré pour la circonstance. Un résumé de ces rapports est expédié mensuellement au bureau central du SEA, à l'UNESCO et à l'AECID via les différents points focaux.

Chaque superviseur local ou communautaire est chargé de la supervision de dix (10) centres. Il lui revient d'assurer la permanence de la supervision. A ce titre, il doit visiter chaque centre au moins une fois par semaine. Il contrôle de façon systématique et continue la régularité de fonctionnement

du centre, la présence du facilitateur ou de la facilitatrice. Il vérifie le cahier de présence du facilitateur / de la facilitatrice et rencontre régulièrement le comité d'appui à des fins d'échange.

Le facilitateur/la facilitatrice est en charge d'un centre. Il ou elle assume la responsabilité d'alphabétiser les participants inscrits qui lui sont confiés par le comité d'appui et la coordination départementale. Il/elle contrôle le cahier de présence, les absences et les retards des participants. Il/elle est formé/e pour donner une facilitation et un apprentissage de qualité tout en suscitant la motivation des participants. Il/elle transmet les résultats de ses observations au coordonnateur de terrain via le superviseur communautaire. Il/elle tient compte des remarques qui lui sont faites pour améliorer la prestation des formations.

Des visites de suivi et de supervision sont assurées aussi par les points focaux et le bureau central (des comités d'appui). Des rapports réguliers font état de la situation dans chacune des communes eu égard à la présence, la régularité des participants et des facilitateurs/facilitatrices, la qualité et l'efficacité de la prestation des formations.

Un double système d'évaluation est mis en place. Le premier consiste à l'administration aux participants, d'un test simple de lecture, d'écriture et de calcul deux fois par session. Ce test est préparé par le coordonnateur départemental suivant le modèle du bureau central. Le second système concerne l'évaluation du projet qui est assurée par les experts de l'UNESCO, de l'AECID et du SEA, évaluation institutionnelle, en même



temps que celle des objectifs, des activités, des intervenants et des participants. Le rapport final d'évaluation externe est rédigé et présenté lors d'une réunion tripartite.

La phase de formation professionnelle s'étend sur une période de 4 mois. Les apprenants participent aux cours à hauteur de 3 jours par semaine. Le cahier de charges qu'un apprenant doit accomplir est défini par l'INFP en concertation avec le SEA. Un minimum de 40 heures de cours est requis pour chaque module de formation. Une évaluation finale est réalisée par les formateurs qui ont été préalablement formés par le personnel de l'INFP. Au cours de la période d'apprentissage, des missions de suivi sont réalisées par l'INFP et le SEA pour évaluer le déroulement des cours. Ces évaluations portent aussi bien sur la qualité des contenus enseignés que sur l'emphase mise par les formateurs sur les aspects d'écriture et lecture requis des participants par le projet. Trois sessions de formation professionnelle doivent se dérouler sous les auspices de cette phase du projet LIFE pour un total de 500 apprenants.

Le volet d'autonomisation alimentaire compte avec le travail de 100 promoteurs recrutés et ayant été préalablement formés. Chacun est équipé d'un kit d'évaluation lui permettant de suivre les progrès des bénéficiaires en termes d'alphabetisation. Les bénéficiaires sont aussi tous équipés d'un livre d'apprentissage à l'horticulture et l'élevage fournis par Prohuerta. Des missions régulières de la coordination de Prohuerta à Haïti sont réalisées chaque deux mois en collaboration avec IICA.

RÉSULTATS DU PROJET

Malgré le contexte difficile dans lequel il a été exécuté, ce projet a abouti à des acquis notables dans les communes de Baint et de Côtes de Fer.

Dans le cadre du renforcement durable des capacités, il y a eu l'implantation de centres de formation dans les deux communes du projet. Ces centres ont été initiés pour pouvoir y tenir les cours d'alphabetisation et de formation professionnelle initiés par le projet et qui devraient être poursuivis par le SEA dans le cadre de la campagne annuelle d'alphabetisation que cette institution réalise tous les ans à l'échelle nationale depuis 2006. Ces infrastructures devraient aussi servir à abriter d'autres activités culturelles et récréatives et notamment les prochaines actions d'alphabetisation utilisant la méthode audiovisuelle qui a été traduite et adaptée par le SEA dans le contexte Haïtien. Ces démarches devraient ainsi permettre de recueillir le soutien de la communauté locale et d'autres autorités et contribuer à la durabilité du projet.

Les centres ont été le cadre du renforcement des acquis en matière d'alphabetisation. Ces cours ont concerné au total 6 500 personnes dont près de 70 % constituées de femmes. Malgré les intempéries de 2008 et leurs conséquences désastreuses, un taux de réussite de 36 % des inscrits a été observé à l'issue de l'évaluation des niveaux effectuée à la fin des sessions d'alphabetisation exécutées jusqu'à présent. Les formations professionnelles dans les domaines de compétence identifiés ont concerné 500 jeunes. La formation en horticulture concernant le projet Pro-Huerta a concerné près de 750 jeunes. En vue de faciliter la transformation des connaissances acquises en activités génératrices de revenus, le projet cherchera à établir des synergies avec d'autres projets et ONGs engagés dans le micro crédit en vue de favoriser l'émergence de petites entreprises. De façon similaire, le projet compte introduire des notions de prévention de risques et désastres dans le cadre des cours dispensés en raison de l'extrême fragilité de la région à ce type de phénomènes.

Dans le cadre du renforcement des capacités nationales sur le moyen et long termes, plusieurs cadres du SEA ont bénéficié de l'appui du projet. Ces efforts ont néanmoins été anéantis par les dramatiques conséquences sur le SEA en termes de pertes humaines et matérielles, du tremblement de terre de début 2010. Cependant le projet envisage déjà la reprise d'actions de formation en planification et gestion de projets liés à l'alphabetisation en relation avec l'installation du SEA dans ses nouveaux locaux fin 2010.

PÉRENNITÉ DES ACTIONS DU PROJET

Ce projet en dépit de son caractère pilote et de sa durée relativement courte recèle de plusieurs éléments de durabilité.

La focalisation sur une couche (les jeunes de 14–30 ans) vulnérable mais qui recèle aussi d'un potentiel énorme marque le désir d'inscrire le projet dans la durée. L'alphabetisation et la formation professionnelle sont vues comme des moyens pour les populations cibles d'identifier et de mettre en valeur leurs potentiels. Les secteurs sur lesquels a porté la formation professionnelle constituent des secteurs qui s'adaptent très bien à l'environnement de la localité et qui représentent un fort potentiel pour la génération de revenus. En vue de lier la théorie à la pratique, le projet analysera et renforcera les pistes susceptibles d'aboutir à des financements pour la réalisation des microprojets, ce qui permettra de sortir définitivement la population cible des affres de la pauvreté et de l'ignorance.

Ce projet a permis un encrage socio environnemental important. Les actions inscrites dans le projet ont permis aux popu-



lations d'avoir un regard critique envers l'environnement vu que Haïti est un pays régulièrement frappé par des catastrophes climatiques et environnementales. Le projet a permis aussi la valorisation des acquis sociaux. Un accent particulier a été mis sur l'utilisation de la langue Créole pour la conception des manuels et programmes de formation pour permettre une appropriation rapide et durable des acquis des formations par les populations cibles.

Au plan institutionnelle, ce projet a permis au SEA de se retrouver avec un regain de force grâce au transfert des connaissances techniques, de matériels et d'équipements prévus dans le cadre des différentes activités développées par le projet. Les équipements acquis au titre du projet, les infrastructures améliorées à la charge du projet aussi bien que le matériel didactique deviendront propriété du SEA. Ce qui permettra à cette agence d'être mieux équipée pour ses campagnes annuelles d'alphabétisation et ses actions de formation en faveur des couches vulnérables à Haïti.

Par ailleurs une deuxième phase du projet est en gestation. Elle permettra de consolider les acquis de la première phase et de former 1 800 jeunes âgés de 14 à 40 ans. Compte tenu des difficultés et des expériences du passé, cette deuxième phase partira avec une plus grande chance d'arriver à des résultats plus satisfaisants.

ÉLÉMENTS NOVATEURS

Une des innovations majeures développées dans le cadre de ce projet est de se focaliser sur les besoins des communautés pour développer un programme d'alphabétisation. Les modules et les manuels développés à travers le projet sont basés sur les valeurs locales, les vécus et aspirations des communautés locales. Les mécanismes de fonctionnement et de suivi évaluation mis en place permettent de mesurer les niveaux d'évolution des apprenants de façon participative et la jonction est vite faite entre les compétences techniques et la mise en œuvre d'actions productives dans la communauté.

L'autre innovation majeure de ce projet est l'établissement d'un lien direct entre alphabétisation et formation professionnelle. De plus en plus, l'alphabétisation est vue comme un outil permettant aux communautés de réfléchir et d'agir pour l'amélioration de leurs conditions socio économiques. Alors la jonction avec la formation professionnelle évite d'une part une perte des compétences acquises en matière de lecture, écriture et calcul faute de pratique et permet aux communautés d'utiliser les notions acquises pour mieux organiser et gérer leurs activités génératrices de revenus.

DÉFIS RENCONTRÉS

Le déroulement des formations a été paralysé par les cyclones meurtriers lors de l'été 2009, le Sud-est ayant été parmi les départements les plus gravement touchés par les effets des intempéries. Les conséquences sur le projet se sont manifestées par l'abandon de nombreux participants obligés de privilégier leur sécurité. Bref, un peu moins de 50 % des inscrits ont pu prendre part aux évaluations finales de la seconde session d'alphabétisation (Décembre 2008) et seulement la moitié de ceux-ci ont réussi à passer l'épreuve, un résultat en dessous des espérances mais qui serait élevé si les intempéries n'avaient pas frappé la zone. Une session d'alphabétisation spéciale vise à prendre en charge ces bénéficiaires qui après beaucoup d'efforts et pour des raisons indépendantes de leur volonté ont dû interrompre le processus en vue de le finaliser, afin qu'ils puissent compléter leur engagement par une certification méritée.

De son côté, en dépit des dégâts limités sur la zone par rapports aux trois départements plus touchés du pays, le récent tremblement de terre de janvier 2010 a interrompu le déroulement de la session de formation professionnelle ainsi que la mise en œuvre des autres sessions d'alphabétisation. Néanmoins, les formateurs et tout le personnel du projet ont démontré leur attachement et leur sens de responsabilité, ce qui a permis de reprendre les cours au mois de juillet 2010.

Parmi les autres défis rencontrés, il y a la complexité d'assurer la supervision des actions sur place en raison du contexte très accidenté des lieux d'intervention (pas de routes bitumées et les télécommunications rendues difficiles par le manque généralisé d'électricité). Ces facteurs, en plus des difficiles conditions climatiques, ont influencé le faible taux de participation aux évaluations finales. La seconde phase axée sur la formation professionnelle qui a débuté en 2009 a offert une opportunité pour apporter des correctifs à ces faiblesses, notamment à travers le recrutement sur place de deux superviseurs de formation et de deux agronomes locaux. Dans ce sens, l'équipe de coordination du projet a également prévu la tenue de sessions d'apprentissage et d'évaluation additionnelles en alphabétisation (rattrapages) dans le courant des années 2009 et 2010 avec pour objectif de permettre au plus grand nombre de participants de prendre part à la phase de formation professionnelle déjà en cours d'exécution.

LEÇONS APPRISSES

L'enseignement majeur à tirer de ce projet pilote est qu'à Haïti, il y a une nécessité de renforcer le lien entre l'alphabétisation et le monde du travail, notamment à travers la création d'opportunités d'emploi dans les zones d'intervention ou encore la formation professionnelle comme un moyen d'alphabétiser. Dans un pays comme Haïti en constante recherche de stabilité, l'alphabétisation paraît être un des piliers sur lesquels il faut baser les axes du développement économique et social.

SOURCES

- UNESCO Haiti information bulletin
- National Report on the Republic of Haiti : Tendances récentes et situation actuelle de l'éducation et de la formation des adultes
- Report by the Director-General on cooperation with Haiti
- Le Nouvelliste (newspaper), 14 July 2008 : Alphabétisation : Entre l'alpha et l'oméga
- Alter Presse, 10 September 2009 : Haïti : otc@aacid.pe l'alphabétisation peine à tracer ses lettres de noblesse

CONTACT

Eugène Gélardy, Director of Planning at the Department of the Secretary of State for Literacy
Delmas 29, angles Rue samba et Santa
Port-au-Prince, Haiti
Telephone : 2512-3724/ 2512/3725
Fax : 2246-9756
E-mail : alddhi7@yahoo.fr, Sheahaiti@ hotmail.com

Gilles Cavaletto, Education Programme Officer
UNESCO Port-au-Prince
19 Musseau, Delmas 60
Telephone : 29400460
E-mail : g.cavaletto@unesco.org

Pérou

Programmes d'alphabétisation et de l'éducation de base des adultes ibéro-américaines

Profil de pays

Population

29 180 900 (estimation 2008)

Langue officielle

espagnol (les autres langues reconnues sont notamment le quechua, l'aymara, l'asháninka, l'aguaruna, le pano-tacanan, le kawapana et l'arawa)

Pauvreté (Population vivant avec moins de 1 dollar par jour, %)

12,5 (1990–2004)

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

2,6 (2005)

Taux net d'admission dans l'enseignement primaire (TNA total, %)

86,4 (2006)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15–24 ans)

97 % (1995–2004)

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2004)

Total : 88 %

Hommes : 94 %

Femmes : 82 %

Sources

UNESCO : Rapport mondial de suivi sur l'EPT

UNICEF : Information par pays

Banque mondiale : World Development Indicators database

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programmes d'alphabétisation et de l'éducation de base des adultes ibéro-américaines : Projet de renforcement institutionnel du ministère de l'Éducation du Pérou (dans le domaine de l'éducation des adultes).

Organisation chargée de la mise en œuvre

ministère de l'Éducation, Pérou.

Langues d'enseignement

espagnol.

Partenaires de financement

gouvernementale.

Partenaires

Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et le gouvernement du Pérou.

Date de création

2003

REMARQUES GÉNÉRALES

Le PAEBA est une initiative régionale d'alphabétisation et d'éducation des jeunes et des adultes créée en 1992 et mise en œuvre avec le soutien technique et financier de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le dévelop-

pement (AECID). Le programme a été initié lors du Sommet des gouvernements d'Amérique latine afin de répondre aux défis de l'alphabétisation des jeunes et des adultes et de l'accès limité à l'éducation dans la région. L'objectif ultime est d'intégrer l'éducation non formelle des jeunes et des adultes dans les systèmes éducatifs nationaux des pays participants.

À ce jour, le programme a été mis en œuvre dans six pays d'Amérique latine : le Salvador (1993–1998), le Honduras (depuis 1996), le Nicaragua (1997–2000), le Paraguay (2000), la République dominicaine (1993) et le Pérou. Dernier des six, le « PAEBA-Pérou » a été introduit en 2003 et porte officiellement le titre de Projet de renforcement institutionnel du ministère de l'Éducation du Pérou (dans le domaine de l'éducation des adultes). Le PAEBA-Pérou s'efforce de promouvoir l'accès à l'éducation pour les jeunes et les adultes afin de lutter contre l'analphabétisme au sein des communautés marginalisées.

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Le Pérou, qui compte environ 29 millions d'habitants, est l'un des États les plus peuplés et multiethniques de l'Amérique du Sud. À la différence d'autres pays en développement, en 2007, environ 76 % des Péruviens vivaient en zone urbaine et 24 % en zone rurale. L'économie péruvienne est diversifiée avec un secteur tertiaire représentant 53 % de son PIB, suivi du secteur manufacturier (34,8 %), des industries extractives (15 %) et de l'agriculture (7 %). En outre, l'économie péruvienne dépend dans une large mesure des revenus liés aux envois de fonds et au commerce d'exportation.

Cependant, malgré une croissance économique stable ces dernières années, l'investissement dans le secteur des services sociaux a été restreint et en conséquence, la pauvreté et la privation sociale sont encore endémiques, en particulier dans les communautés rurales et urbaines marginalisées. Des études récentes estiment qu'environ 40 % de la population du Pérou vivent sous le seuil de pauvreté, dont 14 % dans une extrême pauvreté (c.-à-d. avec moins de 1 USD par jour). Ceci suggère, par extrapolation, que près de la moitié de la population dispose d'un accès limité aux services sociaux de base comme la santé, l'assurance des moyens d'existence et l'éducation. La situation a été exacerbée par des taux de migration des secteurs ruraux vers les secteurs urbains en augmentation qui ont, d'une part, privé les zones rurales de main d'œuvre agricole et de l'autre, augmenté la demande en matière de services sociaux déjà limités dans les zones urbaines.

Le manque de perspectives d'éducation pour les communautés socialement marginalisées est un indicateur clair de



la disparité entre la croissance économique et le bien-être social. Bien que le Pérou dispense un enseignement pré-primaire, primaire et secondaire (jusqu'à 16 ans) gratuit et obligatoire, seuls 42,5 % des pauvres terminent la scolarité primaire, tandis que 13,1 % ne reçoivent aucun enseignement formel d'aucune sorte. De plus, 12,1 % de la population adulte totale est analphabète. La disparité entre les sexes en ce qui concerne les taux d'analphabétisme est très élevée, avec des taux de 6,3 % pour les hommes adultes et de 17,5 % pour les femmes adultes.

Les taux élevés d'analphabétisme des adultes résultent en partie de la pauvreté qui restreint l'accès des populations pauvres à l'éducation. Le système classique qui privilégie l'investissement dans l'éducation formelle aux dépens des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes a cependant empiré la situation. En outre, les programmes existants d'alphabétisation des adultes n'ont pas réussi à attirer la population adulte car ils ne répondent pas de manière adaptée à leurs besoins et à leurs attentes pratiques. Ce n'est que récemment que le plan-cadre du gouvernement pour l'alphabétisation 2002–2012 a entrepris des efforts concertés pour offrir des alternatives éducatives durables pour tous en privilégiant particulièrement les populations marginalisées des zones rurales et urbaines. Le PAEBA-Pérou a été institué en 2003 pour compléter ces efforts.

PROGRAMME DU PAEBA-PÉROU

Le PAEBA-Pérou est un programme non formel d'alphabétisation et d'éducation des jeunes et des adultes qui s'efforce

principalement de lutter contre l'analphabétisme, la pauvreté et le sous-développement au sein des communautés péruviennes socialement marginalisées en leur proposant une formation aux compétences de base et aux compétences de l'alphabétisation fonctionnelle. Le programme combine donc alphabétisation et apprentissage du calcul à une formation aux compétences professionnelles et offre également aux apprenants des possibilités de transfert vers le système éducatif formel. L'objectif ultime est d'institutionnaliser l'apprentissage des adultes au Pérou. Le PAEBA-Pérou emploie des méthodes de formation innovantes faisant appel aux TIC (par les téléphones portables) et à l'apprentissage en ligne qui permettent aux populations des villages éloignés d'avoir accès à l'éducation et à la formation.

Buts et objectifs

Le PAEBA-Pérou s'efforce de :

- réduire les taux d'analphabétisme parmi les jeunes et les adultes en offrant une éducation de base non formelle et des possibilités d'apprentissage permanent et de formation professionnelle ;
- renforcer les institutions éducatives au moyen d'un soutien technique et d'une formation des enseignants, assurant ainsi la pérennité du programme ;
- soutenir le développement social en tant que moyen de réduire la pauvreté et d'établir des pratiques démocratiques, en particulier dans les zones rurales ;
- développer et éditer des supports éducatifs d'apprentissage ;

- soutenir le processus de réforme éducative en faisant tout particulièrement porter l'effort sur le développement de cadres législatifs et de cursus pour l'éducation des adultes ;
- favoriser l'implication d'institutions et d'organisations publiques et privées dans l'éducation des jeunes et des adultes.

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME : APPROCHES ET MÉTHODOLOGIES

Administration et gestion du programme

La structure de gestion du programme est constituée d'une administration centrale, d'une équipe centrale de spécialistes, et de comités, superviseurs et animateurs de district. L'administration centrale comprend des membres de l'Association de coopération hispano-péruvienne (AECI), ainsi que les ministères de l'Éducation espagnol et péruvien. L'AECI est responsable du planning financier, du développement et de l'encadrement des ressources humaines ainsi que de la représentation juridique et auprès du public.

L'équipe centrale de spécialistes de l'éducation est en charge de la conception et de la mise au point du cursus du programme et des supports pédagogiques. De plus, elle forme les coordinateurs du programme et s'occupe des relations publiques et de la communication entre les projets PAEBA locaux, les institutions éducatives et les services d'éducation gouvernementaux. Elle surveille également la mise en oeuvre du programme. Les comités de district sont en charge de toutes les activités au niveau local tels le recrutement, la formation et le suivi des superviseurs, les questions d'infrastructures, l'inscription des apprenants et l'évaluation des circonstances locales et des besoins d'apprentissage des bénéficiaires.

Les superviseurs, qui sont tous des professionnels expérimentés dans le domaine de l'éducation des adultes, sélectionnent et forment les animateurs, suivent et évaluent les groupes d'apprenants. En dernier lieu, les animateurs, qui sont en général des professionnels de l'éducation ayant reçu une formation complémentaire du PAEBA, supervisent les activités d'apprentissage au niveau local. Une formation destinée à tous les niveaux du personnel relevant du programme a lieu au moins une fois par an. En outre, les animateurs se réunissent une fois par semaine pour partager leurs expériences et améliorer leurs savoir-faire.

COMPOSANTES DU PROGRAMME ET THÉMATIQUES PRINCIPALES

Le PAEBA-Pérou est un programme d'alphabétisation et d'éducation basé sur des modules. Les modules ont été conçus et mis au point par le PAEBA-Pérou à partir des connaissances et expériences antérieures des apprenants ainsi que de leurs besoins et attentes. Le cursus intègre à la fois une éducation de base et une formation professionnelle, offrant ainsi aux apprenants des possibilités d'apprentissage accéléré afin d'atteindre les qualifications éducatives du primaire, du secondaire et professionnelles. Le contenu du programme est donc large et couvre :

- les compétences en matière de lecture, d'écriture et de calcul ;
- les aptitudes à la communication ;
- la formation aux compétences professionnelles ;
- les études sociales (relations familiales, environnement et évolution de la communauté) ;
- la mise en valeur et la sensibilisation à la santé ;
- l'éducation civique (citoyenneté, droits et valeurs, interculturalité et genres).

La formation est proposée à trois niveaux : 1) initial/basique, 2) intermédiaire et 3) avancé. Un total de sept modules forme la base de chacun de ces niveaux d'apprentissage.

Le niveau initial/basique est constitué de deux modules consécutifs. Les modules sont enseignés sur une période de six mois totalisant 120 heures d'apprentissage ou 10 heures d'apprentissage par semaine. Au cours de ce niveau formatif, et à la différence des autres niveaux, les apprenants sont obligés d'étudier en groupe avec l'aide d'un animateur formé. Les modules dispensent une formation à la lecture et à l'écriture (compétences de communication), au calcul (compétences logiques et mathématiques), au développement personnel et aux études sociales.

Les deux modules du niveau intermédiaire développent et renforcent progressivement les thèmes et les compétences étudiés durant les cours de niveau initial/basique. Les modules sont enseignés sur une période de six mois et représentent environ 270 heures d'apprentissage à l'issue desquelles les apprenants passent un examen et reçoivent les qualifications de l'école primaire (c.-à-d. les mêmes qualifications que celles décernées aux apprenants ayant fréquenté l'école primaire formelle).

Le niveau avancé comporte trois modules qui sont enseignés sur une période de six mois et comptent 300 heures d'études. Le niveau avancé propose aux diplômés les qualifications de

l'enseignement secondaire et ouvre ainsi la voie à l'enseignement supérieur.

Comme indiqué ci-dessus, le programme permet aux apprenants de mener à bien l'éducation primaire et secondaire sur une période d'un an et demi. Les apprenants disposant d'un faible accès ou sans accès à l'enseignement formel peuvent ainsi « rattraper » au moyen d'un programme conçu pour correspondre à leurs besoins et à leurs attentes spécifiques.

ENSEIGNEMENT : APPROCHES ET MÉTHODES D'APPRENTISSAGE

Le PAEBA utilise une gamme d'approches pédagogiques et de supports d'apprentissage innovants qui sont conçus pour impulser un apprentissage indépendant et une réflexion critique chez les apprenants. En règle générale, l'apprentissage est basé sur des modules intégrés et thématiques (manuels) pour les apprenants et des guides d'enseignement pour les animateurs. Les manuels des apprenants sont conçus pour faciliter un apprentissage individuel et collectif progressif avec le soutien méthodologique des animateurs formés, soit au moyen d'une instruction dispensée en classe, soit au moyen de l'apprentissage en ligne (c'est-à-dire par l'Internet, les courriels et les téléconférences). En outre, le PAEBA a ouvert deux garderies pour permettre aux femmes ayant de jeunes enfants de participer aux cours. La stratégie s'est avérée très appréciée des femmes et des plans sont en cours pour créer d'autres garderies.

D'autres stratégies et approches pédagogiques innovantes sont employées par le PAEBA, notamment :

Le système Aula Mentor.

Aula Mentor est un système d'apprentissage à distance pour les apprenants jeunes et adultes. Les apprenants peuvent s'inscrire à tout moment de l'année et étudier n'importe où, en fonction de leur niveau de compétences et de leurs besoins éducatifs. La plupart des apprenants peuvent se permettre de déboursier les frais d'inscription de 20 PEN par mois (environ 6 USD) et reçoivent une incitation supplémentaire sous la forme d'un remboursement de 50 % de leurs frais d'inscription une fois le cours terminé avec succès. D'autre part, les apprenants sont libres de choisir le cours qui convient le mieux à leurs besoins parmi tout un choix de cours du programme comprenant entrepreneuriat commercial, TIC, éducation et santé. Après s'être inscrits au programme, les apprenants étudient dans le cadre d'un mentorat continu dispensé par des tuteurs formés.

Afin de répondre aux défis soulevés par l'accès limité aux TIC, en particulier à l'Internet, le PAEBA a ouvert des centres Aula Mentor (AMC) dans différents lieux. Les AMC sont équipés d'ordinateurs, de ressources techniques et de supports didactiques et sont ouverts à tous ceux qui sont intéressés par l'apprentissage. Ils servent également de centres d'apprentissage du PAEBA basés dans les communautés où les apprenants rencontrent leurs tuteurs et les superviseurs du programme. Depuis 2004, le PAEBA-Pérou a créé cinq AMC et d'autres conseils municipaux comme celui de Lima ont exprimé leur intérêt à adopter le système AMC pour améliorer leurs services éducatifs existants.

Le système Aulas Móviles.

Les compétences à vocation professionnelle ne pouvant être enseignées ou apprises de manière efficace en utilisant une démarche à distance ou en ligne, le PAEBA a introduit le système des classes mobiles (Aulas Móviles) qui permet à une équipe professionnelle d'animateurs itinérants équipés de matériel de formation de rendre visite aux apprenants vivant dans des zones éloignées. Au cours de périodes d'une durée de deux mois, les animateurs proposent aux apprenants des ateliers de formation sur des sujets au choix comme le développement communautaire, l'eau et l'assainissement, la coiffure et l'éducation de la petite enfance.

Le système du PAEBA dans son ensemble considère l'apprentissage non seulement comme l'acquisition de connaissances, mais aussi – et plus important encore – comme un processus complet d'évolution humaine et sociale au cours duquel les apprenants acquièrent les compétences, attitudes et valeurs nécessaires. Le rôle de l'animateur consiste pour l'essentiel à guider ce processus holistique. En pratique, l'apprentissage des adultes s'efforce donc de rendre les apprenants autonomes en les dotant des compétences nécessaires à la vie courante qui leur permettent d'améliorer leur niveau de vie et de participer activement au développement de leurs communautés.

IMPACT ET DÉFIS DU PROGRAMME

Impact et réalisations

- Le programme a eu, sur les apprenants et leurs familles, des répercussions de nature à changer leurs vies. Depuis sa création, il a fait état de nombreuses réalisations essentielles.
- En 2007, cinq ans après sa création, plus de 85 000 apprenants avaient participé au programme du PAEBA dont 70 % ont achevé les niveaux initial et intermédiaire. Sur les 1 500 qui se sont inscrits au niveau avancé, 40 % ont

reçu un certificat de fin d'études secondaires du ministère de l'Éducation.

- La formation professionnelle dispensée par le biais du système de classe mobile a profité à 18 811 apprenants avec un taux d'achèvement/d'obtention de diplôme de 74,2 %.
- Les centres d'apprentissage Aula Mentor ont pris en charge plus de 949 étudiants dont environ 650 (68,5 %) ont achevé le cursus.
- Le PAEBA-Pérou a par ailleurs produit toute une gamme de supports didactiques pour les apprenants adultes, ainsi que des guides techniques pour les animateurs. Il a aussi contribué à l'institutionnalisation de l'apprentissage des jeunes et des adultes au Pérou.

Défis

- La structure organisationnelle centralisée du programme a freiné ses progrès en raison d'une bureaucratie excessive et d'une communication inefficace. La taille et le coût de cette structure ont par ailleurs privé les apprenants de ressources précieuses. En conséquence, des efforts sont actuellement entrepris pour décentraliser l'administration du programme.
- À l'origine de la création du PAEBA au Pérou, l'intention était de transférer progressivement la responsabilité de la mise en œuvre du programme au ministère de l'Éducation péruvien ; le manque de capacités institutionnelles a cependant retardé ce processus.
- Le programme a recueilli un financement limité. En raison de cela, il n'a pas réussi à attirer les professionnels compétents ou à obtenir les ressources adéquates. Il n'est pas non plus parvenu à former suffisamment d'animateurs pour mener à bien les activités du programme.
- Globalement, le cursus et les supports d'apprentissage ont été conçus, mis au point et validés dans des environnements urbains en communiquant peu avec les participants des zones rurales. En conséquence, ni le cursus ni les méthodologies d'enseignement n'ont réussi à prendre en compte les besoins des apprenants en zone rurale.

LEÇONS APPRISSES

- Comme la recommandation en a été faite dans les rapports d'évaluation, les apprenants doivent participer à la planification et au développement du programme de façon à prendre en compte leurs besoins et attentes et à garantir la pérennité du programme.
- Le concept des classes mobiles est une approche innovante de l'apprentissage des adultes qui met l'éducation à la portée des populations et permet ainsi aux apprenants vivant dans des communautés éloignées aux ressources

faibles d'accéder à un enseignement et à une formation. À titre d'exemple, les apprenants qui peuvent avoir été découragés de participer à un cours d'alphabétisation en raison de l'absence de centre d'apprentissage dans leur secteur peuvent à présent fréquenter les classes mobiles. En outre, les classes mobiles peuvent facilement être programmées pour s'adapter aux saisons agricoles. Cependant, en raison du coût plus élevé de mise en œuvre des classes mobiles, cette stratégie nécessite un financement suffisant et la coopération de tous ceux qui sont impliqués dans les activités de développement de la communauté.

PÉRENNITÉ

La demande en matière de programmes d'alphabétisation et d'éducation (incluant la formation professionnelle) est encore très forte au Pérou. Par ailleurs, de nombreuses personnes ayant un accès limité à un enseignement et à une formation efficaces ont besoin des alternatives d'apprentissage accéléré telles celles proposées par le PAEBA-Pérou. À l'issue de la première et de la seconde phase en décembre 2008, le programme a cependant été interrompu en raison du manque d'intérêt de la part du ministère de l'Éducation péruvien.

SOURCES

- Site web : <http://www.aecid.pe>
- Maria Clara Di Pierro, 2008, Youth and Adult Education in Latin America and the Caribbean : The Recent Trajectory, mcpierro@usp.br ; http://www.scielo.br/pdf/cp/v38n134/en_a0638134.pdf
- Regina Cortina et María Teresa Sánchez, 2007, Spanish Bilateral Initiatives for Education in Latin America. <http://www.springerlink.com/content/y23778j727511n59/>

CONTACT

Francisco Jesús Gutiérrez Soto
 Directeur du programme du PAEBA-Pérou
 Jorge Basadre 460 San Isidro – Lima
 Pérou
 Tél. : +11 511 202 7000
 E-mail : francisco.gutierrez@aecid.pe,
francisco.gutierrez@mepsyd.es, otc@aecid.pe

Uruguay

Programme national pour l'éducation et le travail : centres d'éducation et de formation professionnelle (CECAP)

Profil de pays

Population

3 344 938 (2009)

Langue officielle

Spanish

Taux d'alphabétisme des adultes (15+ ans, 1995–2004)

Total : 98,2 % (2008)

Hommes : 97,8 %

Femmes : 98,5 %

Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB

2,8 % (2006)

Taux d'alphabétisme total des jeunes (15 – 24 ans)

99 % (2008)

Sources

UNESCO : EFA Global Monitoring Report 2008, <http://www.efareport.unesco.org>

UNICEF : <http://www.unicef.org/infobycountry/>

World Bank : World Development Indicators database, Sep. 2008 : <http://www.worldbank.org/data/countrydata/countrydata.html>

Présentation générale du programme

Titre du programme

Programme national pour l'éducation et le travail : centres d'éducation et de formation professionnelle (Programa Nacional de Educación y Trabajo (PNET) : Centro de Capacitación y Producción (CECAP))

Organisation chargée de la mise en œuvre

Ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC)

Langues d'enseignement

Espagnol

Date de création

2005

HISTORIQUE ET CONTEXTE

En 2002, l'Uruguay connaît une situation économique difficile qui entraîne une forte incidence de la pauvreté. Pour y faire face, le nouveau gouvernement, entré en fonction en 2005, décide de lancer le Plan d'attention nationale à l'urgence sociale (PANES) afin d'aider les Uruguayens en situation d'extrême pauvreté. Parallèlement, le Ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC) élabore le Programme national pour l'Éducation et le Travail (PNET) pour répondre aux besoins des jeunes en situation socio-économique difficile, sans emploi et ne disposant pas d'un niveau d'instruction élémentaire. Le programme, qui s'inscrit dans la lignée des deux Centres d'éducation et de formation professionnelle (CECAP) établis dans la capitale, Montevideo, en 1981 et à Rivera en 1993, entend moderniser la méthodologie pédago-

gique des centres existants et bâtir d'autres centres d'éducation informelle afin de couvrir tout le pays.

Si l'ancien objectif consistait à aider les jeunes à retrouver un emploi, le nouveau programme met l'accent sur leur intégration progressive dans le monde du travail, d'une part, et élargit la définition de l'embauche afin de découvrir les points tant positifs que négatifs de la vie active, d'autre part. Il vise, par ailleurs, à revoir la place qu'occupe le monde professionnel dans la vie des jeunes au moyen d'une

stratégie éducative globale. Si seuls deux CECAP (Montevideo et Rivera) étaient actifs en 2005, cinq ans après, le programme PNET-CECAP a été instauré dans dix centres en Uruguay, couvrant neuf États différents et proposant un enseignement à plus de 1 300 jeunes non scolarisés. À cela s'ajoute l'ouverture prochaine de deux centres supplémentaires. Cette stratégie d'extension géographique est guidée par une démarche de partenariat avec les gouvernements locaux (départementaux) visant à promouvoir l'adaptation de programmes scolaires pertinents. À ce titre, l'extension s'inspire de l'idée d'utiliser des bâtiments existants plutôt que d'en « construire » de nouveaux, à condition qu'ils se situent dans des zones centrales d'accès aisé pour les populations marginalisées. Cette idée est motivée par le fait que les jeunes doivent être mobiles au sein de la communauté afin d'accéder à l'enseignement prodigué uniformément dans tout le pays.

Ainsi, le programme tente de transmettre aux élèves une éducation élémentaire, des compétences artistiques ainsi qu'une expérience professionnelle par le biais d'ateliers et de cours afin de les diriger vers un retour à l'éducation formelle, tout en les aidant à s'épanouir sur le plan personnel.

Buts et objectifs du programme

Le programme du CECAP s'adresse aux jeunes entre 15 et 20 ans ayant quitté le système scolaire formel, sans emploi, sans qualification et venant d'un milieu socio-économique défavorisé. Les membres de familles bénéficiant de subventions dans le cadre du Plan d'égalité (plan destiné à réduire l'inégalité sociale et à suivre les réalisations du Plan d'attention nationale à l'urgence sociale) sont prioritaires. Le programme vise à répondre, de manière flexible et globale, aux besoins éducatifs de la population cible ; ses principaux objectifs sont les suivants :

- développer une stratégie éducative globale ;
- promouvoir l'inclusion sociale ;
- promouvoir la participation des citoyens ;
- favoriser la réinsertion des jeunes dans le système scolaire formel ;

- proposer une formation à l'emploi ;
- encourager les élèves à découvrir de nouvelles activités tout en les incitant à s'exprimer et à démontrer leur potentiel en tant qu'individu.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Les élèves potentiels doivent passer un entretien préalable afin d'évaluer leur volonté de participer activement au sein d'une équipe, de s'associer à des activités stimulant le développement de compétences artistiques, culturelles et civiques et de découvrir leurs propres projets leur permettant de réintégrer le système scolaire formel. Suite à la procédure de sélection, des groupes de 15 à 20 élèves sont constitués en fonction de la taille du centre.



Le programme est divisé en semestres ; chaque élève peut compléter jusqu'à quatre semestres. Le programme veut offrir l'éducation la plus riche possible. Pour cela, il s'articule autour de six domaines complémentaires qui interagissent et s'inscrivent dans un vaste contexte pédagogique (cours en classe, ateliers, promenades, excursions, conversations, etc.). Ces six sujets incluent une éducation de base, une formation professionnelle, des cours sur les aspects du travail et de l'embauche, des ateliers artistiques et d'expression culturelle, une approche de l'informatique ainsi qu'une éducation physique et sportive.

Les élèves assistent à 30 heures de cours hebdomadaires, réparties en 6 heures d'étude par jour du lundi au vendredi. Les cours informatiques se composent d'activités qui s'appuient sur les compétences de lecture et d'écriture comme la rédaction de courriers électroniques, l'utilisation d'un logiciel de traitement de texte, l'accès aux moteurs de recherche sur Internet, la tenue d'un blog et la création d'une page Web. Lors des deux premiers semestres, les élèves suivent des cours de base pendant quatre heures par semaine qui se réduisent à deux heures par semaine au cours des deux derniers semestres. Les thèmes abordés incluent les mathématiques, l'informatique, les langues et les sciences et sont directement liés aux ateliers choisis par les élèves afin de capter davantage leur intérêt. Des professeurs du secondaire sont embauchés afin de diriger les cours et d'appliquer une démarche pédagogique flexible, caractéristique du centre, se servant des intérêts et des suggestions des élèves comme source d'apprentissage. Si les élèves souhaitent obtenir un certificat confirmant leur niveau officiel d'études élémentaires (trois ans d'école secondaire), ils ont la possibilité de passer un examen et d'obtenir cette qualification tout en suivant le programme.

Ceux qui ont été mis à l'écart du monde du travail par leur manque de qualification se voient ainsi offrir la chance de découvrir de nouvelles activités qui développeront des compétences et des talents qui leur étaient insoupçonnés. Les ateliers professionnels proposés au cours des deux premiers semestres donnent un aperçu de différents domaines où ils peuvent approfondir leurs compétences et décider d'en faire leur métier. Certains ateliers organisés par le passé abordaient les compétences professionnelles suivantes : cuisine, construction, santé et assainissement, couture, menuiserie, agriculture, coiffure, beauté, percussion, arts visuels et théâtre. Lors des premier et deuxième semestres, les ateliers professionnels et les sessions de groupe ont pour but d'aider les élèves à choisir une formation qu'ils suivront lors de leurs troisième et quatrième semestres. La formation est organisée en collaboration avec l'Université professionnelle d'Uruguay. En complément des ateliers, les élèves peuvent s'inscrire à un stage pour une durée maximale d'un semestre afin d'acquérir une expérience professionnelle plus approfondie pour leur épanouissement futur.

Chaque semaine, une session est réservée à un travail de groupe durant laquelle les élèves retrouvent leur dignité, approfondissent leurs compétences en communication, la connaissance de leurs droits ainsi que des règles du centre, analysent et règlent les conflits au sein du groupe et évaluent les activités auxquelles ils participent. Grâce à la création de liens solides et à la communication au sein du groupe, les élèves découvrent que leurs points forts sont complémentaires et qu'ils peuvent collaborer pour obtenir un avantage collectif et aider le groupe à surmonter défis et difficultés. Les sessions de groupe sont présidées par un professeur superviseur dont le rôle consiste à promouvoir l'interaction et à guider les élèves à travers différents sujets et modes de discussion.

Le nombre et le type d'enseignants impliqués dans la gestion de chaque centre varient selon sa dimension et sa capacité. Toutefois, l'équipe pédagogique suivante est nécessaire pour soutenir un groupe d'élèves au fil des quatre semestres du programme : deux professeurs superviseurs, un enseignant en compétences de base, un enseignant professionnel, un technicien informatique, un professeur d'éducation physique et sportive, trois moniteurs d'atelier pour la formation professionnelle, un professeur d'art et deux moniteurs d'atelier artistique. Les professeurs superviseurs ont un statut particulier au sein de l'équipe. Ils accompagnent les élèves tout au long du programme et organisent les activités de groupe ainsi que les entretiens individuels en vue de fournir un soutien adapté aux élèves. Leurs principales tâches consistent à établir et maintenir une relation pédagogique avec les élèves, à collecter des informations sur les élèves (identifier leurs besoins, choisir un contenu pédagogique à valeur sociale, planifier et évaluer), à assurer une discipline au sein du groupe (fixer des limites, donner des sanctions, établir des règles), à servir d'intermédiaire entre les différentes ressources, offres et services disponibles et les élèves, à dispenser un enseignement et à encourager les élèves à participer, à prendre des initiatives et à s'affirmer.



Le programme du CECAP a pour principales caractéristiques d'être flexible et de proposer une formation intégrée. À ce titre, les élèves bénéficient d'une éducation plus personnalisée qu'autoritaire et les enseignants sont invités à développer un environnement pédagogique favorable à une telle démarche. Tous les élèves ne pouvant pas participer aux trente heures hebdomadaires pour des raisons d'emploi à temps partiel ou de responsabilités familiales, la flexibilité du CECAP est un atout pour tous ceux qui n'ont pas supporté la rigidité du système scolaire formel. S'ils ont d'autres engagements, les enseignants du CECAP s'adaptent en fonction des circonstances exceptionnelles qui caractérisent leur vie, souvent incompatible avec les stratégies pédagogiques courantes. Pour illustrer l'implication et la flexibilité des enseignants ou moniteurs d'atelier au CECAP, il leur est fréquent de contacter les absents par téléphone. Il va sans dire que des règles et des limites sont imposées pour ne pas altérer l'efficacité du programme. Ces dernières ne sont d'ailleurs pas simples à établir ; cependant, les décisions prises aux centres tiennent compte des particularités de la vie de chaque élève.

La participation et l'engagement social sont les valeurs prônées dans tous les domaines du programme, du déjeuner commun aux ateliers ; chaque moment est l'occasion pour les élèves de s'affirmer, de se confronter et, de manière plus générale, d'apprendre à mieux se comprendre au fil de leur transition vers l'âge adulte. De plus, les nombreuses activités et ateliers les éveillent aux nouvelles possibilités et intérêts qui leur semblaient inaccessibles auparavant. En conséquence, l'exhaustivité du programme devance l'éducation purement académique et professionnelle afin d'embrasser un domaine plus large d'apprentissage destiné au développement de l'individu dans son ensemble.

En 2008, une nouvelle loi impose à tous les centres d'éducation de constituer un Conseil participatif composé de parents, d'enseignants, d'élèves, de membres de la communauté et de représentants des pouvoirs publics. Ces conseils, introduits dans le programme du CECAP, permettent aux élèves, parents, enseignants et voisins de prendre part aux décisions sur le personnel de direction et le personnel enseignant du centre, l'attribution de ressources, l'établissement d'accords avec d'autres organisations ainsi que les travaux de rénovation et de construction du centre. Des réunions du conseil sont tenues afin d'inviter la communauté locale, les parents et les élèves à participer aux discussions et aux décisions relatives aux centres. De leur côté, des élèves sont élus par leurs camarades par un vote à bulletin secret afin de représenter les points de vue du corps étudiant à la réunion.

FINANCEMENT DU PROGRAMME

Si le programme est financé en grande partie par le gouvernement, les dons et les accords avec des entreprises ont permis l'acquisition de matériels pédagogiques ainsi que des placements en stage. En 2011, un projet pilote impliquant du papier recyclé a été convenu avec l'entreprise nationale DUCSA dans le but d'organiser un nouvel atelier où les élèves seront chargés de fabriquer le papier pour la couverture du rapport annuel de l'entreprise.

Une aide financière est accordée aux élèves par le biais de la fourniture d'un petit-déjeuner et d'un déjeuner au centre, de l'attribution d'une bourse et de l'accès aux prestations sociales comme la carte de prise en charge sociale et les allocations familiales. À l'aube de l'année 2011, la bourse s'élevait à 600 pesos uruguayens par mois, soit environ 30 dollars américains. Destinée à inciter les élèves à suivre leurs cours, cette bourse est suspendue dans le cas contraire puis de nouveau accordée dès leur retour en classe. Tous les élèves sont également assurés auprès de la Banque nationale d'assurance (BSE) contre tout accident survenant lors des ateliers et des stages.

SUIVI ET ÉVALUATION

Le programme fait l'objet d'un suivi régulier à l'aide de ses structures d'organisation. Une grande évaluation externe a également été menée sur la mise en œuvre du programme auprès de plusieurs CECAP (Montevideo, Rivera et Treinta y Tres), interrogeant 76 enseignants entre 2006 et 2008. Cette évaluation, processus d'apprentissage essentiel, a contribué à donner une orientation vers une future planification du programme. Les résultats ont été publiés en 2009.

IMPACT ET RÉUSSITES

Les plus grandes réussites du programme résident dans ses actions visant à encourager la participation citoyenne, à favoriser l'inclusion sociale et à proposer un programme d'éducation globale. Grâce aux ateliers, les élèves ont la possibilité de développer des compétences artistiques, culturelles et professionnelles dans un domaine où leurs chances de décrocher un futur emploi sont accrues. Un mouvement social peut donc se mettre en marche. Lors d'une enquête réalisée auprès du personnel, les enseignants ont révélé que, selon eux, les élèves ont démontré davantage de confiance en soi au fil des cours. Au début du programme, ces derniers étaient très réservés et regardaient constamment le sol mais avec le temps, ils ont progressivement affiché des sourires et ont entamé un dialogue.

En demandant aux élèves quelles étaient leurs attentes et réflexions par rapport à l'éducation et au travail, le programme du CECAP a réussi à redéfinir le monde des jeunes et à leur ouvrir des voies qu'ils pensaient être inaccessibles. Sous la direction attentive et responsable des professeurs superviseurs, les quatre semestres du programme guident les élèves vers une autonomie et un épanouissement personnel qui leur permettront de prendre leur vie en main et d'obtenir d'autres qualifications.

À la question lui demandant ce que représentait pour lui le programme du CECAP, un élève de 16 ans (à son troisième semestre et participant à l'atelier de construction) a répondu : « Se faire des amis, participer, apprendre de nombreuses choses nouvelles, être moi-même. Je me suis aussi rendu compte que je peux aller de l'avant. »

Depuis que les élèves ont la possibilité de passer un examen d'éducation élémentaire, le taux de réussite a atteint 98 % pour ceux qui ont suivi les cours et passé l'examen aux centres. Les cours précédant l'examen mettent en œuvre une approche fondée sur l'apprentissage intégré et le taux élevé de réussite démontre à quel point cette stratégie d'enseignement alternative aide les élèves à mieux apprendre. Le centre encourage l'élection de délégués d'élèves afin qu'ils assument pleinement leur rôle d'acteurs principaux dans le programme et acceptent davantage de responsabilités au sein de la communauté. En septembre 2009, les délégués d'élèves de tous les CECAP du pays se sont réunis pour la première fois, signe de l'évolution de ce type d'enseignement et de l'implication des élèves dans le programme.

Au CECAP de Montevideo, ordre et discipline sont maintenus par les enseignants sans l'aide d'aucun personnel de sécurité. Tout élève coupable d'un comportement intolérable ou indiscipliné se voit menacé d'une suspension du centre. L'efficacité de l'approche personnalisée reflète les bonnes coordination et gestion internes du centre ainsi que son soutien affirmé envers les relations informelles entre enseignants et élèves.

LEÇONS APPRISSES

La plupart des élèves du centre ont quitté l'enseignement secondaire car ils devaient trouver un emploi et ont échoué à leur année suite à leurs absences. Face à ce fait, le programme a accordé davantage d'importance à la flexibilité de la méthodologie du CECAP. En plus de relever les défis d'organisation issus des besoins de chaque élève, les enseignants doivent également être flexibles au quotidien afin de gérer les situations imprévues comme le cas où un élève a dû être récupéré à la dernière minute car il n'avait pas assez d'argent pour prendre le bus et se rendre au théâtre où il jouait un rôle.

Même si beaucoup d'élèves ont montré des difficultés à acquérir les compétences de base, des progrès ont vite été constatés lorsque le lien entre les compétences et une activité concrète a été établi.

Les relations spéciales tissées entre élèves et enseignants au CECAP peuvent tout aussi bien être la source de difficultés que de réussite, en particulier au moment où les élèves quittent le centre. Pour surmonter le sentiment de perte ou d'abandon éprouvé par certains élèves et enseignants, des centres se sont lancés dans des projets de fin d'année afin de préparer le départ des élèves d'un point de vue pédagogique et positif. Dans un centre, un projet nommé "Leaving prints" (« Laisser des empreintes ») a regroupé des élèves autour d'activités centrées sur le sujet du départ, a lancé une discussion sur le souvenir laissé par ces élèves et a encouragé des réflexions positives associées à leur départ.

DÉFIS

Les deux principaux objectifs du programme, qui sont aussi les plus difficiles à atteindre, consistent à aider les élèves à réintégrer le système scolaire formel et à les former au monde du travail. Bon nombre de facteurs internes et externes compliquent la réalisation de ces objectifs :

La durée maximale du programme est de quatre semestres. Cependant, les enseignants interrogés ont révélé que de nombreux élèves bénéficiaient d'une période supplémentaire afin de tirer le meilleur parti de l'éducation spécialisée que le CECAP dispense et pour qu'ils aient toutes les chances de réussir leur intégration dans le système scolaire formel.

Les difficultés en matière d'alphabétisme rencontrées par de nombreux élèves ne peuvent être traitées de manière efficace en quelques heures de cours élémentaires. De telles difficultés peuvent entraver le bon transfert des compétences et l'apprentissage dans d'autres domaines du programme.

Outre l'éducation et le développement des compétences, il subsiste un réel besoin d'éliminer la discrimination que subissent les élèves du CECAP dans d'autres établissements scolaires. En limitant leurs progrès, les préjugés subis constituent un obstacle au souhait de poursuivre leur éducation à l'issue du programme. Suite à des rivalités et à une méfiance institutionnelle, les écoles techniques ne voient pas d'un bon œil l'arrivée des élèves du CECAP, même si ces derniers sont parvenus au terme du programme. Étant donné que de nombreux élèves ne sont pas adaptés à l'enseignement secondaire formel, en raison de sa rigidité et de son environnement académique, il serait capital que leur réussite au CECAP soit reconnue même s'ils ne réintègrent pas une scolarité formelle.

La diversité de l'équipe enseignante pose problème car les activités proposées diffèrent selon le personnel enseignant embauché dans un centre en particulier. Ainsi, il existe des différences entre les activités entreprises par les élèves dans un CECAP par rapport à celles d'un CECAP d'une autre région. Par exemple, le cours spécial de formation à l'examen confirmant le niveau d'éducation élémentaire n'est disponible que dans les centres de Montevideo depuis 2006 et de Rivera depuis 2008. Des variations telles que celle-ci empêchent l'établissement d'un fil commun sur lequel faire reposer les activités à un niveau national.



Au vu des problèmes que les enseignants doivent gérer au sein du centre, un appel à une équipe multidisciplinaire s'est fait entendre afin de résoudre plus facilement les difficultés complexes rencontrées par les élèves au centre. Ces très nettes formes de soutien devraient être utilisées pour faire face aux situations problématiques types comme la consommation de drogue, le viol, les mauvais traitements, etc. qui sont actuellement gérées sans le professionnalisme nécessaire.

PÉRENNITÉ

Le succès et l'attrait des centres ont fait grimper le taux d'inscription (en 2011, le centre de La Paz acceptera 30 élèves de plus qu'en 2010). Dans un souci d'adaptation à des niveaux élevés d'intérêt, d'une part, et d'accessibilité optimale du programme dans tout l'Uruguay, d'autre part, de nouveaux centres ont été établis progressivement ces dernières années et un autre centre est en cours de développement. Le programme du CECAP faisant partie du Plan d'égalité, davantage de centres continueront d'ouvrir leurs portes dans tout le pays.

À l'issue du programme, les élèves décident s'ils souhaitent se diriger vers des études secondaires ou suivre des cours techniques et professionnels à l'UTU (Université professionnelle d'Uruguay). Une aide financière sous forme de bourse est accordée aux élèves qui décident de reprendre leurs études au lycée afin de les inciter à poursuivre leur cursus. Malgré l'objectif du CECAP visant à assurer une éducation de qualité aux élèves, à les rendre autonomes et à les motiver à poursuivre leurs intérêts éducatifs, la durée du programme a été critiquée. En effet, elle ne serait pas assez longue pour garantir une réinsertion durable au sein du système scolaire formel.

SOURCES

- Site Web du ministère de l'Éducation et de la Culture (en espagnol) http://educacion.mec.gub.uy/innovaportal/v/3934/5/mecweb/buenas_noticias?search=yes
- http://www.mec.gub.uy/innovaportal/v/4979/2/mecweb/cecap_la_paz?parentid=4476
- Informations sur le CECAP du ministère du Développement Social (en espagnol) <http://guiaderecursos.mides.gub.uy/mides/text.jsp?contentid=5693&site=1&channel=mides>
- Alende, Isabel ; Dambrauskas, Alicia ; Denis, Mercedes ; (eds.) Aportes para una construcción colectiva. 2009. Ministerio de Educación y Cultura ; Montevideo, Uruguay. ISBN : 9789974361522

- Documentaire sur le programme du CECAP réalisé par les élèves du CECAP de Rivera (en espagnol) <http://www.youtube.com/user/gimelogno>
- Site Web de la Présidence – Rapport sur le premier Conseil participatif au CECAP de Montevideo (en espagnol) <http://www.presidencia.gub.uy/sci/noticias/2010/05/2010052104.htm>
- Article d'un journal local sur les bourses accordées aux élèves (en espagnol) <http://www.coloniatotal.com.uy/colonia-del-sacramento/9417-cecap-inscripciones-para-los-talleres-de-educacion-y-trabajo-2011>

CONTACT

Jorge Camors
 Directeur de l'éducation non formelle
 Ministerio de Educación y Cultura
 Reconquista 535,
 11100 Montevideo,
 Uruguay.
 E-mail : camors@mec.gub.uy
 Isabel Alende Coordinator of PNET – CECAP
 Email : alende@mec.gub.uy